

**T.C.
NIVERSITE GALATASARAY
INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES
DEPARTEMENT DE RELATIONS INTERNATIONALES**

**DIPLOMATIE ECONOMIQUE ET SA MISE EN
APPLICATION PAR LA TURQUIE: L'AFRIQUE
COMME TERRAIN DE JEU**

THESE DE MASTER RECHERCHE

Mehmet Berkay DURDU

Directeur de Recherche: Doç. Dr. Feride Selcan SERDAROGLU POLATAY

FEVRIER, 2023

**T.C.
NIVERSITE GALATASARAY
INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES
DEPARTEMENT DE RELATIONS INTERNATIONALES**

**DIPLOMATIE ECONOMIQUE ET SA MISE EN
APPLICATION PAR LA TURQUIE: L'AFRIQUE
COMME TERRAIN DE JEU**

THESE DE MASTER RECHERCHE

Mehmet Berkay DURDU

Directeur de Recherche: Doç. Dr. Feride Selcan SERDAROGLU POLATAY

FEVRIER, 2023

Beni hayatım boyunca destekleyen Anneme ve Babama...

RÉ

TABLE DES MATIERES

PRÉFACE.....	ii
TABLE DES MATIERES	iii
ABRÉVIATIONS.....	vi
LISTE DES FIGURES	vii
LISTE DES TABLEAUX.....	ix
RESUME.....	xi
ÖZET.....	xiv
ABSTRACT	xvii
INTRODUCTION.....	1
PREMIERE PARTIE- LA DIPLOMATIE ECONOMIQUE	5
I) Revue De Litterature Sur La Diplomatie Economique	5
1) Aperçu de l'histoire de la diplomatie économique	5
2) Définitions de la diplomatie économique	11
a) Définition traditionnelle fondée sur les intérêts nationaux.....	11
b) Définitions axées sur les processus de la diplomatie économique	15
3) Développement de la diplomatie économique comme domaine de recherche	18
4) Relation de la diplomatie économique avec les quatre grandes disciplines	22
a) Diplomatie économique et les relations internationales	23
b) Diplomatie économique et l'économie.....	31
c) Diplomatie économique et économie politique internationale	35
d) Diplomatie économique et études diplomatiques.....	39
II) Fonctionnement de la diplomatie économique	44
1) Cadre conceptuel et analytique de la diplomatie économique	44
a) Cadre conceptuel de la diplomatie économique	44
Figure 1.3.....	46
b) Cadre analytique de la diplomatie économique	49
2) Dimensions de la diplomatie économique	51

a) Objectifs de la diplomatie économique	51
b) Outils de la diplomatie économique	55
c) Acteurs de la diplomatie économique	61
d) Activités de diplomatie économique	63
3) Typologies de la diplomatie économique	68
a) Diplomatie commerciale.....	68
b) Trade diplomacy	72
c) Diplomatie financière	75
d) Etatisme économique	76
e) Diplomatie publique	80
f) Diplomatie culturelle.....	89
g) Création d'images internationales.....	97
Figure 1.17 : Cadre général de la création d'image internationale.....	102
4) Niveaux de diplomatie économique.....	104
a) Unilatéral	105
b) Bilatéral	106
c) Multilatéral	109
d) Diplomatie multidimensionnelle	110
5) Modèles de diplomatie économique: Approches distinctes des pays	110
DEUXIEME PARTIE- LA DIPLOMATIE ECONOMIQUE DE LA	
TURQUIE ET L'ETUDE DE CAS : AFRIQUE.....	124
I) Economie politique.....	124
1) Objectifs de la diplomatie économique.....	126
2) Acteurs de la diplomatie économique en Turquie	127
a) Ministère des affaires étrangères	128
b) Ministère du commerce	130
c) Ministère du trésor et des finances	131
d) Conseil des relations économiques extérieures (DEIK).....	133
e) Union des chambres et des bourses de commerce de turquie (TOBB) ..	136
f) Office d'investissement.....	137
g) Office de finance	138
h) Agence turque de coopération et de coordination (TIKA).....	139
i) Association turque des industriels et hommes d'affaires « TUSIAD »...	141
3) Outils de diplomatie économique	142

a) Instruments positifs à effet direct	142
b) Instruments positifs complémentaires à effet indirect.....	155
c) Diplomatie sportive	161
d) La diplomatie de l'éducation	163
e) Image internationale et création de marque.....	165
3) Instruments négatifs de la diplomatie économique.....	170
a) Sanctions économiques.....	170
a.1) Diplomates et représentants diplomatiques dans les sanctions économiques	175
a.3) Boycott.....	178
II) Economie politique de l'Afrique et la diplomatie économique de la Turquie envers Afrique	181
1) Les enjeux qui font de l'Afrique un terrain de jeu de la mondialisation économique	183
a) Perspective générale de l'économie africaine	183
b) Perspective du commerce extérieur en Afrique	186
c) Facilités pour le monde d'affaires	191
d) Secteurs d'intérêt en Afrique.....	193
2) Pratiques de l'économie diplomatique de la Turquie vers Afrique	201
a) Evolution de la politique étrangère de la Turquie envers les pays Africains	201
b) Diplomatie économique de la Turquie vers l'Afrique	209
b.1) Diplomatie commerciale et d'affaires de la Turquie dans la cadre de AFCFTA	212
b.2) Position de la Turquie et le commerce avec l'Afrique	216
Figure 2.22 : Index de TCI de la Turquie avec les pays africaines	227
c) Aide publique au développement et aide humanitaire.....	232
d) Sommets et pourparlers bilatéraux-multilatéraux	239
e) TABEF III.....	241
CONCLUSION.....	247
BIBLIOGRAPHIE.....	258
ANNEXE.....	279

ABRÉVIATIONS

ABD les états-unis d'Amérique



LISTE DES FIGURES

Figure 1.5 : Les Dimensions de la Diplomatie Economique	51
Figure 1.6 : Chaîne de Valeur de la Diplomatie Commerciale	55
Figure 1.7 : Le Volume de Commerce entre la Turquie et l’Israël	60
Figure 1.8 : Le Volume de Commerce de la Syrie entre 1985-2018	61
Figure 1.9 : Economie Commerciale	69
Figure 1.10 : La Diplomatie Economique et Commerciale	72
Figure 1.11 : Relation Directe entre l'Etatisme Economique et la Politique.....	77
Figure 1.12 : Effet des Sanctions économique sur la politique.....	78
Figure 1.13 : L’effet d’économie sur le changement politique.....	79
Figure 1.14 : Valeur totale des échanges de marchandises des Etats-Unis « exportations et importations » avec le Japon de 1950 à 2010	87
Figure 1.15 : Valeur totale des échanges de marchandises des États-Unis « exportations et importations » avec le Japon de 2000 à 2020	87
Figure 1.16 : Part des exportations de biens culturels dans les exportations totales (2014-2019)	96
Figure 1.17 : Cadre général de la création d’image internationale	102
Figure 1.18 : Le Volume de Commerce d’Oman.....	106
Figure 2.1 : Le Commerce de l'Egypte avec la Turquie 1994- 2020	168
Figure 2.2 : Turquie Irak Volume de Commerce 2005-2020 (Milliards Dollars)	170
Figure 2.7 : Tailles du PIB (2020, milliards USD)	184
Figure 2.8 : Revenu par habitant (2020, USD).....	185
Figure 2.9 : Taux de Croissance de PIB (2020, %).....	186
Figure 2.10 : Exportation et Importation de l’Afrique (Milliards Dollars))	187
Figure 2.11 : Exportations des Pays Africains (2020, milliards usd)	188
Figure 2.12 : Importations des Pays Africains (2020, milliards usd)	189
Figure 2.13 : Balance Commerciale Extérieure des Pays (milliards usd).....	190
Figure 2.14 : Les Meilleurs Pays d'Afrique pour Business.....	191

Figure 2.15 : Zones Economique Privé en Afrique.....	192
Figure 2.16 : Volume du commerce intracontinental Africain (milliards de dollars)	216
Figure 2.17 : Parts des pays dans les importations Africaines (%).....	218
Figure 2.18 : Les Parts des Pays qui Exportent à l'Afrique	218
Figure 2.19 : L'Augmentation d'Exportations Interafricaine Après AfCFTA) .	221
Figure 2.20 : Augmentation d'importation interafricaine après afcfta)	223
Figure 2.21 : Pays exportateur	226
Figure 2.22 : Index de TCI de la Turquie avec les pays africaines.....	227
Figure 2.23 : Montant de l'aide publique au développement apportée par la Turquie (2002-2019).....	233
Figure 2.24 : Ratio de l'aide publique au développement de la Turquie par rapport au revenu national (2002-2019).....	234
Figure 2.25 : Montant de l'aide humanitaire de la Turquie (2002-2019)	234
Figure 2.26 : Ratio de l'Aide Publique au Développement au Revenu National par Pays.....	234
Figure 2.27 : Montants de l'aide publique au développement fournie par la Turquie au continent africain (2004-2019)	235
Figure 2.28 : Pays les Moins Avancé qui ont le plus bénéficié de l'aide bilatérale de la turquie	237
Figure 2.29 : Commerce Extérieure Entre La Turquie et l'Afrique	240

LISTE DES TABLEAUX

Figure 1.1 : Nombre moyen annuel de publications scientifiques faisant référence au concept de diplomatie économique entre 1950 et 2016	19
Figure 1.2 : Toutes les Etudes Académiques Quantitatives et Qualitatives sur la Diplomatie Economique entre 1986 et 2015.....	22
Figure 1.3 : Plan de Coordonnées Business Play End et Power-play End.....	46
Figure 1.4 : Triangle de la Diplomatie Economique.....	49
Tableau 1.2 : Moyens positives et negatives de la diplomatie économique	57
Tableau 1.3 : Acteurs d'étatiques dans la Diplomatie Economique	63
Tableau 1.4 : Rôles des acteurs non-gouvernementaux dans la diplomatie économique	63
Tableau 1.5 : Diplomates Commerciaux.....	70
Tableau 1.6 : Activités et domaines de diplomatie économique.....	70
Tableau 1.7 : Modèles de relation dans la création d'images internationales	99
Tableau 1.8 : Options stratégiques de négociation : contexte de OMC	104
Tableau 1.9 : Typologie des Relations Bilatérales.....	108
Tableau 1.10 : Modelés de la Diplomatie Economique des Pays Choisis	121
Tableau 2.1 : Partenaires d'ALE de la Turquie.....	150
Tableau 2.2 : Partenariat au niveau institutionnel.....	163
Tableau 2.3 : Types De Partenariats Au Niveau Du Programme	164
Tableau 2.4 : Exportation de la Turquie 2014-2016	174
Tableau 2.5 : Revenu moyen, nombre et dépenses des touristes visitant la Turquie 2014-2015	175
Tableau 2.6 : Touristes Russes visitant la Turquie ().....	175
Tableau 2.7 : Exportations et importations de la Turquie avec la Russie 2014-2016	175
Tableau 2.10 : Valeurs du Commerce Extérieur de la Turquie en Égypte 2000-2018	177

Tableau 2.13 : Principales Economies Agroalimentaires en Afrique (Milliards usd))	194
Tableau 2.14 : Projets de Infrastructure et de Construction en Afrique.....	198
Tableau 2.15. a. Différents Seuils de Pauvreté Régionales au Diverses Communautés Economiques - b : Seuils de Pauvreté de 1,9 Dollars par Jour	200
Tableau 2.15 : Les plus grandes partenaires commerciaux de l'Afrique.....	217
Tableau 2.16 : Les pays qui devraient augmenter le plus leurs exportations.....	220
Tableau 2.17 : Les pays qui devraient augmenter le plus leurs importations	222
Tableau 2.18 : Les pays dont les exportations attendus baisser le plus	224
Tableau 2.19 : Pays à l'égard desquels les exportations de la Turquie risquent de baisser le plus	228
Tableau 2.20 : Secteurs expectés le plus diminuer dans l'exportations de la Turquie vers l'Afrique.....	229
Tableau 2.21 : Opportunités et défis de AFCFTA	230
Tableau 2.22 : TABEF en chiffres	245

RESUME

La diplomatie économique, qui a commencé à émerger en tant que branche de recherche distincte depuis les années 1990, elle a fait des progrès significatifs à la fois théoriquement et pratiquement en peu de temps. Cette étude, qui porte sur la diplomatie économique, se compose de deux parties principales. La première partie de l'étude porte sur l'étude de la littérature sur la diplomatie économique. Dans ce cadre, différentes approches de la diplomatie économique, son développement dans la littérature académique, le fonctionnement de la diplomatie économique, ses acteurs, ses outils, ses objectifs, son cadre conceptuel et théorique, les modèles de diplomatie économique et les pratiques de la diplomatie économique des différents pays ont été révélés, le fonctionnement le schéma et le contexte de la diplomatie économique ont été expliqués en détail. La problématique sur laquelle est construite la première partie de l'étude est le contexte dans lequel la diplomatie économique fonctionne et quels instruments de diplomatie économique sont efficaces. En ce sens, l'efficacité des différents acteurs et instruments de la diplomatie économique a été révélée par des recherches tant analytiques qu'empiriques.

La deuxième partie, qui constitue la base de l'étude, couvre l'approche de la diplomatie économique de la Turquie et la stratégie de diplomatie économique de la Turquie envers l'Afrique. La première partie comprend la structure de la diplomatie économique de la Turquie. Étant donné que la Turquie n'a pas de compréhension officielle de la diplomatie économique, l'approche, les objectifs, les acteurs et les outils de la diplomatie économique de la Turquie ont été construits en adhérant au modèle d'Okana-Heijmans et élargis en articulant différents apports. Lors de la construction de la structure de la diplomatie économique de la Turquie, des éléments de puissance douce ont été mis en avant. La deuxième partie comprend la stratégie de diplomatie économique de la Turquie envers l'Afrique. La domination de l'Afrique sur la scène mondiale au cours des deux dernières décennies, le nombre croissant d'économies

émergentes dans la région et enfin l'entrée dans une nouvelle ère avec l'AfCFTA, entrée en vigueur en 2021, sont les principales raisons du choix de l'Afrique. Dans les analyses réalisées dans la deuxième partie de l'étude, l'intervalle de temps a été déterminé comme la date d'entrée en vigueur de l'AfCFTA. Dans ce contexte, les approches et l'efficacité de la diplomatie économique de la Turquie envers l'Afrique ont été discutées.

Cette partie base sur si la Turquie dispose d'un modèle global de diplomatie économique assurant la rentabilité des relations économiques avec l'Afrique. À ce stade, les principales hypothèses de l'étude sont que la Turquie n'a pas une approche de diplomatie économique efficace, sa stratégie économique envers l'Afrique est insuffisante. Une méthodologie mixte comprenant des éléments analytiques et empiriques a été suivie tout au long de l'étude. Les principales conclusions de l'étude, qui ont été révélées en s'appuyant sur des métadonnées économétriques ainsi que sur des analyses analytiques, sont les suivantes :

1. La Turquie n'a pas de stratégie globale de diplomatie économique pour l'Afrique.

2. Les pays africains ne disposent pas d'une infrastructure institutionnelle et d'une stabilité politique suffisante, de sorte que les relations économiques sont façonnées autour de préférences politiques plutôt que de lois économiques. Les préférences des élites politiques déterminent l'approche économique générale, en ce sens, la politique joue le rôle de transporteur du commerce.

3. L'Afrique est l'une des régions les plus riches du monde avec ses ressources naturelles, ses richesses souterraines et ses vastes terres agricoles. Cependant, il ne dispose pas d'une capacité de traitement effective en raison d'insuffisances politiques, techniques et humaines. La richesse naturelle et la mauvaise gouvernance de l'Afrique attirent des pays étrangers dans la région. Par conséquent, l'Afrique est un marché très dynamique et la circulation est très élevée. Contrairement aux pays où la capacité institutionnelle est élevée, comme le Canada, la Suisse et l'Allemagne, il est nécessaire d'être constamment visible pour être un acteur actif en Afrique. En ce sens, les outils de diplomatie économique les plus efficaces pour la région sont les visites de haut niveau, les sommets, les forums économiques, les rencontres B2B et les missions diplomatiques.

4. Outre son identité culturelle, sociale et historique, la Turquie est accueillie avec bienveillance par les peuples de la région parce qu'elle n'est pas un État impérialiste. La Turquie, qui soutient la réputation positive actuelle avec des éléments de puissance douce efficaces, met en œuvre une stratégie de diplomatie économique avec une production finale Business Play dans la région. Les pratiques mises en œuvre dans le cadre de la diplomatie humanitaire et entrepreneuriale de la Turquie sont également portées par des valeurs occidentales telles que la démocratie, l'économie libérale et l'État de droit, recréant ainsi sa propre identité aux yeux de la région.

5. La Turquie agit avec une stratégie gagnant-gagnant pour l'Afrique. La Turquie suit une stratégie mixte et intégrée pour la région qui comprend les partenariats public-privé et les ONG. L'État se concentre sur les relations politiques et économiques, le secteur privé se concentre uniquement sur les relations économiques et les ONG se concentrent uniquement sur l'aide humanitaire.

6. Le principal canal utilisé par la Turquie pour construire ses relations économiques avec la région est l'investissement, mais le secteur privé n'agit pas seul. Sur le continent, où la politique est la clé du mécanisme de transmission économique, les ambassadeurs et les conseillers commerciaux sont plus efficaces que les hommes d'affaires. Pour cette raison, la plupart des réunions des conseils d'affaires africains se tiennent avec la participation d'ambassadeurs et de conseillers commerciaux.

Mots-clés : *Diplomatie économique, Diplomatie économique de la Turquie envers Afrique, Economie politique de l'Afrique, diplomatie commerciale, Diplomatie publique*

ÖZET

1990'lı yıllardan itibaren ayrı bir araştırma dalı olarak ortaya çıkmaya başlayan ekonomik diplomasi, kısa sürede hem teorik hem de pratik olarak önemli bir gelişme göstermiştir. Ekonomik diplomasiyi konu alan bu çalışma iki ana bölümden oluşmaktadır. Çalışmanın ilk bölümü, ekonomik diplomasiye ilişkin literatür çalışmasını kapsamaktadır. Bu çerçevede, ekonomik diplomasiye ilişkin farklı yaklaşımlar, akademik yazındaki gelişimi, ekonomik diplomasinin işleyişi, aktörleri, araçları, amaçları, kavramsal ve kuramsal çerçevesi, ekonomik diplomasi modelleri ve farklı ülkelerin ekonomik diplomasi uygulamaları ortaya konulmuştur, ekonomik diplomasinin işleyiş şeması ve bağlamı detaylı bir şekilde açıklanmıştır. Çalışmanın ilk bölümünün üzerine inşa edildiği problematik, ekonomik diplomasinin hangi bağlamda işlediği ve hangi ekonomik diplomasi enstrümanlarının ne derece etkili olduğudur. Bu doğrultuda, farklı ekonomik diplomasi aktörlerinin ve enstrümanlarının etkinlikleri hem analitik hem de ampirik araştırmalarla ortaya konulmuştur.

Çalışmanın temelini oluşturan ikinci kısımda ise Türkiye'nin ekonomik diplomasi yaklaşımı ve Türkiye'nin Afrika'ya yönelik izlediği ekonomik diplomasi stratejisini kapsamaktadır. Birinci bölüm Türkiye'nin ekonomik diplomasi yapısını içermektedir. Türkiye'nin resmi bir ekonomik diplomasi anlayışı olmadığı için, Türkiye'nin ekonomik diplomasi yaklaşımı, hedefleri, aktörleri ve araçları Okana-Heijmans'ın modeline sadık kalınarak kurgulanmış ve farklı girdilerin eklemlenmesiyle genişletilmiştir. Türkiye'nin ekonomik diplomasi yapısı kurgulanırken, yumuşak güç unsurlarına ağırlık verilmiştir. İkinci bölüm ise Türkiye'nin Afrika'ya yönelik izlediği ekonomik diplomasi stratejisini içermektedir. Afrika'nın son yirmi yılda dünya sahnesinde ağırlık kazanması, bölgedeki yükselen ekonomilerin sayısının giderek artması ve nihayetinde 2021 yılında yürürlüğe giren AfCFTA ile yeni bir döneme girilmesi, Afrika'nın seçilmesinin temel nedenidir. Çalışmanın ikinci bölümünde gerçekleşen çözümlemelerde zaman aralığı AfCFTA'nın yürürlüğe giriş tarihi olarak belirlenmiştir. Bu çerçevede Türkiye'nin Afrika'ya yönelik ekonomik diplomasi yaklaşımları ve etkinliği tartışılmıştır.

Söz konusu bölüm, Türkiye'nin kapsamlı bir ekonomik diplomasi modeline sahip olup olmadığı ve Afrika'ya yönelik ekonomik ilişkilerin ne derece maliyet etkin olduğu sorunsalı üzerine kurgulanmıştır. Bu noktada çalışmanın temel hipotezleri, Türkiye'nin etkin bir ekonomik diplomasi yaklaşımının olmadığı, ekonomik ilişkilerin çoğunlukla devlet odaklı yürütüldüğü, Afrika'ya yönelik izlenen ekonomik diplomasinin yetersiz olduğudur. Çalışma boyunca analitik ve ampirik öğeleri barındıran karma bir metodoloji izlenmiştir. Analitik çözümlemelerin yanı sıra ekonometrik meta verilerden de faydalanılarak ortaya konulan çalışmadaki temel bulgular şu şekildedir :

1. Türkiye'nin Afrika'ya yönelik kapsamlı bir ekonomik diplomasi stratejisi bulunmamaktadır.

2. Afrika ülkeleri yeterli kurumsal altyapıya ve siyasi istikrara sahip değildir, bu nedenle ekonomik ilişkiler ekonomik yasalardan ziyade, politik tercihler etrafında şekillenmektedir. Siyasi elitlerin tercihleri genel ekonomik yaklaşımı belirlemektedir, bu anlamda siyaset, ticaretin taşıyıcısı rolündedir.

3. Afrika, sahip olduğu doğal kaynaklar, yeraltı ve yerüstü zenginlikleri ve geniş tarım arazileriyle dünyanın en zengin bölgelerinden biridir. Ne varki siyasi, teknik ve beşeri yetersizlikler nedeniyle etkin bir işleme kapasitesine sahip değildir. Afrika'nın sahip olduğu doğal zenginlikler ve kötü yönetim, yabancı ülkeleri bölgeye çekmektedir. Bu nedenle Afrika oldukça dinamik bir pazardır ve sirkülasyon çok yüksektir. Kurumsal kapasitenin yüksek olduğu, Kanada, İsviçre, Almanya gibi ülkelerin aksine Afrika'da etkin bir oyuncu olmak için sürekli olarak görünür halde olmak gerekmektedir. Bu anlamda, bölgeye yönelik en etkin ekonomik diplomasi araçları üst düzey ziyaretler, zirveler, ekonomik forumlar, B2B görüşmeleri ve diplomatik misyonlardır.

4. Türkiye, kültürel, sosyal ve tarihi kimliğinin yanı sıra emperyalist bir devlet olmaması nedeniyle bölge halkı tarafından sempatiyle karşılanmaktadır. Mevcut olumlu repütasyonu, etkin yumuşak güç unsurlarıyla destekleyen Türkiye, bölgede *Business Play* çıktıları bir ekonomik diplomasi stratejisi uygulamaktadır. Türkiye'nin insani ve girişimci diplomasisi çerçevesinde uygulamaya konan pratikler, demokrasi, liberal ekonomik ve hukukun üstünlüğü gibi batılı değerlerle de desteklenmekte böylelikle bölge nazarında kendi kimliğini yeniden yaratmaktadır.

5. Türkiye Afrika'ya yönelik kazan kazan stratejisiyle hareket etmektedir. Türkiye, bölgeye yönelik kamu- özel ve STK'ları içeren karma ancak bütünleşik bir strateji izlemektedir. Devlet siyasi ve ekonomik ilişkilere odaklanmakta, özel sektör yalnızca ekonomik ilişkilere odaklanmakta STK'lar ise yalnızca insani yardımlara odaklanmaktadır.

6. Türkiye'nin bölgeyle ekonomik ilişkilerini kurgularken kullandığı temel kanal yatırımlardır ancak özel sektör tek başına hareket etmemektedir. Politikanın, ekonomik aktarım mekanizmasının anahtarı olduğu kıtada, büyükelçiler ve ticaret müşavirleri iş adamlarından daha etkili olmaktadır. Bu nedenle Afrika iş konseyleri toplantılarının çoğu büyükelçiler ve ticaret müşavirlerinin katılımıyla gerçekleştirilmektedir.

Anahtar Kelimeler : Ekonomik Diplomasi, Türkiye'nin Ekonomik Diplomasisi, Afrika'nın Ekonomi Politikası, Ticari Diplomasi, Kamu Diplomasisi

ABSTRACT

Economic diplomacy, which has started to emerge as a separate research branch since the 1990s, it has made significant progress both theoretically and practically in a short time. This study, which is about economic diplomacy, consists of two main parts. The first part of the study covers the literature study on economic diplomacy. Within this framework, different approaches to economic diplomacy, its development in academic literature, the functioning of economic diplomacy, its actors, tools, aims, conceptual and theoretical framework, economic diplomacy models and economic diplomacy practices of different countries have been revealed, the functioning scheme and context of economic diplomacy have been explained in detail. The problematic on which the first part of the study is built is the context in which economic diplomacy works and which economic diplomacy instruments are effective. In this direction, the effectiveness of different economic diplomacy actors and instruments has been revealed by both analytical and empirical research.

The second part, which forms the basis of the study, covers Turkey's economic diplomacy approach and Turkey's economic diplomacy strategy towards Africa. The first section includes Turkey's economic diplomacy structure. Since Turkey does not have an official understanding of economic diplomacy, Turkey's economic diplomacy approach, goals, actors and tools have been constructed by adhering to the model of Okana-Heijmans and expanded by articulating different inputs. While constructing Turkey's economic diplomacy structure, soft power elements were emphasized. The second section includes Turkey's economic diplomacy strategy towards Africa. Africa's dominance on the world stage in the last two decades, the increasing number of emerging economies in the region, and finally entering a new era with the AfCFTA, which came into force in 2021, are the main reasons for choosing Africa. The analysis realized in the second part of the study, the time interval was determined as the effective date of AfCFTA. In this context, Turkey's economic diplomacy approaches and effectiveness towards Africa were discussed.

The section in question is based on the question of whether Turkey has a comprehensive economic diplomacy model and how cost-effective the economic relations with Africa are. At this point, the main hypotheses of the study are that Turkey does not have an effective economic diplomacy approach, economic relations are mostly conducted with a state-oriented approach, and the economic diplomacy towards Africa is insufficient. A mixed methodology including analytical and empirical elements was followed throughout the study. The main findings of the study, which was revealed by making use of econometric metadata as well as analytical analyzes, are as follows:

1. Turkey does not have a comprehensive economic diplomacy strategy for Africa.

2. African countries do not have sufficient institutional infrastructure and political stability, so economic relations are shaped around political preferences rather than economic laws. The preferences of the political elites determine the general economic approach, in this sense, politics plays the role of the carrier of trade.

3. Africa is one of the richest regions in the world with its natural resources, underground and aboveground riches and large agricultural lands. However, it does not have an effective processing capacity due to political, technical and human inadequacies. Africa's natural wealth and poor governance attract foreign countries to the region. Therefore, Africa is a very dynamic market and circulation is very high. Unlike countries where institutional capacity is high, such as Canada, Switzerland, and Germany, it is necessary to be constantly visible in order to be an active player in Africa. In this sense, the most effective economic diplomacy tools for the region are high-level visits, summits, economic forums, B2B meetings and diplomatic missions.

4. In addition to its cultural, social and historical identity, Turkey is sympathetically welcomed by the people of the region because it is not an imperialist state. Turkey, which supports the current positive reputation with effective soft power elements, implements an economic diplomacy strategy with Business Play end output in the region. The practices implemented within the framework of Turkey's humanitarian and entrepreneurial diplomacy are also supported by western values such as democracy, liberal economics and the rule of law, thus recreating its own identity in the eyes of the region.

5. Turkey acts with a win-win strategy for Africa. Turkey follows a mixed but integrated strategy for the region that includes public-private and NGOs. The state focuses on political and economic relations, the private sector focuses only on economic relations, and NGOs focus only on humanitarian aid.

6. The main channel that Turkey uses while constructing its economic relations with the region is investments, but the private sector does not act alone. In the continent, where politics is the key to the economic transmission mechanism, ambassadors and trade advisers are more effective than businessmen. For this reason, most African business council meetings are held with the participation of ambassadors and trade advisors.

Keywords: Economic Diplomacy, Turkey's Economic Diplomacy, Political Economy of Africa, Commercial Diplomacy, Public Diplomacy

INTRODUCTION

L'étude, intitulée "*Diplomatie économique et sa mise en application par la Turquie : l'Afrique comme terrain de jeu*" se concentre sur une vaste étude bibliographique sur la diplomatie économique et les stratégies de diplomatie économique que la Turquie a mises en œuvre pour l'Afrique subsaharienne. L'objectif principal de l'étude est de (i) faire une compilation complète de la littérature sur la diplomatie économique, (ii) créer un modèle alternatif pour la Turquie dans le cadre des approches actuelles de la diplomatie économique. (iii) Examiner la stratégie de diplomatie économique de la Turquie envers l'Afrique subsaharienne. A cet effet, Le travail se compose de deux parties principales. La première partie traite de ce qu'est la diplomatie économique, de ses composantes et de son évolution dans la littérature académique. Dans la deuxième partie, le modèle de diplomatie économique développé pour la Turquie est expliqué et les stratégies de la Turquie envers l'Afrique subsaharienne sont discutées. L'étude cherche à répondre à deux hypothèses et à trois problématiques. Les hypothèses formées avant de commencer l'étude ; (i) La Turquie n'a pas une approche globale de la diplomatie économique et ses domaines d'application sont très limités. (ii) La Turquie ne peut pas bénéficier d'un large éventail d'instruments dans l'exécution de ses stratégies de diplomatie économique envers l'Afrique.

Les problèmes auxquels l'étude cherche à répondre sont les suivants: (i) Comment la diplomatie économique est-elle classée, quelles composantes comprend-elle et comment est-elle appliquée ? (ii) Comment nous pouvons décrire l'approche de la diplomatie économique de la Turquie? (iii) Les stratégies de diplomatie économique de la Turquie envers l'Afrique sont-elles efficaces ?

Compte tenu de tout cela, nous pouvons parler des principales conclusions de l'étude. Une approche alternative de la diplomatie économique, qui est le premier objectif de l'étude, a été développée. Dans ce contexte, la diplomatie économique peut être défini comme: « *La stratégie d'influencer les relations économiques*

internationales des acteurs étatiques et non étatiques à notre avantage, réduire les risques de conflit et contribuer au bien-être mondial en augmentant l'efficacité des négociations »

Nous pouvons énumérer les objectifs de la diplomatie économique pour notre modélisation :

1) Influencer les politiques économiques et commerciales des autres pays conformément aux intérêts nationaux.

2) Diffuser les valeurs du pays d'origine en influençant les décideurs politiques, l'opinion publique et les groupes d'intérêt dominants des pays cibles.

3) Créer une interdépendance en élargissant les relations économiques entre les secteurs privés et l'opinion publique des pays afin de prévenir les conflits politiques.

4) Servir le bien-être national et international en augmentant les investissements.

5) Agir plus puissamment et plus efficacement contre les problèmes mondiaux.

6) Développer la capacité de la puissance douce en renforçant l'image du pays.

Pour atteindre ces objectifs, les acteurs agissent à différents niveaux et poids. i) acteurs étatiques, (ii) ONG's (iii) Secteur privée

Bien que les États soient les principaux acteurs de la diplomatie économique, leur poids varie selon la conjoncture politique et économique actuelle. Alors que le poids des États sur la scène augmente dans les cas où la possibilité de conflit est intense, le poids du secteur privé et des ONG augmente dans une atmosphère modérée. Ces acteurs utilisent différents instruments tout en développant des stratégies de diplomatie économique. Nous pouvons classer les instruments existants en 3 catégories:

I) Instruments positifs à effet direct

- Visites officielles de haut niveau
- Missions diplomatiques

- Des accords de libre-échange,
- Agences de promotion des exportations

II) Instruments positifs complémentaire à effet indirect

- Diplomatie Publique
- Diplomatie commercial
- Image internationale et création de marque

III) Instruments négatifs

- Sanctions économiques
- Barrières non tarifaires
- Boycott

Les outils et les acteurs de la diplomatie économique, dont des exemples sont donnés ci-dessus, sont impliqués dans l'élaboration de la stratégie de diplomatie économique dans différentes dimensions. Les acteurs utilisant les instruments déterminent dans quelles dimensions ils participeront au processus de production. Dans ce contexte, nous pouvons affirmer que la diplomatie économique a quatre dimensions. Ce sont Unilatéral, Bilatérale, Multilatérale et Multidimensionnelle.

La deuxième partie de l'étude porte sur les pratiques de diplomatie économique de la Turquie envers l'Afrique subsaharienne. La principale raison du choix de l'Afrique comme étude de cas est que la Turquie a récemment identifié l'Afrique comme une zone stratégique et a progressivement accru son efficacité dans cette région. Les principales raisons qui sous-tendent la politique d'expansion africaine, qui s'est développée parallèlement au changement de paradigme de la politique étrangère turque depuis les années 2000, sont exprimées par Ahmet Davutoğlu comme suit: « *Du fait de ses richesses naturelles et de ses atouts stratégiques, le continent africain accroît progressivement son poids dans le système mondial et s'impose comme un nouveau rapport de force entre acteurs mondiaux de la politique mondiale. L'objectif principal de la Turquie est d'approfondir et d'étendre ses relations avec l'Afrique, notamment en utilisant sa puissance douce.* »

Dans le cadre de ce principe, la politique de l'Initiative Africaine a été mise en pratique en 2005. Dans les relations Turquie-Afrique, où l'approche multidimensionnelle et humanitaire de la diplomatie turque s'est cristallisée, une distance importante a été parcourue en peu de temps. La Turquie, qui est devenue membre observateur de l'Union africaine en 2005, a été déclarée partenaire stratégique par l'Union africaine en 2008. Dans ce processus, l'engagement dans les domaines du commerce, de l'investissement, des projets culturels, de la sécurité et de la coopération militaire s'est progressivement accru, en particulier dans les relations politiques. Dans ce contexte, la politique de l'Initiative Africaine a été remplacée par la Politique de Partenariat Africain en 2013. Dans sa politique de partenariat africain, la Turquie agit avec la devise des « *Solutions africaines aux problèmes africains* » en mettant l'accent sur les « *Solutions africaines* » exprimées dans le rapport Berg préparé par la Banque mondiale. Depuis cette date, les relations politiques entre la Turquie et le continent n'ont cessé de se développer rapidement. Les relations, qui se traduisent généralement par des investissements et des visites de haut niveau, élargissent la sphère d'influence de la Turquie et contribuent au développement politique, social et économique de l'Afrique.

Alors que la Turquie comptait 12 ambassades sur le continent en 2002, ce nombre est passé à 44 en 2023. Le commerce, qui était de 5,4 milliards de dollars la même année, est passé à 35 milliards de dollars en 2021. Le montant des investissements directs étrangers est de plus de 80 milliards de dollars d'ici 2023. La Turquie soutient également ses gains économiques dans la région avec des éléments de puissance douce. Au cours des 20 dernières années, TIKA, Yunus Emre Enstitüsü, Diyanet, YTB et la Fondation Maarif ont été actifs dans la région à très grande échelle.

À la lumière de ces développements, la Turquie essaie de diversifier au maximum ses instruments et de les utiliser activement dans le processus de diplomatie économique envers l'Afrique.

PREMIERE PARTIE- LA DIPLOMATIE ECONOMIQUE

I) Revue De Litterature Sur La Diplomatie Economique

Dans cette partie, l'émergence de la diplomatie économique dans la littérature académique, les approches théoriques développées et les composantes de la diplomatie économique seront examinés. L'un des principaux objectifs de l'étude est de développer une approche plus holistique et contemporaine. Dans ce contexte, la diplomatie économique a été considérée comme un domaine politique direct qui comprend les sanctions, les tarifs douaniers et les subventions, ainsi qu'un outil de puissance douce, qui comprend les sommets, conférence, les pratiques de diplomatie publique et culturelle, axé sur la communication qui vise à influencer directement l'opinion public et des décideurs politique. Cette nouvelle approche, diffère des théories qui se concentrent uniquement sur l'étatisme économique et de celles qui se concentrent uniquement sur les visites bilatérales de haut niveau, et vise une compréhension plus large. De cette manière, la stratégie de diplomatie économique à appliquer au pays ou aux groupes de pays cibles sera formée en fonction de la structure politique du pays cible et de la sensibilisation de l'opinion public. Dans les parties suivantes, nous allons traiter les réflexions sur les différentes pratiques de la diplomatie économique dans la realpolitik avec les études de cas. La plus importante caractéristique de l'approche développée, qui a été créée en tenant compte de toutes ces composantes, est qu'elle est flexible et fluide, de cette manière, les politiques classiques telles que les sanctions et les tarifs douaniers seront mises en œuvre, et l'image internationale sera construite à travers des outils tels que la diplomatie publique et la diplomatie culturelle, et ses résultats économiques seront observés.

1) Aperçu de l'histoire de la diplomatie économique

L'utilisation des outils économiques à des fins politiques remonte à l'Antiquité. Depuis le début de l'histoire, la diplomatie s'est développée dans le cadre de la guerre et du commerce. Dans La Guerre du Péloponnèse, Thucydides parle d'une série de

décisions de sanctions commerciales appelées « *Megarian Decisions* ». Les résolutions Mégariennes comprenaient une série de sanctions économiques contre Mégare en 432 avant JC, imposées par l'Empire Athénien, juste avant la guerre de Péloponnèse. Il s'agit de la plus ancienne pratique enregistrée d'utilisation de politiques économiques à des fins politiques.¹ À cet égard, Tycudides dit ce qui suit au sujet de l'effet de la décision sur la guerre : « *Si Athènes abrogeait les décisions mégariennes, il serait possible d'éviter la guerre.* »² À ce stade, nous pouvons dire que la guerre du Péloponnèse a joué un rôle vital dans le développement de la diplomatie économique. En outre le « *Lex Mercatoria* » forme la base de la diplomatie commerciale et de la diplomatie commerciale, apparue au Moyen Âge, pour le développement du commerce international dans les villes portuaires et la protection des commerçants. Les exemples de développement du commerce international et d'utilisation de l'économie comme outil politique peuvent être multipliés; il y a nombreuses pratiques, de la Route de la soie à la Ligue hanséatique, des politiques mercantilistes à la naissance du capitalisme moderne, montrent comment le commerce international s'est développé et comment il s'est politisé au cours de l'histoire. Les politiques économiques, les politiques commerciales, *trade policies* et la diplomatie économique sont des domaines très proches et complexes, il est donc très difficile de dire à quel domaine appartient une pratique de la diplomatie économique. En raison de cette nature complexe de la diplomatie économique. Tandis que la diplomatie économique a une histoire allant de la pratique à la théorie, son émergence académique et scientifique s'est faite parallèlement à la naissance des relations internationales et de l'économie politique internationale dans la période de Deuxième Guerre mondiale.

Au cours de cette période, Hirschman, Wrigt et Viner se sont imposés comme les premiers chercheurs à poser et à travailler sur la question de savoir comment l'économie et la politique peuvent être liées. Morgenthau dit : « *Il fallait faire une distinction à cet égard ; Le premier, ce sont les politiques économiques entreprises par les pays pour leurs propres intérêts, et le second, ce sont les politiques économiques établies comme un outil de politique ... En d'autres termes, les politiques dont le but économique est de contrôler les politiques d'une autre nation... Il s'agit de*

¹ Alison Watson, **An Introduction to International London Political Economy**, London: A&C Black, 2004, pp.22-25

² Thukydides, **Peloponnessos Savaşları**, İstanbul, Belge Yayınları, 2020, pp. 5-15

*grande importance de faire cette distinction dans la pratique. Sinon, les politiques à mettre en œuvre risquent de semer la confusion dans l'opinion publique. »*³

La période de la Guerre froide, qui a commencé après la Seconde Guerre mondiale, a transformé la discipline de relations internationales et l'économie politique considérablement, et elle a ouvert la voie à l'émergence de nombreuses idées différentes dans une conjoncture en mutation. En ce sens, les organisations économiques et politiques, créées au sein du bloc occidental, ont également préparé l'environnement pour la naissance de la mondialisation en augmentant l'interaction économique et politique bilatérale et multilatérale des pays.

Dans la période de la Guerre froide, les années 1970 sont particulièrement importantes car, même si la guerre froide continue de définir les contours des relations internationales, la mondialisation et les nouvelles crises économiques rencontrées ont formé une base pour la création d'un cadre d'analyse global des relations internationales. Au cours de cette période, les relations économiques internationales se sont élargies pour inclure le domaine politique, de sorte que l'économie internationale est devenue le centre des études sur les relations internationales et a préparé un environnement pour la recherche et la discussion de phénomènes tels que l'internationalisation et la mondialisation.

Parallèlement, dans cette période, les universitaires ont produit diverses études pour analyser les relations entre la politique étrangère et la politique intérieure, l'une des plus importantes de ces études est le « *jeu à deux niveaux ou la diplomatie à double tranchant* » de Putnam dans laquelle il analyse l'effet combiné de puissances locales et internationales dans les négociations internationales. Dans cette étude, Putnam traite de la position des acteurs, qui sont comprimés dans la politique intérieure, dans les négociations internationales. Deux niveaux différents ont été créés dans cette analyse. Alors que le premier se concentre sur le domaine de la politique intérieure, où divers groupes d'intérêt tentent d'influencer le gouvernement et les politiciens afin d'accéder et de rester au pouvoir, le second se concentre sur le niveau international, où chaque acteur vise à négocier afin d'atténuer les effets négatifs des pressions auxquelles ils sont exposés sur la scène internationale et dans leurs politiques intérieures.

³ Hans J. Morgenthau, **Politics among Nations: The Struggle for Power and Peace**, New York: Alfred A. Knopf, 1968, p.162

Les acteurs doivent accorder une importance égale aux deux niveaux et établir un équilibre entre eux.⁴ À bien des égards, le niveau de la politique intérieure permet de mieux comprendre le processus solidement fondé et constitutif de la diplomatie économique, donnant ainsi un aperçu du comportement qui en résulte. Il fournit des données sur les négociations entre les groupes de politique intérieure, le processus d'élaboration de la politique étrangère, la stratégie et la gestion de la diplomatie économique.

Après 1990, le domaine de la diplomatie économique a pris un essor considérable et la littérature sur la diplomatie économique a commencé à se développer plus rapidement que jamais. Alors que les premières études sur la diplomatie économique se concentraient sur la révélation des analyses coûts-avantages des outils de la diplomatie économique avec des statistiques et des ensembles de données, les études sur les relations commerciales et conflictuelles se concentraient sur les effets bénéfiques du commerce international sur le bien-être. L'ouvrage le plus important sur ce sujet est, sans doute, celui de Jan Tinbergen sur le modèle gravitaire dans le commerce⁵. Selon le modèle, les niveaux des relations commerciales entre deux pays peuvent être calculés à l'aide de l'équation de la loi de gravité de Newton conformément à cela, comme les planètes ont une force gravitationnelle proportionnelle à leur taille et à leur proximité, les pays l'ont aussi. Alors que la taille des pays est déterminée par le PIB, la distance est déterminée par les coûts économiques. Le modèle de gravité soutient que la taille économique encourage les pays à commercer entre eux, mais que les coûts affaiblissent l'attractivité des pays. La théorie de la gravité, initialement acceptée comme un modèle purement empirique, a été évaluée comme un développement important des modèles théoriques en raison de sa cohérence dans l'explication des relations commerciales.⁶

Le modèle de gravité comprend également certains systèmes de représentation diplomatique, tels que des tables rondes, des entretiens exploratoires et des sommets. En complément du modèle en question, un certain nombre de techniques différentes ont été développées sur les intensités commerciales. Par exemple, Roemer, dans son

⁴ Robert D. Putnam, "Diplomacy and Domestic Politics: The Logic of Two-Level Games", **International Organization**, Vol. 42, No.3, 1988, p. 427-460

⁵ Jan Tinbergen, **The Gravity Model of Trade**, 1962, p.58

⁶ Thomas Chaney, 2018. "The Gravity Equation in International Trade: An Explanation," **Journal of Political Economy**, vol 126(1), c.f 150-177.

étude dans laquelle il a étudié les modèles commerciaux en utilisant les densités de zone et de secteur, a constaté que les intensités commerciales dans le monde occidental ne pouvaient pas être expliquées uniquement par des facteurs économiques, mais aussi en partie par des raisons non économiques.⁷⁸ Le fait que le commerce n'est pas un domaine clair qui ne peut pas être expliqué seulement par des faits économiques, nous amène à nous interroger sur la relation entre l'économie et la politique.

Les modèles de diplomatie économique, tout comme les modèles commerciaux, prennent les pays comme base et dessinent une approche dans ce cadre. Néanmoins, le changement de paradigme dans les relations internationales et l'économie internationale dans les années 1990 a montré clairement que nous ne pouvons plus réduire le commerce et l'économie à un simple niveau et une simple dimension. À cet égard, Susan Strange a apporté de grandes contributions à l'économie politique internationale et à la diplomatie économique grâce à son approche polyvalente. Susan Strange propose l'approche « *Diplomatie triangulaire* » de la diplomatie économique.⁹

Selon cette approche, les États devraient également négocier avec les entreprises étrangères et les entreprises multinationales qui prennent de plus en plus un visage étatique puisque Selon Susan Strange, les sociétés multinationales sont devenues plus efficaces que les États pour déterminer la dynamique économique et parfois politique. Ainsi, la diplomatie économique a devenu beaucoup plus complexe mais en même temps beaucoup plus robuste. La suggestion de Susan Strange a trouvé une réponse rapide dans la pratique. Aujourd'hui, nous vivons dans un monde où les sociétés multinationales sont de plus en plus visibles et de plus en plus influentes tant dans l'économie internationale que dans la politique internationale. Aujourd'hui, les États visent à lever certaines de leurs réticences sur la scène internationale, grâce à leurs relations avec les entreprises multinationales. Ainsi, ils mènent en réalité une diplomatie économique multidimensionnelle.

Pour le clarifier, nous pouvons donner l'exemple de la tension croissant en Méditerranée orientale. Les conflits entre l'Administration Chypriote Grecque et la Turquie concernant la zone de domination en Méditerranée orientale poussent

⁷ John Roemer, **Egalitarian Perspectives: Essays in Philosophical Economics**, Cambridge University Press, 1996, p.99

⁸ Henley Stopford, S. Strange, Rival States, "Rival Firms: Competition for World Market Shares" , **Cambridge Studies in International Relations**, , 1991 Vol.18, pp.142-147

⁹ Ibid.

l'Administration Chypriote Grecque, qui n'est pas capable de lutter contre la Turquie militairement, économiquement et politiquement, à développer sa coopération avec des entreprises multinationales. Dans ce contexte, l'Administration Chypriote Grecque a accordé des licences d'exploration à des sociétés multinationales d'origine européenne. Ainsi, ce ne sera pas l'Administration Chypriote Grecque qui violera directement les eaux territoriales ou les ZEE turques, mais ce seront les sociétés étrangères, autrement dit, les entreprises dont les centres se trouvent aux États-Unis, en Italie ou en France, ainsi la crise deviendra un problème international entre la Turquie et ces pays. En fait, l'approche de diplomatie économique à multiples facettes mise en pratique par l'Administration Chypriote Grecque a atteint son objectif. Au cours de la dernière période de 2021, la Grèce a signé des accords de défense et de coopération avec les États-Unis et la France.

De ce point de vue, les récents développements en Méditerranée, nous montrent à quel point Susan Strange avait raison sur le rôle des entreprises multinationales dans le processus de diplomatie économique.

Un autre chercheur qui a apporté de grandes contributions à la diplomatie économique est David Baldwin. L'approche de l'étatisme économique développée par l'auteur a longtemps été utilisée comme synonyme de diplomatie économique et continue d'être utilisée dans divers domaines. Un examen détaillé de l'étatisme économique sera fait dans le chapitre portant sur les types de diplomatie économique, mais en termes généraux, nous pouvons définir l'étatisme économique comme l'utilisation des outils économiques par l'État conformément à sa sécurité nationale, ses intérêts politiques et stratégiques. Ces outils peuvent être positifs, comme l'aide au développement, les investissements, ou peuvent être négatifs, comme les sanctions, les quotas et les tarifs. L'objectif principal c'est de permettre à l'État de faire changer d'avis un autre État ou un groupe d'États en utilisant des outils économiques afin de réaliser ses propres souhaits et d'atteindre l'objectif du pays d'origine d'adopter l'attitude souhaitée. L'approche de Baldwin¹⁰ est en contact étroit avec l'approche de S. William Polachek en matière de sécurité économique. Polachek a constaté que l'augmentation des investissements ou du commerce empêchait la guerre.¹¹ Dans leur analyse

¹⁰ David A. Baldwin, **Economic Statecraft**, Princeton University Press, 1985 pp. 28-37

¹¹ S. William Polachek, "Conflict and Trade: An Economics Approach to Political International Interactions", **Peace Science and Public Policy**, p.8

empirique, Bergeijk et Moons soutiennent que la relation entre sécurité et économie repose sur trois propositions théoriques fondamentales :

« 1) Les comportements conflictuels et les attitudes agressives (renforcement des capacités militaires, échanges diplomatiques, terrorisme international) réduisent considérablement les échanges.

2) L'augmentation des comportements coopératifs et la rhétorique positive (accords diplomatiques, pourparlers constructifs, sommets) augmentent les échanges.

3) L'atmosphère positive du commerce international et de l'économie réduit le risque de conflit. »¹²

Strange, Baldwin, Polachek de plus d'autres académiciens, diplomates et politiciens ont produit de nombreux ouvrages pour expliquer la nature de la diplomatie économique. Par exemple, Ripsman et Blanchard affirment que, dans leurs travaux de modélisation sur l'étatisme économique, les réglementations internes dans l'État source jouent un rôle très important comme dans l'État cible et les variables internationales peuvent modifier les coûts politiques pour le pays cible. Ainsi, ils n'ont pas considéré la diplomatie économique uniquement comme la relation État cible-État source, mais ont également déclaré que les changements au sein de l'État cible sont également l'objet de la diplomatie économique.¹³

Bergeijk, d'autre part, a proposé divers modèles qui testent les avantages matériels d'une participation politique active au commerce international.¹⁴ À cet égard, la diplomatie économique est le sujet de l'économie pour des raisons telles que le commerce international et l'économie internationale, d'autre part elle constitue le sujet de la science politique et des relations internationales en termes de participation politique, d'objectifs politiques et de diplomatie aussi.

2) Définitions de la diplomatie économique

a) Définition traditionnelle fondée sur les intérêts nationaux

¹² Bergeijk, Moons, "Economic Diplomacy and Economic Security: New Frontiers for Economic Diplomacy" in **Lisbon at the ISCSP**, 2009, pp. 4-5

¹³ Jean-Marc Blanchard and Norrin Ripsman, "A Political Theory of Economic Statecraft", **Foreign Policy Analysis**, Vol 4, No. 4, 2008, pp 371-398

¹⁴ Bergeijk, op.cit. p.32

Nous pouvons résumer les définitions faites dans la littérature sur la diplomatie économique sous deux titres principaux. La première d'entre elles est celle des définitions réalistes axées sur l'intérêt national, qui sont plus traditionnelles et développées sur le fait que la diplomatie économique est un outil pour la réalisation des objectifs politiques et économiques des États. La seconde est constituée de définitions multi-acteurs et multidimensionnelles qui se concentrent sur l'aspect processus et formation de la diplomatie économique, y compris les acteurs étatiques et non étatiques dans ce processus. Dans ce contexte, les définitions dans lesquelles la diplomatie économique est considérée comme un outil seront examinées dans un premier temps, puis les définitions axées sur l'aspect processus de la diplomatie économique seront examinées.

Gilpin, qui est considéré comme le fondateur de l'économie politique internationale, définit la diplomatie économique comme suit : « *La diplomatie économique est l'utilisation d'outils politiques et économiques comme levier dans les négociations internationales afin d'accroître le bien-être économique national et de renforcer la stabilité politique de la nation.* »¹⁵

Okano-Heijmans, dans son travail sur la conceptualisation de la diplomatie économique, a discuté de la diplomatie économique comme un outil et a déclaré qu'il s'agit d'un instrument efficace pour accroître le bien-être national. Dans ce contexte, Heijmans développe un discours proche de Gilpin, considérant la diplomatie économique comme une stratégie d'intérêts nationaux consistant en la stabilité politique et la prospérité économique.¹⁶

Lee et Hocking ont également montré une approche similaire à Gilpin dans leurs études et ont souligné le caractère anarchique de la société internationale en introduisant une définition de la diplomatie économique dans le contexte de la sécurité économique. Lee et Hocking, lorsqu'ils examinent les études fondamentales sur la diplomatie dans la littérature, affirment que la diplomatie économique est généralement définie comme l'utilisation d'outils diplomatiques traditionnels tels que la collecte d'informations, le lobbying, les missions diplomatiques et la négociation

¹⁵ Robert Gilpin, **The Political Economy of International Relations**, Princeton University Press, 1987

¹⁶ Maaïke Okano-Heijmans, "Conceptualizing Economic Diplomacy: The Crossroads of International Relations, Economics", IPE and Diplomatic Studies, **The Hague Journal of Diplomacy**, 2011, cf.7-36

afin de maintenir la sécurité économique de l'État dans un système anarchique et de mener sa politique économique extérieure.¹⁷

Berridge et James, qui définissent la diplomatie économique comme un outil pour accroître le bien-être national et atteindre des objectifs politiques internationaux, ont développé une définition plus complète de la diplomatie économique que les définitions de Gilpin, Lee, Hocking et Heijmans, Dans le « *Dictionary of Diplomacy* » de Berridge et James, la diplomatie économique est définie comme suit : « *C'est le type de diplomatie qui traite de la politique économique, y compris les conférences et les travaux de délégation parrainés et organisés par l'Organisation mondiale du commerce. En plus d'être différent des activités de diplomatie commerciale des missions diplomatiques, il comprend également le suivi des politiques et des développements économiques dans le pays cible, leur rapport et des recommandations sur la façon de créer un meilleur impact sur ce ou ces pays cibles. La diplomatie économique comprend également les incitations et les sanctions que la diplomatie applique pour servir un objectif spécifique de politique étrangère, ce domaine est souvent appelé étatisme économique.* »¹⁸

Kessler, d'autre part, a défini la diplomatie économique comme la poursuite d'objectifs économiques par des moyens diplomatiques. Selon lui, la diplomatie économique se concentre sur l'utilisation de la diplomatie à des fins économiques, car peu importe qu'elle soit basée sur des moyens économiques ou non.¹⁹ Le Département d'État Américain définit la diplomatie économique ainsi : « *La diplomatie économique consiste à utiliser des outils de politique étrangère pour développer la politique étrangère américaine, saisir la dynamique économique du monde et consolider la puissance économique des États-Unis.* »²⁰ Lors d'une conférence sur la diplomatie économique de l'UE Jyrki Kataien, l'ancien Premier ministre Finlandais, a défini la diplomatie économique comme: « *La diplomatie économique utilise tous les leviers*

¹⁷Donna Lee and Brian Hocking, **Economic Diplomacy In: The International Studies**, Oxford Researches Encyclopedia, 2010, p.4

¹⁸ G. R. Berridge and Alan James, **A Dictionary of Diplomacy**, Palgrave Mcmillan, 2003, P.91

¹⁹ Marie Christine Kessler, “ La Politique Etrangère de la France : Acteurs et Processus”, **Politiques et Management Public**, No.2, 1999 P. 215-216

²⁰ Département d'État Américain, Définition de la diplomatie économique, <http://www.state.gov/e/eb/economicdiplomacy/> Date d'accès: 16.07.2021

disponibles pour soutenir nos propres intérêts économiques en dehors des frontières de l'Union»²¹

Christopher Dent, quant à lui, fait converger la diplomatie économique vers le concept de sécurité économique au sens étroit et développe la définition suivante dans ses travaux sur la sécurité économique: « *La diplomatie économique est un concept plus large et plus spécifique que le concept de sécurité économique, qui exprime la protection des intérêts économiques et politiques des acteurs étatiques et non étatiques face aux risques et menaces auxquels ils peuvent être confrontés dans le système international.* »²²

Toutes ces définitions de l'utilisation de la diplomatie économique en tant qu'outil axé sur l'État pour maximiser les intérêts nationaux nous conduisent à la définition Baldwin, étatisme économique. L'étatisme économique fait référence aux moyens par lesquels les instruments économiques sont utilisés pour atteindre des objectifs politiques internationaux. Ces politiques, mises en œuvre dans des domaines tels que l'aide étrangère, le commerce, les flux de capitaux internationaux, sont les formes les plus courantes d'étatisme économique. Les outils utilisés dans l'étatisme économique diffèrent de l'étatisme militaire, qui envisage l'utilisation de la puissance militaire comme une menace, la diplomatie, qui envisage l'utilisation de négociations, et les activités de propagande qui impliquent la manipulation du public ou de la communauté internationale à travers des symboles audiovisuels.

L'étatisme économique peut exister sous des formes positives et négatives. Les sanctions telles que les embargos, les boycotts, les pratiques de listes noires, les barrières et les tarifs, les achats préventifs, les activités d'expropriation, la fiscalité punitive, la suspension des aides, le gel des avoirs sont des exemples de formes négatives d'étatisme économique. D'autre part, des instruments tels que les tarifs douaniers préférentiels, les subventions, l'aide étrangère, les garanties d'investissement, la taxation préférentielle des investissements étrangers, les facilités

²¹Jyrki Katainen, Définition de la diplomatie économique de l'UE, http://ec.europa.eu/commission/2014-2019/katainen/announcements/vice-president-katainen-speech-prosperity-and-economic-diplomacy-epsc-seminar_en Date d'accès: 16.07.2021

²² Christopher M. Dent, "Economic Security", Alan Collins (Ed.), **Contemporary Security Studies**, New York, Oxford University Press, 2007, p. 142

juridiques et les sources de crédit pour les investisseurs étrangers constituent les aspects positifs de l'étatisme économique.

Les outils de l'étatisme économique sont nombreux, tels que la préparation à la guerre, la prévention des guerres, les combats, la promotion de la démocratie, la punition de ceux qui violent les droits de l'homme, la promotion du communisme, l'opposition au communisme, la promotion du développement économique, la dissuasion du développement économique,

la prévention du changement de régime, la promotion du changement de régime. Il a été utilisé pour poursuivre divers objectifs de politique étrangère. En résumé, Baldwin dit à propos de l'étatisme économique: «*Une étude économique réalisée à l'aide de l'outil de la diplomatie*»²³ Mastanduno développe également une pensée parallèle à celle de Baldwin et replace sa définition de la diplomatie économique dans le contexte de l'étatisme économique et de ses outils d'incitation/sanction. Attachant une grande importance au phénomène de la sécurité économique, Mastanduno considère la diplomatie économique comme un outil qui sert à assurer la sécurité économique et intègre diverses incitations et sanctions.²⁴

En résumé, à la lumière de toutes ces définitions, nous pouvons dire que si la diplomatie économique est un outil utilisé pour développer l'économie nationale au sens étroit, c'est une stratégie suivie pour accroître l'impact géopolitique, géostratégique et géoéconomique au sens large.²⁵

b) Définitions axées sur les processus de la diplomatie économique

A l'exception de l'approche de la diplomatie économique axée sur les intérêts et la sécurité, qui a été créée dans un cadre réaliste, il existe des approches multidimensionnelles, multi-acteurs et polyvalentes qui sont définies comme le processus de relations dans des domaines tels que la diplomatie, la politique, l'énergie, le commerce et la finance.

²³ David A. Baldwin, **Economic Statecraft**, Princeton: Princeton University Press, 1985, pp.28-51

²⁴ Michael Mastanduno, "Economic Statecraft, Interdependence, and National Security: Agendas for Research", **Security Studies**, Vol. 9, Issue: 1-2, 1999, p. 288

²⁵ Florence Bouyala Imbert, "In-depth analysis. EU economic diplomacy strategy", **European Parliament Directorate-General for External Policies Department**, 2017, p.2 <https://www.iai.it/en/pubblicazioni/strengthening-european-commercial-diplomacy-prospects-and-challenges> date d'accès: 23.08.2022

Udovič définit la diplomatie économique ainsi : « *La diplomatie économique est un concept éclectique formé par la combinaison des concepts d'économie et de diplomatie, qui sont des outils complémentaires de politique étrangère et représentent deux champs théoriques distincts. Il ne se concentre ni sur la réalisation d'objectifs purement diplomatiques ni sur des gains économiques, mais vise à atteindre à la fois des objectifs de politique étrangère et des objectifs économiques.* »²⁶

Saner et Yiu définissent la diplomatie économique comme des politiques économiques générales qui incluent la délégation d'institutions de réglementation telles que l'OMC et le FMI, et les accords commerciaux internationaux, et l'utilisation des ressources économiques comme un outil pour atteindre les objectifs de politique étrangère.²⁷ Bayne et Woolcock définissent la diplomatie économique comme les processus de prise de décision et de négociation des acteurs étatiques et non étatiques sur des questions fondamentales affectant les relations économiques internationales. Selon Woolcock et Bayne, la diplomatie économique est la manière dont les États mènent leurs relations économiques au XXI^e siècle, la manière dont les décisions sont prises au niveau national, puis la manière dont ces décisions sont négociées avec d'autres acteurs internationaux sur la scène internationale et la manière dont ces deux processus interagissent. En d'autres termes, elle peut être définie comme le processus décisionnel dans lequel les acteurs étatiques et non étatiques mènent des relations économiques internationales en utilisant certaines méthodes et certains outils.²⁸

Alors que Bayne et Woolcock font la définition ci-dessus, ils se réfèrent aux mots d'Odell sur la définition de la diplomatie économique. Selon Odell, la diplomatie économique englobe toutes les politiques qui traitent de la réglementation, de la production, de la circulation et de l'échange de biens, de services, d'investissements, d'argent et d'informations.²⁹

Van Bergeijk définit la diplomatie économique comme des activités liées aux méthodes et processus décisionnels internationaux liés aux actions économiques

²⁶ Bostjan Udovič, "Slovene Commercial Diplomacy in the Western Balkan Countries", **Communist and Post-Communist Studies**, Vol 44 No.4, 2011, cf. 357-368

²⁷ Raymond Saner ve Lichia Yiu, "International Economic Diplomacy: Mutations in Post-Modern Times", Netherlands Institute of International Relations, **Clingendael, Discussion Paper** No. 84, 2003, p.12

²⁸ Nicholas Bayne and Stephen Woolcock (Eds.), **What is Economic Diplomacy?". In The New Economic Diplomacy: Decision-Making and Negotiation in International Economic Relations**, Routledge, 2017, cf.30-45

²⁹ John S. Odell, **Negotiating the World Economy**, Cornell University Press, 2000, cf.1-16

transfrontalières entreprises par des États et des acteurs non étatiques tels que l'exportation, l'importation, l'investissement, les prêts, l'aide et la migration. Selon Bergeijk, la diplomatie économique se compose de trois composantes principales.

«1) Encourager le commerce et les investissements internationaux par l'influence politique pour améliorer le fonctionnement des marchés, réduire les défaillances du marché, réduire les coûts et les risques des transactions transfrontalières.

2) Accroître les coûts des conflits à travers les atouts économiques et les relations officielles, rendant ainsi préférables la coopération et la stabilité politique.

*3) Consolider de manière optimale le climat politique et l'économie politique internationale afin d'atteindre les objectifs susmentionnés.»*³⁰

Kishan Rana, ancien ambassadeur en Inde et professeur, affirme que la diplomatie économique est un processus. Dans ce contexte, Rana considère la diplomatie économique comme un ensemble et un processus de relations bilatérales, régionales et multilatérales que les nations établissent à différents niveaux avec le monde extérieur afin de maximiser leurs gains à partir d'activités économiques telles que le commerce et l'investissement.³¹ Rana se concentre également sur la diplomatie économique, la promotion et la gestion du commerce extérieur, les négociations commerciales et les négociations au sein de l'OMC, la mobilisation des investissements étrangers, la gestion de l'aide étrangère, l'assistance technique, la communication avec les organisations multinationales, le dialogue économique au sein des forums internationaux, l'adhésion aux organisations multinationales, l'image et l'image de marque du pays. Il indique que la diplomatie économique comprend de nombreux éléments afin de parvenir aux objectifs déterminés.³²

Parallèlement à Rana, Bergeijk et Moons soulignent également l'aspect procédural de la diplomatie économique et conceptualisent la diplomatie économique en ce sens. La diplomatie économique consiste en un ensemble d'activités qui abordent

³⁰ Peter van Bergeijk, **Economic Diplomacy and the Geography of International Trade**, Edward Elgar Press, 2009, pp. 14-15

³¹ Kishan Rana, **Economic Diplomacy: The Experience of Developing Countries The New Economic Diplomacy**: (ed. Nicholas Bayne, Stephen Woolcock Decision "Making and Negotiations in International Relations"), Routledge, 2007, p.1

³² Kishan S. Rana, "Economic diplomacy: what might best serve a developing country?", **International Journal of Diplomacy and Economy**, Vol 1 No. 3-4, 2013, cf. 232-247

les méthodes et les procédures du processus décisionnel international lié aux activités économiques transfrontalières. Ces activités sont; l'influence économique et politique, le commerce, l'investissement, les marchés internationaux, la migration, l'aide, la sécurité économique et les relations et négociations en tant qu'institutions et outils qui façonnent l'environnement international.³³

Lorsque toutes ces définitions sont considérées comme un tout; en termes de perspective axée sur l'intérêt national, la diplomatie économique est la gestion des relations économiques internationales en général, et nous pouvons dire qu'il s'agit d'un effort pour accroître le bien-être économique d'une nation en développant les relations économiques et la coopération entre les États et en obtenant des gains économiques. Plus précisément, nous pouvons dire que l'État et ses réseaux à l'étranger utilisent leurs relations bilatérales et leur influence pour promouvoir le commerce et les investissements internationaux afin d'influencer les décisions d'autres acteurs. Bien qu'il existe de nombreux acteurs nationaux et internationaux qui façonnent le monde économique aujourd'hui, les principaux acteurs sont encore les États. Par conséquent, si la diplomatie économique est un outil utilisé pour faire croître l'économie nationale au sens étroit, c'est une stratégie suivie pour augmenter l'impact géopolitique et géoéconomique au sens large.

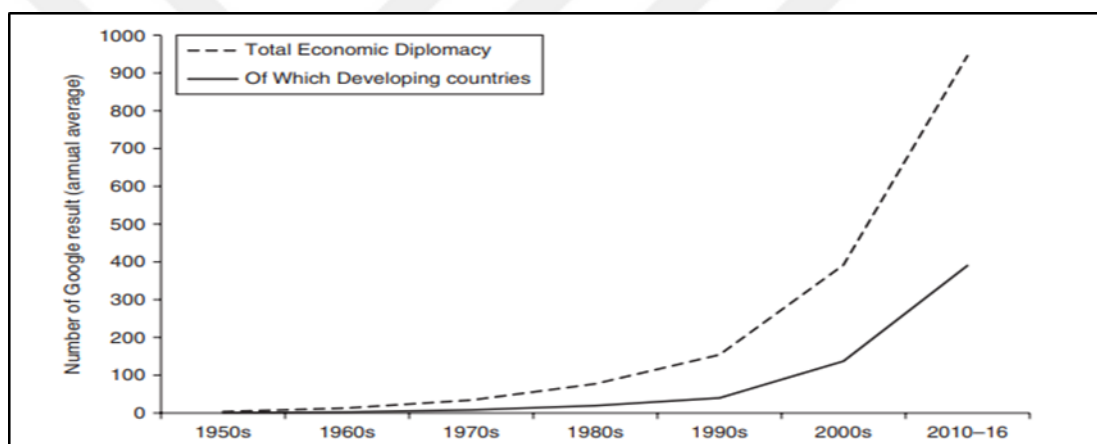
3) Développement de la diplomatie économique comme domaine de recherche

Nous pouvons dire que la source de l'intérêt croissant pour la diplomatie économique est le remplacement des éléments de puissance dure par des éléments de puissance douce et le passage du champ politique militaire au champ culturel économique. À cet égard, même la Fédération de Russie, qui est peut-être aujourd'hui la plus responsable des pratiques de puissance dure, accepte ce changement de paradigme. Dans la doctrine Gherassimov, il attire l'attention sur le fait que le concept de guerre a subi une grande transformation au cours des 50 dernières années et au XXI^e siècle, où les frontières entre la guerre et la paix deviennent de plus en plus floues, le rôle des moyens non militaires s'est accru dans la réalisation des objectifs politiques et militaires. Selon Gherassimov, les opérations militaires sont désormais

³³ Bergeijk, Moons, op.cit. p.2

mises en œuvre par différents moyens depuis Deuxième Guerre Mondiale.³⁴ Évalués dans ce cadre, ni la guerre ni la puissance ne sont plus un domaine déterminé uniquement par le potentiel militaire et politique. La condition préalable pour contrôler une région n'est plus d'être militairement dans la région, mais de pouvoir contrôler l'économie de la région dans son ensemble. Dans ce contexte, avec l'acceptation de la mondialisation et de la libéralisation partout dans le monde, la diplomatie économique est devenue l'outil le plus important de la politique étrangère et le thème principal des études passe du concept d'étatisme économique et de sécurité économique à une évaluation globale de la diplomatie économique.³⁵ Ce tableau nous montre comment les études de diplomatie économique ont pris de l'ampleur depuis les années 1990.

Figure 1.1 : Nombre moyen annuel de publications scientifiques faisant référence au concept de diplomatie économique entre 1950 et 2016



Source: Peter A.G van Bergeijk and Selwyn J.V. Moons, **Research Handbook on Economic Diplomacy**, Edward Elgar 2018

Bergeijk et Moons mettent en évidence quatre points clés dans leur œuvre pour expliquer l'augmentation des de diplomatie économique. Tout d'abord, de nombreux changements politiques et économiques ont été témoigné dans les années 1970, tels que l'effondrement du système de Bretton Woods, le processus de décolonisation, les chocs pétroliers et la période de Détente ; ils ont conduit à l'émergence de diverses approches, théories et modèles qui font converger l'économie et la politique. Considérant que l'économie politique a émergé au cours de ces années, l'économie et la politique sont devenues deux domaines qui ne peuvent être compris seuls.

³⁴ Mark Galeotti "The Gerasimov Doctrine", **Berlin Policy Journal**, 2020, <https://berlinpolicyjournal.com/the-gerasimov-doctrine/> accès: 23.08.2022

³⁵ Donna Lee and Brian Hocking, "Economic Diplomacy: In The International Studies", **International Studies Encyclopedia**, Vol. II, 2010, pp. 1216-1227

Dans ce cas, nous pouvons dire que l'intérêt pour l'économie politique s'est déplacé vers la diplomatie économique avec la transition de l'Union soviétique vers une économie de marché depuis les années 1990.

Deuxièmement, dans les années 1990, lorsque les États-Unis sont devenus la seule superpuissance, la sécurité économique a laissé sa place à la diplomatie économique.

Troisièmement, la création de l'OMC, le début des pratiques de libéralisation des échanges dans de nombreuses régions telles que l'Asie, l'Amérique latine, le Moyen-Orient et l'Europe de l'Est, notamment en Chine, et la part croissante de ces pays dans le commerce mondial, la croissance économique constatée synonyme d'augmentation de la richesse et du bien-être au cours de cette période, a entraîné un intérêt accru pour la diplomatie.

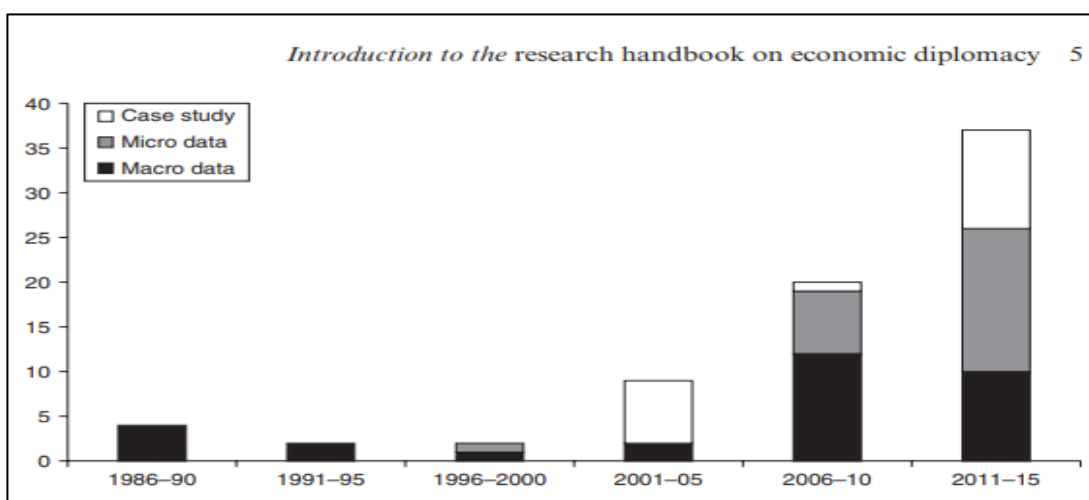
Enfin, l'évolution des technologies de l'information et de la communication, l'émergence d'internet et le développement des infrastructures de chaque pays dans cette période, les distances physiques et culturelles se sont peu à peu raccourcies, et donc cette situation empêche la diplomatie économique de s'enfermer dans un certain schéma, en faisant un champ d'application beaucoup plus accessible et exécutable. En plus de tous ces facteurs, la transition vers un monde unipolaire après la guerre froide a entraîné un déplacement du poids sur la scène internationale de la sécurité et de la politique vers l'économie.

Les politiques d'étatisme économique axées sur la sécurité ont été remplacées par une diplomatie économique axée sur le commerce. Aujourd'hui, les États ont commencé à agir comme des commerçants et à considérer leurs intérêts économiques comme faisant partie intégrante de leurs stratégies politiques.³⁶ Cette structure multidisciplinaire de la diplomatie économique nous offre des méthodes de recherche très diversifiées. Dans ce contexte, les études quantitatives et qualitatives de van Bergeijk, Selwyn et Moons sur la diplomatie économique nous donnent une perspective multidimensionnelle.

³⁶ Richard Rosecrance, "The Rise of the Trading State: Commerce and Conquest in the Modern World", **The Journal of Energy and Development**, 1987, cf. 16-43



Figure 1.2 : Toutes les Etudes Académiques Quantitatives et Qualitatives sur la Diplomatie Economique entre 1986 et 2015



Source: Richard Rosecrance, *The Rise of the Trading State: Commerce and Conquest in the Modern World*, The Journal of Energy and Development, 1968

L'étude créée ci-dessus a été préparée en compilant 19 études de cas qualitatives sur la diplomatie économique par Muniz entre 2001-2015 et 32 études empiriques quantitatives sur la diplomatie économique examinées par Bergeijk et Moons entre 1985 et 2012. Cette étude interroge l'efficacité du programme de recherche sur la diplomatie économique et son impact sur le commerce extérieur et l'investissement. Il est important de noter que les études développées pour la discipline économique ont été développées par des universitaires de différents horizons académiques, y compris la comptabilité, l'économie d'entreprise, les études de conflits, les études de développement, l'économie internationale, les relations internationales, les sciences de gestion, les sciences de la paix, les sciences politiques, et finances publiques. Cela nous donne une idée du caractère multidisciplinaire de la diplomatie économique.³⁷

4) Relation de la diplomatie économique avec les quatre grandes disciplines

Parallèlement au développement de la mondialisation et à la fin de la Guerre froide, les études de diplomatie économique se sont développées avec l'émergence de nouveaux acteurs, économies, compréhensions et idées, donc cela a permis à la diplomatie économique d'être traitée différemment selon les différentes disciplines. Dans ce contexte, dans la nouvelle conjoncture, la diplomatie économique a cessé

³⁷ Ibid.

d'être uniquement un domaine des relations internationales et a pris une allure multidisciplinaire.

Sur ce point, les chercheurs travaillant dans le domaine de la diplomatie économique se sont concentrés sur différentes dimensions et différentes branches de la diplomatie économique dans le cadre de leurs disciplines. Par exemple, alors que la discipline des relations internationales se concentre sur la partie « *jeu de pouvoir* » de la diplomatie économique, la discipline de l'économie se concentre sur la partie « *business* ». En ce sens, la diplomatie économique renvoie à un vaste domaine qui ne se réduit pas à l'étatisme économique ou à la diplomatie commerciale.

Les études de diplomatie économique sont examinées dans le cadre de quatre disciplines principales ; relations internationales, économie, économie politique internationale et études diplomatiques. La discipline des relations internationales se concentre sur les relations interétatiques, la forme des relations, l'interaction de ces relations entre elles, l'environnement national/international et la structure du pouvoir. Autrement dit, les relations internationales constituent le contexte de la diplomatie économique. L'économie politique internationale se concentre sur les négociations et les conditions de négociation. Alors que le domaine des études diplomatiques traite des méthodes de négociation et des processus de conduite des négociations, le domaine de l'économie se concentre sur les outils de la diplomatie économique, la manière dont elle est utilisée et la manière dont ce processus augmente la production économique et commerciale. Le domaine de l'économie, contrairement à d'autres domaines, se concentre sur des études qualitatives et vise à présenter des recherches empiriques et des modèles quantitatifs pour la diplomatie économique.

a) Diplomatie économique et les relations internationales

La diplomatie économique, qui est considérée dans le cadre des relations internationales, a montré un développement lié à la sécurité nationale, qui est considérée comme une « *haute politique* » dans les théories dominantes des relations internationales, et considérée comme un instrument afin de parvenir aux intérêts nationaux. Dans ce contexte, la diplomatie économique a été perçue et conceptualisée dans une perspective de pouvoir et d'intérêt plutôt que de politique ou de processus.

Baldwin a d'abord proposé la définition de l'étatisme économique, soulignant que l'économie pouvait être utilisée comme un instrument politique. Par conséquent, pendant longtemps dans la discipline des relations internationales, la diplomatie économique a été utilisée comme synonyme d'étatisme économique. Cet usage est parallèle aux théories dominantes des relations internationales. Puis que les théories du réalisme/néo-réalisme et du néo-libéralisme, qui dominaient la discipline des relations internationales à cette époque, révèlent les États comme les acteurs les plus puissants, alors ce qui nous illustre un système où les États utilisent un ensemble d'instruments pour changer les idées des autres, qu'ils soient orientés vers la puissance, vers la sécurité ou vers la coopération. À ce stade, nous pouvons parler de ce que l'étatisme économique est basé sur la définition du pouvoir de Robert Dahl qui le définit comme suit: « *A exerce du pouvoir sur B dans la mesure où il obtient de B une action que ce dernier n'aurait pas effectuée autrement.* »³⁸

L'étatisme économique, considéré comme un domaine qui couvre tout, de la gestion des relations diplomatiques à la gestion de la nation, peut être divisé en plusieurs sous-titres. L'étatisme économique et l'étatisme militaire sont les exemples les plus courants. L'Encyclopédie Britanica définit l'étatisme économique comme suit : « *C'est l'utilisation d'outils économiques pour des objectifs de politique étrangère, y compris des approches positives et négatives.* »³⁹

Le chapitre de l'étatisme économique sera examinée en détail sous le titre des types de diplomatie économique.

Alors que les premiers domaines de la diplomatie économique se concentrent sur les sanctions et les incitations, le second domaine traite des relations de politique étrangère, du commerce et des investissements. En ce sens, trois axes principaux de la discipline des relations internationales peuvent être mentionnés.⁴⁰

Le premier d'entre eux est l'analyse conceptuelle qui nous aide à comprendre plus largement les relations économiques, la politique étrangère et les politiques

³⁸ Robert Dahl, **Who Governs? Democracy and Power in an American City**, New Haven (Conn.), Yale University Press, 1961 pp.162-180

³⁹ Norwich University Online, "Diplomacy and Statecraft: Recognizing the Essential Differences" <https://online.norwich.edu/academic-programs/resources/diplomacy-and-statecraft-essential-differences> date d'accès: 01.08.2021

⁴⁰ Maaïke Okano-Heijmans **Economic Diplomacy Japan and the Balance of National Interests**, Leiden Boston: Brill/Martinus Nijhoff Publishers, Boston, 2013, p.62

militaires dans les relations mutuelles. À ce stade, Heijmans considère les œuvres suivant comme un exemple : « *Power and Wealth* » de Knorr, « *Economic Statecraft* » de Baldwin et « *Economics and Security* » de Mastanduno, Sandler et Hartly, « *Historical Patterns in Economic Diplomacy* » de Coolsaet et « *A Political Theory of Economic Statecraft* » de Blanchard et Ripsman. Nous pouvons nous pencher sur ces analyses conceptuelles et propositions de base de la diplomatie économique.

Tout d'abord, dans son ouvrage intitulé « *Power and Wealth* », Knorr a posé les bases du concept de capacité militaire sur l'influence des relations interétatiques, et il a expliqué comment le pouvoir militaire et le pouvoir économique ont émergé et été utilisés ensemble et efficacement et comment ils se développeraient. Sur la base de ses études antérieures, il a systématiquement évalué les outils d'influence économique et militaire et a examiné les effets de ces outils sur la maximisation du pouvoir, qui est l'objectif principal des États. Knorr, regardant d'un point de vue réaliste, a généralement ignoré le secteur privé et les institutions non étatiques. Dans ce contexte, il n'a conclu que les instruments économiques tels que les restrictions commerciales, les taxes et les contrôles peuvent être utilisés efficacement s'ils sont alimentés par la force militaire afin de maximiser les intérêts des États.⁴¹

Mastundo, d'autre part, met en évidence trois facteurs critiques pour l'utilisation et la perception des variables économiques et de sécurité, le système multipolaire, le système bipolaire et le système unipolaire, dans son ouvrage « *Economics and Security* ». Dans ce contexte, Mastundo attribue une importance fondamentale à la structure internationale et déclare que différentes structures internationales entraînent différentes incitations, intégrations ou désintégrations. Alors que le système multipolaire offre une incitation générale à l'intégration, les grandes puissances au sein de la structure internationale visent à être économiquement indépendantes. Les États cherchent des moyens de former des alliances afin de protéger leur propre sécurité. Dans ce contexte, l'économie constitue le pilier le plus important des États tant en termes d'indépendance que de sécurité. Dans le monde bipolaire, on affirme que les grandes puissances s'appuient moins sur des alliances positives pour exprimer un ordre international qui déclenche la désintégration politique et économique, alors qu'elles sont plus ouvertes à la poursuite de risques et d'alliances pour éliminer ces risques,

⁴¹ Klaus Knorr, **Power and Wealth: The Political Economy of International Power**, SpringerLink, 1973, cf.128-162

dans d'autres mots, à la recherche de contre-alliances contre les menaces. Par rapport au monde multipolaire, la recherche d'alliances est beaucoup plus limitée. Enfin, parlant du système unipolaire, Mastundo dit que cette approche n'a pas été beaucoup étudiée dans les théories des relations internationales. En revanche, la puissance dominante dans un monde unipolaire est motivée par des politiques d'intégration économique et de sécurité. Parce qu'il vise à maintenir sa position dominante et à assurer sa pérennité, il prend à ce titre des initiatives pour assurer sa sécurité face aux puissances qu'il considère comme des rivaux potentiels.⁴²

La structure du système international dessine un cadre général de convergence ou de séparation des politiques économiques et de sécurité, mais la structure internationale ne peut à elle seule déterminer l'interaction ou le poids entre ces deux concepts. A ce stade, la perception des Etats, des hommes politiques, et de l'opinion publique sont d'une grande importance pour la mise en place de ces deux politiques. Dans ce cadre, les décideurs politiques et les acteurs participant au processus d'élaboration peuvent déterminer des stratégies de convergence ou de dégroupage des politiques économiques et de sécurité. Plus les développements sont urgents et transformateurs, plus ces deux domaines politiques convergent et s'activent. D'un autre côté, l'environnement international est stable et positif, plus les politiques économiques et de sécurité sont séparées et il y a un passage d'une approche axée sur le jeu de puissance à une approche axée sur les entreprises. Par exemple, pendant la période de la guerre froide, alors que la communauté internationale était constamment menacée, l'économie et la sécurité ont longtemps été gérées et perçues ensemble sans être séparées l'une de l'autre. Par ailleurs, après la fin de la Guerre froide, les politiques économiques et de sécurité ont été séparées et l'objectif était l'intégration mondiale. À cet égard, l'argument de Mastanduno pour l'intégration économique dans le monde multipolaire est confirmé.

Un autre facteur que nous devrions examiner dans le contexte des relations internationales est lié à la concurrence économique internationale. Plus un État domine la concurrence internationale, plus les politiques économiques ne peuvent être utilisées en complément des politiques de sécurité. De même, dans le commerce international et les relations économiques, plus les défis auxquels le pays est confronté sont grands,

⁴² Michael Mastanduno, "Economics and Security in Statecraft and Scholarship", **The IO Foundation and the MIT**, 1998, <https://library.fes.de/libalt/journals/swetsfulltext/5333871.pdf> date d'accès: 23.08.2022

plus les exigences pour se concentrer sur les gains économiques dans la politique intérieure sont grandes. L'émergence des États-Unis comme première puissance économique après la Seconde Guerre mondiale, mais la rupture de cette hégémonie économique depuis les années 1970 et la perte de cette position depuis les années 2000, ont fait que les États-Unis attachent plus d'importance aux politiques économiques. A ce stade, les politiques économiques sont instrumentalisées en les intégrant aux politiques de sécurité. Aujourd'hui, quand on regarde les publications de toute organisation non gouvernementale qui contribue aux études de relations internationales aux États-Unis, on voit que l'accent mis sur la Chine émerge très clairement. Plus de la moitié des articles récents de *Foreign Affairs* concernent sur la Chine. C'est important pour montrer les souhaits politiques du public dont nous parlons. Coolsaet, d'autre part, a créé son livre, « *Historical Patterns in Economic Diplomacy* », basé sur les déclarations suivantes de Clinton. « Il n'y a plus de distinction claire entre la politique étrangère et la politique intérieure, le monde dans lequel nous vivons ne permet plus ce luxe. »⁴³

Le ministre du Commerce de Clinton, d'autre part, a déclaré que Clinton était le premier président à combler le fossé entre la politique intérieure et la politique étrangère. Coolsaet a pris la Belgique comme étude de cas sur les modèles historiques de la diplomatie économique et a évalué la transition du protectionnisme au mondialisme, révélant la transformation de la diplomatie économique et le phénomène de l'économie dans les relations internationales.

Selon lui, les incitations à l'exportation ont toujours été d'une importance vitale pour la Belgique et même la principale source d'existence de la Belgique. Depuis sa création, les décideurs politiques belges ont partagé l'idée que sans exportations, Belgique se confronterait une surproduction, en raison de la nature productive de l'industrie belge, et cela conduirait au chômage, à l'inflation et à l'anarchie. La réflexion de cette vision, qui s'est généralisée après la révolution industrielle, alors selon le gouvernement La Belgique devait trouver de nouveaux marchés où les produits belges pouvaient être vendus et devait développer une relation stable avec ces marchés, la compréhension diplomatique de la Belgique s'est donc développée dans le cadre des

⁴³ Rik Coolsaet, "Historical Patterns in Economic Diplomacy. From Protectionism to Globalisation. The case of Belgium", **International Studies Association Press**, 2001, cf. 21-28

relations économiques. Cette orientation diplomatique représente sans aucun doute les intérêts de la nouvelle bourgeoisie commerciale qui fleurit au XIXe siècle.

De ce point de vue, Coolsaet divise l'économie belge en quatre périodes principales:

1850-1860, 1880-1924, 1925-1939 et les années 1990.

La première période, couvrant les années 1850-1860, a vu le passage rapide d'un régime commercial protectionniste à un régime de libre-échange. L'accord *Cobden-Chevalier*, signé en 1860, rend possible le libre-échange entre la France et la Grande-Bretagne. Ce régime commercial a été bien accueilli en Belgique et depuis cet accord, tous les décideurs et intermédiaires de la politique étrangère de la Belgique ont fourni un effort intense pour transformer les accords commerciaux bilatéraux détenus par la Belgique dans ce sens. La diplomatie économique poursuivie est la première étape et l'objectif principal de la préservation et du maintien de la position de la Belgique en tant que troisième ou quatrième puissance industrielle à cette époque.

Dans le cadre de cette démarche de diplomatie économique suivie, la Belgique a été l'un des acteurs actifs et importants de l'expansion financière et industrielle qui s'est propagée à travers le monde dans les années 1890. Les principaux acteurs de l'économie belge à cette époque étaient les usines et les banques, les missions diplomatiques et le ministère des Affaires étrangères étaient les principaux acteurs qui assuraient l'ouverture de cette économie vers l'extérieur et l'apportaient au pays comme une plus-value.

Alors qu'il y avait une période de pointe pour le commerce belge, les États-Unis et l'Allemagne, qui sont apparus comme de grands concurrents à cette période, sont entrés dans la deuxième révolution industrielle et ont commencé à fournir les biens que la Belgique fournissait traditionnellement au marché mondial. La protection de ces puissances par des barrières commerciales protectionnistes a cependant fortement limité la Belgique en raison de sa capacité à commercer librement avec d'autres pays et de la taille démographique et militaire des pays.

À partir de la seconde moitié des années 1920, la Belgique, confrontée à des mesures protectionnistes venues de l'extérieur de l'Europe, a la chance de recréer une zone commerciale sans barrières commerciales avec la création de la Société des

Nations. Cependant, les équilibres ont été inversés avec l'échec de la Société des Nations à fonctionner comme souhaité et la grande dépression qui a émergé en 1929. À ce stade, la Belgique et d'autres petits pays Européens ont également créé une nouvelle méthode en matière de diplomatie économique. La volonté de transformer de nombreux accords commerciaux bilatéraux, dont la Belgique, en un cadre multilatéral fondé sur les principes du libre-échange, a conduit à l'émergence d'une approche appelée multilatéralisme économique, ainsi qu'à l'augmentation des incitations à l'exportation de la Belgique.

À ce stade, les démarches de la Belgique peuvent être considérées comme une codification du libre-échange. Ce système nouvellement conçu a intégré les relations économiques internationales dans un ensemble de principes et de normes communs prédéterminés qui sont mutuellement contraignants pour tous les pays participants. Ainsi, l'établissement de normes judiciaires multilatérales est devenu partie intégrante de la diplomatie économique internationale. Ce multilatéralisme signifiait que les petits États en bénéficiaient et que les grands États adhéraient aux normes judiciaires établies au niveau international, formant ainsi la base des aspirations libérales. Le discours du ministre des Affaires étrangères au Parlement belge en 1935 est tout à fait remarquable.

Lors des débats parlementaires d'avril 1935 Paul Van Zeeland exprime ainsi la nature changeante de la diplomatie : « *Parallèlement au développement extraordinaire des agences de presse et de télégraphe, la responsabilité de nos missions diplomatiques de recevoir des informations politiques a diminué. Ainsi s'est présentée l'opportunité pour la Belgique de se concentrer davantage sur la protection des intérêts économiques de notre pays, qui est devenue la mission principale des missions à l'étranger.* »⁴⁴

Au milieu des années 1990, la diplomatie économique a gagné un nouveau dynamisme et a commencé à être mieux acceptée politiquement. En 1999, le ministère belge des Affaires étrangères a défini sa description de poste comme étant de mieux équiper la Belgique face à une concurrence internationale croissante. Ainsi, des dispositions à l'échelle institutionnelle ont été prises dans le domaine de la diplomatie

⁴⁴ Vincent Delcorps, The Belgian Ministry of Foreign Affairs and the Challenge of Multilateralism (1944-1960), **Journal of Belgian History XLIV**, 2014, cf. 9-29

économique, outre le ministère des affaires étrangères, différents ministères, agences et institutions non étatiques ont participé au processus de construction de la diplomatie économique, ainsi un certain nombre de centres de coordination stratégique spécifiques ont été établis.

Après avoir évoqué les quatre grandes périodes de la diplomatie économique en Belgique, Coolsaet assimile la diplomatie économique et la diplomatie de sécurité à l'hélice de l'ADN et révèle la complémentarité qui les unit. Selon Coolsaet, la diplomatie économique était un instrument qui a été utilisé avec la diplomatie de sécurité pour maintenir la sécurité et l'équilibre des pouvoirs depuis la Renaissance.⁴⁵

Dans la première partie du rapport de la diplomatie économique aux relations internationales, on peut enfin donner comme exemple «A Political Theory of Economic Statecraft» de Blanchard. Dans cette étude, Blanchard cherche des réponses sur comment et en quoi les sanctions économiques sont des outils efficaces et la contribution de ces outils à la diplomatie économique. Selon lui, le succès de l'étatisme économique ne dépend pas d'autres grandeurs économiques. Au contraire, le succès de l'étatisme économique dépend de la question de savoir si des gains politiques sont réalisés ou un coût évité grâce à l'impact économique qu'il engendre.

L'effet de l'économie sur la sphère politique varie en fonction des facteurs variables de la politique intérieure et extérieure, et ce contexte a trois composantes ; ce sont l'autonomie, la capacité et la légitimité. Dans ce cadre, Blanchard affirme que l'étatisme économique est soit efficace soit inefficace en fonction de ces trois éléments. Il mentionne également qu'il existe trois approches fondamentales de l'étatisme économique, à savoir le réalisme, le libéralisme et les conditionnalités.⁴⁶ Cette partie sera couverte dans les sections suivantes.

La deuxième approche sur la connexion de la diplomatie économique avec la discipline des relations internationales est les approches qui examinent les pratiques de diplomatie économique et les pratiques de diplomatie économique de certains pays ou groupes de pays au niveau des études de cas. Dans cette catégorie, les dimensions financières et monétaires de la diplomatie économique sont soulignées et se

⁴⁵ Coolsaet, op.cit. pp. 21-28

⁴⁶ Jean-Marc F. Blanchard and Norrin M. Ripsman **A Political Theory of Economic Statecraft**, Oxford University Press, 2008, pp. 375-377

concentrent sur les monnaies, les guerres de devises, les relations des économies émergentes entre elles et leur utilisation comme outil dans les relations interétatiques.

b) Diplomatie économique et l'économie

Contrairement à l'approche de la discipline des relations internationales, l'approche économique considère la notion d'intérêts nationaux, qui fonde la diplomatie économique, comme des intérêts économiques. À cet égard, il couvre toutes les formes d'intervention délibérée et directe des gouvernements sur le marché, tant dans le commerce et l'investissement que dans la dimension financière. L'objectif principal de la diplomatie économique dans le domaine de l'économie est d'augmenter le bien-être économique, et la principale question à laquelle elle cherche à répondre est de savoir si les outils de diplomatie économique sont suffisamment efficaces pour augmenter le bien-être par rapport à leurs coûts. À ce stade, bien qu'il existe des objectifs politiques pour accroître le bien-être économique, l'objectif principal est l'économie elle-même. De plus, dans l'approche économique, contrairement au domaine des relations internationales, l'étatisme économique est rarement utilisé, alors que la diplomatie commerciale et le trade diplomacy⁴⁷ sont largement utilisées. Dans le domaine économique, la diplomatie économique peut être divisée en trois grandes catégories.

Les premières sont des études qui examinent les effets de certaines activités de diplomatie économique sur le commerce international. Ces analyses utilisent des modèles économiques et économétriques pour l'analyse coûts-bénéfices d'un ou plusieurs outils de diplomatie économique. A cet égard, les modèles fréquemment utilisés dans la littérature sont; les combinaisons telles que le modèle de gravité, le modèle de commerce bilatéral, les flexibilités et les parts de marché. Dans ce contexte, nous pouvons d'abord donner un exemple de l'ouvrage de Rose « *Services Etrangers et Commerce Extérieur : Les Ambassades Comme Promotion des Exportations* ». Rose commence à son étude avec cette question : « *Pourquoi les pays dépensent-ils autant de ressources dans les missions diplomatiques ?* »⁴⁸

⁴⁷ La distinction entre deux concepts sera examinée dans la section suivante

⁴⁸ Andrew Rose, *The Foreign Service and Foreign Trade: Embassies As Export Promotion*, World Economy, **NBER working Papers** 11111, 2005, pp. 1-5

L'argument général est que, comme le déclarait le ministre des affaires étrangères belge en 1935, le développement des technologies de communication et la baisse des coûts de communication permettent d'obtenir des informations plus rapides et moins chères sur les pays étrangers. Répondant à cette question dans son étude, Rose affirme que les missions diplomatiques, les ambassades, les consulats, les attachés commerciaux jouent un rôle clé dans la promotion et la protection des exportations. Rose, dans son étude, a constaté que les missions diplomatiques affectent vraiment positivement les exportations. Exprimant cela mathématiquement, Rose a constaté que chaque consulat supplémentaire ouvert dans le cas de *ceteris paribus* augmentait les exportations de 6 à 10 % en moyenne. Par contre, cet argument n'est pas toujours linéaire. L'effet de la première mission ouverte est bien plus que l'effet de la 10^e mission ouverte, et chaque mission diplomatique ouverte réduit le bénéfice marginal. Ainsi, la loi de l'utilité décroissante semble s'appliquer.⁴⁹ Volker Nitsch a examiné empiriquement les effets des visites de pays de haut niveau sur les relations économiques bilatérales et le commerce international. Dans ce contexte, les visites de pays des présidents de la France, de l'Allemagne et des États-Unis entre 1948 et 2003 ont été examinées. Dans cette étude, Nitsch a constaté que les visites gouvernementales et les visites officielles ont généralement un effet positif sur les exportations. Parvenant à une conclusion similaire avec Rose dans ce sens, Nitsch a observé qu'une visite typique augmente les exportations bilatérales d'environ 8 à 10 %.⁵⁰

Dans ce contexte, il a été montré comment la diplomatie économique peut améliorer les relations économiques mutuelles lorsqu'elle se cristallise à travers des visites mutuelles. Dans ce contexte, il est extrêmement important non seulement que les dirigeants accompagnent leurs visites dans les pays, mais aussi d'accompagner des organisations de coopération plus globales, des ONG et des hommes d'affaires dans leurs visites avec les responsables.

Le deuxième domaine d'étude de la diplomatie économique au sein de la discipline de l'économie comprend les implications économiques des études de données macroéconomiques et microéconomiques. Dans ce cadre, la relation du commerce avec le conflit ou la coopération est examinée. Dans son étude de l'effet du commerce sur les conflits politiques, Polachek soutient que plus l'élasticité de la

⁴⁹ Ibid.

⁵⁰ Volker Nitsch, "State Visits and International Trade", Technische Universität Darmstadt, **CES Working Paper**, No. 1582, 2005, p.2

demande d'importation et de l'offre d'exportation est grande, plus le bien-être des consommateurs et des producteurs sera élevé. Donc, plus le surplus consommateur-producteur entre les pays est important, moins le conflit est probable.

Polachek donne les exemples du Canada et de l'Irak pour les États-Unis. Malgré la relation hostile entre les États-Unis et l'Irak, il existe une relation amicale entre les États-Unis et le Canada, Polachek attire l'attention sur le commerce au point d'examiner ces relations. Polachek suppose que chaque acteur a une certaine dotation factorielle qui ne change pas facilement, du moins à court terme. Étant donné que les dotations en facteurs révèlent les modèles d'échanges, et compte tenu de ces modèles d'échanges, un pays est supposé agir de manière rationnelle dans ses décisions en matière de relations extérieures. Plus précisément, si un conflit entraîne une réduction des échanges, alors l'un des coûts implicites du conflit est la perte de gains de bien-être associés au commerce. En d'autres termes, le commerce améliore la coopération et réduit les conflits.⁵¹

Une autre étude sur ce sujet est « *Geography and Economic Diplomacy of International Trade* » de Bergeijk. Dans son travail, Bergeijk explique essentiellement comment l'incertitude commerciale affecte la diplomatie économique en révélant les grandes lignes de l'analyse de la diplomatie économique. Alors que certains instruments positifs ou négatifs augmentent l'incertitude commerciale, la rhétorique positive signifie que des facteurs tels que la coopération mutuelle réduisent l'incertitude commerciale et encouragent le commerce international. L'étude empirique de Bergeijk sur les effets de 161 sanctions commerciales sur 37 pays offre une nouvelle perspective sur la manière dont la diplomatie économique peut être à la fois un facteur de coût et un moteur de bénéfice pour la croissance de la productivité.⁵²

Le troisième domaine lié à l'approche économique de la diplomatie économique est clairement séparé des deux autres approches. Cette approche traite des initiatives commerciales et des environnements politiques des entreprises opérant sur la scène internationale, plutôt que du commerce étatique et interétatique, du point de vue de ces entreprises. La recherche sous ce titre porte sur la gestion de la diplomatie commerciale

⁵¹ Solomon Polachek, "Conflict and Trade: An Economics Approach to Political International Interactions", **Peace Science and Public Policy**, 1999, Vol.5 No.2 pp. 32-45

⁵² Peter Bergeijk, **Economic Diplomacy and the Geography of International Trade**, Edward Elgar Press, 2009, pp. 14-15

et son efficacité, en explorant et en comblant l'écart entre les politiques d'exportation et commerciales du gouvernement et les besoins du secteur privé.

Dans ce contexte, le travail de Saner et al. intitulé « Diplomacy Management: Core Competence for Global Firms » peut être examiné. Cette étude vise à expliquer ce que les entreprises mondiales peuvent apprendre de la diplomatie, comment les entreprises peuvent accroître leur efficacité sur le marché international en établissant une gestion de la diplomatie des affaires et en développant des gestionnaires et des cadres de la diplomatie des affaires. Dans ce contexte, les entreprises mondiales doivent réussir dans les secteurs dans lesquels elles opèrent et, en même temps, elles doivent faire preuve de compétence dans la gestion de multiples parties prenantes, tant au pays qu'à l'étranger. Bien que ces deux enjeux soient de première importance et que ces entreprises soient dotées des bonnes politiques de prix, des bonnes politiques de service et des bonnes politiques commerciales, elles peuvent ne pas toujours réussir face à des obstacles surgissant en dehors de la zone de contrôle des entreprises. Dans ce contexte, la destruction des pipelines Shell dans l'est du Nigeria et la persistance des barrières commerciales non tarifaires de l'industrie japonaise des télécommunications peuvent être citées en exemple. Face à de tels défis, les entreprises se tournent vers une nouvelle diplomatie d'affaires et une nouvelle structure organisationnelle pour lutter contre les intérêts des pays étrangers, les multiples groupes de pression internes et externes ou l'instabilité de l'environnement international. Les entreprises qui ont également participé au processus de construction de la diplomatie économique à cet égard tentent de jeter des ponts avec la communauté internationale à travers leur diplomatie d'affaires. Dans ce contexte, elles agissent comme des diplomates politiques.⁵³

L'étude de Kotabe, d'autre part, fournit une analyse empirique des types d'aide et de soutien demandés au gouvernement dans le contexte de l'expertise liée à l'exportation, des défis à l'exportation et des incitations à l'exportation pour les entreprises manufacturières américaines. En outre, Kotabe explore l'écart entre les efforts du gouvernement pour promouvoir les exportations et les besoins du secteur privé. Dans cette étude, Kotabe a découvert que l'identification de l'expertise, des problèmes et des besoins d'aide gouvernementale par étape d'exportation peut aider les

⁵³ Raymond Saner, Lichia Saner-Yiu, Mikael Sondergaard, "Business Diplomacy Management: A Core Competency for Global Companies", **Academy of Management Perspectives**, Vol 14, 2000 cf. 80-92

agences gouvernementales à développer une approche systématique de la promotion des exportations.⁵⁴

c) Diplomatie économique et économie politique internationale

L'économie politique internationale est un domaine relativement nouveau dans la discipline des relations internationales et a émergé dans les années 1970. Robert Gilpin, l'un des plus éminents chercheurs en économie politique internationale, définit l'économie politique internationale comme suit : « Dans le monde d'aujourd'hui, l'existence parallèle et l'interaction mutuelle de l'État et du marché créent l'économie politique... En l'absence de l'État, les activités économiques seront déterminées par les forces du marché et le mécanisme des prix, ce qui est l'idéal du libéralisme économique. A l'inverse, l'Etat allouera et redistribuera directement les ressources économiques, ce qui est l'idéal du politologue.»⁵⁵

L'économie politique internationale s'intéresse en gros à la manière dont les facteurs économiques et politiques interagissent au niveau mondial. Les chercheurs qui travaillent dans le domaine de l'économie politique internationale révèlent essentiellement deux types de recherche. Le premier concerne la façon dont la politique contraint les choix économiques, qu'il s'agisse de choix politiques faits par les gouvernements ou de choix faits par des acteurs ou des groupes sociaux. La seconde concerne la manière dont les forces économiques motivent et contraignent les choix politiques, tels que le comportement électoral des individus, le lobbying politique des syndicats ou des entreprises, ou les politiques intérieures ou étrangères des gouvernements.⁵⁶

Crane et Amawi définissent l'économie politique internationale comme suit : « *L'économie politique se situe à l'intersection des disciplines de la politique et de l'économie et examine les phénomènes qui peuvent être inclus dans les deux domaines* ». ⁵⁷ Il tente d'expliquer comment le pouvoir politique façonne les résultats économiques et comment le pouvoir économique affecte les actions politiques. Par contre, l'économie politique n'est pas seulement un mélange de ces deux disciplines

⁵⁴ George Crane et Abba Amawi, **The Theoretical Evolution of International Political Economy: A Reader**, Oxford University Press, 1997 p.12

⁵⁵ Robert Gilpin, **Uluslararası İlişkilerin Ekonomi Politikası**, Kripto, 2020, cf. 415-437

⁵⁶ Benjamin J. Cohen, **International Political Economy: An Intellectual History**, Princeton University Press, 2008 cf. 107-118

⁵⁷ Crane op.cit 1997, pp 107-118

traditionnelles, mais aussi une critique des méthodes des études politiques et économiques.

Selon Heijmans, l'économie politique internationale s'intéresse principalement à la manière dont les forces politiques façonnent les systèmes dans lesquels les interactions économiques s'expriment et, à leur tour, aux effets des interactions économiques sur les structures et les résultats politiques. Contrairement à d'autres traditions de recherche, les chercheurs actifs dans le domaine de l'économie politique internationale examinent l'utilisation d'instruments commerciaux et politiques en relation avec des objectifs de politique étrangère, des objectifs commerciaux, dans un cadre particulier où la diplomatie économique est façonnée ou pratiquée.⁵⁸

La relation entre diplomatie économique et économie politique internationale se réalise généralement dans le cadre de la diplomatie commerciale et de la *trade diplomacy*. Dans ce contexte, donner quelques études de diplomatie économique menées dans le cadre de l'économie politique internationale et leur champ de travail permettra de voir la démarche et les limites de l'économie politique internationale à cet égard.

On peut citer tout d'abord l'ouvrage d'Urata «*La Nouvelle Politique Economique Etrangère du Japon : Passage à un Modèle Stratégique et Activiste*». Dans cet article, Urata analyse les principales déviations de la politique économique étrangère japonaise. Dans ce contexte, le Japon, à la lumière de ce concept, vise à développer des réseaux de libre-échange bilatéraux, s'éloignant ainsi des approches commerciales multilatérales et beaucoup plus contraignantes, imposant des restrictions budgétaires au renouvellement des aides publiques au développement, donnant la priorité aux intérêts nationaux du pays dans l'aide étrangère et l'augmentation du montant des prêts en yen accordés à la Chine adopte des stratégies de retrait progressif.

Selon Urata, les politiques proactives développées à la fois dans le commerce international et l'aide au développement sont la tentative du gouvernement japonais de répondre de manière stratégique et globale aux défis communs. La stagnation économique au Japon et l'augmentation de la concurrence avec la Chine en politique étrangère et la perception de la Chine comme une menace poussent le gouvernement

⁵⁸ Heijmans, op.cit. cf. 210-230

japonais à suivre une telle politique économique. Cette situation est présentée par Urata comme un reflet de la perspective d'économie politique de la diplomatie économique japonaise.⁵⁹

Saaida, Pekkanen Solis et Katada, d'autre part, ont avancé un argument qui relie directement la conception institutionnelle des forums commerciaux internationaux à la perception et à la structure de la politique intérieure. En conséquence, l'argument principal des auteurs est que si les États démocratiques industrialisés sont obligés d'apaiser les forces conflictuelles sur le marché politique intérieur alors que la libéralisation économique progresse rapidement, ils devraient donner la priorité aux forums qui permettent à l'État d'exercer un plus grand contrôle sur le rythme et l'étendue de la libéralisation. Cette hiérarchisation est en fait due à l'interaction entre deux dimensions critiques observées dans tous les forums commerciaux internationaux. La première est la dimension des revenus, qui détermine la mesure dans laquelle les États peuvent accroître le bien-être économique sur la base des règles du forum, et la dimension du contrôle, qui détermine la mesure dans laquelle ils ont le pouvoir de déterminer les règles du forum conformément à leurs propres politiques et préoccupations. L'interaction entre gains et contrôle apparaît comme le reflet de la politique économique étrangère du pays et donne une idée de la diplomatie économique appliquée.⁶⁰

Une autre étude sur la diplomatie économique et l'économie politique internationale est « *New Asian Regionalism: The Political Domion Effect* » de Ravenhill. Dans cet ouvrage, Ravenhill déclare que la prolifération des accords économiques régionaux impliquant les économies d'Asie de l'Est dans les années qui ont suivi les crises financières s'explique souvent par référence aux facteurs économiques dans la littérature sur l'économie politique. Ces accords sont soit élaborés en réponse aux coûts d'une interdépendance accrue, soit considérés comme une demande d'aplatissement par les exportateurs nationaux face aux accords commerciaux préférentiels dont bénéficient leurs concurrents étrangers.

⁵⁹ Shujiro Urata, "Japan's New Foreign Economic Policy: A Shift Toward a Strategic and Activist Model?" *Asian Economic Policy Review*, Vol 2, No.2 2007, cf. 227-245

⁶⁰ Saaida M. Pekkanen, Mireya Solís and Saori N. Katada, "Trading Gains for Control: International Trade Forums and Japanese Economic Diplomacy", *International Studies Quarterly*, Vol. 51, No. 4, 2007, cf. 945-970

En outre, Ravenhill déclare que l'interdépendance économique de la région d'Asie de l'Est n'a pas augmenté depuis la crise économique Asiatique. Dans les études de cas de Ravenhill, il a été déterminé que le secteur privé et les organisations commerciales n'ont pas d'impact significatif sur les accords mutuellement établis, de sorte que ces accords n'auront pas d'impact économique majeur. L'argument principal de Ravenhill dans l'étude est que le nouveau régionalisme émergent en Asie de l'Est n'a pas une domination économique, mais fondamentalement une domination politique et s'étendra politiquement à d'autres régions.⁶¹

Le deuxième domaine sur lequel les économistes politiques internationaux se concentrent dans la diplomatie économique est celui des programmes gouvernementaux de diplomatie commerciale, de financement du commerce, de facilitation du commerce, de promotion du commerce et des missions commerciales et leurs combinaisons. À cet égard, nous pouvons essentiellement donner l'exemple du travail de Zoellick, ancien représentant spécial des États-Unis pour le commerce et ancien président de la Banque mondiale. Le premier argument du travail de Zoellick est un domaine que la diplomatie commerciale américaine considère comme inévitable pour dissimuler les imperfections du marché ou contrecarrer les activités des autres gouvernements. Par ailleurs dans son étude sur diverses institutions qui mènent une diplomatie commerciale, Albright a constaté que ces institutions prennent souvent les risques que le secteur privé évite tout en équilibrant les efforts de promotion des exportations des pays que les États-Unis considèrent comme des concurrents. Robin Johnson, quant à lui, se concentre sur le secteur agricole dans le cadre de la politique commerciale des États-Unis. Il dit que le soutien des États-Unis à ses propres agriculteurs est une exigence de la sécurité de l'approvisionnement alimentaire mondial et aussi des politiques d'exportation.⁶² Il existe d'autres études sur ce sujet. Par exemple, Rothkopf explique comment les activités de diplomatie commerciale mises en œuvre par l'administration Clinton ont pris de l'ampleur et comment elles ont décliné.

Enfin, nous pouvons nous pencher sur le travail de Strange, qui est plus complet et comprend plus d'acteurs. Susan Strange examine les interactions entre l'État et

⁶¹ John Ravenhill, "The New East Asian Regionalism: A political Domino Effect", **Review of International Political Economy**, Vol 17, No.2, 2010, cf.178-208

⁶² Jeffrey Garten, Robert Zoellick and James Shinn, "Riding the Tigers: American Commercial Diplomacy in Asia", **The Hague Journal of Diplomacy**, Vol 6, No. 1-2, pp 28-29

l'entreprise dans le domaine de la diplomatie économique et de l'économie politique internationale, et examine leurs effets sur les processus d'élaboration des politiques. A ce stade, le secteur privé prend place en tant qu'acteur dans le processus de diplomatie économique. Susan Strange souligne que les entreprises deviennent de plus en plus importantes dans le développement et la mondialisation des relations économiques, et que les gouvernements devraient donc ouvrir des postes aux entreprises. À cet égard, Strange a également développé la dimension entreprise-entreprise dans la diplomatie triangulaire.⁶³ En plus de ces études, on peut citer en exemple l'ouvrage de Bayne et Woolcock. Dans cette étude, les auteurs décrivent comment les États mènent leurs relations économiques extérieures au XX^e siècle, comment ils prennent des décisions à l'intérieur du pays ; comment ils conduisent les négociations internationales ; et comment ces processus interagissent. Ils décrivent la fin de la Guerre froide, les progrès de la mondialisation et la manière dont les acteurs non étatiques tels que le secteur privé et la société civile ont été impliqués dans le processus d'élaboration de la diplomatie économique. Ainsi, une synthèse actuelle et multidimensionnelle de la diplomatie économique est présentée.⁶⁴

d) Diplomatie économique et études diplomatiques

Depuis les années 1980, les accords internationaux, les négociations et les institutions internationales sont devenus beaucoup plus visibles. Selon Hedley Bull, la principale raison est le fait que: « *La diplomatie se caractérise comme une institution qui contribue à l'ordre dans la communauté internationale parallèlement à l'équilibre des pouvoirs, au droit international, à la guerre et aux grandes puissances.* »⁶⁵ Au fur et à mesure que les études diplomatiques mûrissaient, la recherche sur la diplomatie économique augmentait également. Les études de diplomatie économique menées par des universitaires intéressés par les études diplomatiques et issus de cette tradition mettent l'accent sur les aspects procéduraux de la diplomatie économique plutôt que sur les aspects structurels. Dans ce cadre, la diplomatie économique et les études/accords diplomatiques sont menées notamment à travers des acteurs et des processus. Ces études sont généralement examinées en trois catégories. La première

⁶³ Susan Strange, "States, Firms and Diplomacy", **International Affairs**, Vol 68, No.1, 1992, pp. 14-15

⁶⁴ Stephen Woolcock, Nicholas Bayne op.cit. 2016

⁶⁵ Hedley Bull, **The Anarchical Society: A Study of Order in World Politics** Palgrave, 2002, cf.97-121

consiste en des analyses conceptuelles qui se concentrent sur un domaine spécifique, comme la diplomatie économique en général ou la diplomatie commerciale, qui relève de la diplomatie économique. Dans ce contexte, nous pouvons regarder l'étude de Donna Lee et David Hudson intitulés « *The Old and New Significance of Political Economy in Diplomacy* ».

Aujourd'hui, les systèmes diplomatiques sont en cours de révision dans de nombreux pays afin de centraliser les activités commerciales des services diplomatiques, d'étendre les activités commerciales des diplomates et d'intégrer formellement les intérêts commerciaux dans les systèmes diplomatiques. Ces changements couvrent un large éventail allant des gouvernements modifiant la structure institutionnelle des ministères du commerce et des affaires étrangères à l'amélioration des relations des missions diplomatiques et du personnel avec le monde des affaires.

En fait, bien que ce changement ne soit pas nouveau, c'est un domaine qui a été peu étudié, principalement en raison de la négligence de la dimension commerciale de la diplomatie dans les études de diplomatie. Le manque d'intérêt des éléments de commerce de la diplomatie dans les théories de la diplomatie traditionnelle, ont été examinés par Lee et Hudson, contrairement aux méthodes diplomatiques orthodoxes. Dans ce contexte, il souligne les changements dans les systèmes diplomatiques et le fait que non seulement les États mais aussi les intérêts privés font l'objet de la diplomatie et que ces exigences particulières augmentent de jour en jour.⁶⁶

Deuxièmement, nous pouvons jeter un coup d'œil à « *Commercial Diplomacy and International Business* » de Kostecki et Naray. Cette étude porte sur la diplomatie d'affaires. Les auteurs ont mené cette étude en se basant sur le fait que la diplomatie d'affaires est un facteur important dans le processus de mondialisation en cours, mais la recherche empirique sur cette question n'est pas assez efficace. Dans cette étude, les auteurs ont conclu que les activités de diplomatie commerciale encouragent le commerce international et les partenariats institutionnels, apportent une solution gagnant-gagnant aux problèmes liés aux différends commerciaux, que le pays source qui mène des activités de diplomatie commerciale attire les investissements directs

⁶⁶ Donna Lee and David Hudson, "The Old and New Significance of Political Economy in Diplomacy", *Review of International Studies*, Vol 30, No.3, 2004, pp.343-360

étrangers et développe des activités de R&D et le tourisme qu'ils ont atteint. En outre, ils affirment que les gouvernements peuvent mener une diplomatie commerciale plus efficace en maintenant ouverts des canaux de communication complets et continus avec le monde des affaires.⁶⁷

D'autres catégories examinent les divers aspects des négociations et les attitudes des acteurs, respectivement, et ont donc une portée plus étroite. Le premier concerne la modélisation des négociations économiques internationales axées sur les stratégies et les marchés intégrateurs et la diplomatie économique multilatérale dans le cadre du GATT, Kennedy Round. Dans ce contexte, les travaux de Lee et Odell peuvent être cités en exemple. Dans l'ouvrage d'Odell « *Negotiating the World Economy* » ; il affirme que l'économie est devenue aussi importante que la sécurité dans les relations internationales, en revanche, il affiche une attitude critique en déclarant que nous n'avons pas autant de connaissances que les accords de sécurité dans les accords conclus par les gouvernements sur les règles du commerce, de la finance et des organisations économiques internationales. En outre, Odell déclare que le processus de négociation économique est le principal outil qui façonne la politique mondiale et que les relations économiques internationales, qui deviennent de plus en plus visibles aujourd'hui, devraient gagner une structure plus forte à travers ces négociations. Sur les processus de négociation dans le cadre de la diplomatie économique, Odell se concentre sur les raisons pour lesquelles certaines stratégies de négociation sont plus efficaces et certaines stratégies sont moins rentables. Dans ce contexte, comme principaux effets sur les stratégies et les résultats; il identifie trois grands facteurs : l'évolution des conditions du marché, les convictions des négociateurs et la politique intérieure. L'auteur construit une théorie du pont perspicace basée sur la rationalité limitée, la séparant de la forme la plus courante de choix rationnel et des vues qui rejettent la rationalité.⁶⁸

Lee, quant à lui, traite de la position de la diplomatie économique dans le domaine des études diplomatiques dans son étude des visites de Kennedy. Ainsi, les

⁶⁷ Michel Kostecki and Olivier Naray, **Commercial Diplomacy and International Business**, Netherlands Institute of International Relations Clingendael, 2007, https://www.clingendael.org/sites/default/files/pdfs/20070400_cdsp_diplomacy_kostecki_naray.pdf date d'accès: 23.08.2022

⁶⁸ John Odell, **Negotiating the World Economy**, Cornell Studies in Political Economy, 2000, cf. 204-222

délégations américaines, européennes et britanniques utilisent les techniques diplomatiques traditionnelles. D'autre part, les techniques de négociation de la délégation américaine sont plus souples que celles de l'autre partie, ce qui est d'une importance vitale pour la réussite des négociations. Les résultats économiques de ces négociations, Lee, dit que les négociations ne peuvent être séparées du contexte politique international, mais qu'une rhétorique et des attitudes positives et constructives pendant la phase de négociation sont une nécessité inséparable pour atteindre les objectifs de la diplomatie économique.⁶⁹ Toutes les théories développées sur la diplomatie économique partent du postulat que les principaux acteurs de la diplomatie économique sont les États. Bien que l'importance de l'acteur étatique dans la diplomatie économique ait diminué avec Susan Strange, il est toujours considéré comme l'acteur principal. Cependant, un certain nombre d'acteurs locaux et non étatiques, complémentaires des États, sont également activement impliqués dans le processus d'élaboration de la diplomatie économique. Dans ce contexte, la place des acteurs non étatiques tels que les chambres de commerce, le monde des affaires, les organisations non gouvernementales et les associations de consommateurs dans le processus de diplomatie économique a également fait l'objet de recherches. Ces études donnent un aperçu du rôle de la diplomatie économique dans la pratique diplomatique. Dans ce contexte, on peut citer à titre d'exemple les principaux objectifs et arguments de certaines de ces études. Tout d'abord, dans son livre « *The Growing Influence of Business in UK Diplomacy* », Lee explique comment le monde des affaires au Royaume-Uni est devenu une composante organique de la diplomatie économique et comment il a affecté le processus d'élaboration de la diplomatie économique au cours des 35 dernières années. Avec l'arrivée au pouvoir du Parti travailliste en 1997, le système diplomatique du Royaume-Uni s'est transformé. Dans le cadre de la transformation du système diplomatique, les activités de diplomatie commerciale ont été centralisées, les activités commerciales des diplomates ont été élargies et les intérêts commerciaux ont été formellement intégrés. Aujourd'hui, la diplomatie au Royaume-Uni est un exercice d'équilibre entre des éléments commerciaux et politiques. Bien que le poids du commerce ou de la politique change selon la

⁶⁹ Donna Lee, "Endgame at the Kennedy Round: A Case Study of Multilateral Economic Diplomacy", **Diplomacy and Statecraft**, Vol 12, No. 3, 2001, cf. 115-138

conjoncture internationale et les pays/groupes de pays cibles, la diplomatie d'affaires centralisée du Royaume-Uni est aussi le résultat d'une recherche d'équilibre.⁷⁰

Deuxièmement, le livre de Woolcock intitulé « La nouvelle diplomatie économique » examine la place des acteurs étatique non étatiques dans la diplomatie économique. Dans ce travail, Woolcock se concentre sur la préparation des négociations sur les questions environnementales internationales au sein de l'UE, et en particulier sur l'action collective avec d'autres partenaires du système des Nations Unies et les négociations à cet effet. Dans ce contexte, Woolcock traite des méthodes de négociation des actes législatifs tels que la prise de décisions, la présentation de propositions et la négociation de décisions au sein de l'UE à partir du système de l'UE. A partir de ces méthodes de négociation, il révèle l'importance du consensus et les contours des négociations à tenir pour la diplomatie économique et la diplomatie commerciale.⁷¹

Troisièmement, Raymond Saner et Lichia Yiu expliquent comment et dans quelle mesure les groupes de consommateurs et certaines organisations sont impliqués dans la diplomatie économique dans leur livre « *International Economic Diplomacy : Mutations in Post-modern Times* ». Dans cette étude, Yiu et Saner visent à montrer que, parallèlement à la prolifération croissante des acteurs non étatiques et à leur visibilité croissante sur la scène internationale, la diplomatie traditionnelle est devenue de plus en plus complexe et la diplomatie économique s'est transformée. Dans le cadre de cette mutation, de nombreux acteurs non étatiques tels que les diplomates d'affaires, les organisations d'affaires, les entreprises privées, les lobbies, les groupes de pression ont articulé le contexte des relations supranationales comme une alternative ou un complément à la méthode de diplomatie traditionnelle, de sorte que bien que les États existent encore comme les acteurs les plus importants, a brisé son monopole sur la diplomatie. En plus de cela, de nombreuses organisations non étatiques telles que les institutions internationales de normalisation, les agences de notation de crédit ont commencé à s'attendre à ce que les diplomates d'État se spécialisent dans les domaines économiques et commerciaux. Une méthode diplomatique ainsi conçue contribue beaucoup plus aux intérêts internationaux qu'une simple diplomatie politique. En outre, les auteurs soutiennent que les ministères des Affaires étrangères devraient

⁷⁰ Donna Lee, "The Growing Influence of Business in UK Diplomacy", **International Studies Perspectives**, Vol 51, No. 1, 2004, pp. 50-54

⁷¹ Woolcock, op.cit, cf. 236-250

étendre leur capacité institutionnelle à traiter avec les acteurs non étatiques et les autres ministères gouvernementaux et apprendre à gérer les multiples frontières des réalités économiques et politiques complexes d'aujourd'hui.⁷²

II) Fonctionnement de la diplomatie économique

1) Cadre conceptuel et analytique de la diplomatie économique

Okana Heijmans est le premier auteur qui étudie la diplomatie économique en tant qu'une discipline distincte et qui examine la diplomatie économique à un niveau multidimensionnel. Heijmans ne définit pas la diplomatie économique comme un domaine que les États n'utilisent qu'à des fins lucratives. La diplomatie économique est également un outil qui améliore la coopération et la communication des États et des sociétés et sert la paix mondiale, et les États peuvent utiliser différents instruments et acteurs en fonction de leurs objectifs. La nouvelle approche développée tout au long de l'étude est construite sur le modèle dualiste construit par Okana Heijmans. Dans ce modèle, diverses stratégies à la fois axées sur le pouvoir et axées sur le développement, des relations sont suivies, et quels canaux et quels instruments seront utilisés pour atteindre ces objectifs sont expliqués. Donc dans ce chapitre le cadre analytique et conceptuel de la diplomatie économique sera discuté.

a) Cadre conceptuel de la diplomatie économique

En examinant la diplomatie économique et sa structure théorique, Okana Heijmans affirme que les États ne sont pas les seuls acteurs mais les principaux acteurs. Dans ce contexte, elle se réfère à la définition de la sécurité économique de Kopp, ainsi qu'à Lee et Hocking, qui ont déclaré que la diplomatie économique, qui a été créée dans une perspective réaliste centrée sur l'État, est un moyen d'assurer la sécurité économique de l'État dans un système anarchique. Kopp définit la sécurité économique comme le bien-être et la stabilité politique d'une nation.⁷³ À la lumière de ces définitions, Heijmans définit la diplomatie économique comme un domaine qui peut prendre une allure plus politique ou plus économique dans le cadre des outils utilisés par les gouvernements. Dans ce contexte, elle dit que la diplomatie économique a deux

⁷² Raymond Saner, Lichia Yiu, **International Economic Diplomacy: Mutations in Post-modern Times**, Netherlands Institute of International Relations Clingendael, 200, pp.22-24

⁷³ Harry W. Kopp, "Commercial Diplomacy and the National Interest Washington DC: American Academy of Diplomacy" **Business Council for International Understanding**, 2004, p.28

résultats différents selon les outils utilisés, le poids des acteurs, leurs objectifs et leurs niveaux.

Il s'agit de la « *Business End* » et de la « *Power-play End* ». Elle déclare que lequel de ces deux résultats sera atteint grâce à des pratiques déterminées conformément aux objectifs de sécurité nationale et de stabilité politique ou de bien-être économique. En outre, elle utilise la définition de la puissance économique de Berger. Berger décrit le pouvoir économique comme l'élément le plus fondamental du soft power, et son soutien au pouvoir militaire nous permet de penser en même temps le pouvoir économique comme un élément du hard power. En ce qui concerne la transformation de l'économie en un élément de soft power, Berger déclare que cela peut se produire de trois manières.

« 1) *Influer sur le désir du pays source de coopérer et de travailler avec le pays cible afin d'accroître sa capacité économique et son bien-être,*

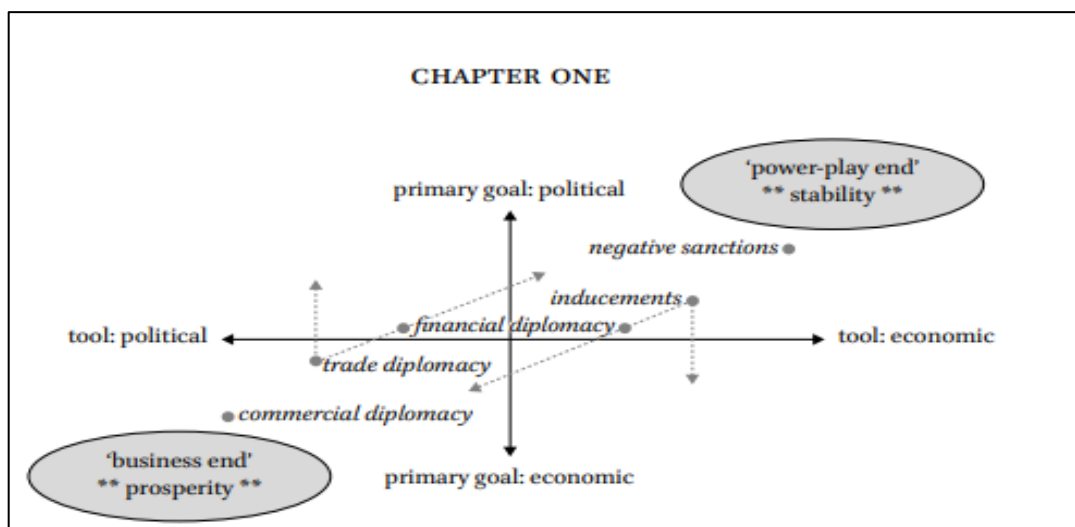
2) *Transformer le pays source en une structure institutionnelle que d'autres pays voudraient modéliser*

3) *Assurer l'utilisation active et efficace d'autres sources d'énergie douce. »*⁷⁴

Expliquer quels outils de diplomatie économique peuvent être utilisés par les décideurs politiques nous donne une idée des priorités des gouvernements en caractérisant si l'intérêt national est vu dans le « *Power-play End* » ou le « *Business End* ». Cependant, comme nous pouvons le voir dans la déclaration de Berger, parfois ces domaines peuvent apparaître de manière assez complexe et il devient impossible de faire une distinction claire. À ce stade, le cadre analytique de la diplomatie économique nous éclaire sur l'objectif final que nous voulons atteindre en matière de diplomatie économique, sur les outils que nous pouvons utiliser dans ce cadre et sur la manière dont nous suivrons un chemin entre différents intérêts concurrents. À cet égard, le cadre analytique aide les décideurs et les chercheurs à maintenir un équilibre des intérêts. En d'autres termes, le cadre conceptuel de la diplomatie économique est un préalable pour établir un lien entre les différents types de diplomatie économique et déterminer les outils et les niveaux de la diplomatie économique.

⁷⁴ Thomas Berger, "Japan in Asia: A Hard Case for Soft Power", **Foreign Policy Research Institute**, Vol 54, No.4 Fall 2010, cf. 565-582

Figure 1.3 : Plan de Coordonnées Business Play End et Power-play End



Source : Maaïke Okano-Heijmans, **Economic Diplomacy Japan and the Balance of National Interests**, Martinus Nijhoff, 2013, p.30

Comme on peut le voir dans le plan analytique ci-dessus, dans un coin du cadre conceptuel « *business-end* » avec des résultats de bien-être ; d'autre part, il y a une fin de « *power play end* » avec des résultats de puissance et de stabilité politique. Alors qu'il y a des objectifs politiques et économiques sur l'axe vertical, il y a des moyens politiques et économiques sur l'axe horizontal. L'axe d'analyse montre ici les poids des 5 types de diplomatie économique, qui sont orientés vers le bien-être ou vers la stabilité politique, et l'interaction de ces types de diplomatie entre eux. Heijmans dit qu'il existe cinq types de base de diplomatie économique, et ils se composent de la diplomatie commerciale, de la diplomatie commerciale, de la diplomatie financière et de l'aide et des sanctions utilisées comme outils d'étatisme économique.

La principale caractéristique des instruments de diplomatie économique à visée « *power play end* » est qu'ils reposent le plus souvent sur la négociation et donc sur l'action. Ainsi, on souhaite créer une pression positive ou négative sur le pays cible en activant des types de diplomatie économique tels que les sanctions économiques et les aides économiques. Les objectifs stratégiques et les idéologies/logiques politiques des gouvernements sous-tendent l'instrumentalisation de ces genres, qui sont sur l'axe des finalités politiques.

À ce stade, ce que les pays sources veulent vraiment réaliser, c'est assurer la stabilité politique dans leur propre pays ou dans le pays ou la région cible. Pour cette stabilité politique, les méthodes de l'étatisme économique sont généralement utilisées.

La diplomatie économique de « *business end* » se focalise sur la prospérité et elle a tendance à utiliser les domaines de la diplomatie commerciale et du *trade diplomacy*. Ainsi, elle vise à accroître le bien-être économique grâce à des facteurs tels que l'augmentation du volume des échanges bilatéraux, l'attraction des investissements étrangers dans le pays et l'augmentation de l'emploi. Les analyses coûts-avantages dans l'approche « *Business End* » sont façonnées en se concentrant sur l'économie et, dans ce cadre, les objectifs économiques tels que l'augmentation des opportunités commerciales et la garantie du développement économique sont soutenus par des outils politiques. Heijmans dit que la diplomatie financière au milieu des axes comprend des instruments d'activités économiques et des politiques. En fait, Heijmans dit que dans ce modèle d'approche à deux volets, il y a la définition de la diplomatie économique par Berridge et Alan James. Selon Berridge et James la diplomatie économique est définie comme :

«1) *Diplomatie sur les questions de politique économique*

2) *L'utilisation des ressources économiques comme récompense et punition dans le cadre d'un objectif spécifique de politique étrangère* »⁷⁵

La première partie fait référence au résultat « *business end* », tandis que la deuxième partie fait référence à la partie « *power play end* ». Ainsi, Heijmans développe une définition de la diplomatie économique basée sur Gilpin. « *La diplomatie économique est comprise comme l'utilisation d'outils politiques comme levier dans les négociations internationales dans le but d'accroître le bien-être économique national et l'utilisation d'un levier économique pour accroître la stabilité politique de la nation.* »⁷⁶ Comme il est compris à partir de cette définition, la diplomatie économique fait référence à un processus long et systématique qui comprend plus d'un objectif et a plus d'un outil. Ceux qui fixent ces objectifs sont les gouvernements qui choisissent entre « *power play end* » ou « *Business end* ». Les gouvernements font ces choix en fonction de leurs propres idéologies, perceptions du monde, caractéristiques des pays ou perceptions nationales des menaces. Par exemple, alors que l'Amérique est beaucoup plus encline à une approche de diplomatie économique avec un résultat « *power play end* », la Suisse adopte toujours une

⁷⁵ James Berridge, op.cit. **Dictionary of Diplomacy**, pp. 110-117

⁷⁶ Okana Heijmans, op.cit, pp. 30-33

approche « *business end* ». Dans ce contexte, les styles de négociation des États sont également définis dans ce cadre conceptuel. Par exemple, alors que les pays occidentaux sont plus favorables aux accords commerciaux multilatéraux et aux plates-formes commerciales, des économies comme la Chine et l'Inde trouvent plus rationnel de poursuivre leurs échanges avec des accords bilatéraux.⁷⁷

En conséquence, Heijmans a déterminé une approche à deux objectifs en tant que « *power play end* » et « *business end* » dans son cadre conceptuel et a adopté cinq types différents de diplomatie économique pour atteindre ces deux objectifs. Les types de diplomatie économique seront abordés dans les sections suivantes. Pour une meilleure compréhension du cadre théorique mentionné, nous pouvons regarder le tableau créé par Heijmans.

Tableau 1.1 : Typologies de la Diplomatie Economique

Diplomatie Commerciale	Trade Diplomacy	Diplomatie Financière	Stimulant	Sanctions
Promotion de Commerce	ALEs et APEs Bilatéraux	Accord de SWAP	Assistances bilaterales: Subventions, Prêt, allègement de la dette	Embargo
Promotion d'Investissement	Multilatérale : WTO	Politique d'échange	allègement de dette	Boycott
Plaidoirie des Affaires	Tarifs anti-dumping	Achat et vente de bons du trésor	Aide humanitaire	Allongement d'assistance et d'aide
Promotion de Tourisme	Licence d'importation et d'exportation	Gel des avoirs	Subvenir à l'accès d'internet	Côntrole de capital
Promotion des Investissement Socialement Responsable	Quotas d'importation ou d'exportation, Barrières de commerce et d'investissement	Rétention des dues et paiements	Subvenir à adhesion d'une organisation internationale	Blacklist

source : Maaike Okano-Heijmans, **Economic Diplomacy Japan and the Balance of National Interests**, Martinus Nijhoff Publishers, Boston, 2013, p.32

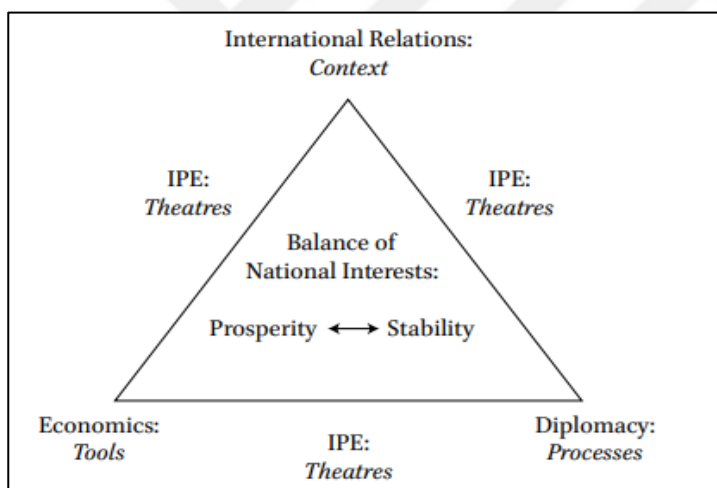
⁷⁷ Ibid.

b) Cadre analytique de la diplomatie économique

Le cadre conceptuel de la diplomatie économique mentionné ci-dessus examine la relation et les dimensions de la diplomatie économique avec diverses disciplines. Le deuxième cadre proposé par Heijmans pour compléter le puzzle de la diplomatie économique est le cadre analytique. Le cadre analytique renvoie à une structure dans laquelle la diplomatie économique a quatre dimensions : contexte, outils, domaines et processus.

Ces dimensions révèlent les aspects analytiques qui permettent de bien comprendre la diplomatie économique du pays, à savoir comment la diplomatie économique s'inscrit dans la recherche de l'équilibre des intérêts. Le triangle analytique proposé par Heijmans montre comment les éléments suggérés par la diplomatie économique peuvent être placés dans la balance des intérêts.

Figure 1.4 : Triangle de la Diplomatie Economique



Source: Maaïke Okano-Heijmans, *Economic Diplomacy Japan and the Balance of National Interests*, Martinus Nijhoff, 2013 p.62

L'équilibre des intérêts nationaux est vu à l'intérieur du triangle, cet équilibre des intérêts nationaux représente la stabilité, qui est le but de la « *powerplay end* » dans le cadre conceptuel mentionné ci-dessus, et la prospérité, qui est le but de la « *business end* » et montre la recherche d'un équilibre entre ces deux extrêmes par les décideurs. A l'extérieur du triangle, l'environnement international est représenté. Les quatre dimensions de la diplomatie économique, qui conduisent le pays à la prospérité nationale ou à la stabilité politique, sont abordées en les associant aux quatre disciplines fondamentales de la diplomatie économique. À ce stade, comme le montre le graphique de Heijmans, les relations internationales traitent de la dimension

contextuelle de la diplomatie économique, la dimension de l'instrument économique, la dimension du champ de l'économie politique internationale et la diplomatie la dimension du processus. À ce stade, le contexte examine les interactions de l'économie et de la politique dans l'environnement international. Alors que les outils expriment les outils utilisés par la diplomatie économique et l'efficacité de ces outils, la dimension de terrain interroge les modalités suivies pour l'exécution de la diplomatie économique, les relations entre les acteurs, en abordant les interactions nationales ou internationales.

Enfin, la partie processus est associée à la diplomatie, qui examine les parties prise de décision, établissement d'objectifs et négociation. Négociations, conférences, contacts à différents niveaux nous fournissent l'ensemble de quelles logiques les acteurs ont agi et quelles méthodes ils ont mises en pratique pour quelles stratégies. Le triangle analytique présente un ensemble de données qui permet de choisir la méthode la plus appropriée pour atteindre les objectifs qu'il contient. Ainsi, il permet également d'avoir une approche beaucoup plus globale de la diplomatie économique. En effet, une approche qui sera proposée en ne considérant que les relations internationales dans le processus de fabrication ou d'analyse de la diplomatie économique, c'est-à-dire en ne considérant que le contexte, ne sera pas un raisonnement compréhensif puisqu'elle ignorera les autres composantes de la diplomatie économique, donc les objectifs visés ne seront pas atteints ou largement déviés desdits objectifs.

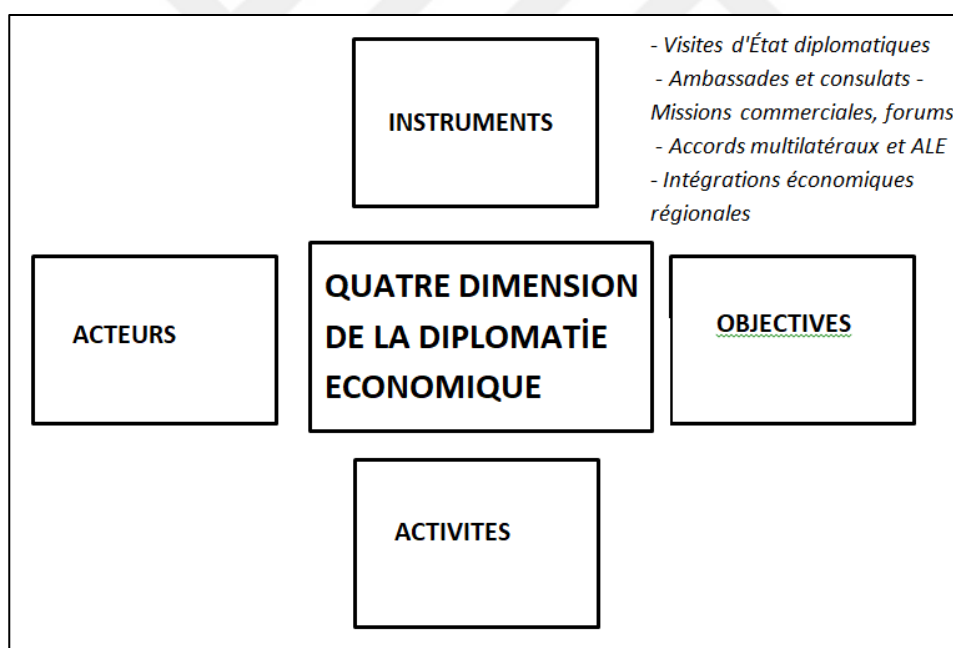
En conséquence, les décideurs politiques peuvent déterminer comment et dans quelle mesure la diplomatie économique sera utilisée aux fins prévues, selon le cadre analytique en question. Pour les intérêts nationaux, ils peuvent se tourner vers des outils et processus qui assureront la maximisation du pouvoir conformément au triangle analytique, cette maximisation du pouvoir n'est pas focalisée sur un seul point, mais en fait, c'est l'équilibre entre la stabilité politique et la prospérité duo, qui est placé dans le triangle et placé aux deux extrêmes dans l'analyse conceptuelle. L'atteinte de cet équilibre peut être réalisée avec une bonne assimilation du cadre conceptuel et analytique. Heijmans résume le cadre analytique comme suit : *«De toute évidence, chaque aspect (et concept) du cadre analytique contient de nombreux sous-thèmes. Celles-ci sont trop étendues et complexes pour être couvertes de manière exhaustive dans une étude. En effet, la plupart des études actuelles portent sur un élément contextuel spécifique, un ou plusieurs outils ou domaines, ou un élément spécifique*

des processus de diplomatie économique d'un ou plusieurs États. Le cadre analytique fournit une vue d'ensemble dans laquelle ces études peuvent être placées, facilitant ainsi la recherche comparative.»⁷⁸

2) Dimensions de la diplomatie économique

Les dimensions de la diplomatie économique expriment quels sont les objectifs de la diplomatie économique, et quelles activités sont menées par quels acteurs et par quels outils pour atteindre ces objectifs. Bien qu'il existe de nombreuses approches différentes dans les études sur la diplomatie économique ou les études purement diplomatiques, cette section examinera et expliquera les dimensions sur lesquelles les principaux universitaires de la diplomatie économique s'accordent généralement. À ce stade, les outils, les objectifs, les acteurs et les activités de la diplomatie économique seront mentionnés.

Figure 1.5 : Les Dimensions de la Diplomatie Economique



Créé par l'auteur

a) Objectifs de la diplomatie économique

La diplomatie économique, dans sa définition la plus générale, signifie la poursuite des activités diplomatiques axées sur l'économie. Ces activités diplomatiques peuvent avoir des objectifs politiques ou économiques, ainsi que des objectifs à la fois économiques et politico-stratégiques. Par exemple, selon la

⁷⁸ Ibid.

définition de « *la Société des Diplomates Indiens* », les objectifs de la diplomatie économique sont les suivants : promouvoir le commerce et l'investissement, atteindre les objectifs des négociations commerciales multilatérales, atteindre les objectifs politiques par la sécurité énergétique et les actions économiques. Dans ce cadre, la Communauté s'est fixé quatre objectifs principaux :

« 1) Influencer les politiques économiques et commerciales du pays hôte en vue de les rendre plus favorables aux intérêts nationaux du pays, y compris les entreprises et autres parties prenantes.

2) Apporter de la valeur au pays afin que les diplomates du pays effectuent des études afin d'influencer les décisions des organisations internationales de réglementation.

3) Prévenir d'éventuels conflits avec des gouvernements étrangers, des acteurs économiques et des ONG et minimiser les facteurs de risque.

*4) Utiliser efficacement les outils diplomatiques et médiatiques pour améliorer l'image commerciale, la visibilité économique, la réputation et la crédibilité du pays. »*⁷⁹

Bayne et Woolcock affirment que les objectifs de la diplomatie économique sont préventifs et équilibrés. Ainsi, la diplomatie économique est un outil utilisé pour apaiser et équilibrer les tensions entre les acteurs et pour transformer ces tensions en résultats positifs. Ils définissent les objectifs de la diplomatie économique comme suit;

«1) La tension entre la politique et l'économie : Équilibrer les objectifs politiques avec les objectifs économiques.

2) Tension entre les pressions nationales et internationales : Équilibre entre le ministère de l'économie dominant en politique intérieure et le ministère de la politique étrangère dominant en politique étrangère.

⁷⁹ Ibid.

3) Tension entre le gouvernement et le secteur privé et d'autres forces : *Équilibre entre les entreprises dominantes au niveau national et les entreprises multinationales dominantes et les ONG au niveau international. »⁸⁰*

Selon Bergeijk et al. les objectifs et les caractéristiques de la diplomatie économique sont les suivants:

«1) Encourager le commerce et les investissements bilatéraux : *Cela comprend la promotion des investissements étrangers ainsi que des exportations. Elle comprend les efforts de diplomatie commerciale tels que le développement des exportations, les délégations commerciales, les visites d'État, etc. et est appelée diplomatie économique bilatérale. L'objectif est de réduire les défaillances du marché, les coûts et les risques des transactions transfrontalières, de garantir les droits de propriété et d'accroître le bien-être national.*

2) Réduire les conflits et bénéficier de relations politiques stables en utilisant des outils et des relations économiques : *Cela comprend la négociation du commerce bilatéral, les investissements et la coopération commerciale en maintenant des relations économiques stables. Il vise à réduire le risque de fuite des capitaux internationaux en renforçant les relations politiques.*

3) Chercher des moyens de consolider le climat politique positif et l'environnement économique international : *c'est ce qu'on appelle la diplomatie commerciale et qui est souvent utilisée pour négocier des accords économiques. Il comprend des efforts pour créer un système de gestion mondial fonctionnel pour protéger le flux des échanges et des capitaux.*

4) Influencer les politiques étrangères nationales des pays étrangers : *Cela comprend le dépassement de certaines barrières commerciales qui entravent les intérêts commerciaux de leurs propres entreprises opérant à l'échelle internationale. Des contacts bilatéraux sont pris à cet effet. »⁸¹*

⁸⁰ Stephan Woolcock et Nicholas Bayne, op.cit, 2016, pp. 235-236

⁸¹ Peter A.G. van Bergeijk, Henri L.F. de Groot ve Mina Yakop, "The Economic Effectiveness of Diplomatic Representation: An Economic Analysis of its Contribution to Bilateral Trade", **The Hague Journal of Diplomacy**, Vol 6, No. 1-2, 2011, cf. 101-120

Kishan Rana et Bipul Chatterjee énumèrent les objectifs de la diplomatie économique dans leur livre intitulé « *Economic Diplomacy: The Indian Experience* »:

*« 1) **Accroître les échanges** : L'accroissement des échanges est généralement considéré comme l'objectif principal du concept de diplomatie économique. Rana et Chatterjee considèrent également les investissements directs étrangers, les investissements réalisés dans des pays étrangers et les envois de fonds dans ce contexte.*

*2) **Mise en réseau** : une diplomatie économique multi-acteurs offre un grand avantage de réseau aux pays ou aux entreprises. Ce réseau améliore et renforce non seulement la structure du monde des affaires dans le pays, mais offre également des avantages tels que le transfert de technologie et le financement de projets à coût élevé. De plus, les réseaux acquis grâce à la diplomatie économique renforcent l'image des pays auprès de la communauté internationale et de l'opinion publique.*

*3) **Promotion du Pays** : Grâce à la diplomatie économique, l'image du pays se renforce parallèlement à l'accroissement des relations commerciales et du réseau. En outre, des facteurs tels que l'arrivée de travailleurs étrangers, qualifiés ou non, dans le pays et le tourisme facilitent également la définition du pays dans l'opinion publique internationale. Ainsi, à la fois la production économique et la production politique sont obtenues.*

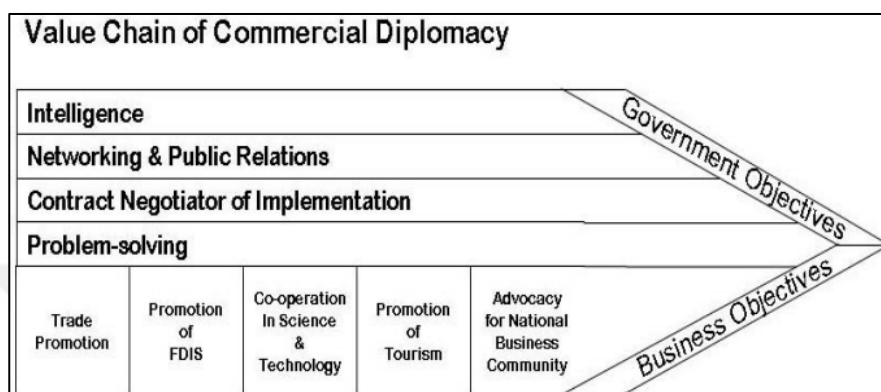
*4) **Augmenter les réglementations juridiques à l'échelle internationale** : Dans ce contexte, les relations bilatérales et multilatérales développées à travers la diplomatie économique améliorent le cadre juridique des organisations commerciales internationales régionales/mondiales et approfondissent la coopération internationale. »⁸²*

Tout en expliquant les objectifs de la diplomatie économique, Kostecki et Naray n'ont pas seulement regardé d'un point de vue étatique, mais ont également expliqué à la fois les objectifs du secteur privé dans la conduite de la diplomatie économique et les objectifs des États. En conséquence, les objectifs généraux du secteur privé sont de mener des activités d'appui aux besoins du monde des affaires, telles que la promotion

⁸² Kishan S. Rana and Bipul Chatterjee, "Economic Diplomacy: India's Experience", **The Hague Journal of Diplomacy**, Vol 7, No.3, 2012, p. 357

du commerce, la promotion des investissements, la promotion du tourisme, la coopération scientifique et technologique, la défense du secteur privé. Les objectifs généraux des gouvernements comprennent la fourniture d'informations, la création de réseaux commerciaux, la réalisation de campagnes d'image, la négociation d'un soutien aux entreprises, l'exécution de contrats et la résolution de problèmes.⁸³

Figure 1.6 : Chaîne de Valeur de la Diplomatie Commerciale



source : Michel Kostecki ve Olivier Naray, "Commercial Diplomacy and International Business", Netherlands Institute of International Relations, Clingendael, 2007, p.8

En conséquence, la diplomatie économique vise à maximiser les intérêts des deux parties au sens économique en améliorant les relations interétatiques et à réduire les risques de conflit en créant une dépendance mutuelle. Avec le développement du commerce international et l'approfondissement des réglementations juridiques, la diplomatie économique, qui contribue au développement des systèmes de coopération internationale, sert de nombreux objectifs tels que l'ouverture des entreprises nationales aux marchés étrangers, la levée des obstacles juridiques devant les investisseurs, la coopération entre les secteurs, transfert de technologie et augmentation des investissements. En outre, la diplomatie économique, en tant qu'outil de diplomatie publique, contribue à l'augmentation de l'image et de la valeur de la marque du pays, renforce les éléments de soft power du pays et vise à accroître la fiabilité du pays aux yeux du public/de la société internationale.

b) Outils de la diplomatie économique

Premier point à considérer pour déterminer les outils de la diplomatie économique : comment, avec quelle réflexion et dans quel but un État ou une entreprise déploie ses activités. Basé sur la définition de la diplomatie économique par Okana

⁸³ Michel Kostecki et Oliver Naray, op.cit, 2007, pp. 5-35

Heijmans, « *La diplomatie économique est la réalisation d'objectifs économiques avec des moyens politiques ou la réalisation d'objectifs politiques avec des outils économiques* ».

Premièrement, « *Faisons-nous de la diplomatie économique à des fins politiques, à des fins économiques, ou les deux ?* » Nous devons répondre à la question. En fait, puisque la diplomatie économique est un concept complexe, un outil qui est principalement utilisé à n'importe quelle fin peut aussi servir à une autre fin. Par exemple, les sanctions « *Countering America's Adversaries Through Sanctions Act (CAATSA)* » utilisées par les États-Unis contre la Turquie ont essentiellement un caractère politique, tandis que les sanctions contre l'Allemagne ont un caractère plutôt économique. En revanche, dans les deux cas, les entreprises étatiques ou privées qui font l'objet de la sanction sont contraintes à la fois économiquement et politiquement. Dans la littérature de la diplomatie économique, il existe des études empiriques sur l'utilisation des outils de la diplomatie économique comme outil de récompense ou de punition.

En conséquence, il a été observé que des outils tels que les négociations, les ambassades, les visites de haut niveau, les promotions des exportations et les attachés commerciaux utilisés dans les activités de diplomatie économique augmentent les échanges mutuels et améliorent les relations politiques. Cependant, il n'est pas possible de faire des déclarations précises sur la mesure dans laquelle les sanctions ou les récompenses économiques peuvent modifier une décision parmi les décideurs politiques. Car, on ne sait pas clairement ce qui se dit ou ce qui se donne dans les réunions fermées au public, parmi les réunions de haut niveau et les causeries techniques. Heijmans dit qu'il n'est pas possible de mesurer l'efficacité de la diplomatie économique en termes de dollars, qui est poursuivie dans le cadre d'objectifs stratégiques. Le représentant commercial américain Zoellick, quant à lui, affirme que les États-Unis sont très importants dans les faits stratégiques ainsi qu'économiques dans les accords de libre-échange et déclare qu'ils choisissent leurs partenaires avec lesquels ils ont signé un accord de libre-échange selon cette devise.⁸⁴

⁸⁴ William Krist, Inside US Trade, "Zoellick says FTA candidates must support US foreign policy", **Wilsoncenter**, 16 May 2003 <https://www.wilsoncenter.org/chapter-5-foreign-policy-the-other-driver-0> date d'accès: 23.08.2022

Tableau 1.2 : Moyens positives et negatives de la diplomatie économique

Activités de la diplomatie économique bilatérale	Institutions de la diplomatie économique bilatérale	Institutions de la diplomatie économique multilatérale
Visites d'Etats	Ouverture des Missions Diplomatiques tel que les Ambassades, Consulat	Signer les traites de libre-échange ou zone-libre
Promotions d'exportation	Relever le niveau de la représentation diplomatique	Adhérer aux intégrations régionales ou internationales
Développer la collaboration		Adhérer aux organisation multinationales
Imposer un embargo	Fermer les missions diplomatique	Se quitter des organisations internationales ou régionales
Boycotter	Rappeler ambassadeur	S'échapper des obligations juridiques
Imposer des sanctions financières		Les sanctions multilatérales

Créé par l'auteur à l'aide de diverses sources.

Moons et Bergeijk affirment que les États et les entreprises communiquent entre eux par le biais de visites mutuelles ou de missions diplomatiques. À cet égard, les missions et visites diplomatiques sont à la pointe des outils de la diplomatie économique. Cependant, il n'est pas toujours nécessaire que les entreprises ou les gouvernements s'engagent directement dans des relations mutuelles pour développer une relation. En plus de ceux-ci, ces acteurs peuvent participer à ce groupe de relations par le biais d'organisations multinationales opérant au niveau régional/mondial. En outre, comme l'ont déclaré Saner et Yiu, la coopération peut être développée et les activités de diplomatie économique peuvent être menées en utilisant des canaux tels que les agences d'investissement et les agences de promotion des exportations. Pour que les activités de diplomatie économique menées dans le cadre des relations bilatérales se déroulent dans un système sain et gagnant-gagnant, les institutions dignes de confiance des deux parties doivent participer activement à ces activités.

À ce stade, les missions diplomatiques émergent dans le cadre des activités menées au niveau des États. Bien que la mission des missions diplomatiques ne soit pas uniquement de mener des activités de diplomatie économique, les attachés commerciaux, les consulats généraux et les ambassades ouverts mutuellement dans le cadre du principe de réciprocité se distinguent comme un élément de confiance dans les activités de diplomatie économique. Cependant, la plupart du temps, ces missions peuvent ne pas être en mesure de remplir pleinement leurs fonctions de diplomatie

économique en raison d'attitudes politiques. Cela nous montre la structure interdisciplinaire de la diplomatie économique mentionnée ci-dessus et la nature de la relation entre la politique et l'économie.

Relever le niveau de la mission diplomatique dans un pays est très important pour exprimer la confiance dans ce pays et le désir de coopération. Par exemple, les relations entre la Turquie et Israël ne se sont pas concrétisées au niveau des ambassades depuis 2018 pour diverses raisons politiques. En revanche, en 2021, la Turquie est le quatrième pays dont Israël importe le plus. Cependant, les experts affirment que les chiffres actuels sont bien en deçà du potentiel.

Les outils de la diplomatie économique multilatérale apparaissent généralement comme la participation aux intégrations économiques et politiques régionales, l'union douanière, les accords commerciaux multilatéraux et la participation aux organisations économiques internationales. L'appartenance à de telles organisations multilatérales et jouer un rôle actif dans ces organisations est non seulement un élément qui intensifie la diplomatie économique du pays, mais aussi un élément de confiance très important en termes d'engagement envers les valeurs de l'organisation, ainsi exprimant l'engagement envers le libre-échange et la déréglementation. Les deux formations les plus importantes qui peuvent être données à cet égard sont sans aucun doute l'Organisation mondiale du commerce et l'Union européenne. L'Organisation mondiale du commerce vise à créer un consensus dans des domaines tels que les accords commerciaux, l'augmentation de la capacité commerciale, la surveillance des pays membres de l'organisation, la promotion des relations commerciales mutuelles et l'instauration d'une confiance mutuelle.

Par ailleurs, la diplomatie économique n'est pas toujours utilisée pour accroître les échanges, établir la confiance mutuelle, renforcer la coopération et contribuer à la paix. Une autre dimension de la diplomatie économique est la dissuasion. Ces outils, que Bergeijk et Moons décrivent comme des outils négatifs, sont en fait très similaires à la théorie de l'étatisme économique de Baldwin. Le premier d'entre eux, les restrictions d'embargo et le boycott signifie que les États ne permettent pas aux marchandises du pays cible d'entrer sur leur territoire et que l'exportation vers le pays d'origine est arrêtée/limitée. Ainsi, le pays source vise à affecter la structure budgétaire, l'accès aux ressources et la structure de production du pays cible. Bien que

ces embargos soient des outils de diplomatie économique négatifs, ils entraînent aussi souvent des violations des droits de l'homme.

Par exemple, les embargos qu'Israël a imposés à Gaza et les embargos que l'Arabie saoudite a mis en pratique contre le Yémen ont empêché de nombreuses personnes d'accéder à la nourriture et aux médicaments, et de nombreuses personnes ont perdu la vie dans ces embargos. Un autre exemple frappant à cet égard est celui des sanctions imposées à l'Iran à la suite du retrait des États-Unis du JCPOA. Pour que l'Iran abandonne complètement le projet nucléaire, les États-Unis ont mis en place des outils de diplomatie économique négative et interdit la vente de biens de production et de consommation destinés à l'Iran, et déclaré que les mêmes sanctions seront appliquées contre les pays qui commercent avec l'Iran, non peu importe qui ils sont.

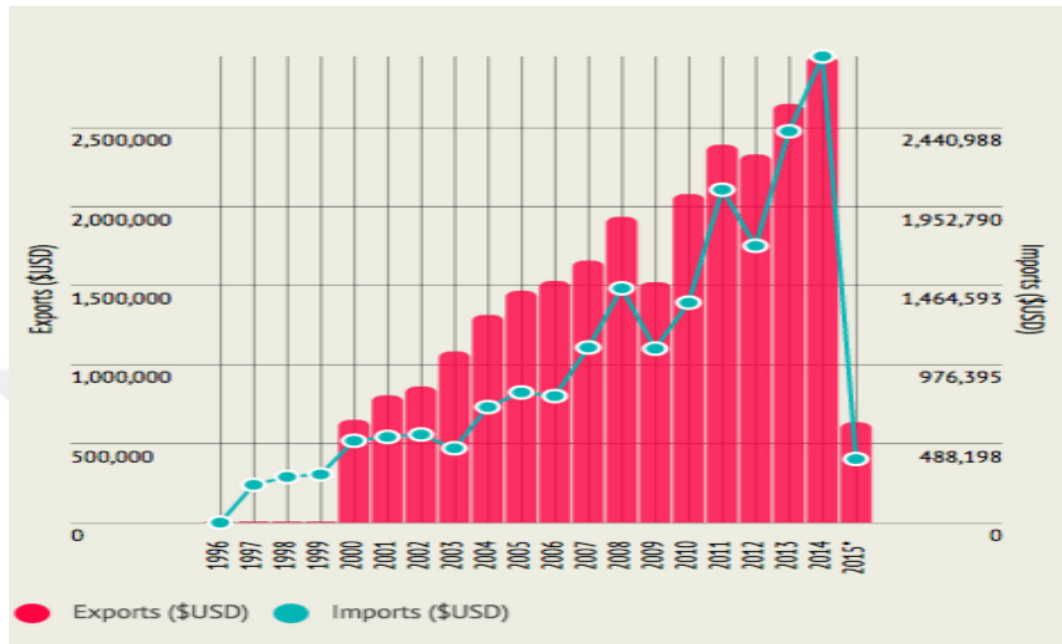
Donc, l'Iran est entré dans une énorme crise économique et n'a pas pu atteindre les biens de consommation, même les biens de production qui continueraient sa production vitale. Cependant, le plus gros problème à cet égard a été réalisé dans les importations d'uranium. Comme on le sait, l'uranium est utilisé comme méthode de traitement dans les traitements médicaux, en particulier dans les maladies à taux de mortalité élevé comme le cancer. Considérant que l'Iran est un pays central pour le traitement des traitements du cancer et des maladies similaires dans la région, des patients du Pakistan, d'Afghanistan, d'Irak et de Syrie se rendent fréquemment en Iran pour leur traitement.⁸⁵

En conséquence, l'Iran est toujours confronté à une crise économique plus grave aujourd'hui et n'a pas atteint les indicateurs de l'époque où le JCPOA a été signé en 2015. Cela montre que les embargos et les boycotts sont très efficaces en tant qu'outils de diplomatie économique négative. Lorsque nous examinons le rôle des institutions face à l'utilisation de la diplomatie économique négative, la fermeture ou la démolition de missions diplomatiques attire notre attention en tant que sanction. Parallèlement à l'exemple ci-dessus, nous pouvons citer les relations israélo-turques comme exemple à cet égard.

⁸⁵ Sogol Setayesh, Tim K. Mackey, "Addressing the impact of economic sanctions on Iranian drug shortages in the joint comprehensive plan of action: promoting access to medicines and health diplomacy", **Setayesh and Mackey Globalization and Health**, 2016 <https://globalizationandhealth.biomedcentral.com/articles/10.1186/s12992-016-0168-6> date d'accès: 23.08.2022

Le graphique montrant le volume des échanges entre la Turquie et Israël suffira à examiner la fermeture de l'ambassade et les dommages aux relations économiques des développements.

Figure 1.7 : Le Volume de Commerce entre la Turquie et l'Israël

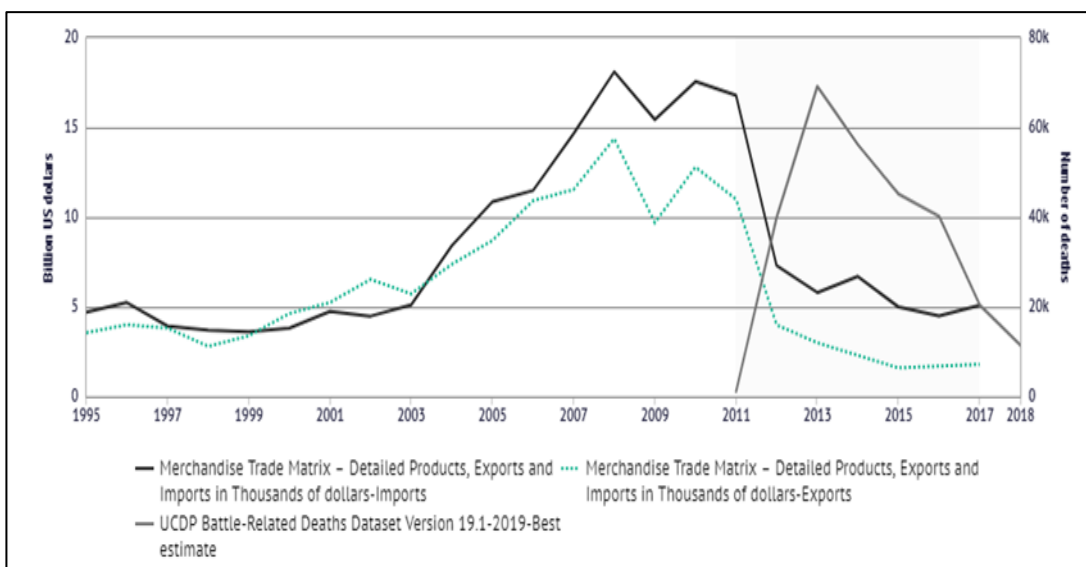


Source: <https://www.trtworld.com/mea/what-does-the-jerusalem-announcement-mean-for-turkish-israeli-relations--13235>

Comme on peut le voir ici, des facteurs tels que la crise du Mavi Marmara, la réduction des relations du niveau de l'ambassade au chargé d'affaires ont réduit le volume des échanges entre les deux pays. Dans les relations avec les institutions diplomatiques multilatérales, l'expulsion d'un pays des organisations internationales signifie que ce pays n'est pas un pays fiable, ce qui signifie que les relations économiques avec ce pays à l'échelle mondiale ou régionale ne sont en aucun cas développées.

À ce stade, il a été expulsé de nombreuses organisations internationales dans le cadre des violations systématiques des droits de l'homme commises par le régime après la guerre civile qui a commencé en Syrie. Le graphique ci-dessous montre l'évolution du commerce depuis le début de la guerre civile jusqu'en 2015.

Figure 1.8 : Le Volume de Commerce de la Syrie entre 1985-2018



Source : <https://knoema.com/infographics/tyvuise/an-international-trade-perspective-on-the-war-in-syria> accès 16.11.2021

Le Taux d'Importations et Exportation de la Syrie Avant et Après la Printemps d'Arabe

Importation de la Syrie (Milliards Dollars) **Exportation de la Syrie (Milliards Dollars)**

2011	2015	CHANGEMENT %
16.80	5	-70,24

2011	2015	CHANGEMENT %
11	1,60	-85,45

Source : <https://knowww.eu/nodes/5a68a90d89236c00017aa00c> date d'accès: 10.11.2021

c) Acteurs de la diplomatie économique

En parlant des acteurs de la diplomatie économique, il convient de souligner que la littérature se focalise généralement sur les États. Cependant, avec l'impact de la mondialisation depuis les années 1990, la participation des acteurs non étatiques au processus de fabrication de la diplomatie économique s'est considérablement accrue. Woolcock et Lee, en particulier Susan Strange, ont travaillé sur les activités et les rôles des acteurs non étatiques dans le processus de production de la diplomatie économique. Néanmoins, bien que les apports des acteurs non étatiques, du secteur privé, des organisations régionales ou internationales et des ONG dans divers concepts liés à la diplomatie et à la diplomatie soient indéniables, les États constituent l'élément

essentiel dans la diplomatie économique comme dans la diplomatie traditionnelle. Dans ce cadre, pour pouvoir parler d'un acteur de la diplomatie économique, ces acteurs doivent avoir certaines compétences.

Tout d'abord, les acteurs doivent avoir la capacité de prendre des décisions indépendantes sur leurs propres objectifs sans être soumis à une pression directe et être en mesure d'utiliser des ressources pour atteindre ces objectifs. À ce stade, la domination sur les ressources est beaucoup plus importante que l'existence des ressources. En effet, bien qu'il existe de grandes différences entre les ressources que les États-Unis peuvent mobiliser dans la diplomatie économique et les ressources que le Pérou peut mobiliser, les deux sont des acteurs de la diplomatie économique. Un autre point important est la légitimité des acteurs.

Si les acteurs veulent mener une diplomatie économique efficace, ils doivent avoir une légitimité internationale, faute de quoi leurs activités de diplomatie économique seront limitées à un ou quelques pays. Par conséquent, un acteur de la diplomatie économique devrait être capable de négocier avec des États, des organisations régionales/internationales ou des organisations non étatiques à l'échelle internationale, de créer des instruments pour atteindre ses objectifs et de gérer les relations qu'il a établies dans ce sens.

Saner et Liu définissent la diplomatie économique comme la gestion des relations économiques intergouvernementales. Les gouvernements visent à soutenir leurs propres activités commerciales et les activités de leur marché national vis-à-vis des mondes des affaires d'autres pays. Dans ce contexte, nous pouvons nous intéresser à la manière dont les acteurs étatiques et les acteurs non étatiques sont traités dans la littérature. L'étude de Woolcock et MacDonald intitulée « *State Actors in Economic Diplomacy* » explique ce que sont les acteurs de la diplomatie économique de l'État. Ainsi, à la lumière de cette étude, nous pouvons présenter ces institutions et ces personnes sous forme de tableau.

Tableau 1.3 : Acteurs d'étatiques dans la Diplomatie Economique

Politiciens	Présidents, Premier Ministres et Ministres
Membres de la Législations	Députés, les Groupes de Parlement, les Commissions
Bureaucrates	Ambassadeurs, Consuls, Diplomates
Ministres	Ministère des Affaires Etrangères, Ministère du Commerce, Ministère de la Trésorerie et des Finances
Institutions	Autorité de Réglementation et de Surveillance (Banque Centrale, Régulation Bancaire et l'Agence de Surveillance, Conseil de Marche Libre) Ambassade, Consuls, Agences de Développement, Agences de la Promotion d'Investissement, Chambres de Commerces, Affiliation des Commerçants et des Industriels...

Source : Kate MacDonald ve Stephen Woolcock, **State Actors in Economic Diplomacy, The New Economic Diplomacy: Decision-Making and Negotiation in International Economic Relations**, Ashgate, 2007, pp 63-77

Quant aux acteurs non étatiques, comme mentionné ci-dessus, la littérature s'inspire de Strange et de son travail. Strange déclare qu'avec l'augmentation de la mondialisation et le développement des technologies de communication et de transport, le rôle des entreprises dans la politique mondiale et le fonctionnement des marchés a augmenté. Cela place ces entreprises nationales et multinationales sur le devant de la scène en tant qu'acteurs de la diplomatie économique. De même, Saner et Yiu affirment également que les entreprises internationales sont désormais des acteurs de la diplomatie économique. À ce stade, nous pouvons compiler les travaux de MacDonald et Woolcock sur ce que sont les acteurs non étatiques.

Tableau 1.4 : Rôles des acteurs non-gouvernementaux dans la diplomatie économique

Les Acteurs Non-Gouvernemental au Niveau de Nationale	Les Acteurs Non-Gouvernemental au Niveau d'Internationale et Transnationale
les sociétés, les hommes d'affaires, les groupes des lobbys	les sociétés mondiale et multinationale
Associations sectorielles d'exportateurs, chambres de commerce et d'industrie	Les organisations internationales non gouvernementales (Greenpeace, Amnesty...)
Confédérations de commerçants et d'artisans, Associations d'entrepreneurs, Associations d'industriels	organisations régionales, internationales intergouvernementales(MERCOSUR, ALENA, AfCFTA, ECOWAS)
Organisations de consommateurs, syndicats, organisations professionnelles	

Crée par l'auteur

d) Activités de diplomatie économique

En raison de sa nature multiforme et interdisciplinaire, la diplomatie économique sert de nombreux objectifs, allant de l'augmentation du pouvoir dissuasif du pays au

développement de nouvelles opportunités commerciales, de l'établissement de la paix régionale/mondiale à l'exercice du pouvoir sur un pays analysé comme des activités de diplomatie commerciale. En effet, bien que ces activités aient des finalités financières et des finalités de diplomatie publique, des pratiques similaires s'observent au niveau des États, du fait que la diplomatie économique s'identifie aujourd'hui à l'étatisme économique. À ce stade, Rana et Chatterjee se concentrent sur les relations de la diplomatie économique avec la diplomatie commerciale, et Rana, qui est également un ancien ambassadeur, considère les activités des ambassades comme une activité de diplomatie économique et apporte des contributions à la fois théoriques et pratiques à la littérature sur ce sujet.

Les réflexions de Rana sur cette question peuvent être résumées comme suit : La diplomatie économique est liée aux intérêts économiques étrangers d'un pays et les pays visent à maximiser leurs profits à cet égard, et dans ce contexte, ils appliquent de nombreuses pratiques. Ces pratiques sont à très grande échelle et peuvent être directement liées à la politique économique étrangère telle que la promotion du commerce, du tourisme et de l'investissement, ou elles peuvent être liées à l'élaboration de politiques et à des éléments de puissance douce tels que la promotion du pays, la diplomatie publique, création d'image, campagnes média. Dans ce contexte, Rana précise qu'il existe sept piliers des activités de diplomatie économique et les énumère comme suit : « *Les promotions des exportations, les promotions des investissements, les promotions touristiques, la marque et l'image du pays, autrement dit, les promotions du pays, les promotions technologiques et scientifiques, gestion de la main-d'œuvre qualifiée, gestion des aides économiques...* »⁸⁶

Lee, d'autre part, énumère ces activités de diplomatie économique comme la collecte et la distribution d'informations sur le marché, le développement de relations avec le gouvernement et le monde des affaires, leur présentation aux entreprises nationales et la publicité des produits et services du pays, en se référant aux acteurs non étatiques.⁸⁷

⁸⁶ Kishan S. Rana and Bipul Chatterjee op.cit, 2011

⁸⁷ Donna Lee and David Hudson, "The Old and New Significance of Political Economy in Diplomacy", **Review of International Studies**, Vol 30, No.3, 2004, cf. 343-360

Lederman, au contraire, dans son étude sur l'efficacité des agences de promotion des exportations, a regroupé les titres de la diplomatie économique en quatre groupes. Celles-ci

- « 1) *Créer l'image du pays,*
- 2) *Services d'exportation et d'assistance,*
- 3) *Études de marché et publications,*
- 4) *Commercialisation*»⁸⁸

Kostecki et Naray, quant à eux, ont examiné les activités de la diplomatie économique à deux niveaux. Le premier niveau est la diplomatie d'affaires et le deuxième niveau est la diplomatie commerciale. Alors que la diplomatie commerciale consiste en des initiatives axées sur les entreprises telles que la promotion des investissements et du commerce, la diplomatie commerciale couvre des domaines d'activité généraux tels que la création de réseaux d'affaires, la rédaction de contrats et l'établissement du cadre technique du commerce. Dans ce contexte, nous pouvons parler de ce que sont les domaines d'activité à deux niveaux de Naray.

Activités de premier niveau : Elles constituent les niveaux d'activité de base de la diplomatie économique. Naray, qui a développé une pensée parallèle à Rana, explique que les principales activités de la diplomatie économique sont les activités de promotion commerciale, les missions commerciales, les activités de promotion telles que l'organisation de foires, de conférences, de campagnes « *made-in* ».

Deuxièmement, il couvre les devoirs des missions diplomatiques telles que les ambassades et les consulats dans le cadre de l'établissement de relations commerciales bilatérales, notamment la promotion des investissements directs étrangers. A ce stade, les personnels diplomatiques et ministériels s'investissent non seulement dans le financement des domaines prioritaires de développement, mais s'efforcent également de développer le transfert de technologie et le « *savoir-faire* », et dans ce cadre, ils participent à assurer l'acheminement des capitaux vers les de campagne.

⁸⁸ Daniel Lederman, Marcelo Olarreaga et Lucy Payton, "Export promotion agencies: Do they work?", *Journal of Development Economics*, Vol 91, No.2 2010, cf. 257-265

Troisièmement, elle inclut la promotion du tourisme en tant que secteur très important dans le domaine de la diplomatie commerciale. Les revenus du tourisme, qui constituent l'une des ressources importantes de notre pays, jouent le rôle principal dans le développement de certains pays. Les promotions de tourisme, d'autre part, non seulement augmentent les revenus en devises des pays, mais ont également le potentiel d'attirer des investisseurs étrangers dans le pays.

Le quatrième domaine concerne les activités de coopération dans le domaine de la R&D et de la technologie. Ces activités jouent un rôle très important dans l'augmentation de la capacité des deux pays et du secteur privé, et afin d'être compétitif sur le marché international. Dans ce contexte, le fait que la Turquie ait été exclue d'un projet très important tel que le F-35 en raison du problème qu'elle a eu avec les pays de l'OTAN, en particulier les États-Unis, et les initiatives de la Turquie au niveau présidentiel à cette fin peuvent être attribués comme exemple dans le cadre de l'initiative de diplomatie économique. Le dernier point des principales activités de la diplomatie économique est de renforcer le secteur privé et de faire diverses réglementations en faveur des entreprises nationales. À cet égard, il peut y avoir des règlements administratifs ainsi que des règlements juridiques. Par exemple, la loi turque sur les appels d'offres prévoit l'octroi de remises en faveur des entreprises nationales par le président.⁸⁹ En même temps, le président joue un rôle important dans le développement du secteur privé et la promotion du pays, et c'est un sujet très transitif. Aujourd'hui, lorsqu'il s'agit de produits de la culture populaire, les premières choses qui viennent à l'esprit sont les entreprises privées telles que McDonald's et Coca Cola, qui sont renforcées par les promotions fournies par l'État à ces entreprises privées, augmentant ainsi la visibilité de l'État dans l'arène internationale.⁹⁰

Activités de deuxième niveau : Les activités de diplomatie économique, que Narray appelle le deuxième niveau, sont de la nature des activités de soutien.⁹¹ Grâce à ces activités de soutien, les activités économiques de premier niveau peuvent être exercées de manière plus cohérente et plus efficace. La plus importante des activités de second niveau est sans aucun doute la connaissance. Les activités de collecte d'informations commerciales et économiques du pays source pour le ou les pays cibles

⁸⁹ TBMM, Loi d'adjudication publique de la Turquie no: 4734 « 4734 Sayılı Kamu İhale Kanunu » 01.01.2003

⁹⁰ Tanner Mirrles, **Hearts and Mines: The US Empire's Culture Industry**, UBC Press, 2016, p. 56

⁹¹ Michel Kostecki et Oliver Naray, *op.cit.* 2007, pp. 7-13

jouent un rôle important dans la formation des mesures à prendre dans les activités de diplomatie économique du pays source. Ces activités de collecte d'informations menées par des diplomates d'affaires couvrent des domaines tels que les changements de politiques économiques dans le pays cible, les réglementations légales, les besoins des entreprises et les bilans des entreprises.

La deuxième activité d'appui concerne les activités visant à créer des réseaux d'entreprises. Les coopérations établies entre les deux pays et les associations d'hommes d'affaires peuvent être citées en exemple. Les réseaux d'entreprises jouent un rôle très important dans la création de valeur ajoutée et le transfert de technologie en réunissant des investisseurs et des intellectuels. Par ailleurs, les relations publiques menées dans le cadre des réseaux d'entreprises sont des domaines d'importance stratégique pour attirer les investissements directs étrangers.

La troisième activité de soutien concerne les activités visant à améliorer la marque et l'image du pays, qui sont principalement liées à la diplomatie publique. Ces activités augmentent également la capacité de puissance douce des pays. En ce sens, même si changer l'image d'un pays est assez long et compliqué, c'est aussi la manière la plus robuste et la plus pérenne de mener des activités de diplomatie économique. Par exemple, alors que les marques japonaises représentaient une qualité médiocre après la Seconde Guerre mondiale, elles se distinguent aujourd'hui par leur durabilité et leur qualité presque partout dans le monde. De même, jusqu'à très récemment, la perception de l'Inde et de l'Inde dans le monde était dans une position équivalente à la pauvreté, mais aujourd'hui le prototype de l'Indien en Amérique est passé d'un membre pauvre de la famille avec 6 enfants à un ingénieur logiciel et prototype humain mathématique. En ce sens, améliorer l'image du pays en brisant les stéréotypes sur les personnes et les produits des pays contribuera au maximum à la durabilité et au profit de la diplomatie économique.

Une autre activité de soutien de la diplomatie économique est le soutien apporté aux entreprises. Cela inclut d'encourager les activités diplomatiques que les États approcheront les entreprises avec bon sens et que leur sécurité sera protégée par des lois en cas d'éventuelles négativités que les États connaîtront avec les entreprises. Dans le même temps, la facilité des affaires pour les entreprises peut également être évaluée dans ce cadre. Par exemple, des avantages fiscaux sont accordés pour couvrir une certaine année pour les investissements directs à réaliser en Turquie au-delà d'un

certain montant. Parfois, les États peuvent octroyer des terres à des entreprises afin d'encourager les investissements directs étrangers. L'octroi d'un grand port et d'un terrain à Ford, qui a été établi à Gölcük en 2000, peut également être illustré.⁹² Ainsi, dans son étude sur les champs d'activité de la diplomatie économique, Narray a expliqué quelles activités, à quelles fins, et quels acteurs sont responsables de ces activités.

3) Typologies de la diplomatie économique

a) Diplomatie commerciale

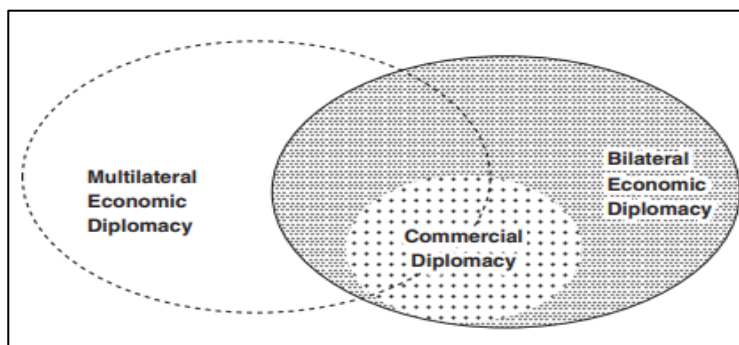
La diplomatie commerciale, qui est l'un des types de diplomatie économique, traite d'un domaine beaucoup plus limité que la diplomatie économique. Cependant, il est souvent utilisé comme synonyme de diplomatie économique dans les pratiques politiques. La diplomatie commerciale, qui est la branche la plus proche et la plus complète du parapluie général de la diplomatie économique, est définie par Lee comme des activités public-privé dans lesquelles les relations commerciales sont gérées en utilisant des canaux et des processus diplomatiques.⁹³ Selon Lee et Hocking, la diplomatie commerciale se définit non seulement comme le commerce et les investissements, mais aussi comme les activités de promotion du tourisme, de promotion du monde des affaires et de création de relations pour le secteur privé et les diplomates à l'étranger. Saner et Yiu, d'autre part, déclarent que les missions diplomatiques comprennent la promotion du commerce et des investissements, ce qui comprend le développement économique des secteurs commerciaux et financiers de leur pays et leur travail en faveur du développement économique national du pays. En outre, fournir des renseignements sur les opportunités d'exportation et d'investissement, effectuer diverses visites dans les pays cibles et nouer des partenariats d'investissement avec des étrangers font partie des domaines de la diplomatie commerciale.⁹⁴

⁹² Hürriyet, Ford'un temeli bugün atılıyor, 26 Temmuz 1998
<https://www.hurriyet.com.tr/ekonomi/fordun-temeli-bugun-atiliyor-39030731> date d'accès: 30.08.2022

⁹³ Donna Lee, "The Growing Influence of Business in UK diplomacy", **International Studies Perspectives**, Vol.5 No.1, 2004, pp 50-54

⁹⁴ Raymond Saner et Lichia Yiu, op.cit, Paper No. 84, 2003, pp 10-30

Figure 1.9 : Economie Commerciale



Source: Peter A.G van Bergeijk and Selwyn J.V. Moons, **Research Handbook on Economic Diplomacy**, Edward Elgar 2018 p.2

Naray, d'autre part, donne la définition suivante de la diplomatie commerciale basée sur les études de Kostecki : « *La diplomatie commerciale comprend les activités mises en œuvre par des représentants de l'État ayant un statut diplomatique afin d'accroître la coopération commerciale entre le pays source et le pays cible* ».

La diplomatie d'affaires vise à développer la coopération à travers une série de promotions de partenariats commerciaux et d'activités de facilitation.⁹⁵ Les acteurs de la diplomatie d'affaires vont des chefs d'État et ministres aux ambassadeurs et autres personnels techniques. Le deuxième groupe mentionné est souvent traité comme des diplomates d'affaires. Ces diplomates d'affaires sont constamment à l'étranger et opèrent dans le cadre de missions diplomatiques à des fins telles que la facilitation des partenariats commerciaux, l'augmentation des investissements, l'augmentation du tourisme, le renforcement de l'image du pays et la création de partenariats scientifiques et technologiques. Surtout parallèlement à la mondialisation et aux développements technologiques, la diplomatie d'affaires est un domaine en plein essor aux yeux des gouvernements et du secteur privé. Les gouvernements et le monde des affaires utilisent efficacement la diplomatie commerciale et les diplomates d'affaires pour obtenir des opportunités de l'évolution de l'économie ou pour éviter les menaces, en d'autres termes, pour maximiser leurs profits et minimiser leurs pertes. On peut donc dire que l'objectif principal de la diplomatie commerciale est de développer la coopération à l'étranger. A cet égard, Carrier, dans son examen de la diplomatie économique, a constaté que l'administration parisienne soutenait économiquement et diplomatiquement une entreprise pour étendre ses activités à Stuttgart, accordait des

⁹⁵ Oliver Naray, **Commercial Diplomacy: A Conceptual Overview**, 7th World Conference of TPOs, The Hague, The Netherlands, 2008

allègements fiscaux, mais que la même entreprise n'adoptait pas une attitude similaire pour ses investissements dans Strasbourg et Paris.⁹⁶

Comme on peut le voir ici, la diplomatie commerciale vise à créer un impact sur le pays cible. Dans son travail sur la diplomatie commerciale, Narray a présenté une vision globale en tabulant les domaines des diplomates commerciaux et de la diplomatie commerciale.⁹⁷

Tableau 1.5 : Diplomates Commerciaux

Le style des diplomates commerciaux	Promoteur de business	Fonctionnaires	Généralistes
Approche	Les sujets commerciaux sont traités en tant que les sujets de business	Les sujets commerciaux sont évalués en tant qu'un part intégrant des relations internationales	Les sujets commerciaux sont perçus dans la perspective de diplomatie et politique
Première Préoccupation	Focaliser sur la satisfaction de client	Focaliser sur la satisfaction du ministère du commerce	Focaliser sur la satisfaction du ministère des affaires étrangères

Tableau 1.6 : Activités et domaines de diplomatie économique

Domaine	Promotion de commerce dans les biens et services	Protection Droits des Propriétés Intellectuels	Coopération dans la Science et Technologie	Promotion de « Made-in » et l'Image de Marque	Promotion des Investissements Etrangère Direct
Intelligence	Collecter les Données de marketing pour l'exportation	Surveillance des violations des DPI	Suivre des Réalisations de la recherche	Les études d'image	Identifier les investisseurs potentiels
Communication	Conférence de promotion de tourisme	Présentation lors de campagnes de sensibilisation	Préparation des articles Sur les Réalisations scientifique	Contribution Aux événements de promotion de «made-in »	Informers les investisseurs potentiels

⁹⁶ Carron de la Carrière, **La diplomatie Economique: le Diplomate et le Marché**, Paris, Economica, 1998, pp. 291-295

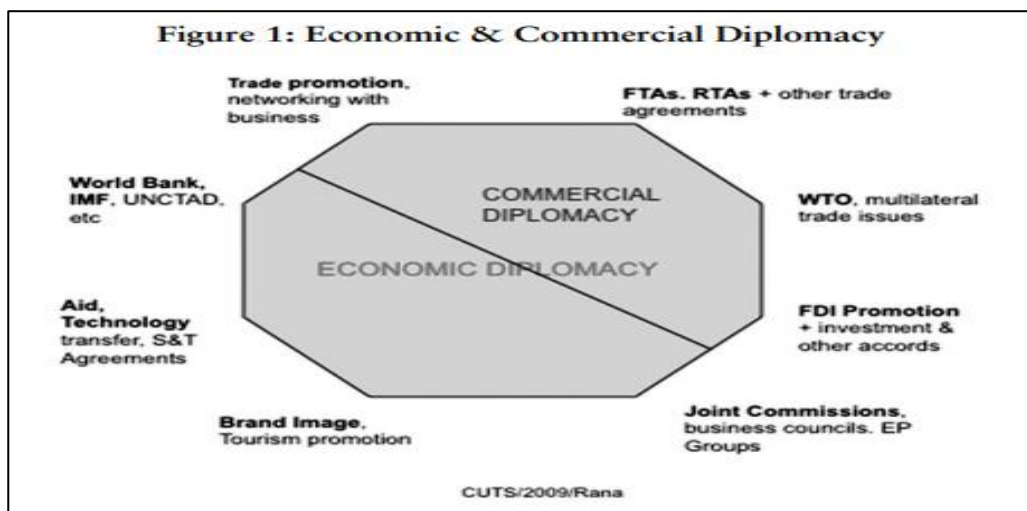
⁹⁷ Ibid, 1998

Renvoi	Présenter des exportateurs potentiels	Rechercher des avocats en propriété intellectuelle fiables	Facilitation des contacts entre les laboratoires H.T	RP pour les grands contrats où l'image nationale compte	Approcher les PDG avec des propositions d'investissement
Plaidoyer	accompagnement des entreprises dans les procédures de règlement des litiges	Pression pour une meilleure protection des pays d'origine RP	RP en faveur de projets scientifiques communs	Défense des entreprises nationales pointées du doigt par les autorités du pays d'accueil	protection des investisseurs du pays d'origine dans le pays d'accueil
Coordination	Organisation de réunion prospects	Coordination des actions judiciaires	les introducteurs lancent des coentreprises de R&D	coordination des campagnes « made in »	Participation du ministre organisateur au forum des investisseurs privés
Logistique	Le secrétaire des ambassades assure le service d'une conférence sur la promotion du commerce	le matériel de formation pour les campagnes de sensibilisation est imprimé et distribué par l'ambassade	Les ambassadeurs organisent une conférence sur la promotion de la coopération scientifique	La traduction du matériel de la campagne est effectuée par le personnel de l'unité CD	Les membres d'une mission de promotion des investissements utilisent les bureaux de l'ambassade

Source: Michel Kostecki and Olivier Naray, "Commercial Diplomacy and International Business", Discussion Papers in Diplomacy, Netherlands Institute of International Relations Clingendael, 2007

Comme nous pouvons le constater, la diplomatie économique et la diplomatie commerciale sont deux domaines très proches l'un de l'autre. Cependant, comme indiqué dans les sections précédentes, la diplomatie économique est un grand parapluie qui inclut la diplomatie commerciale. Rana, dans son étude examinant la relation entre la diplomatie économique et la diplomatie commerciale, explique les points où il divise en deux domaines avec le schéma suivant:

Figure 1.10 : La Diplomatie Economique et Commerciale



Source: Michel Kostecki and Olivier Naray, "Commercial Diplomacy and International Business", Discussion Papers in Diplomacy, Netherlands Institute of International Relations Clingendael, 2007

En conséquence, la diplomatie commerciale n'inclut pas les activités d'aide qui relèvent du domaine de la diplomatie économique. De plus, comme l'indique Bergeijk, la diplomatie commerciale est généralement menée dans le cadre de relations bilatérales et peut être réalisée aux niveaux multilatéral et multilatéral dans une mesure limitée. Son objectif ultime est de développer des partenariats commerciaux entre les deux pays et de créer un canal à travers ces partenariats commerciaux, plutôt que d'offrir un large éventail comme la diplomatie économique.

b) Trade diplomacy⁹⁸

Dans sa définition la plus générale, le *trade diplomacy* fait référence au développement de réseaux commerciaux qui se développent avec la mise en place d'organisations économiques régionales/mondiales multilatérales autour de certaines conventions et normes. Avec le *trade diplomacy*, l'État peut affecter les règles et politiques réglementaires liées au commerce et à l'investissement dans les organisations dans lesquelles ils se trouvent. Le *trade diplomacy* se concentre généralement sur la négociation de ces règles concernant le commerce international.

Lee et Hocking se concentrent sur les processus de négociation du *trade diplomacy* dans les organisations internationales multilatérales telles que l'OMC, les

⁹⁸ « *Trade Diplomacy* » se réfère à « *la diplomatie commerciale* » dans la littérature Francophone bien que dans la littérature Anglophone, la « *diplomatie commerciale* » désigne la structure théorique internationale et le fonctionnement institutionnel de la diplomatie économique. En ce sens, elle se distingue de la diplomatie commerciale par son contenu et sa définition. Tout au long de l'étude, la version anglaise du terme « *Trade Diplomacy* » sera utilisée.

rôles des pays dans ces négociations et organisations, et les dimensions des alliances diplomatiques.

En plus de tout cela, le *trade diplomacy* vise à libéraliser le commerce, à supprimer les quotas, les tarifs, le dumping et les barrières invisibles, créant ainsi un environnement commercial international égal et compétitif entre les pays. Dans ce contexte, les cycles du GATT apparaissent comme un cas important du *trade diplomacy*. Dans ce contexte, nous pouvons parler des cycles du GATT sur la façon dont le *trade diplomacy* fonctionne dans la pratique. Le GATT a été créé en 1948, parallèlement au système de Bretton Woods créé par le bloc occidental après la Seconde Guerre mondiale pour accroître le commerce international. L'objectif principal des tournées, qui ont débuté la même année, est la libéralisation du commerce international et l'élimination de certains obstacles en contraignant à certaines règles. A cet égard, deux principes de base ont été mis en avant au sein du GATT : *Réciprocité et non-discrimination*. Les diplomates économiques travaillant pour cette cause ont mutuellement convenu de supprimer les barrières commerciales des pays. À ce stade, on voit que les *trade diplomats* travaillent à institutionnaliser le commerce international et à le lier à certaines normes. Ces deux principes, qui faisaient consensus aux débuts du GATT, se sont transformés au fil du temps et ont conduit à l'émergence des pays les plus favorisés. En fait, ce que nous voyons ici est un reflet très clair de la diplomatie économique. Parce que la diplomatie économique, qui est à deux volets dans le cadre conceptuel, a amené certains pays à préférer la « *power play end* » pour des raisons politiques, en aidant d'autres pays ou en les restreignant, tandis que certains pays ont préféré la « *business end* » et ont veillé à rester attachés au *trade diplomacy*. À ce stade, le *trade diplomacy* apparaît comme un moyen de fournir une diplomatie économique dans un large perspectif. En particulier, les États-Unis ont utilisé le *trade diplomacy* comme un outil pour atteindre différents objectifs de politique étrangère.

En fait, le GATT n'est pas un ensemble de règles qui doivent être strictement appliquées par une organisation, mais l'unanimité des décisions reflète les intérêts économiques et politiques des pays au sein du GATT. Dans ce contexte, les cycles du GATT seront mentionnés et la manière dont le *trade diplomacy* est appliquée à des fins et intérêts différents sera expliquée.

Le choc pétrolier vécu en 1973 a préparé la fin des politiques économiques et commerciales mises en œuvre jusqu'alors. La grande crise vécue a produit ses effets

partout dans le monde en peu de temps et a ouvert la voie aux pays pour qu'ils agissent avec le réflexe de se protéger. Les tournées tokyoïtes réalisées durant cette période en sont d'ailleurs un exemple. Balaam et Dillman décrivent le cycle de Tokyo comme une résurgence du mercantilisme.⁹⁹

La logique de base de ce cycle repose sur la suppression des barrières non tarifaires. A ce stade, les pays développés cherchaient à lever ces obstacles en menant le *trade diplomacy* efficace au sein du GATT et à accroître leurs exportations vers les pays en développement, qu'ils produisaient à bas coût. Ainsi, en un sens, les marchés des pays développés s'élargiraient davantage et le développement des pays en développement serait empêché. Dans ce contexte, il vise à supprimer les subventions à l'exportation, les pratiques compensatoires, le dumping, la consommation publique, les cotisations douanières et les quotas d'importation. Les *trade policies* suivies par le Japon au cours de cette période ont été accueillies avec réaction par la communauté internationale. D'une part, le Japon restreignait les importations avec les quotas et autres barrières non tarifaires qu'il avait mis en place, procurant d'importants avantages aux exportateurs afin d'augmenter les exportations, d'autre part, il prônait le développement du libre-échange et la suppression des échanges barrières dans des géographies extérieures à la sienne, paradoxalement, à ces politiques protectionnistes qu'elle a suivies.

Une pratique similaire est également observée aux États-Unis. En suivant un *trade policy* les États-Unis tentent de maximiser leurs propres intérêts, tout en essayant de dominer les relations commerciales de l'organisation dans laquelle ils se trouvent, conformément à leur propre volonté. L'exemple le plus important de cette activité de domination des États-Unis au sein du GATT a sans aucun doute été incarné par l'émergence des « L'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC/TRIPS « Trade Related Intellectual Property Rights ») et des Mesures concernant les investissements et liées au commerce (MIC/TRIM « Trade Related Investments Measures ») lors du cycle d'Uruguay qui a eu lieu entre 1986 et 1993. En outre, la question de l'agriculture, qui a été abordée de manière approfondie pour la première fois au cours de la même tournée, est un indicateur

⁹⁹ David Balaam, Bradford Dillman, **Uluslararası Ekonomi Politîğe Giriş**, Adres Yayınları 2020, cf. 185-214

important de la politique commerciale. Les États-Unis et le groupe de Cairns¹⁰⁰ ont déclaré que toutes les subventions agricoles dans le monde devraient être supprimées progressivement et ont engagé des relations diplomatiques aux niveaux bilatéral et régional à cet égard. Ainsi, les États-Unis, qui sont le premier pays agricole mondial, pourront s'ouvrir à tous les marchés étrangers et pourront tirer un grand profit des produits agricoles grâce à une production agricole à faible coût. Or, l'UE s'est déclarée totalement opposée à la suppression de ces subventions agricoles. En fait, une partie très importante du budget de l'UE est encore transférée à la PAC aujourd'hui. Les activités de diplomatie commerciale que les États-Unis ont entreprises dans le cadre du GATT afin de supprimer les subventions agricoles contiennent en fait une grande contradiction en elles-mêmes. Parce que, juste après l'idée américaine de l'agriculture, le congrès de la même année a décidé de transférer un budget très important afin de soutenir les agriculteurs américains.

En conséquence, le *trade diplomacy* fait référence aux actions entreprises par les pays pour maximiser leurs propres profits ou minimiser leurs pertes dans ces organisations régionales/mondiales et le cadre institutionnel qu'ils tentent d'influencer pour cette cause, qui se manifeste généralement dans les relations multilatérales. L'OMC est le meilleur exemple de trade diplomacy.

c) Diplomatie financière

La diplomatie financière est apparue après la Seconde Guerre mondiale et est devenue un domaine de plus en plus important parallèlement au développement des technologies de la communication, en particulier dans la dernière période. La diplomatie financière est un processus complexe impliquant les marchés financiers, les politiques fiscales et monétaires. Les décisions politiques et le fonctionnement des marchés intérieurs ont un impact fondamental sur la diplomatie financière. L'une des caractéristiques les plus importantes de la diplomatie financière est sa coordination avec différents domaines politiques. Comme l'ont montré la crise de 2008 et la pandémie de Covid-19, la politique monétaire joue un rôle important dans la résolution des crises internationales et la dispersion de l'atmosphère négative sur les marchés. Dans ce cadre, l'augmentation de la liquidité par les banques centrales, le

¹⁰⁰ Le groupe de Cairns est une organisation internationale créée en août 1986 à Cairns en Australie, réunissant la plupart des pays en développement qui sont agro-exportateurs. Ils se compose de 19 pays.

refinancement du système bancaire et les politiques budgétaires expansionnistes qui en découlent atténuent les effets négatifs sur l'économie réelle et assurent la préservation de la stabilité financière.¹⁰¹

Au niveau des relations bilatérales, la diplomatie financière se développe généralement sous la forme d'apports de capitaux à court et moyen terme, d'échanges de devises, d'opérations d'*open market* et de sursis de paiement. Ce sont des questions financières que le gouvernement central de l'État et certaines agences d'exécution traitent en réciprocité avec d'autres gouvernements, des sociétés multinationales, des organisations internationales et d'autres organisations internationales. L'objectif de la diplomatie financière est de développer des méthodes de communication efficaces avec les organisations financières internationales et ainsi d'améliorer l'image financière du pays. Il est plus facile pour un pays ayant un caractère financier positif de trouver des capitaux pour de grands projets auprès d'institutions financières internationales, ce qui augmente naturellement à la fois la stabilité économique et le bien-être du pays. En outre, les politiques de change des pays constituent également un pilier important de la diplomatie financière. Heijmans explique que l'une des principales priorités de la diplomatie financière japonaise est de développer les relations financières et de façonner la domination du dollar à l'échelle nationale et mondiale.

d) Etatisme économique

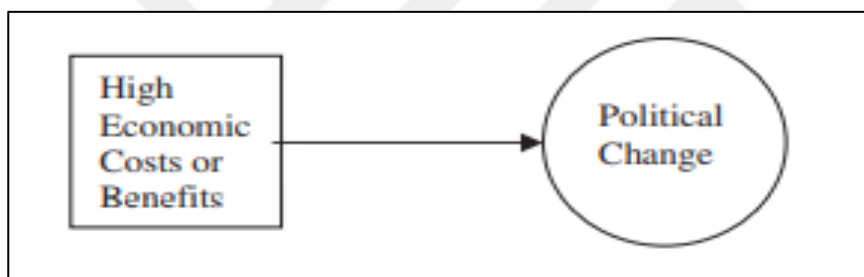
L'étatisme économique fait référence à une approche qui comprend des politiques étrangères axées sur l'économie développées par les États pour accroître leur bien-être économique et établir leur sécurité nationale. Selon les approches de diplomatie économique évaluées dans une perspective de relations internationales et dans un cadre réaliste, la sécurité et la stabilité nationale passent avant les intérêts économiques. Dans ce contexte, les États utilisent un certain nombre d'instruments économiques pour atteindre leurs objectifs de politique étrangère. Dans l'approche de l'étatisme économique, les intérêts nationaux sont compris comme ceux qui forment la base de la sécurité nationale. La stratégie de la carotte et du bâton de Baldwin constitue

¹⁰¹ Stephan Woolcock, **European Union Economic Diplomacy The Role of the EU in External Economic Relations**, MPG, 2012, p.150

la base de l'étatisme économique. La littérature sur l'étatisme économique se concentre généralement sur les incitations économiques et les sanctions économiques.

Dans ce point, nous pouvons parler de trois approches différentes de l'étatisme économique. Les premiers sont les libéraux économiques. Selon les économistes libéraux, les attentes de gain ou de perte économique sont fondamentales pour le processus d'élaboration des politiques. Les décideurs fondent leurs politiques sur l'économie et visent à maximiser leurs gains économiques et, si cela n'est pas possible, à minimiser leurs pertes économiques. Dans cette direction, les États étrangers visent à accroître la rentabilité de leur propre pays en influençant les décisions nationales avec des méthodes d'étatisme économique. À ce stade, les libéraux économiques pensent qu'il existe une relation directe entre l'étatisme économique et les politiques des pays cibles.

Figure 1.11 : Relation Directe entre l'Etatisme Economique et la Politique



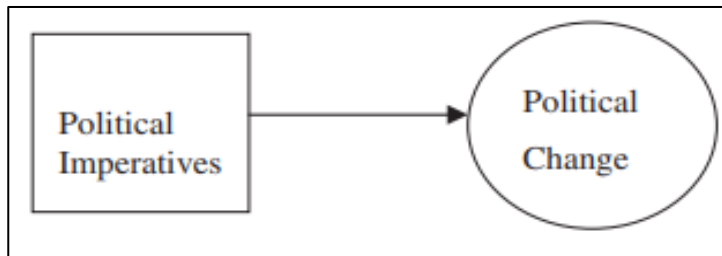
Source: Jean-Marc F. Blanchard, "A Political Theory of Economic Statecraft", Foreign Policy Analysis, Vol 4, No.4 2008, p354

Cette idée se traduit souvent par des sanctions économiques. Daudi et Dajani ont constaté que les sanctions économiques seraient plus efficaces si elles contenaient une imposition à long terme, inclusive et collective. Shambaugh, d'autre part, déclare que les sanctions économiques à appliquer par les pays à forte dépendance économique donneront des résultats plus rapides et plus précis.

D'autre part, une relation linéaire similaire a été établie entre les incitations économiques et les politiques du pays ciblé. Abdelal et Kishner affirment que les incitations économiques peuvent atteindre des objectifs politiques vitaux en générant indépendamment des rendements économiques. Newnham, d'autre part, déclare que les incitations économiques généralisées, si elles sont suffisamment lucratives, réussiront beaucoup mieux que les sanctions à provoquer un changement de politique. Cette idée de Newnham montre en fait comment les États-Unis ont tiré les pays cibles sur leur axe dans les années où la doctrine Truman et le plan Marshall sont entrés en

vigueur. Une autre approche est proposée par les réalistes. Selon les réalistes, les objectifs politiques et stratégiques des dirigeants nationaux priment sur leurs objectifs économiques. Dans ce contexte, les sanctions purement économiques échoueront sans sanctions politiques ni même menaces.

Figure 1.12 : Effet des Sanctions économique sur la politique



Source : Ibid 2008, p 354

L'auteur réaliste Pape, qui travaille sur les sanctions économiques, dit que les États hésitent à abandonner leurs objectifs politiques importants en faveur de relations purement économiques et c'est pour cela que, les sanctions économiques n'ont guère de but si elles ne sont pas soutenues par des sanctions politiques. Pour cette raison, il dit que les sanctions économiques n'ont presque aucun effet par rapport à la puissance militaire. De même, Druty et Li disent que seules les sanctions économiques sont tout à fait sans importance dans les changements de politique des pays. Les réalistes n'ont pas beaucoup travaillé sur les incitations économiques, ce qui est conforme à la conviction que les facteurs économiques ne peuvent pas modifier les attitudes des États en matière de politique étrangère.

Enfin, on peut citer les conditionnalités (Renwick, Weintraub, Shambaugh, Haass) en exemple. Les conditionnalités soutiennent que les coûts et avantages économiques associés à l'étatisme économique n'ont un impact significatif sur la prise de décision que dans certaines conditions politiques. Les études conditionnalités développent une méthode d'analyse compréhensive en prenant en compte l'environnement international dans lequel l'étatisme économique est tenté d'être appliqué et le contexte politique interne des pays cibles. Selon les conditionnalités, les décideurs politiques dans la perspective de l'étatisme économique doivent équilibrer les considérations économiques, le pouvoir national, le prestige, l'image du pays, la sécurité, la souveraineté et l'intégrité territoriale avec leurs propres intérêts.

En outre, les relations économiques se déroulent souvent dans un contexte formel et institutionnel, influençant certains stimuli politiques vers le pays cible, où

les sanctions ou incitations économiques forment la relation stratégique du pays source avec la situation de menace internationale.

Figure 1.13 : L'effet d'économie sur le changement politique



source : Jean-Marc F. Blanchard, *ibid.*, p 376

Un autre courant de pensée conditionnalité traite de la politique intérieure. Ils expliquent le succès ou l'échec de l'étatisme économique en fonction du pouvoir dans le cadre de la science politique, en examinant dans quelle mesure la pression économique peut nuire aux électeurs ou augmenter le bien-être économique. Comme indiqué plus haut, les conditionneurs se positionnent entre les libéraux et les réalistes en termes d'étatisme économique. Crumm soutient que les incitations économiques fonctionnent mieux dans les régimes autoritaires, car elles peuvent bénéficier à leurs principaux partisans et recréer la structure et les activités économiques et réprimer leurs opposants.¹⁰² À cet égard, les soutiens logistiques et financiers fournis aux régimes militaires en Afrique et les incitations américaines fournies à des pays comme le Panama en Amérique latine peuvent être cités en exemple. En ce qui concerne les sanctions, Haass affirme que les États autoritaires développent un discours nationaliste qui a rapidement consolidé leur base sur les sanctions extérieures, et peuvent ainsi résister aux pressions.¹⁰³ D'autre part, les pays démocratiques sont très fragiles pour résister aux sanctions, comme l'ont déclaré Bolks et Al Sowayel, les États ont des difficultés à mettre en œuvre des contre-mesures en raison de leurs systèmes administratifs complexes.¹⁰⁴

¹⁰² Eileen Crumm, "The Value of Economic Incentives in International Politics", **Journal of Peace Research**, Vol 32, No.31995, cf. 313-330

¹⁰³ Richard Haass, "Sanctioning Madness", **Foreign Affairs**, Vol 76, No. 6, 1997, p. 78

¹⁰⁴ Sean Bolks et Al-Sowayel, "How Long Do Economic Sanctions Last? Examining the Sanctioning Process Through Duration", **Political Research Quarterly**, Vol 53, No. 2, 2000, cf. 241-265

e) Diplomatie publique

La diplomatie publique a fait son entrée dans la littérature des relations internationales pour la première fois en 1965 avec la définition de Guillon. Selon Guillon : «*La diplomatie publique couvre les dimensions des relations internationales au-delà de la diplomatie traditionnelle, les gouvernements formant l'opinion publique sur les autres États, l'interaction des groupes privés et les intérêts des États eux-mêmes et des autres États, et leur impact sur la politique étrangère, entre les diplomates et les missions étrangères la communication et le processus d'interaction interculturelle.*»¹⁰⁵

Dans la littérature académique actuelle, la diplomatie publique fait référence à quatre approches différentes. Le premier d'entre eux concerne les activités d'exécution de la diplomatie transparente, à l'opposé de la diplomatie secrète, qui est le sens le plus ancien et le plus fondamental de la diplomatie publique. Dans ce contexte, la diplomatie publique, qui est utilisée comme synonyme de diplomatie ouverte, est considérée comme des négociations menées sous le contrôle du public. Le premier domaine où cette définition s'est cristallisée dans le processus historique a été la création de la Société des Nations et l'interdiction des accords secrets.¹⁰⁶ Une autre approche consiste à définir les différents acteurs comme l'ensemble des activités qui expriment leur contribution à l'image du pays, que ce soit négativement ou positivement. Dans ce contexte, Schneider définit cette démarche comme « *Tout ce qu'une nation fait pour se révéler au monde* ». ¹⁰⁷

La troisième approche de la diplomatie publique, parallèle à l'approche de Schneider, est qu'elle est un parapluie reflétant les actions des acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux qui contribuent à la création d'une image positive d'un État. Dans le cadre de cette compréhension, Batora développe une définition comme « *toutes les activités des acteurs étatiques et non étatiques qui*

¹⁰⁵ Nicholas Cull, **Public Diplomacy' Before Gullion: The Evolution of a Phrase**, USC Public Diplomacy. University of Southern California, 2006 <https://universityofleeds.github.io/philtaylorpapers/pmt/exhibits/2652/gullion.pdf> date d'accès: 30.08.2022

¹⁰⁶ Erik Pajtinka, "Public Diplomacy as a Theoretical Problems : Searching for a Definition", **EJTS European Journal of Transformation Studies**, Vol 7 No.2, 2019 p. 26

¹⁰⁷ Cynthia Schneider, "Culture Communicates: U. S. Diplomacy that works", In: **Discussion Papers in Diplomacy**, No. 94, 2004, cf. 20-35

*contribuent à la protection et à la promotion du soft power d'un pays ».*¹⁰⁸ Cull exprime la séparation de la nouvelle approche de diplomatie publique de l'ancien concept de diplomatie publique comme suit :

« 1) Les éléments internationaux sortent progressivement des pratiques traditionnelles et davantage d'organisations non gouvernementales commencent à prendre leur place.

2) Des mécanismes basés sur de nouvelles technologies en temps réel et globales développées pour communiquer avec le public mondial sont utilisés.

3) La diplomatie publique a commencé à être utilisée à la place des anciennes méthodes de propagande. Les concepts issus du marketing, en particulier le branding de lieu et le branding national, d'une part, et la théorie de la communication en réseau, d'autre part, sont de plus en plus utilisés.

*4) Le soft power et l'image de marque émergent comme une nouvelle terminologie de la diplomatie publique dans la construction de la réputation et de l'image internationale. »*¹⁰⁹

En conséquence, il s'agit d'un processus de politique de communication qui vise à expliquer la nouvelle approche de la diplomatie publique, les idées et les idéaux des propres citoyens d'un pays, sa propre culture, les objectifs nationaux qu'il s'est fixés et les politiques étrangères et intérieures qu'il a déjà mis en œuvre aux décideurs, aux groupes d'influence et au public d'autres États. D'une manière générale, pour renforcer l'image du pays, faire en sorte que le pays reçoive un soutien politique sur la scène internationale, rapprocher les peuples, accroître les investissements directs étrangers et les entrées de capitaux, relancer le tourisme, atténuer et, si possible, supprimer les sanctions politiques et économiques imposées au pays en communiquant directement avec le public et les groupes de pression du pays cible. Nous pouvons énumérer les pratiques actuelles de politique étrangère et de politique intérieure et leurs nécessités. Par exemple, la Turquie, par le biais de diverses organisations liées à l'État et d'organisations non étatiques, a établi ses objectifs en Méditerranée orientale, ses

¹⁰⁸ Jozef Bátora, "Public diplomacy in Small and Medium-Sized States: Norway and Canada", In: **Discussion Papers in Diplomacy**, No. 97, 2005, pp.18-22

¹⁰⁹ Nicholas Cull, **Public Diplomacy: Lessons from the Past**, (Los Angeles: CPD Perspectives on Public Diplomacy Figueroa Press, 2009, pp 12-16

pratiques après la tentative de coup d'État en 2016, le problème des réfugiés syriennes et le problème du terrorisme auxquels la Turquie est confrontée, et pourquoi la Turquie n'a pas été en mesure d'adopter une loi antiterroriste conforme à l'acquis de l'UE utilise des conférences, des émissions en langue étrangère, des émissions de télévision et de radio comme outils pour l'expliquer directement au public. Et en expliquant sa propre politique étrangère et sa politique intérieure, il vise à garantir la levée des sanctions que l'UE applique à la Turquie.

Dans ce contexte, il existe deux canaux dans la diplomatie publique, État à public et public à État. Alors que la diplomatie publique de l'État vers le public s'exerce à travers les institutions publiques officielles, les activités du public vers le public mettent en œuvre divers outils civils tels que les ONG, les universités, les fondations et les médias, dans lesquels les institutions non officielles de l'État sont prédominantes.

Les pays peuvent mener une diplomatie publique en trois étapes, à savoir le court terme « *réactif* », le moyen terme « *proactif* » et le long terme « *établissement de relations* ». ¹¹⁰

Les stratégies à court terme concernent l'attitude à adopter et la manière d'interagir avec les développements actuels de l'environnement international. Dans ce contexte, puisque les stratégies à court terme sont façonnées dans le cadre des discours et des activités instantanées des États, il est nécessaire d'utiliser un langage clair pour le pays cible. Tout en créant une stratégie de diplomatie publique à court terme, l'objectif principal est que les pays réagissent rapidement à d'éventuelles accusations et à d'éventuelles informations trompeuses et maintiennent ainsi leur image positive. Joseph Nye indique que les stratégies à court terme sont évaluées quotidiennement et incluent une forme de communication quotidienne dans laquelle la presse locale est utilisée, mais la presse étrangère doit également être mise en avant. ¹¹¹ Avec le développement d'internet et des réseaux sociaux, la distinction entre presse locale et presse étrangère est devenue de plus en plus floue. Dans ce contexte, un discours ou une action utilisée à des fins de politique intérieure et jugée bénéfique peut être perçue négativement à l'étranger et nuire à la stratégie de diplomatie publique à long terme suivie. Par exemple, inscrire la peine de mort à l'ordre du jour des hommes politiques

¹¹⁰ Mark Leonard, **Public Diplomacy**, The Foreign Policy Center, London, 2002, cf. 101-140

¹¹¹ Joseph Nye, "Soft Power", **Foreign Policy**, No 80, 1990, cf.153-171

pour certains crimes inhumains commis en Turquie, alors qu'elle a été rapidement appréciée dans la politique intérieure, porte en elle le potentiel de porter atteinte à la crédibilité de la Turquie au motif qu'elle s'oppose aux engagements internationaux auxquels la Turquie adhère.

La diplomatie publique à moyen terme témoigne d'une politique étrangère proactive. A ce stade, l'Etat a une volonté de créer une marque et de transformer l'identité qui lui est attribuée dans l'opinion publique internationale, tout comme dans les campagnes politiques. À ce stade, le processus de déréglementation rapide de la Russie avec Boris Eltsine, son annonce de stratégies qui mettent les valeurs occidentales telles que les droits de l'homme, la démocratie et le libre-échange au public mondial, et ses rencontres avec Clinton sont des exemples de diplomatie publique réussie à moyen terme. Depuis cette date, il y a eu d'importantes entrées de capitaux vers la Russie en provenance des États-Unis et d'Europe. La stratégie de diplomatie publique à moyen terme suivie par la Russie a non seulement contribué à la Russie sur le plan économique, mais a également contribué à la création d'une identité d'acteur sûre sur le plan politique, par rapport à l'URSS.¹¹² Cela s'est cristallisé avec le développement de relations politiques, humaines et économiques mutuelles, et peut-être le plus important, la disparition complète de la menace sécuritaire.

Enfin, le processus de développement de la communication, qui est la forme la plus efficace de diplomatie publique, est une stratégie à long terme. L'objectif principal de la stratégie à long terme est de développer une communication saine avec le pays ou les groupes de pays cibles, et à l'avenir, en amenant les relations au niveau d'un partenariat stratégique, elle prend une structure entièrement intégrée à la fois sur le plan économique, termes sécuritaires et politiques. Cette méthode de diplomatie publique à long terme consiste à faire accepter à l'autre partie les valeurs, l'identité et les objectifs de politique étrangère du pays d'origine. A ce stade, la stratégie marquante consiste à former des personnes capables d'occuper durablement des postes de décision dans le pays cible, dans le pays source, et d'apprendre la langue, la culture, la structure politique et le caractère de ce pays. Dans ce contexte, les bourses, les programmes d'échanges d'étudiants, les stages, les conférences, les médias et la construction d'écoles jouent un rôle important. Dans le cadre de la stratégie de diplomatie publique

¹¹² Néanmoins, avec l'intervention géorgienne en 2008, l'occupation de la Crimée en 2014 et enfin la guerre d'Ukraine en 2022, cette image de la Fédération de Russie a totalement disparu.

à long terme mise en avant par les États-Unis après la Seconde Guerre mondiale, Plus de deux-cents chefs d'État et de gouvernement, dont des dirigeants mondiaux comme Anwar Sadat, Helmut Schmidt, Margaret Thatcher, Netanyahu, Shizo Abe, Barroso, Abeden Ben Ali, Benazir Bhutto, Karamanlis, le président taïwanais Lee Teng-Hui, Papandréou, Mario Monti, ont été formés.¹¹³

Le Japon a développé un programme d'échanges éducatifs qui amène chaque année 6000 jeunes de 40 pays à enseigner sa propre langue, et a créé une association d'anciens élèves pour maintenir les relations entre ces jeunes à l'avenir. La stratégie à trois termes à court, moyen et long terme de la diplomatie publique joue un rôle important dans la création d'une image attrayante des pays et augmente la possibilité d'obtenir les intérêts ciblés des pays.¹¹⁴

A cet égard, nous pouvons dire qu'il s'agit d'un des outils qui devrait Figurer dans la littérature sur la diplomatie économique, à partir de la définition de la diplomatie publique et de ses applications énumérées ci-dessus. La diplomatie publique est un processus qui permet aux sociétés et aux décideurs des pays de se rapprocher et de faciliter leur compréhension mutuelle. Les perceptions positives entre les deux parties affectent sans aucun doute aussi l'économie. Dans ce contexte, le Japon et les États-Unis sont des exemples frappants d'une stratégie de diplomatie publique à long terme. Après que les États-Unis ont largué des bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki pendant la Seconde Guerre mondiale, les centaines d'années d'accumulation du Japon, qui a fait face à l'une des plus grandes destructions de l'histoire de l'humanité, ont été gaspillées en un instant. On estime que 220 000 personnes ont perdu la vie à la suite des bombes atomiques larguées sur ces deux villes.¹¹⁵

Cependant, après la Seconde Guerre mondiale, la politique intérieure et la politique étrangère du Japon ont subi une grande transformation, et les événements qui ont causé la mort de centaines de milliers de personnes n'ont pas été oubliés, et les relations entre les deux pays ont connu un développement rapide. Aujourd'hui, la

¹¹³ List of Heads of state educated in the United States, https://en.wikipedia.org/wiki/List_of_heads_of_state_educated_in_the_United_States, date d'accès 08.12.2021

¹¹⁴ Yasushi Watanabe, **Public Diplomacy and the Evolution of U.S.-Japan Relations**, Wison Center, 2018 https://www.wilsoncenter.org/sites/default/files/media/documents/publication/public_diplomacy_and_the_evolution_of_u.s.-japan_relations_watanabe.pdf date d'accès 08.12.2021

¹¹⁵ https://web.archive.org/web/20151109161831/http://www.rerf.or.jp/general/qa_e/qa1.html date d'accès 08.12.2021

relation entre le Japon et les États-Unis se situe presque au niveau d'un partenariat stratégique. Dans ce contexte, nous pouvons brièvement parler de la façon dont les relations de ces deux pays hostiles ont évolué vers un partenariat stratégique. Dans ce contexte, il est possible de la classer en trois étapes : 1945-1950, 1960-1980 et 1990 à nos jours.¹¹⁶

Tout d'abord, après la seconde guerre mondiale, le Japon a connu une grande transformation interne et s'est efforcé de transformer son image basée sur une politique étrangère agressive et militaire en un caractère pacifique et démocratique. Dans ce contexte, tout d'abord, la diplomatie publique japonaise a évité un discours qui mettait l'accent sur les anciennes valeurs après la seconde guerre mondiale, et l'a éliminé dans le discours de politique étrangère et intérieure, qui rappelait les samouraïs et la période féodale japonaise. Au lieu de cela, le Japon, visant à dessiner un caractère démocratique et pacifique, a mis en avant sa propre diplomatie publique, les notions de paix, la culture japonaise et l'hospitalité, qui font partie de l'identité japonaise. À ce stade, il se déroule sur la base de l'ikebana, qui occupe toujours une place importante dans la diplomatie publique japonaise et forme l'esprit de la diplomatie publique. Dans l'après-guerre, le Japon a abandonné la stratégie d'enseignement des langues qu'il utilisait dans ses colonies, visant ainsi à effacer complètement de la mémoire les mauvais souvenirs de l'empire. Il ne serait pas faux de dire que le Japon était dans une grande destruction politique, économique et psychologique durant cette période.

Dans la période des années 1960 aux années 1980, que je peux qualifier de deuxième période, le Japon a ajouté l'économie à la diplomatie publique qui lui a succédé, et la diplomatie économique et la diplomatie publique ont été fondues dans une marmite, et l'économie a servi de levier pour créer une image et prendre place dans la communauté internationale. Le principal problème des années 1960 était le déséquilibre commercial entre le Japon et les États-Unis. Cette relation économique asymétrique a été ébranlée par la mise en œuvre de mesures économiques contre la hausse de l'inflation, également connues sous le nom de choc Nixon, en 1971.

Suite à l'effondrement du système de Bretton Woods, le Japon a créé la "*Fondation Japonaise*" pour améliorer la compréhension mutuelle. Cette période a

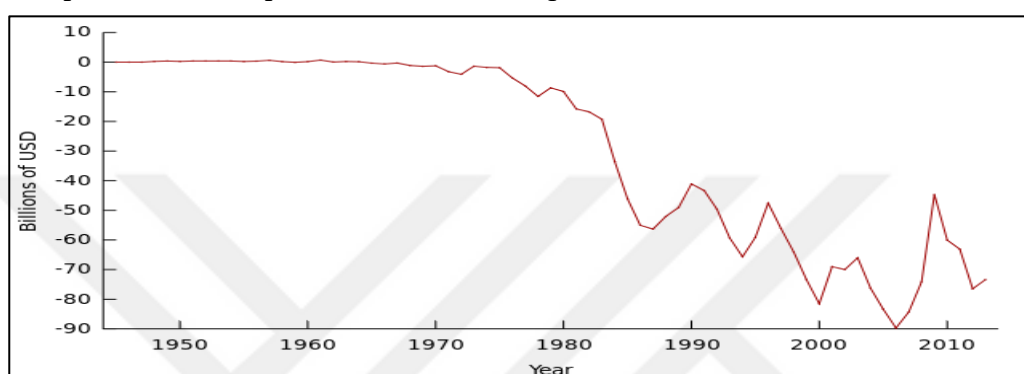
¹¹⁶ Yasushi Watanabe, **Public Diplomacy and the Evolution of U.S.-Japan Relations**, Wison Center, 2018

également coïncidé avec la période où le Japon a adopté une position économique plus agressive en Asie du Sud-Est. D'une part, le Japon, qui a développé ses relations avec les pays occidentaux par le biais de la diplomatie publique, d'autre part, a poursuivi son expansion économique en Asie du Sud-Est. À cette époque, une analogie avec la banane, jaune à l'extérieur et blanche à l'intérieur, était souvent faite pour le Japon. Après les années 1970, le Japon a commencé à mener une diplomatie publique et une diplomatie économique plus actives dans sa région. En ce sens, d'une part, il s'est créé comme un centre culturel dans la région comme une alternative à la Chine, d'autre part, il a fait preuve d'un étatisme économique efficace en raison des politiques protectionnistes qu'il a poursuivies aux niveaux mondial et régional. Depuis les années 1990, les États-Unis et l'Europe expriment leur malaise face à l'étatisme économique mis en place par le Japon, critiquent fréquemment le Japon dans les tournées du GATT depuis les années 1980 et déclarent qu'il devrait assumer davantage la responsabilité de l'économie mondiale. Bien qu'il existe quelques frictions économiques entre les États-Unis et le Japon, la diplomatie culturelle suivie par le Japon a fait ses preuves en peu de temps. Dans ce contexte; Le Japon définit l'élément de base de la diplomatie publique, déclarée au sein du ministère des Affaires étrangères, comme le respect de l'ordre libéral international. Dans ce contexte, le Japon crée sa propre identité conformément à des principes tels que la démocratie, les droits de l'homme, le marché libre, l'État de droit et le libre-échange. De plus, il est en pleine conformité avec les États-Unis sur des questions telles que la lutte contre le terrorisme, les États autoritaires et la prévention du développement d'armes de destruction massive.

Comme on le voit dans les relations américano-japonaises, le Japon, en tant que pays vaincu, a construit sa propre approche diplomatique pour effacer complètement les vieux souvenirs de l'esprit de la communauté internationale et pour montrer son attachement total aux valeurs des parties gagnantes tout en faisant cela. Dans une diplomatie publique appuyée par une diplomatie économique, alors que le Japon était un pays qui produisait des biens de mauvaise qualité dans les premières années de la guerre, il s'impose aujourd'hui comme l'un des 5 pays les plus avancés technologiquement et économiquement produisant les produits technologiques les plus durables au monde. Bien que cette diplomatie publique et cette politique étrangère suivies par le Japon sur l'axe des États-Unis aient été principalement créées par le Japon, comme mentionné ci-dessus, les activités de restructuration des États-Unis dans la région, les outils utilisés dans le développement du Japon et Shinto Abe lui-même,

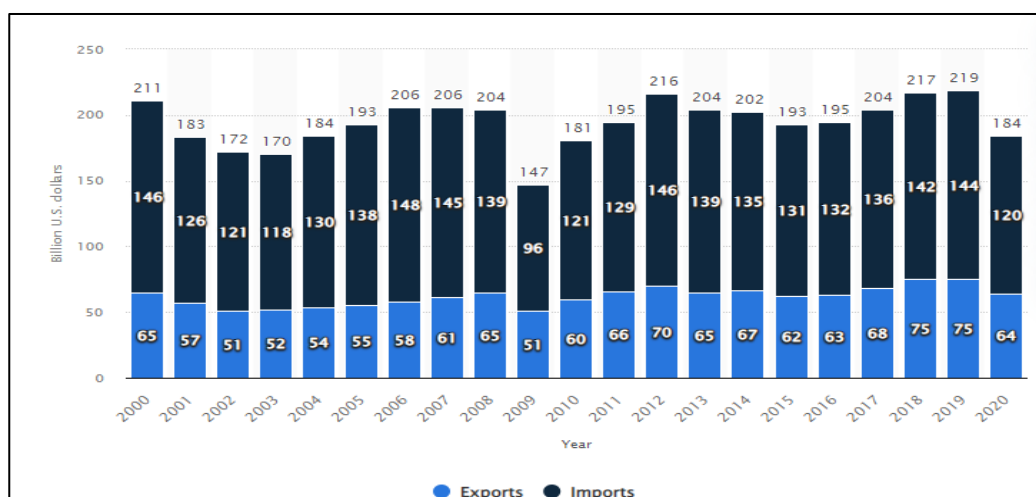
le l'histoire du Japon lui-même. Il est le politicien Premier ministre le plus ancien et a contribué à l'éducation de nombreux hommes d'État. C'est un exemple important de diplomatie publique que d'importants bureaucrates soient formés aux États-Unis et qu'ils retournent dans leur propre pays avec la culture et l'éducation qu'ils y ont acquises. Il est évident que cette diplomatie publique menée dans ce contexte renforce également les relations économiques nippo-américaines.

Figure 1.14 : Valeur totale des échanges de marchandises des Etats-Unis « exportations et importations » avec le Japon de 1950 à 2010



Source : https://www.wikiwand.com/en/Trade_policy_of_Japan date d'accès : 14.01.2022

Figure 1.15 : Valeur totale des échanges de marchandises des États-Unis « exportations et importations » avec le Japon de 2000 à 2020



source : <https://www.statista.com/statistics/218277/total-value-of-us-trade-in-goods-with-japan-since-2004/#:~:text=The%20timeline%20shows%20the%20total,of%20120%20billion%20U.S.%20dollars> date d'accès 14.01.2022

Quant à la Turquie, elle mène une diplomatie publique efficace afin d'accroître l'efficacité de sa diplomatie économique. L'esprit de diplomatie publique de la Turquie découle de sa géographie et de son caractère historique. La situation géopolitique et

géostratégique de la Turquie, étant au point nodal des Balkans, du Caucase, de l'Europe et du Moyen-Orient, fournit à la Turquie une importante capacité de puissance douce sur le plan géographique.

De plus, son passé historique et sa richesse culturelle font partie des facteurs qui distinguent la Turquie dans le domaine de la diplomatie culturelle. Si ces éléments que possède la Turquie créent en quelque sorte son problème de sécurité, ils permettent aussi l'émergence de nouveaux canaux de communication et la mise en place d'une diplomatie publique efficace.

La tendance de la diplomatie multilatérale et de la politique étrangère de la Turquie, qui a commencé au début des années 1990, s'est étendue au domaine des activités de puissance douce de la Turquie, en particulier dans les Balkans et les républiques turques, avec son expansion. Afin d'évaluer le niveau des pratiques de soft power et de diplomatie publique de la Turquie, il est nécessaire d'examiner certaines des principales institutions au service de la diplomatie publique. Dans ce contexte, dans le cadre des activités de diplomatie publique de la Turquie dans le cadre de la puissance douce, la Coordination de la diplomatie publique « Présidence de la diplomatie publique », la Société turque de radio et de télévision « TRT », l'Agence turque de coopération et de coordination « TIKA », l'Agence Anadolu « AA », le Ministère des affaires étrangères, la Fondation Yunus Emre et son Institut Yunus Emre « YEE », la Présidence pour les Turcs de l'étranger et les communautés apparentées « YTB », l'Organisation internationale de la culture turque « TÜRKSOY », la Présidence turque pour la gestion du Croissant-Rouge, des catastrophes et des urgences « AFAD », et *Turkish Airlines* « THY » se distinguent comme des institutions et des organisations efficaces. Outre les institutions susmentionnées, les organisations non gouvernementales, les établissements d'enseignement supérieur, les écoles et les universités opérant à l'étranger et leurs municipalités ont des pratiques de soft power ou des activités de diplomatie publique de manière plus globale dans leurs domaines d'activité et d'influence.

Dans le cadre de la diplomatie publique, les pratiques de diplomatie humanitaire sont également très importantes pour la Turquie. Bien que la Turquie ne poursuive pas d'objectifs économiques dans ses pratiques de diplomatie humanitaire, elle renforce sans aucun doute son image sur la scène internationale grâce à cette politique mise en œuvre sur le principe du partage des responsabilités. La Turquie fournit une assistance

aux personnes et aux pays en détresse en raison de catastrophes naturelles, de guerres, de pauvreté et de conflits sociaux en tant que mission humanitaire et en tant que contribution à la stabilisation de la communauté internationale. En outre, il s'efforce de fournir une assistance non seulement au niveau bilatéral, mais également par le biais d'organisations internationales telles que le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) et le Programme alimentaire mondial (PAM). Ainsi, l'aide humanitaire a également acquis une dimension internationale et nos relations avec les organisations opérant dans ce domaine se sont améliorées. En juillet 2014, il a été accepté comme membre du OCHA *Donor Support Group* « ODSG », qui est un mécanisme de consultation qui vise à façonner les politiques humanitaires suivies par OCHA, qui comprend les pays qui font le plus de dons volontaires au Bureau des Nations Unies. Pour la Coordination des Affaires Humanitaires « OCHA ». Selon le rapport mondial sur l'aide humanitaire, notre pays est devenu le plus grand pays donateur au monde en 2018 et maintient cette position.¹¹⁷

En conséquence, la diplomatie publique est un outil très important pour la diplomatie économique en termes de création d'image, permettant aux pays d'expliquer avec précision leurs projections à moyen et long terme aux décideurs et aux sociétés des pays cibles. Une diplomatie publique efficace est un facteur qui renforce la diplomatie économique, comme le montrent les exemples de la Turquie, du Japon et des États-Unis. Grâce à la diplomatie publique, les pays peuvent expliquer plus précisément leurs politiques et leurs identités et créer de la sympathie dans les sociétés cibles. Ainsi, les investissements vers le pays d'origine sont encouragés, l'emploi augmente, les ressources économiques peuvent être utilisées plus efficacement et le commerce mutuel peut être développé.

f) Diplomatie culturelle

La diplomatie culturelle est un type de diplomatie publique et de soft power qui comprend «*L'échange d'idées, d'informations, d'art, de langue et d'autres aspects de la culture entre les nations et leurs peuples afin de favoriser la compréhension mutuelle*».¹¹⁸ L'objectif de la diplomatie culturelle est que le peuple d'une nation

¹¹⁷ MFA of Türkiye, Türkiye'nin İnsani Yardımları, Dışişleri Bakanlığı, https://www.mfa.gov.tr/turkiye_nin_inساني-yaridmlari.tr.mfa date d'accès: 30.08.2022

¹¹⁸ Michael Waller, **Cultural Diplomacy, Political Influence, and Integrated Strategy in Strategic Influence: Public Diplomacy, Counterpropaganda, and Political Warfare**, : Institute of World Politics Press, 2009, cf. 74- 120

étrangère développe une compréhension des idéaux et des institutions de la nation dans un effort pour construire un large soutien aux objectifs économiques et politiques. En substance, « la diplomatie culturelle révèle l'âme d'une nation », qui à son tour crée une influence. Bien que souvent négligée, la diplomatie culturelle peut jouer et joue un rôle important dans la réalisation des efforts de sécurité nationale.¹¹⁹

La culture est un ensemble de valeurs et de pratiques qui créent du sens pour la société. Cela comprend à la fois la haute culture « littérature, art et éducation, qui fait appel aux élites » et la culture populaire « *appel aux masses* ». C'est ce que les gouvernements cherchent à montrer aux publics étrangers lorsqu'ils s'engagent dans la diplomatie culturelle. C'est un type de soft power, c'est-à-dire la "capacité d'obtenir ce que vous voulez par l'attraction plutôt que par la coercition ou les paiements. Il découle de la culture, des idéaux politiques et des politiques d'un pays.¹²⁰ La diplomatie culturelle est également une composante de la diplomatie publique. La diplomatie publique est renforcée par une société et une culture plus larges, mais simultanément la diplomatie publique contribue à « *amplifier et promouvoir cette société et cette culture dans le monde entier* » Nous pourrions soutenir que la composante informationnelle de la diplomatie publique ne peut être pleinement efficace que s'il existe déjà une relation qui donne de la crédibilité aux informations relayées. Cela vient de la connaissance de la culture de l'autre.¹²¹

La diplomatie culturelle a été qualifiée de « cheville ouvrière de la diplomatie publique » parce que les activités culturelles ont la possibilité de montrer le meilleur d'une nation. De cette manière, diplomatie culturelle et diplomatie publique sont intimement liées Richard T. Arndt, ancien praticien de la diplomatie culturelle au Département des Etats Unis, a déclaré: « *Les relations culturelles se développent naturellement et organiquement, sans intervention du gouvernement - les transactions commerciales et touristiques, les flux d'étudiants, les communications, circulation de livres, migration, accès aux médias, mariages mixtes - des millions de rencontres interculturelles quotidiennes.* »¹²² Si cela est exact, nous ne pouvons pas dire que la

¹¹⁹ Ibid, 2009

¹²⁰ Joseph S. Nye, **Soft Power: The Means to Success in World Politics**, Cambridge Perseus Books, 2004, cf. 1-33

¹²¹ Carnes Lord, « **Losing Hearts and Minds: Public Diplomacy and Strategic Influence in the Age of Terror** », Praeger Security International, 2006, cf. 25-35

¹²² Richard Arndt, **Cultural Diplomacy and International Understanding**, University of Minnesota, USA 2011, cf. 8-15

diplomatie culturelle a lieu lorsque des diplomates officiels, au service des gouvernements nationaux, tentent de façonner et de canaliser ce flux naturel pour faire avancer les intérêts nationaux. Il est important de noter que si la diplomatie culturelle n'est pas, comme indiqué ci-dessus, une activité gouvernementale, le secteur privé a un rôle très réel à jouer car le gouvernement ne crée pas de culture, il ne peut donc que tenter de faire connaître une culture et définir l'impact que cette croissance organique aura sur les politiques nationales. La diplomatie culturelle tente de gérer l'environnement international en utilisant ces sources et réalisations et en les faisant connaître à l'étranger. En fin de compte, l'objectif de la diplomatie culturelle est d'influencer un public étranger et d'utiliser cette influence, qui se construit sur le long terme, comme une sorte de bien se réservera pour gagner le soutien des politiques. Elle cherche à exploiter les éléments de la culture pour inciter les étrangers à:

«1) Avoir une vision positive des populations, de la culture et des politiques du pays,

2) induire une plus grande coopération entre les deux nations,

3) Aide à changer les politiques ou l'environnement politique de la nation cible,

4) Prévenir, gérer et atténuer les conflits avec la nation cible. »¹²³

À son tour, la diplomatie culturelle peut aider une nation à mieux comprendre la nation étrangère avec laquelle elle est engagée et elle favorise la compréhension mutuelle.

La diplomatie culturelle est une manière de conduire des relations internationales sans rien attendre en retour, comme l'attend généralement la diplomatie traditionnelle. Les programmes d'échanges culturels fonctionnent comme un moyen de relayer une impression favorable du pays étranger afin de gagner la compréhension et l'approbation des étrangers dans leurs pratiques culturelles et de naturaliser leurs normes sociales parmi d'autres cultures.¹²⁴

En général, la diplomatie culturelle est davantage axée sur le long terme et moins sur des questions politiques spécifiques. L'intention est de développer une influence

¹²³ Michael J. Waller, **In Strategic Influence: Public Diplomacy, Counterpropaganda, and Political Warfare**, Institute of World Politics Press, 2009 p. 34

¹²⁴ Leonard op cit. 2016

sur le long terme lorsque cela est nécessaire en engageant directement les gens. Cette influence a des implications allant de la sécurité nationale à l'augmentation du tourisme et des opportunités commerciales. Il permet au gouvernement de créer une «base de confiance» et une compréhension mutuelle neutre et fondée sur des contacts interpersonnels. Un autre élément unique et important de la diplomatie culturelle est sa capacité à atteindre les jeunes, ceux qui ne sont pas considérés comme des « élites » et d'autres publics en dehors du circuit traditionnel des ambassades.

En bref, la diplomatie culturelle plante les graines d'idéaux, d'idées, d'arguments politiques, de perceptions spirituelles et d'un point de vue général sur le monde qui peut ou non s'épanouir dans une nation étrangère. Par conséquent, les idéologies répandues par la diplomatie culturelle sur les valeurs auxquelles les Américains croient permettent à ceux qui recherchent une vie meilleure de se tourner vers le monde occidental où le bonheur et la liberté sont décrits comme des objectifs souhaitables et réalisables.

Par conséquent, la diplomatie publique peut être définie comme: *«L'échange d'idées, d'informations, de valeurs, de systèmes, de traditions, de croyances et d'autres aspects de la culture, dans le but de promouvoir la compréhension mutuelle". Le but ultime est de bâtir la confiance et de maintenir une relation à long terme. Sous l'égide de la diplomatie culturelle se trouvent l'enseignement des langues ; échanges d'étudiants, d'enseignants, de scientifiques... ; l'exportation de produits culturels, par exemple des films et des chansons ; et la tenue d'expositions, de concerts ou d'autres événements à vocation culturelle »*¹²⁵

La diplomatie culturelle est;

« 1) les actions des diplomates dans le domaine culturel,

2) la mise en forme du contenu des médias par le gouvernement afin d'influencer l'opinion publique internationale (parfois la « diplomatie publique » est utilisée de cette manière),

¹²⁵ Bill Ivery, Paula Clegget, Cultural Diplomacy and The National Interest, Arts Industries Policy Forum, **The Curb Center At Vanderbilt**, 2006, cf. 3-20

3) des efforts à long terme pour harmoniser les valeurs et les objectifs de cultures disparates ("mutualité"),

4) intervention dans les relations culturelles informelles (commerce, immigration, etc.) afin de produire un résultat politique. »¹²⁶

Dans ce contexte, à titre d'exemple nous pouvons examiner les actions de diplomatie culturelle des États-Unis et leurs implications pour l'économie et la diplomatie économique. La diplomatie culturelle américaine officielle a connu son apogée pendant la Guerre froide. Les programmes culturels itinérants, les bibliothèques, les échanges éducatifs et les visites - ainsi que le soutien clandestin aux publications et conférences intellectuelles non gouvernementales - ont servi l'objectif de promouvoir la qualité, le dynamisme et la diversité de la vie culturelle américaine contrairement à celle de son adversaire communiste soviétique. . Alors qu'un certain nombre d'initiatives de la Guerre froide dépendaient de la coopération d'organisations à but non lucratif et du secteur privé, la grande majorité était planifiée et dirigée par le gouvernement.

Le rôle du gouvernement était central à une époque où de larges pans du globe n'avaient tout simplement pas accès aux produits culturels américains, à l'exception de ceux facilités par la radio officielle, les bibliothèques des ambassades ou les troupes de spectacle qui tournaient avec le soutien des États-Unis.

Les pratiques de diplomatie culturelle des États-Unis sont très importantes du fait qu'elles se sont développées avec les secteurs privés. Le programme de diplomatie culturelle américaine d'après-guerre peut être attribué à des initiatives improvisées à Berlin en 1945. Cette année-là, après l'effondrement du régime nazi, les Soviétiques ont rapidement rouvert l'Opéra d'État et ouvert une Maison de la culture dans le centre de Berlin, alors même que la puanteur des corps pendait encore des ruines.¹²⁷

Les États-Unis ont rapidement réagi en créant des « *America Houses* », en diffusant de la littérature, en promouvant plus tard le théâtre et l'opéra ainsi que la musique et les magazines populaires. En 1946, le Bureau de l'information et des affaires culturelles du département de la Tate dirigeait 76 avant-postes à travers le

¹²⁶ Ibid. 2006

¹²⁷ Frances Stonor Saunders, **The Cultural Cold War: The CIA and the World of Arts and Letters**, The New Press, 1999, cf. 9-19

monde, chacun offrant des nouvelles quotidiennes de Washington ainsi que des livres, des expositions et des films. Dans ses premières années, la Voix de l'Amérique, fondée en 1942, produisait 36 heures d'émissions de radio chaque semaine, offrant culture et musique ainsi que des nouvelles et des commentaires en 24 langues.¹²⁸

Les fonctions d'information administrées par le Département d'État et diverses autres agences ont été regroupées dans la nouvelle Agence l'information des États-Unis (USIA) en 1953. Cependant, l'USIA n'a repris les échanges éducatifs et les affaires culturelles du Département d'État qu'en 1978. Les programmes de diplomatie culturelle du gouvernement américain de la guerre froide peuvent être divisés en quelques catégories clés :

- Des programmes d'échanges culturels, parrainés par le Département d'État jusqu'en 1978, puis par l'USIA, qui envoyaient des artistes, des œuvres d'art, des cinéastes, des écrivains et des interprètes à l'étranger ;
- Les bibliothèques et centres américains, parrainés par l'USIA, qui proposaient une gamme de littérature, d'expositions, de films, de conférenciers et de discussions ainsi que des actualités et des cours d'anglais ;
- Radio Broadcasting, d'abord Voice of America et plus tard Radio Free Europe, Radio Liberty et autres (tous hébergés au sein de l'USIA), qui diffusaient du contenu culturel dans des régions du monde où il n'était pas disponible ou interdit ;
- Échanges d'étudiants, de professionnels et de citoyens, menés sous les auspices du Département d'État jusqu'en 1978, qui ont amené plus de 250 000 visiteurs aux États-Unis et plus de 100 000 Américains à l'étranger.

Bien qu'ils ne ciblent pas directement les affaires culturelles dans la plupart des cas, ces échanges ont eu des effets profonds sur la diffusion d'une vision positive de la culture américaine en général et sur la création d'appétits pour les produits culturels américains. La liste des programmes de diplomatie culturelle du gouvernement américain de la guerre froide ne serait cependant pas complète sans la mention d'un autre acteur clé de la diplomatie culturelle américaine - la Central Intelligence Agency (CIA), qui a fourni un soutien clandestin à la programmation culturelle pro-américaine

¹²⁸ <http://dosfan.lib.uic.edu/usia/E-USIA/education/ivp/ivhistory.htm> date d'accès 11.12.2021

à cette époque. En fait, des années 1940 aux années 1960, la deuxième maison obscure de la diplomatie culturelle était la CIA, qui a utilisé la culture américaine - et les leaders culturels américains et européens - dans sa propre lutte de propagande contre les Soviétiques. Incontesté, non détecté pendant plus de vingt ans, l'establishment de l'espionnage américain a exploité un front culturel sophistiqué et substantiellement doté en Occident, pour l'Occident, au nom de la liberté d'expression.

Donc, on peut dire que les Etats-Unis ont mis en place une diplomatie publique très efficace pendant la période de la Guerre froide. Dans ce contexte Yale Richmond dit : « *Quelque cinquante mille Soviétiques ont visité les États-Unis dans le cadre de divers programmes d'échange entre 1958 et 1988. Ils sont venus en tant qu'universitaires et étudiants, scientifiques et ingénieurs, écrivains et journalistes, représentants du gouvernement et du parti, musiciens, danseurs et athlètes - et parmi eux se trouvaient plus de quelques officiers du KGB. Ils sont venus, ils ont vu, ils ont été conquis et l'Union soviétique ne serait plus jamais la même.* »¹²⁹

Le flux de la culture s'est parfois produit dans des domaines artistiques raréfiés : une génération d'artistes soviétiques et russes a eu du mal à maîtriser les styles de jazz d'improvisation qu'ils ont entendus en secret sur la voix de l'Amérique. Mais la basse culture a également joué son rôle : les visiteurs américains en Union soviétique ont apporté des jeans et des baskets à vendre ou à échanger, alimentant l'enthousiasme apparemment inépuisable des jeunes soviétiques pour le style américain et la culture populaire, qui symbolisaient l'ouverture et l'informalité de notre nation. Les effets de ces échanges, comme souvent avec les produits culturels, sont difficiles à quantifier, mais ils sont réels. À l'extrémité la plus positive du spectre, certains auteurs ont soutenu qu'une large exposition à la culture américaine, en particulier parmi les élites, a servi à éclairer les insuffisances internes et les irrationalités du système soviétique et ainsi à accélérer son déclin et son effondrement.¹³⁰ Lorsque nous regardons l'exportation culturelle des États-Unis aujourd'hui, nous voyons l'image suivante:

La croissance spectaculaire de la portée de la culture américaine et l'importance du commerce des produits culturels sont dues en grande partie au fait que les progrès technologiques ont facilité la diffusion des produits culturels, soit pour la vente, soit,

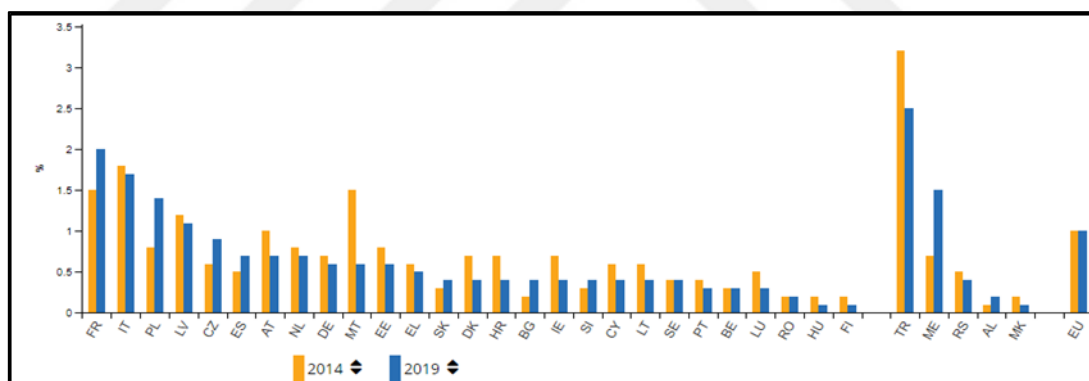
¹²⁹ Ivery et Clegget, op. cit. 2006, pp. 3-20

¹³⁰ Yale Richmond, **Cultural Exchange and the Cold War**, Penn State University Press, 2003, pp. 184-185

dans le cas de la radiodiffusion et des nouvelles technologies d'information et de communication comme internet, gratuitement. La numérisation permet à la vidéo, à la voix et aux données de diffuser n'importe où dans le monde où une ligne téléphonique peut être branchée, et la télévision se déplace déjà directement des satellites vers les foyers du monde entier.¹³¹

Il convient de rappeler que la diplomatie culturelle américaine a été conceptualisée, et ses principales institutions et relations créées, à une époque où il n'y avait pas de satellites de diffusion, d'enregistreurs vidéo, d'ordinateurs personnels ou d'Internet ; lorsque les images d'actualités ont dû être renvoyées aux États-Unis pour être diffusées alors qu'une grande partie du monde n'avait aucun accès à la télévision ou aux lignes téléphoniques - une époque, en fait, où les gouvernements pouvaient à juste titre prétendre être le principal fournisseur mondial de contenu culturel. Aujourd'hui, les produits culturels couvrent un marché très vaste et constituent environ 5 % de l'ensemble des échanges dans le monde.

Figure 1.16 : Part des exportations de biens culturels dans les exportations totales (2014-2019)



source : https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Culture_statistics_-_international_trade_in_cultural_goods date d'accès 12.12.2021

Il est prévu que des plateformes telles que Netflix et Youtube atteindront un marché beaucoup plus vaste dans les années à venir. Comme on peut le voir dans ce sens, la diplomatie culturelle est un outil très important non seulement en tant qu'effort pour créer des objectifs politiques et une image à long terme, mais aussi en termes de rendement économique.

¹³¹ Christopher Maule, "Overview of Trade and Culture Conference," **Canadian Foreign Policy Journal**, Vol 9, No.2, 2004 p. 12

À partir de 2021, la Turquie occupe la deuxième place après les États-Unis dans les exportations mondiales de séries télévisées. Jusqu'en 2023, on estime que les revenus d'exportation des séries télévisées seront de 2 milliards de dollars. Outre les revenus d'exportation des séries télévisées, le tourisme des séries télévisées turques a également augmenté de manière significative.¹³² Avec le début de l'exportation des séries télévisées turques, le nombre de personnes s'interrogeant sur la Turquie a considérablement augmenté et cela s'est reflété dans les revenus du tourisme. À l'échelle régionale, les effets des séries télévisées turques sur le tourisme sont examinés en détail ci-dessous. Dans ce contexte, la relation entre le tourisme et l'industrie du cinéma en série a été analysée et compilée par Hudson et Rithchie.¹³³

Dans les recherches de la Fondation turque d'études économiques et sociales (TESEV), on constate que la popularité de la culture turque au Moyen-Orient a augmenté avec la série télévisée et qu'une accélération significative a été réalisée dans le nombre de touristes venant en Turquie en provenance de Moyen-Orient. Dans l'étude menée dans le pays du Moyen-Orient, 74% des participants ont déclaré avoir regardé au moins une série télévisée turque.¹³⁴ Ce ratio montre que les séries télévisées turques devraient également devenir un outil de communication stratégique.

g) Création d'images internationales

Avec l'ère de la Guerre froide, les gouvernements ont pris conscience de l'importance de la construction et de la gestion de l'image internationale. Surtout parallèlement à la généralisation des moyens de communication et de transport et à la baisse de leurs coûts, le phénomène de création d'une image nationale a commencé à prendre de l'importance dans les politiques de communication et de politique étrangère. Les images peuvent être définies dans le cadre de la psychologie sociale comme des images qui prennent vie dans l'esprit des gens d'une nation pour un autre peuple. Selon les mots de Lippmann, les images sont des images dans l'esprit des gens.¹³⁵ Selon Lippmann, les gens font d'abord une définition dans leur esprit, puis ils

¹³² İzzet Pino, "Türk Dizileri Bir Marka", Marketing Turkey, 12.04.2020 <https://www.marketingturkiye.com.tr/soylesiler/izzet-pinto-turk-dizileri-bir-marka/> date d'accès: 08.12.2021

¹³³ Simon Hudson, Brent Ritchie, "Promoting Destinations via Film Tourism: An Empirical Identification of Supporting Marketing Initiatives", **Journal of Travel Research**, Vol 44, No. 4, 2006, cf. 387-396

¹³⁴ Mensur Akgün, Sabiha Senyücel Gündoğar, "Ortadoğu'da Türkiye Algısı 2013", **TESEV**, 2013 cf. 6-24

¹³⁵ Walter Lippman, **Public Opinion**, New York Free Press, 1965, pp.215-218

commencent à voir les choses qu'ils décrivent. Il est clair qu'il ne s'agit pas d'une analyse rationnelle, mais Lippmann, qui affirme qu'il s'agit d'une réduction, dit que l'environnement réel étant très complexe, les gens ressentent le besoin de le simplifier, mais ils peuvent ainsi gérer leurs relations avec l'environnement. La confiance se construit ou se détruit progressivement dans le cadre des images que les gens dessinent dans leur esprit ou indirectement en projetant cette image sur eux. Avec Lippmann, Boulding a également réalisé un travail important sur les images. Boulding définit les images perçues comme « *La structure cognitive, affective et évaluative totale de l'unité comportementale ou sa vision interne d'elle-même et de l'univers* ». C'est une manifestation de la représentation organisée d'un objet dans le système cognitif de l'individu, que cet objet soit une organisation ou une nation elle-même.¹³⁶ Kunczik définit l'image nationale comme la représentation cognitive qu'un individu a d'un pays ou d'une nation et ce qu'il ou elle croit être vrai à propos de cette nation ou de ce pays.¹³⁷ À cet égard, nous pouvons voir l'Invention de l'Europe de Delanty comme une étape importante dans la création d'une image nationale et le renforcement de cette image par la dichotomie.

A ce stade, les stéréotypes sont les indicateurs de base de la perception de l'image et de l'action vis-à-vis de cette image a priori. Cozby définit les stéréotypes comme un ensemble de caractéristiques attribuées aux membres de groupes sociaux.¹³⁸ Lippmann, d'autre part, définit les stéréotypes comme la manifestation de nos pensées sur le monde basées sur nos valeurs, nos positions et nos droits. Outre la perception stéréotypée, l'ethnocentrisme est également prioritaire dans la perception de l'image nationale. Les préjugés ethnocentriques contribuent non seulement à la conceptualisation et à l'étiquetage des groupes sociaux externes, mais sont également un indicateur important pour l'analyse de l'ensemble caractéristique des relations entre les groupes. La vision ethnocentrique, cristallisée avec des concepts tels que les symboles culturels, les attitudes envers les autres, les idéologies et les actions, représente une vision selon laquelle le groupe auquel on appartient est supérieur aux autres. Herrmann et Fischerkeller proposent que les perceptions des relations de

¹³⁶ Kenneth Boulding, **The Image: Knowledge in life and Society**, University of Michigan Press, 1956, p.93

¹³⁷ Michael Kunczik, **Images of Nations and International Public Relations**, Mahweh, 1997, pp.227-229

¹³⁸ Daniel Perlman et Chris Cozby, **Social Psychology**, New York, Houghton Mifflin Harcourt School, 1981, p.56

groupe améliorent les réponses stratégiques des images qu'un pays a des autres.¹³⁹ Alexander et Levin soutiennent que les images ou les stéréotypes qu'une nation entretient à propos d'une autre dépendent de trois caractéristiques structurelles des relations interétatiques et ce sont : compatibilité avec les objectifs, force/capacité relative et statut culturel relatif ou sophistication. Les évaluations de ces relations structurelles déterminent le type d'images classées comme images alliées, ennemies, barbares, impérialistes et dépendantes « coloniales » qui peuvent ensuite influencer un comportement international harmonieux.¹⁴⁰

Tableau 1.7 : Modèles de relation dans la création d'images internationales

Modèle de Relations d'Autre Nation	Image d'Autre Nation	Action Potentielle
Compatibilité des objectifs Statut égal Puissance égale	Allié	Coopération
Incompatibilité d'objectif Statut égal Puissance égale	Enemie	Attaque ou Conflit
Incompatibilité d'objectif Statut inférieur Puissance inférieure	Dépendant barba	Côntrole ou Exploitation
Incompatibilité d'objectif Statut inférieur Puissance supérieure	Barbare	Envahisseur Potential
Incompatibilité d'objectif Statut supérieur Puissance supérieure	Impérialiste	Sabotage

Source : Richard Herrmann, Michael Fischerkeller, "Beyond the Enemy Image and Spiral Model: Cognitive–Strategic Research After the Cold War", *International Organization* Vol. 49, No. 3, 1995, pp 415-450

Wang déclare que l'image nationale fait référence à la compréhension de chaque nation du caractère essentiel de son rival politique international. Wang conceptualise cette image nationale comme subjectivité, stabilité et sélectivité. Ces trois concepts de base sont liés aux stéréotypes d'un pays ou d'une nation qui se sont formés dans le

¹³⁹ Richard Herrmann, Michael Fischerkeller, "Beyond the Enemy Image and Spiral Model: Cognitive–Strategic Research After the Cold War", *International Organization*, Vol. 49, No. 3, 1995, cf. 415-450

¹⁴⁰ Michele G. Alexander, Shana Levin et P Henry, Image Theory," Social Identity, and Social Dominance: Structural Characteristics and Individual Motives Underlying International Images", *Political Psychology* Vol. 26, No. 1, 2005, p. 41

cadre de l'histoire, de l'expérience et de l'image de soi.¹⁴¹ Par exemple, White a développé deux modèles différents de structure de formation d'image sur la perception australienne de la Chine. Le premier modèle est caractérisé comme le processus de génération d'images multidimensionnelles dans le domaine du contact interculturel à travers l'expérience à la fois externe et interne. Deuxièmement, il offre un nouveau cadre de programme interdisciplinaire pour favoriser la compréhension interculturelle à travers des images qui combinent de nombreux aspects de la connaissance et de la réalité dans la conscience humaine.¹⁴²

Scott et Le Vine examinent les sources des images nationales et internationales en termes de structure psychologique de l'individu, de structure sociale de la société dans laquelle il vit et de sa place dans cette structure sociale.¹⁴³ De plus, la façon dont les décideurs perçoivent les acteurs sur la scène internationale oriente également le processus d'élaboration de la politique étrangère. Alors que les relations avec les acteurs avec une perception fiable peuvent être approfondies et mises dans une structure intégrée, les attitudes hostiles des personnages des deux sociétés, qui ont une faible fiabilité ou ont fait face à des épreuves différentes dans le processus historique, font que les relations sont superficielles.

Quant à l'image nationale dans les relations internationales, cela constitue l'élément de puissance douce d'un pays. L'image nationale créée est un facteur très important en termes de potentiel d'affecter directement les relations politiques et économiques des pays. La perception positive créée par l'État dans la communauté internationale et le public joue un rôle important dans la réalisation par le pays de ses objectifs de politique étrangère, dans le développement de son économie, dans l'attraction des investissements dans le pays et dans l'établissement de sa stabilité politique et économique. Le concept d'image mentionné ci-dessus conceptuellement peut être transformé avec une diplomatie publique efficace.

Recréer le statut et l'identité de la nation sur la scène internationale transforme aussi positivement la confiance dans la nation, ouvrant ainsi la voie à la stabilité

¹⁴¹ Jianwei Wang, "Limited Adversaries: Post-Cold War Sino-American Mutual Images", **The China Journal**, Vol 47 No.1, 2002, cf.195-216

¹⁴² Margaret White, "Improving Image Literacy about China: a Study of Process Shaping Australian Perceptions", **Melbourne Studies in Education**, Vol 40, No.1, 1999, cf. 57-76

¹⁴³ Robert LeVine, **A Socialization, Social Structure, and Intersocietal Images, International Behavior: A Social Psychological Analysis**: The University of Michigan, 1965 p.314

politique et économique. Renforcer l'image nationale et atteindre ainsi les objectifs de politique étrangère souhaités peut s'expliquer par le théorème simple mais efficace de Thomas.

Il affirme : « *Si les gens décrivent une situation comme réelle, elle devient réalité dans l'esprit des gens* »¹⁴⁴ Ce théorème énonce que la perception d'un événement par l'individu et son évaluation cognitive de cet événement affecteront le comportement qui en résultera. En termes de politique internationale, l'image est une connaissance subjective qui régit le comportement des gens. Selon Scott, l'image de la nation se compose de trois couches.

Le premier concerne les qualités cognitives « *les caractéristiques perçues de la nation* », le second les qualités affectives « *aimer ou ne pas aimer l'objet* » et enfin les qualités opérationnelles « *réactions à l'objet* », le concept d'objet auquel Scott se réfère ici peut être une nation elle-même, ainsi que l'approche politique des pays avec leurs caractères historiques et culturels.¹⁴⁵

Par exemple, les perceptions de la société turque sur la société grecque finiront également par affecter les attitudes et les politiques de la Turquie envers la Grèce. Pour cette raison, la perception des acteurs individuels ou collectifs envers un objet tend à être déterminée par leurs perceptions de l'objet cible, indépendamment de l'objet lui-même. Aujourd'hui, la perception de la Chine des Turcs vivant au Turkestan oriental ou la perception de l'État du Myanmar envers les Rohingyas se réalisent indépendamment des sociétés cibles.

Aujourd'hui, les développements négatifs sur la scène internationale sont principalement causés par des problèmes de communication, des malentendus et des images créées par les gouvernements, les chefs de gouvernement et les sociétés. En conséquence, des interventions inhumaines, des suppositions ou des conflits régionaux/mondiaux se produisent. L'exemple le plus proche à cet égard est sans aucun doute les relations États-Unis-Europe et États-Unis-Iran-Chine sous la présidence de Donald Trump. L'image autoritaire dessinée par Trump et ses discours politiques ont fait prendre aux États-Unis une image peu fiable. Dans cette période, où les valeurs

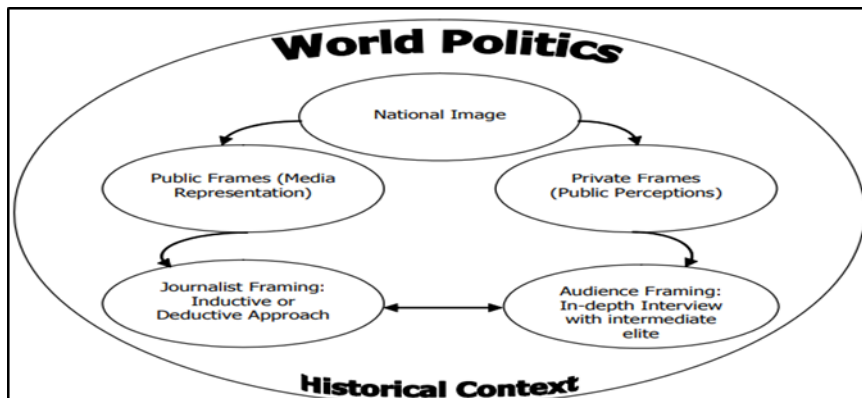
¹⁴⁴ Thomas, William I. and Dorothy Swaine Thomas, **The child in America: behavior problems and programs**, New York: Johnson Reprint Corp. 1928, p.112

¹⁴⁵ Scott, Op. cit, 1965

libérales que les États-Unis portent depuis leur création ont été bouleversées, les États-Unis se sont retirés de nombreux accords internationaux, ce qui a entraîné un certain nombre de conséquences qui provoqueraient une crise à l'échelle mondiale et régionale.

Outre la question de la détermination de l'image, il est utile de souligner en particulier le processus historique. L'image nationale est peut-être plus déterminée par le processus historique. De nombreux préjugés sociaux créent une perception très difficile à transformer en les transférant aux générations futures dans le cadre de certaines guerres, amitiés et hostilités encore fraîches dans les mémoires des sociétés. À cet égard, Wendt déclare que les identités des pays sont étroitement liées au processus historique et que le facteur le plus rigide de la transformation identitaire est l'histoire. Aujourd'hui, les perceptions de la Turquie en Grèce, en Serbie et en Croatie sont étroitement liées à cette identité historique. Bien que la Turquie ait réussi à transformer sa propre image en menant une diplomatie publique et une diplomatie culturelle efficaces dans la région, il est très difficile de transformer complètement cette image. Sur la création de l'image nationale, Xiufang Li (Leah) et Naren Chitty dessinent un cadre général.

Figure 1.17 : Cadre général de la création d'image internationale



Source : Xiufang Li (Leah) & Naren Chitty, "Conflict & Communication Reframing national image: A methodological framework", Conflict & Communication Journal Online, Vol 8, No.2 , 2009, p. 7

Li et Naren Chitty affirment que les élites de la classe moyenne devraient être la cible principale, plutôt que les élites politiques, dans le processus de création d'image dans lequel les médias et la diplomatie publique jouent un rôle dominant.

L'élite de la classe moyenne, bien éduquée, dotée d'une certaine capacité intellectuelle et disposant d'opportunités économiques relativement bonnes, sert de

passerelle entre les décideurs politiques et le grand public. Alors que ce groupe représente le grand public dans un sens, il a également le potentiel d'influencer la politique étrangère et intérieure avec les groupes de pression auxquels il est impliqué. Dans le même temps, le groupe susmentionné a la possibilité de contacter directement les pays cibles et de contacter les élites de la classe moyenne des pays cibles, à la fois individuellement et par le biais d'un certain nombre d'organisations qu'ils ont formées. Ainsi, ils se distinguent à la fois du grand public et des décideurs politiques par la diversité de leurs canaux de communication. Dans son étude de 2007, Chitty attire l'attention sur le rôle clé des élites de la classe moyenne dans la politique et les médias, et a constaté que les personnes influentes de cette classe sont plus qualifiées que les décideurs, sont capables de manipuler les flux d'informations pour soutenir leur propre agenda politique, et ont tendance à manipuler le grand public.

En effet, les sources à partir desquelles le grand public ainsi que les gouvernements et les décideurs fournissent des informations de base sont l'élite de la classe moyenne composée d'experts, d'acteurs divers tels que des journalistes, des universitaires, des hommes d'affaires, des dirigeants d'organisations d'entreprises, des syndicalistes, des organisations non gouvernementales les acteurs de cette classe, dans le cadre de leurs propres agendas politiques, créent des connaissances et transforment à la fois le gouvernement et le peuple grâce à ces connaissances. Comme l'exprime Foucault dans la relation sujet-pouvoir, le pouvoir est constamment articulé au savoir et le savoir au pouvoir. Le pouvoir produit constamment du savoir, et le savoir fournit constamment du pouvoir. Il ne peut y avoir de pouvoir sans connaissance. Le savoir que Foucault exprime ici est un concept discursif, tout comme nous l'évoquons dans la création d'images. Dans le processus de production des connaissances, les élites de la classe moyenne susmentionnées dessinent les limites des connaissances produites, en d'autres termes, elles manipulent les connaissances afin de générer du pouvoir. A cet égard, la connaissance générée par ce groupe n'est pas une connaissance objective, mais un produit de relations de pouvoir. Dans ce cas, cela nous montre pourquoi certains stéréotypes ont été recréés dans le domaine de la politique internationale. Surtout récemment, avec la visibilité croissante de la migration internationale, les informations créées pour l'immigration et les immigrants, qui ont été soumis au

processus de sécurisation, sont souvent loin de la réalité, mais ont tendance à être manipulées en étant placées dans certains modèles afin de former la base du pouvoir.¹⁴⁶

4) Niveaux de diplomatie économique

Comme mentionné dans la section sur les acteurs de la diplomatie économique, de nombreux acteurs peuvent participer au processus de diplomatie économique à différents niveaux. En général, nous pouvons diviser ces niveaux en deux, bilatéral et multilatéral. En plus de cette distinction, Wiseman a ajouté deux dimensions différentes appelées *plurilatérale* et *régionalisme*.¹⁴⁷ L'organisation mondiale du commerce a déterminé cinq niveaux en termes de niveaux de négociation : *organisations unilatérales, bilatérales, multilatérales, plurilatérale et multi-institutionnel*

Tableau 1.8 : Options stratégiques de négociation : contexte de OMC

OPTIONS	EXEMPLES
Unilatérale	Les pays peuvent choisir d'imposer des sanctions aux autres pays membres de l'OMC
Bilatérale	Les pays échangent des idées lors de la première étape des négociations.
Plurilatérale	Un groupe large de pays, pas tous les membres, s'accordent dans secteur
Multilatérale	Tous les pays membres acceptent le même accord
Multi-institutionnelle	Les pays conduisent les négociations sur un seul enjeu simultanément et dans différentes perspectives « WTO, WIPO,WHO »

Source : Raymond Saner, **The Expert Negotiator: Strategy, Tactics, Motivation, Behaviour, Leadership**, Martinus Nijhoff Publishers, Boston, 2008, pp. 17-45

Bayne et Woolcook affirment également que les négociations entre acteurs diplomatiques, de même, se déroulent à cinq niveaux différents. Dans ce cadre, les niveaux mentionnés dans la littérature seront examinés dans le contexte de l'unilatéral, du bilatéral, du multidimensionnel.¹⁴⁸

¹⁴⁶ Michel Foucault, **Özne ve İktidar**, Ayrıntı Yayınları, 2020

¹⁴⁷ Geoffrey Wiseman, **“Polylatéralisme et Nouveaux Modes de Dialogue Global, Leicester”**, Centre for the Study of Diplomacy, 1999, pp.22-25

¹⁴⁸ Stephen Woolcock Nicholas Bayne op.cit, 2016

a) Unilatéral

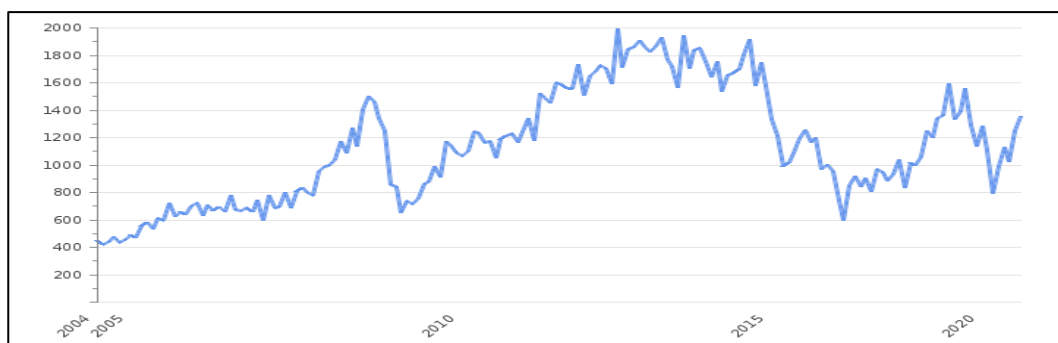
La diplomatie économique unilatérale couvre généralement les activités de diplomatie économique qu'un État met en œuvre unilatéralement contre un autre État. Ces activités, qui sont généralement établies par la législation et la politique nationales, peuvent apparaître comme des avantages et des inconvénients importants pour d'autres pays. Aujourd'hui, la diplomatie économique unilatérale apparaît sous la forme de sanctions et de mesures protectionnistes dans le cadre de l'étatisme économique. Par exemple (industrie naissante), un pays qui crée une industrie naissante peut adopter une politique de substitution des importations de sorte qu'il puisse interdire complètement l'entrée de biens et services d'autres pays sur son territoire ou le rendre très difficile avec les mesures de restriction qu'il prend. Dans ce contexte, le dumping et les quotas peuvent être évalués. L'une des accusations les plus importantes portées contre le Japon lors des négociations du GATT est qu'il entre sur les marchés d'autres pays comme il le souhaite, même s'il prend des mesures de protection excessives. La diplomatie économique unilatérale est souvent utilisée délibérément par les États pour forcer d'autres pays à adopter leurs propres politiques ou pour forcer d'autres pays à modifier leurs politiques nationales.

Par exemple, l'augmentation des droits de douane des États-Unis sur les importations en provenance de Chine en 2018, l'embargo imposé à l'Iran en 2006 pour qu'il renonce à la prolifération nucléaire ou l'octroi par un pays de concessions commerciales et d'investissement à certains pays sont des exemples de diplomatie unilatérale. De même, ces pratiques peuvent être dictées non seulement par les États mais aussi par des organisations internationales. Les organisations écologistes nationales et internationales travaillent à la mise en place d'un système de quotas écologique pour les nations qui produisent en polluant la nature. Ce discours, en particulier pour certains pays au sein d'OMC, n'est pas seulement orienté vers l'écologie, mais vise également à créer un système commercial international plus juste en empêchant les coûts bon marché des produits en polluant davantage la nature en raison des infrastructures des pays en développement des pays. Cependant, un dilemme moral se pose car les raisons et la dimension historique de la structure de production actuelle de ces pays sont en réalité basées sur le système d'exploitation des pays développés. De même, le Canada, qui a fait des déclarations accusatrices à la

Chine sur ses productions de nature polluante, est paradoxalement le pays qui est 5^{ème} fournisseur de charbon de la Chine.¹⁴⁹

Les méthodes de diplomatie économique unilatérale ne signifient pas seulement l'utilisation négative d'outils économiques. Des instruments positifs peuvent également être initiés unilatéralement par des règlements internes. L'exemple le plus important en est la transition des pays vers une économie de marché avec les politiques des gouvernements. La Turquie, la Russie, la Chine, l'Inde font partie des pays qui ont subi ce processus de déréglementation et ont un poids commercial important dans le monde. De même, les pays d'Amérique latine sont entrés dans un processus d'intégration aux marchés internationaux, avec la volonté unilatérale qu'ils ont affichée dans leurs législations nationales, depuis les années 1980. En outre, les activités de médiation peuvent être citées comme exemple de ce type de diplomatie. Par exemple, avant la signature de l'Accord de Vienne sur le nucléaire iranien (JCPOA), les activités de médiation efficaces du sultan Qaboos entre l'Iran et les États-Unis ont non seulement assuré la stabilité dans la région, mais ont également apporté de sérieux avantages économiques à Oman malgré la crise mondiale. Le tableau montre l'amélioration de la situation économique d'Oman malgré la crise des périodes 2010-2015 lorsque le sultan Qaboos a fait office de médiateur.

Figure 1.18 : Le Volume de Commerce d'Oman



Source : <https://take-profit.org/en/statistics/exports/oman/> date d'accès: 16.11.2021

b) Bilatéral

La diplomatie bilatérale, qui est la méthode traditionnelle de diplomatie, désigne la gestion des relations entre deux parties. Rana explique les piliers de la diplomatie bilatérale comme suit :

¹⁴⁹ Government of Canada, Coal Facts, <https://www.nrcan.gc.ca/our-natural-resources/minerals-mining/minerals-metals-facts/coal-facts/20071> date d'accès 12.09.2022

« a) le pilier politique est la base des relations extérieures entre les États, y compris la poursuite de la sécurité.

b) le pilier économique est considéré comme une tâche essentielle pour de nombreux pays, couvrant des accords bilatéraux et multilatéraux couvrant une gamme d'activités économiques telles que le commerce, les investissements, les flux technologiques, l'assistance, la coopération technique et le tourisme, entre autres.

c) la colonne diplomatie publique représente des domaines tels que la promotion culturelle, les échanges éducatifs et les études médiatiques, l'image de marque du pays et la mobilisation du soft power.

d) La colonne de la diplomatie consulaire couvre les visas et les documents de voyage internationaux, qui se sont intensifiés en raison de l'augmentation massive des voyages internationaux et de la migration internationale.

e) La colonne diaspora comprend les ressortissants originaires du pays d'origine, que les pays mobilisent pour leurs intérêts tels que les envois de fonds, les investissements, l'expertise professionnelle. La rubrique Diaspora facilite également la mise en place d'une coopération avec le pays cible et renforce la communication. »¹⁵⁰

¹⁵⁰ Kishan Rana, Bilateral Diplomacy: Apractitioner Perspective, **Diplo Policy Papers and Briefs**, No. 15, 2020

Tableau 1.9 : Typologie des Relations Bilatérales

Type	Causes	Conséquences
A. Cooperative	Confiance mutuelle, peu de rivalités, facile à travailler, grande toile d'action. Certains deviennent des « partenaires stratégiques » (Japon-Australie, Royaume-Uni-Afrique du Sud).	Des relations diplomatiques étroites existent, y compris une coopération substantielle dans les affaires économiques et publiques, et des alliances et/ou une coopération en matière de sécurité ; ils peuvent avoir peu de divergences. Les objectifs stratégiques sont partagés. Ce sont les meilleures relations.
B. Affinitive	Lien solide d'ethnicité, d'affinités religieuses, d'autres valeurs ; peu de conflits d'intérêts (France-Canada, Malaisie-EAU)	Il existe une forte coopération mutuelle et un désir de travailler ensemble. Le défi consiste à traduire les valeurs en actions mutuellement bénéfiques. Grande marge d'initiative diplomatique.
C. Fragile et déséquilibré	Même s'il n'y a pas de litige actif, l'histoire des conflits passés peut produire des fluctuations dans les relations (Chine-Mongolie, Inde-Népal, Mexique-États-Unis).	Il est généralement possible d'établir des niveaux modestes de coopération, mais les relations sont complexes et peuvent également dépendre de pays tiers. Perturbations possibles. Le plus petit État cherchera une relation « équilibrante » avec une autre puissance forte. L'aide économique, souvent utilisée par le partenaire le plus important, peut ne pas fonctionner.
D. Méfiant, Parfois Hostile	Coopération limitée, une certaine hostilité, un héritage de l'histoire ou des griefs non réglés (Royaume-Uni-Zimbabwe, Grèce-Turquie)	Relations diplomatiques à un niveau formel, mais peu d'échanges significatifs. Les efforts visant à renforcer la coopération peuvent dépendre de la conquête du partenaire le plus faible. A besoin d'un sérieux intérêt des deux côtés. Le contact entre les personnes peut aider.
E. Profondément Contradictoire	Clivage majeur basé sur l'histoire, les conflits religieux ou autres, sentiment de grief mutuel (Israël-Palestine, Inde-Pakistan, Iran-États-Unis)	Les circonscriptions des deux côtés peuvent avoir intérêt à entretenir les tensions; efforts de dialogue sapés. Les relations diplomatiques coupées, ou si elles existent, ne produisent pas de dialogue significatif. Au cœur se trouve un différend majeur qui est insoluble; peut être surmonté par un effort prolongé (Irlande-Royaume-Uni).
F. Travaux en Cours	Distance, méconnaissance, dépassement par de nouveaux efforts mutuels (États d'Asie et d'Amérique latine)	Le commerce et d'autres formes de coopération économique peuvent être de nouveaux moteurs; aussi les contacts entre acteurs non étatiques. La mondialisation offre de nouvelles possibilités de travailler ensemble et de surmonter la distance.
G. Affinités Régionales	En tant que membres d'un groupe régional, les voisins proches peuvent développer de nouvelles affinités et des intérêts communs, soit stimulés par le groupe, soit pour surmonter les obstacles à la coopération régionale.	L'appartenance à un groupe surmonte les inhibitions à une coopération bilatérale plus étroite (ASEAN : Brunei-Vietnam ; SAARC : Bangladesh-Bhoutan-Népal ; construction de nouvelles liaisons de transport avec l'Inde ; création également du sous-groupe BBIN).
H. Engagement Faible	Interaction entre petits États, esp. celles des pays du Sud, est faible, en raison de ressources diplomatiques limitées et d'un intérêt minimal.	Habituellement en relations diplomatiques, mais pas d'ambassades résidentes; contacts modestes, principalement via des centres de diplomatie multilatérale, esp. New York. Les problèmes mondiaux écologique peuvent produire de nouvelles plates-formes d'action conjointe (Alliance des petits États insulaires (AOSIS)).

Source: Kishan Rana, *Bilateral Diplomacy: A practitioner Perspective*, Diplo Policy Papers and Brief, No. 15, 2020, p.5

Bayne et Woolcock affirment que les accords bilatéraux non seulement accélèrent le processus décisionnel, mais contribuent également à la conclusion d'accords régionaux et multilatéraux à l'avenir. Aujourd'hui encore, le niveau le plus important de la diplomatie économique est celui des relations bilatérales et des accords établis avec ces relations.

c) Multilatéral

La diplomatie multilatérale désigne la gestion des relations internationales par le biais de négociations entre trois États ou plus par l'intermédiaire de représentants diplomatiques ou gouvernementaux. La diplomatie multilatérale signifie des négociations multilatérales, des acteurs multilatéraux et des questions multilatérales. Ce niveau diplomatique étant beaucoup plus complexe que le niveau unilatéral et bilatéral, le personnel technique joue un rôle plus actif dans la conduite de telles négociations. Depuis le XXe siècle, le développement des organisations internationales et leur identité institutionnelle croissante ont accru l'intérêt pour la diplomatie multilatérale. Parallèlement à cette évolution, les rôles des acteurs non étatiques ont commencé à apparaître avec le phénomène de la mondialisation, le développement des technologies et la numérisation de l'information, la diplomatie multilatérale. Elle peut être basée sur ou visant le multilatéralisme, mais elle peut aussi être suivie par ceux qui ne le font pas. La croissance des organisations internationales au XXe siècle a accru l'intérêt pour la diplomatie multilatérale.¹⁵¹

La diplomatie économique multilatérale est généralement considérée comme une diplomatie au sommet, de même que les accords multilatéraux de libre-échange et les réunions et conférences organisées au sein d'organisations économiques sont des exemples de diplomatie économique multilatérale. Par rapport aux relations bilatérales, comme il y a beaucoup plus d'intérêts aux méthodes diplomatiques multilatérales selon le nombre d'acteurs, les décisions sont prises plus lentement et le processus ralentit.

¹⁵¹ James P. Muldoon Jr, JoAnn Fagot Aviel, **Multilateral Diplomacy**, International Studies Association and Oxford University Press, 2018 pp.223-225

d) Diplomatie multidimensionnelle

Selon Wiseman, la diplomatie multilatérale est le troisième concept dans la conduite des relations interétatiques en plus de la diplomatie bilatérale et multilatérale. La diplomatie multidimensionnelle est un type de diplomatie qui consiste à entretenir des relations entre des institutions étatiques et au moins un acteur non étatique et à garantir des intérêts mutuels dans une mesure raisonnable, mais qui n'offre pas une souveraineté étatique à l'acteur non étatique, mais comprend la reconnaissance mutuelle et les négociations.

La diplomatie multidimensionnelle peut être définie comme des négociations menées par des États et des acteurs non étatiques qui partagent des valeurs communes dans lesquelles la participation est volontaire. Wiseman vise à développer de nouvelles méthodes de négociation dans les relations internationales en ajoutant une nouvelle couche conceptuelle à la pratique de la diplomatie multilatérale. Dans ce contexte, il propose que les États prennent des dispositions institutionnelles et développent de nouvelles perspectives afin de s'adapter à la structure complexe du dialogue mondial.¹⁵² À cet égard, précise Meerts, les accords multidimensionnels sont également ouverts aux nouveaux participants qui sont prêts à négocier les mêmes engagements que les parties participantes ou à être exclus des engagements existants, et c'est là qu'ils s'écartent de la forme multilatérale.

Il peut également être appelé un sous-formulaire formé par les membres d'une organisation multilatérale qui diffèrent dans certaines décisions. Le Congrès de Vienne de 1815 est le premier exemple de diplomatie multilatérale, de même que les négociations diplomatiques au sein de l'OCDE et de l'UE peuvent être citées comme exemple de diplomatie multilatérale.¹⁵³

5) Modèles de diplomatie économique: Approches distinctes des pays

La complexité multidimensionnelle et *multi-input* de la diplomatie économique rend impossible la mise en œuvre d'un modèle économique unique. Considérant que chaque pays a un caractère politique, une approche économique, une structure

¹⁵² Geoffrey Wiseman, "Polyateralism and New Modes of Global Dialogue, Leicester Centre for the Study of Diplomacy, 1999 pp.22-25

¹⁵³ Paul Meerts, "Conference Diplomacy" *The SAGE Handbook of Diplomacy*, SAGE Publications, London, 2016 p.74

économique différents, des cibles, des opportunités et des menaces nationales et internationales différentes, il est très difficile de faire une étude de modélisation adaptée à la gestion de la diplomatie économique. De ce point de vue, chaque pays, chaque entreprise ou collectivité possède des modèles de diplomatie économique différents qui lui sont propres, mettant en avant leurs atouts et visant à camoufler leurs faiblesses. Dans le cadre du développement du modèle de diplomatie économique, la question la plus importante est de savoir qui développera le modèle de diplomatie économique et qui gèrera cette diplomatie. En général, les activités économiques dans de nombreux pays sont formées par les conseils qui déterminent la gestion économique historique des pays, en d'autres termes, les institutions responsables des activités économiques tirent leur légitimité fondamentale pour l'exécution de ces activités de l'histoire et du patrimoine des de campagne.

Rana déclare que seuls vingt-cinq pays dans le monde s'occupent des relations extérieures et du commerce extérieur sous un seul ministère.¹⁵⁴ Dans le cas de l'Australie et du Canada, bien qu'il existe un ministère conjoint pour la gestion des relations politiques extérieures et économiques extérieures, les services diplomatiques et commerciaux ne coexistent qu'au niveau ministériel. Cependant, les relations politiques et les relations économiques sont évaluées séparément et menées par différentes institutions au sein du ministère. Dans le modèle scandinave, les relations extérieures et le commerce extérieur sont organisés sous un seul ministère, et contrairement au modèle canadien et australien, ces deux domaines sont gérés par les mêmes personnes. À ce stade, les identités historiques et les caractéristiques institutionnelles des États sont déterminant. En fin de compte, si le système scandinave est le reflet de la vision que les pays scandinaves ont de leurs relations économiques à travers l'histoire, le modèle canadien montre également la position économique du Royaume-Uni. De même, la plupart des pays asiatiques soutiennent quelques secteurs déterminés tant au niveau national qu'international, alors de cette manière, ils obtiennent un avantage dans le commerce international.

L'attitude économique caractéristique des pays asiatiques se cristallise avec la théorie de l'avantage comparatif. Alors les différences structurelles entre les pays

¹⁵⁴ Rana, op.cit, 2007

peuvent limiter le rôle de l'État dans la diplomatie économique, et au contraire le renforcer.

Par exemple, alors que le rôle de l'État est fort dans des pays asiatiques comme la Chine et le Vietnam, l'État est relativement faible dans des pays comme le Japon, la Corée du Sud et l'Indonésie. En revanche, l'attitude de mise en avant de certains secteurs et le processus de diplomatie économique à travers certaines marques restent les mêmes dans le cadre général.

On constate que des marques telles que Samsung, Honda, Hyundai et Sony se démarquent dans les séries télévisées et les films tournés au Japon ou en Corée et exportés dans le monde. En un sens, cela montre à la fois le reflet du caractère politique des pays asiatiques dans le processus de faire de la diplomatie économique, et la manière dont la diplomatie culturelle est appliquée dans des pays aux caractéristiques différentes.

Le poids des relations économiques et donc de la diplomatie économique dans la politique étrangère varie en fonction de la structure historique, culturelle, politique et des opportunités économiques des pays concernés. Ainsi, alors que les États-Unis, la France et l'Angleterre utilisent l'économie et la politique de manière équilibrée dans leur politique étrangère, des pays aux poids politiques relativement faibles comme les Pays-Bas, la Suisse et la Belgique adoptent une approche qui mettent l'économie au premier plan.

La diplomatie économique peut être gérée en trois niveaux : i) publiquement, ii) privé, iii) combinaison de ces deux. Cette approche administrative est étroitement liée aux caractères et aux régimes politiques des États. Dans certains modèles de diplomatie économique, les acteurs de la diplomatie économique opérant dans les pays sont soumis au contrôle strict des ministères auxquels ils sont associés, tandis que dans certains modèles, comme dans le cas de la Chine et de la Russie, les acteurs peuvent agir de manière relativement indépendante, ce qui offre une flexibilité face à des conditions différentes, tout en laissant aux pays une marge de manœuvre dans la mise en œuvre de la diplomatie économique. Baranay propose trois modèles différents concernant la structure organisationnelle de la diplomatie économique.

1) Modèle combiné: La principale institution qui détermine la projection de la diplomatie économique dans le modèle combiné est le ministère des affaires étrangères. Il représente une structure intégrée pour le développement des activités commerciales bilatérales, des relations économiques et des relations politiques. Ce modèle est un modèle central qui prévoit l'approche diplomatique classique, dans laquelle les outils politiques sont utilisés en relation avec des questions économiques et les relations économiques sont façonnées dans le cadre d'objectifs politiques.

Dans le cadre conceptuel de la diplomatie économique, ce modèle traite les objectifs politiques comme objectif principal. Cette approche exprimée par Heijmans, est une approche selon laquelle le ministère des affaires étrangères assure la coordination dans les relations économiques internationales, détermine les stratégies politiques et économiques des pays et le met en pratique.¹⁵⁵

2) Modèle intégré : Baranay indique que ce modèle est basé sur le partenariat du ministère des affaires étrangères, du ministère de l'économie et du commerce, et la diplomatie économique est menée dans le cadre du partage des tâches et des responsabilités.¹⁵⁶ Des personnels spéciaux pour les relations économiques et commerciales sont affectés dans les missions diplomatiques. Les fonctionnaires spéciaux tels que les attachés commerciaux et les diplomates économiques jouent un rôle fondamental dans la conduite et la détermination des relations économiques extérieures.

3) Modèle de troisième agence : Dans cette approche, qui exprime la délégation de pouvoir, le ministère des affaires étrangères transfère sa responsabilité pour les affaires économiques étrangères à des agences tierces non gouvernementales, ainsi, les relations économiques sont transférées au secteur privé et aux ONGs.

Kishan Rana, quant à lui, parle du modèle de concurrence et du modèle de renoncement, en plus des trois modèles économiques mentionnés par Baranay. Le modèle concurrentiel exprime la complexité de la gestion de la diplomatie économique. Prenant l'exemple de l'Inde à cet égard, Rana affirme que le ministère des affaires étrangères et le ministère de l'économie sont en concurrence dans la gestion

¹⁵⁵ Maaïke Okano-Heijmans, op.cit, 2013

¹⁵⁶ Pavol Baranay, "Modern Economic Diplomacy", **Publications of Diplomatic Economic Club**, 2009 p. 7

de la diplomatie économique, la promotion des exportations, les relations économiques bilatérales et le développement des relations avec les organisations internationales, et donc économiques.¹⁵⁷

Dans le modèle de dérogation, cela signifie que le ministère des Affaires étrangères transfère les relations économiques extérieures à un autre ministère et n'intervient plus dans ces domaines après ce transfert, ce qui évite la complexité. Cependant, bien qu'il ne soit pas complexe sur le plan administratif, ce modèle limite l'utilisation optimale des ressources.¹⁵⁸ Naray mentionne cinq modèles différents de diplomatie économique.

1) Modèle institutionnel : Il s'agit d'un modèle dans lequel les relations commerciales extérieures sont transférées à des agences publiques ou semi-privées et il n'y a pas de liens hiérarchiques forts. Les missions diplomatiques ne concernent que la sphère politique. Naray donne l'exemple de l'Allemagne dans ce contexte, les missions diplomatiques en Allemagne ne s'intéressent qu'à la dimension politique du commerce, les relations commerciales sont portées par les chambres de commerce. De même, des organisations autonomes telles que JETRO¹⁵⁹ au Japon et KOTRA¹⁶⁰ en Corée du Sud entretiennent des relations économiques avec l'étranger.

2) Modèle pragmatiste : Il exprime les structures dans lesquelles les activités de diplomatie économique sont menées par des agences spéciales et des mécanismes de coordination affiliés à diverses institutions étatiques. Naray, citant l'exemple de l'Angleterre dans ce contexte, indique que l'UKTI, l'institution britannique du commerce et de l'investissement, relève à la fois du ministère des Affaires étrangères

¹⁵⁷ Kishan S. Rana et Bipul Chatterjee op.cit, 2011 p. 12

¹⁵⁸ Kishan S. Rana, "Economic Diplomacy in India: A Practitioner Perspective", **International Studies Perspectives**, Vol 5, No.1 2004, pp 66-70

¹⁵⁹ **JETRO**, l'Organisation japonaise du commerce extérieur, est parrainée par le gouvernement et s'efforce de soutenir le commerce et les investissements mutuels entre le Japon et tous les autres pays. Fondée en 1958, l'objectif de Jetro au cours de ces années était d'encourager et de soutenir l'exportation au Japon ; Cet objectif a changé pour soutenir les exportations du Japon afin d'augmenter le potentiel d'exportation global des petites et moyennes entreprises au Japon au XXI^e siècle.

¹⁶⁰ **KOTRA** (Korea Trade Promotion Corporation initialement, Korea Trade-Investment Promotion Agency depuis 1995) est une organisation de promotion du commerce et des investissements financée par l'État et gérée par le gouvernement de la Corée du Sud. La KOTRA a été créée en 1962 en tant qu'organisation nationale de promotion du commerce.

Depuis lors, il a facilité le développement économique rapide de la Corée axé sur les exportations grâce à diverses activités de promotion du commerce : telles que les études de marché à l'étranger, la promotion des exportations des PME, les services d'information commerciale, les exportations de gouvernement à gouvernement, la promotion des investissements étrangers en Corée (IDE).

et du ministère de l'Industrie et du Commerce, et qu'elle participe à la gestion de la diplomatie économique d'une manière plus façon souple.¹⁶¹

3) Modèle du Commonwealth et de l'Europe du Nord : Les promotions commerciales et les politiques commerciales sont gérées de manière indépendante en Australie, en Nouvelle-Zélande et au Canada. En revanche, dans le modèle scandinave, il existe différents départements au sein du ministère des Affaires étrangères, bien que les deux soient organisés.

4) Modèle classique : C'est une structure dans laquelle les promotions commerciales font partie de la politique commerciale et dans ce contexte, seul le ministère du commerce est responsable de toute la gestion de la politique commerciale. Par exemple, en Chine, le ministère des affaires étrangères, en tant que ministère politique, ne peut participer directement à l'élaboration et à la gestion des politiques commerciales.

5) Modèle de pays en développement : Dans ce modèle, le ministère des affaires étrangères agit en tant que seul responsable à la fois des affaires politiques étrangères et des affaires économiques étrangères. Le principal problème ici est lié au caractère administratif des pays en développement. Dans les sociétés et les pays autoritaires, l'exécution conjointe de la gestion de la diplomatie économique par deux ministères peut entraîner une complexité, qui peut se transformer en modèle troisième agence qu'exprime Rana.

Lorsque nous examinons la compréhension de la diplomatie économique des États-Unis ; Le département d'État américain place les forces économiques et du marché au centre de la politique étrangère américaine. La diplomatie économique signifie l'utilisation de divers outils de politique étrangère à la fois pour bénéficier des forces économiques mondiales pour développer la politique étrangère américaine et pour soutenir la puissance économique des États-Unis. Dans ce contexte, le Département d'État américain a identifié quatre éléments fondamentaux :

« 1) Mettre à jour la politique étrangère et les priorités économiques des États-Unis

¹⁶¹ Kostecki et Naray op. cit.2007

2) Développer le programme de commerce, d'investissement et de diplomatie commerciale,

3) Utiliser efficacement les outils économiques pour résoudre les difficultés rencontrées en politique étrangère,

4) Développer les capacités du ministère des Affaires étrangères »¹⁶²

Le gouvernement français a en revanche annoncé la mise en place d'une direction des relations économiques et des entreprises lors de la conférence des ambassadeurs en 2012 dans le cadre de la démarche de diplomatie économique. L'objectif de cette administration est d'attirer des investissements en France pour accompagner les entreprises françaises sur les marchés internationaux et d'équilibrer les recettes publiques. Pour l'administration française, la diplomatie économique signifie l'utilisation de réseaux et d'interpolations diplomatiques pour influencer les intérêts économiques.¹⁶³

« 1) Favoriser l'exportation des entreprises françaises

2) Attirer des investissements créateurs d'emplois en France

3) Réviser la réglementation européenne et internationale des intérêts économiques défensifs et offensifs de la France en fonction des intérêts des Français

4) Annoncer le dynamisme des entreprises françaises et des start-up françaises au monde »¹⁶⁴

Dans l'Union européenne, des études approfondies sur la diplomatie économique ont commencé à apparaître après la crise financière de 2008. Une étude du Parlement européen pour déterminer la stratégie de diplomatie économique de l'UE s'est concentrée sur les points suivants :

¹⁶²US Department of State, Economic Diplomacy for America 20.01.2009

<https://2009-2017.state.gov/e/eb/economicdiplomacy/index.htm>, accès: 08.11.2021

¹⁶³ La Revue Parlementaire » de Janvier 2014, <http://www.diplomatie.gouv.fr>, accès: 08.11.2021

¹⁶⁴ Politique étrangère de la France, Diplomatie économique et commerce extérieur, Septembre 2009, <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/diplomatie-economique-et-commerce-exterieur/>, date d'accès 08.11.2021

«1) Faciliter l'accès aux marchés étrangers pour les entreprises opérant au sein de l'UE

2) Attirer les investissements étrangers directs aux frontières de l'UE

3) Influencer les règles internationales pour servir les intérêts de l'UE »¹⁶⁵

Lorsque nous examinons l'approche de la diplomatie économique du Japon, nous pouvons clairement voir qu'au cours du dernier demi-siècle, le Japon a été l'un des pays les plus en développement au monde. Assurer et soutenir la croissance économique, qui est l'un des trois piliers de la politique étrangère du Japon, a conduit le Japon à poursuivre une diplomatie économique efficace. À cet égard, le Japon mène une diplomatie économique sous trois aspects principaux.

« 1) l'élaboration de règles pour soutenir des systèmes économiques mondiaux libres et ouverts

a) Promotion des partenariats économiques,

b) Libéralisation multilatérale des échanges (OMC),

c) Discussions internationales menées par le Japon,

2) soutenir l'expansion commerciale des entreprises japonaises à l'étranger par la promotion de partenariats public-privé

a) Soutenir l'expansion commerciale à l'étranger des entreprises japonaises,

3) Promouvoir la diplomatie des ressources avec des investissements directs vers le Japon

a) Énergie, ressources minérales et sécurité alimentaire,

b) Utilisation durable des ressources marines vivantes,

¹⁶⁵ Florence Bouyala Imbert , “EU Economic Diplomacy Strategy”, European Parliament, 2017 [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/IDAN/2017/570483/EXPO_IDA\(2017\)570483_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/IDAN/2017/570483/EXPO_IDA(2017)570483_EN.pdf) date d'accès: 30.08.2022

c) Promotion des investissements directs étrangers au Japon »¹⁶⁶

L'un des pays qui a subi une grande transformation au cours des dernières cinquante années est la Chine. L'influence économique et politique croissante de la Chine a ouvert la voie à la diplomatie économique pour devenir l'un des éléments clés de la politique étrangère chinoise. Dans ce contexte, l'administration de Pékin a fourni des incitations économiques globales sous forme d'aide et d'investissement à de nombreux pays, en particulier en Asie du Sud-Est, en Afrique et en Amérique latine. En outre, il est de notoriété publique que la Chine a investi dans de nombreux pays pour ressusciter la Route de la Soie dans le cadre du projet de Nouvelle route de la soie. Cette situation a provoqué une grande spéculation, en particulier parmi les pays occidentaux, car il était perçu que la Chine utiliserait efficacement l'étatisme économique. Dans ce contexte les pays de G-7 a lancé leur nouvel projet B3W afin de prévenir les élans expansionniste de la Chine. Selon ce projet les parties « Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Italie, Japon et UE, observatrice, » affirme leurs objectives comme suivant :

i) **Axé sur les valeurs** : Le développement des infrastructures réalisé de manière transparente et durable - sur le plan financier, environnemental et social - conduira à de meilleurs résultats pour les pays et les communautés bénéficiaires. B3W offre aux pays une vision positive et une source de financement durable et transparente pour répondre à leurs besoins en infrastructures.

ii) **Bonne gouvernance et normes solides** : B3W s'est engagé à fournir aux citoyens des communautés bénéficiaires les avantages à long terme qu'ils attendent et méritent des projets d'infrastructure. Les efforts de B3W seront guidés par des normes et des principes élevés, tels que ceux promus par le réseau Blue Dot mis à jour, concernant l'environnement et le climat, le travail et les protections sociales, la transparence, le financement, la construction, la lutte contre la corruption et d'autres domaines.

iii) **Respectueux du climat** : Les investissements seront réalisés d'une manière compatible avec la réalisation des objectifs de l'Accord de Paris sur le climat.

¹⁶⁶ Ministry of Foreign Affairs of Japan, "Diplomatic Bluebook", 2017 <https://www.mofa.go.jp/files/000290287.pdf> date d'accès: 30.08.2022

iv) **Partenariats stratégiques solides** : les infrastructures développées en partenariat avec ceux qui en bénéficient dureront plus longtemps et généreront plus d'impact sur le développement. Les infrastructures créées dans le cadre du B3W seront développées en consultation avec les communautés et en évaluant les besoins locaux en tant que véritables partenaires. Le G7 établira un groupe de travail pour coordonner, harmoniser les efforts et accroître l'impact.

v) **Mobiliser des capitaux privés par le biais du financement du développement** : le G7 s'est engagé à augmenter les outils de financement du développement à la disposition de B3W pour soutenir et catalyser une augmentation significative des capitaux privés afin de répondre aux besoins en infrastructures. L'investissement dans les infrastructures par un secteur privé responsable et axé sur le marché, associé à des normes élevées et à la transparence du financement public, est crucial pour l'efficacité et la durabilité du développement à long terme.¹⁶⁷

La diplomatie économique chinoise s'inscrit dans le cadre du concept d'étatisme économique et donne la priorité à la sécurité économique. Dans ce contexte, l'approvisionnement énergétique, qui est l'un des domaines les plus vitaux de la Chine, pousse la Chine vers de nouveaux marchés et ouvre la voie à diverses actions pour assurer l'approvisionnement énergétique. Dans le même temps, la Chine approfondit ses relations commerciales avec les accords multilatéraux et bilatéraux qu'elle a développés et établit une relation de loyauté asymétrique vis-à-vis des pays. À ce stade, la diplomatie du piège de la dette de la Chine vient au premier plan.

Après avoir tracé le cadre général de la diplomatie économique, dans la deuxième partie, l'approche de la diplomatie économique de la Turquie et les composantes de base de cette approche seront examinées. Lors de cet examen, il convient de rappeler que la Turquie ne dispose pas d'une politique officielle de diplomatie économique et d'une institution qui pris en charge d'exécution de la diplomatie économique. En utilisant le cadre analytique et conceptuel de la diplomatie économique, cette partie examinera quels objectifs la Turquie souhaite atteindre en utilisant quels instruments et selon quelles motivations. Les attentes de la Turquie vis-

¹⁶⁷ White House Briefing Room, ACT SHEET: President Biden and G7 Leaders Launch Build Back Better World (B3W) Partnership, 12 June 2021 <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2021/06/12/fact-sheet-president-biden-and-g7-leaders-launch-build-back-better-world-b3w-partnership/> date d'accès: 28.04.2022

à-vis de la scène internationale, qui a subi une grande transformation économique, sociale et culturelle au cours des 20 dernières années, ont également changé et, en conséquence, elle a assumé un caractère de plus en plus autonome et proactif tant sur le plan économique que diplomatique. Dans le prolongement naturel de cela, la Turquie veut maximiser ses gains actuels et étendre sa sphère d'influence. Dans ce contexte, les notions turques de diplomatie multilatérale, de diplomatie entrepreneuriale et humanitaire se sont imposées ces dernières années et de nouveaux domaines d'activité sont apparus. La plus importante de ces régions, sans doute, est l'Afrique. Les ressources naturelles et les opportunités d'emploi de l'Afrique représentent un grand potentiel. À ce stade, bien qu'il s'agisse d'une géographie où des acteurs majeurs tels que l'Europe, la Chine, l'Inde et la Russie sont fortement actifs, la Turquie se différencie positivement de ces acteurs. La raison la plus importante est que la Turquie agit avec le motif de « *Solutions africaines aux problèmes africains* » dans le cadre de la diplomatie humanitaire et de la diplomatie publique qu'elle poursuit depuis de nombreuses années, n'a pas de passé colonial et applique le principe gagnant-gagnant. En ce sens, l'Afrique est le sujet le plus important de l'approche de diplomatie économique axée sur les affaires de la Turquie. Donc, dans cette partie de l'étude, un cadre général de la structure de la diplomatie économique de la Turquie sera tracé, et la diplomatie économique de la Turquie envers l'Afrique sera examinée. African Continental Free Trade Area (AfCFTA), Forum Economique de la Turquie et Union Africaine (TABEF) et Sommet Africain III seront analysés comme des études de cas.

Tableau 1.10 : Modelés de la Diplomatie Economique des Pays Choisis

Pays	Structure de Gouvernement	Institutions Exécutives	Objectives	Activités
Allemagne	-Ministère des Affaires étrangères -Ministère de l'Economie et de l'Energie -Ministère de l'Education et de la Recherche -Ministère de l'Alimentation et de l'Agriculture -Ministères d'État compétents	Missions diplomatiques, chambres de commerce, Agence allemande du commerce et des investissements, Centres Allemand	- Promouvoir l'économie des secteurs public et privé - Promouvoir la collaboration de recherche -Accompagner les entreprises impliquées dans l'aide au développement -Ouverture de nouveaux marchés à l'export -Soutenir l'industrie agricole	-Visites bilatérales, Missions commerciales, Organisation de salons et forums - Recherche de marchés étrangers potentiels et de personnes de contact - Fournir des informations de support technique juridique sur les pays et les marchés - Approvisionnement en ressources humaines
France	- Ministère de l'Economie et des Finances - ministère des Affaires étrangères - Ministère de l'Union européenne	-Missions diplomatiques -Chambres de commerce internationales - Institutions locales françaises -Agence Française des Investissements Internationaux -Cofrance et Ubifrance	Supporter l'internationalisation des entreprises françaises, accroître la croissance des investissements étrangers en France	- Organisation de visites bilatérales, missions commerciales, foires et forums -Analyse des risques commerciaux -Conseil juridique et réglementaire
Royaume-Uni	- ministère des Affaires étrangères - Bureau du Commonwealth britannique et étranger - Département de l'innovation et des compétences des entreprises	- Missions diplomatiques - Agence britannique pour le commerce et l'investissement - Société britannique de financement des exportations	Soutenir les intérêts économiques du Royaume Uni à l'étranger, attirer les investissements étrangers dans le pays	- Organisation de visites bilatérales, Missions commerciales, Foires et forums -Analyse des risques commerciaux -Conseil juridique et réglementaire

Australia	Ministère des affaires étrangères et du commerce	missions diplomatiques Austrade centre international de recherche agronomique Tourismen Australie EfficBank et agences économiques	Soutenir les exportations et les investissements, surmonter les obstacles non tarifaires, faciliter les échanges, défendre le système mondial fondé sur des règles internationales, accroître l'innovation scientifique et technologique	Améliorer la réputation de l'Australie, promouvoir l'Australie en tant que base d'investissement et de commerce touristique, rechercher de nouveaux marchés, créer des réseaux de défense et d'affaires, établir des visites, des foires et des forums à l'étranger, fournir des informations sur le marché
Etats-Unis	Ministère des affaires étrangères et ministère du commerce	Missions diplomatiques, comité de coordination de la promotion commerciale, bureau de représentation commerciale, organismes d'investissement à l'étranger, bureau de contrôle des avoirs étrangers Agence américaine pour le commerce et le développement, Agence américaine pour le développement international	Faciliter les investissements dans d'autres pays, inciter les entreprises nationales à accroître leurs exportations, négocier les questions commerciales et financières internationales, développer l'économie américaine grâce aux exportations et aux capitaux étrangers Promouvoir des États-Unis plus innovants et compétitifs, fournir des informations	Négocier le commerce, mettre en œuvre et coordonner les politiques commerciales nationales et internationales, mener une diplomatie commerciale et énergétique, organiser des missions commerciales bilatérales et multilatérales et des forums commerciaux mondiaux, effectuer des visites à l'étranger, fournir des informations et des conseils sur le marché
Japan	Ministère des affaires étrangères, Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie	Missions diplomatiques, aide publique au développement, agence de coopération internationale, banque de coopération internationale, Nippon, NEDO, IDE	Renforcer le système économique international libre, ouvert et fondé sur l'état de droit, faire du Japon le centre du réseau de libre-échange, promouvoir les accords de partenariat économique et la diplomatie énergétique avec	Visites bilatérales, Missions commerciales, Organisation de salons et de forums, Analyse des risques commerciaux, facilitation des entreprises japonaises à l'étranger, analyse politique et commerciale, promotion

			des investissements nationaux au Japon	du tourisme, soutien à l'expansion des entreprises sur le marché étranger avec des partenariats public-privé
Chine	ministère des affaires étrangères et ministère du commerce	Missions diplomatiques, service des relations économiques internationales, conseil chinois de promotion du commerce international	Promouvoir la politique d'une seule Chine, l'aide au crédit et le commerce, promouvoir l'investissement en capital, faire de la propagande internationale	Promouvoir le commerce Extérieur et les investissements entre la Chine et ses partenaires, organiser des missions commerciales-délégations

DEUXIEME PARTIE- LA DIPLOMATIE ECONOMIQUE DE LA TURQUIE ET L'ETUDE DE CAS : AFRIQUE

I) Economie politique

Bien que la Turquie ait considérablement accru sa visibilité économique au niveau international au cours des deux dernières décennies, elle n'a pas encore de modèle et de définition officiels de diplomatie économique. En Turquie, la diplomatie économique est généralement utilisée pour la diplomatie commerciale et le domaine entre la diplomatie commerciale et la diplomatie publique, et elle est active au niveau de la présidence, du ministère du commerce, du ministère du Trésor et des finances, du ministère des affaires étrangères et des institutions associées à ces ministères et les organisations non gouvernementales. Selon l'ambassadeur à la retraite Temel İskit, la Turquie n'a pas de modèle de diplomatie économique similaire aux exemples dans le monde. İskit en explique la raison par le fait qu'il a fallu beaucoup de temps à la Turquie pour comprendre que les relations économiques sont peut-être l'outil le plus important et même l'objectif. Depuis la période de l'Empire Ottoman, contrairement à l'approche occidentale, l'économie et le commerce n'ont pas été considérés comme un domaine pouvant jouer un rôle dans la politique étrangère, de même, l'objectif principal de la politique étrangère dans les premières années républicaines était de faire accepter sa propre identité par la communauté internationale. Par conséquent, dans la politique étrangère turque, la vision de la politique étrangère restait fondée sur la sécurité. Parallèlement à l'évolution de la perception de la politique étrangère de la Turquie depuis les années 2000, l'inclusion des domaines militaire, économique, culturel et social dans la politique étrangère ainsi que dans les relations politiques a fait de l'approche de la politique étrangère une approche multidimensionnelle et

proactive. Cependant, l'économie n'est toujours pas devenue l'un des éléments essentiels de notre politique étrangère.¹⁶⁸

Selon Temel İskit : « *Étant donné que la confusion et les incertitudes dans la législation et la diversité des relations économiques extérieures de notre pays, tant en termes de pays que de sujets, rendent difficile la gestion des relations économiques avec une approche centralisée, l'autorité et le rôle du ministère de Affaires étrangères dans ce domaine a commencé à s'user progressivement... Le renforcement d'autres ministères, considérés comme des institutions rivales, a également joué un rôle dans cette évolution. En raison du manque de mécanismes de coordination efficaces au niveau de la gestion ou de l'incapacité de les faire fonctionner correctement, il existe aujourd'hui un degré de conflits de représentation et de gestion dans les relations économiques extérieures, et cette situation est à un niveau qui réduira l'efficacité de notre pays en matière économique.* »¹⁶⁹

Afin d'examiner la structure de la diplomatie économique de la Turquie, il est tout d'abord nécessaire de définir la diplomatie économique en termes de Turquie. Tout d'abord, la diplomatie économique est définie comme un type de diplomatie qui permet à un pays d'utiliser des instruments économiques comme outil de politique étrangère afin de réaliser ses intérêts nationaux politiques, économiques ou les deux et d'atteindre ainsi des objectifs stratégiques. Deuxièmement, la diplomatie économique est utilisée pour décrire les relations bidimensionnelles, multidimensionnelles et multidimensionnelles qu'une nation a engagées avec des États, des organisations non gouvernementales, des organisations commerciales, des organisations internationales afin d'accroître son propre bien-être.

Avec une diplomatie économique efficace, les pays peuvent avoir la capacité d'influencer non seulement les États ou les organisations commerciales, mais aussi les agendas des institutions internationales telles que l'OMC, l'UE, l'ONU, le FMI, la Banque mondiale. En ce sens, la mise en œuvre intégrée des deux dimensions de la diplomatie économique élargira la marge d'action de la Turquie sur la scène

¹⁶⁸ Dışışleri Bakanlığı, Dış Politika ve Dış Ekonomik İlişkilerin Yönetimi, Dışışleri Bakanlığı <http://www.mfa.gov.tr/dis-politika-ve-dis-ekonomik-iliskilerin-yonetimitr.mfa>, date d'accès: 8.11.2021

¹⁶⁹ Dışışleri Bakanlığı, Dış Politika ve Dış Ekonomik İlişkilerin Yönetimi, Dışışleri Bakanlığı <http://www.mfa.gov.tr/dis-politika-ve-dis-ekonomik-iliskilerin-yonetimitr.mfa>, date d'accès: 08.11.2021

internationale, augmentera ses résultats positifs aux niveaux national et international et renforcera sa flexibilité face aux menaces ou aux situations inattendues. Alors avec les relations économiques développées, il apportera une contribution importante à la paix mondiale et régionale.

Les approches « *business play end* » et « *power play end* » développées par Okana-Heijmanns dans le cadre conceptuel de la diplomatie économique se manifestent également dans les activités de diplomatie économique de la Turquie. La Turquie développe une approche de finalité de puissance contre les pays qu'elle perçoit comme une menace ou une menace potentielle, ainsi elle exécute ses instruments de diplomatie économique dans le cadre de la sécurité économique et de l'étatisme économique. D'autre part, il développe une approche à finalité d'affaires « *business play* » vis-à-vis des pays qu'il ne perçoit pas comme une menace, contribuant ainsi à la paix globale-régionale et au renforcement de la production économique en créant une dépendance mutuelle entre les deux parties.

Dans ce chapitre, les objectifs de l'approche de diplomatie économique, que nous avons nous-mêmes développés dans le cadre des études théoriques et des approches pratiques examinées, les acteurs, les outils et les canaux d'implémentation par Turquie seront mentionnés. Dans la deuxième partie, la diplomatie économique de la Turquie envers l'Afrique, conformément aux objectifs, moyens et instruments mentionnés, sera discutée dans la cadre de deux rubriques principales « *business play end* » et « *power play end* ».

1) Objectifs de la diplomatie économique

Il est possible d'énumérer les objectifs de diplomatie économique de la Turquie comme suit ;

1) *Assurer la coordination des politiques économiques et commerciales de la Turquie, rendant ainsi la gestion économique adaptée aux intérêts nationaux,*

2) *Améliorer l'image, la visibilité économique, la réputation et la crédibilité de la Turquie,*

3) *Protéger les intérêts internationaux de la Turquie sans recourir à des actes de violence,*

- 4) Développement du volume des échanges bilatéraux et multi-acteurs,*
- 5) accroître les exportations et créer de la valeur ajoutée,*
- 6) Augmenter le bien-être,*
- 7) Établir un équilibre entre les objectifs politiques et les objectifs économiques,*
- 8) Renforcer l'harmonie des secteurs public et privé,*
- 9) Assurer la stabilité économique et politique par des moyens économiques,*
- 10) Litiges et règlement des conflits,*
- 11) Développement du marché pays et du portefeuille clients,*
- 12) Accroître l'emploi, augmenter les investissements directs étrangers,*
- 13) Permettre le développement de nouvelles filières,*
- 14) Accroître la coopération au niveau international et optimiser le respect des réglementations légales et réglementaires*
- 15) Assurer le développement technologique et augmenter les investissements en R&D*
- 16) Assurer la coopération intersectorielle en supprimant les obstacles devant les investisseurs.*
- 17) Accroître l'efficacité économique*

2) Acteurs de la diplomatie économique en Turquie

La Turquie a une organisation de diplomatie économique entre le modèle intégré et le modèle concurrentiel. Le ministère des Affaires étrangères joue un rôle actif dans la conduite de la diplomatie économique. Le ministère des Affaires étrangères mène des activités de diplomatie économique sous la responsabilité de la Direction générale des affaires économiques multilatérales et de la Direction générale des affaires économiques bilatérales, qui sont situées dans l'organisation centrale du ministère des Affaires étrangères de Turquie. En outre, le Bureau des investissements, le Bureau des finances et le Conseil de politique économique au sein de la Présidence font partie des

acteurs impliqués dans le processus de diplomatie économique. Le ministère du Commerce joue également un rôle dans le processus de diplomatie économique et de diplomatie commerciale, et dans ce cadre, il existe des directions générales de l'importation et de l'exportation. Le Ministère du Trésor et des Finances est l'une des institutions les plus efficaces dans le processus de diplomatie économique. En plus de ceux-ci, les missions diplomatiques, les attachés commerciaux et diverses organisations commerciales telles que l'Association Turque de l'Industrie et des Affaires « TÜSİAD », l'Association des Industriels et Hommes d'Affaires Indépendants « MÜSİAD », l'Union des Chambres et Bourses de Commerce de Turquie « TOBB », Conseil des Relations Economiques Extérieures de Turquie « DEİK » participent au processus de fabrication de la diplomatie économique et apparaissent comme des acteurs. D'un point de vue organisationnel, les acteurs menant la diplomatie économique de la Turquie sont assez complexes. Cela nous amène au modèle concurrentiel que Rana a souligné.¹⁷⁰ Cette situation, généralement observée dans les pays en développement, se traduit par des résultats de la diplomatie économique en deçà du potentiel. Lorsque nous examinons les acteurs de la diplomatie économique de la Turquie.

a) Ministère des affaires étrangères

L'un des acteurs les plus importants de la gestion de la diplomatie économique de la Turquie est sans aucun doute le ministère des Affaires étrangères. Le ministère des Affaires étrangères est généralement responsable de l'exécution et de la coordination des politiques étrangères déterminées par le président et de la représentation de la Turquie dans les pays étrangers et dans l'organisation internationale, ainsi que de l'intensification des relations économiques après la Seconde Guerre mondiale et la expansion du marché mondial, parallèlement à l'expansion du marché mondial, le ministère des affaires étrangères de la Turquie multilatérale et bilatérale a commencé à assumer la responsabilité de la conduite des affaires économiques. La Direction générale des affaires économiques multilatérales et la Direction générale des relations économiques bilatérales, qui relèvent du Ministère des affaires étrangères, jouent un rôle actif dans l'exécution et la coordination des activités économiques internationales de la Turquie. La Direction générale des affaires économiques multilatérales est chargée d'entretenir les relations

¹⁷⁰ Kishan Rana and Bipul Chatterjee op.cit, 2011

de la Turquie avec l'OMC et les organisations internationales opérant au sein du système des Nations Unies. Dans ce contexte, les activités de la Turquie sont organisées avec les organisations économiques multinationales, en particulier l'OMC, ses intérêts économiques sont protégés, les développements économiques internationaux et les changements législatifs sont suivis, et des efforts sont faits pour améliorer les relations économiques de la Turquie.

La Direction générale des affaires économiques bilatérales, quant à elle, opère dans le développement des relations bilatérales avec les régions et pays cibles. Dans ce contexte, le premier département de la Direction générale des affaires économiques bilatérales, qui est organisationnellement divisé en deux départements, effectue les travaux nécessaires au développement des relations économiques et commerciales de la Turquie avec ses voisins. Le deuxième cercle se concentre sur le développement des relations économiques et commerciales avec des pays qui ne sont pas géographiquement voisins de la Turquie. La Direction générale suit les développements politiques et économiques dans les régions sous sa responsabilité, évalue les opportunités d'investissement et travaille à approfondir les relations économiques avec les régions conformément aux politiques gouvernementales.¹⁷¹

Kemal Kirişçi, dans son article intitulé « *The Transformation of Turkish Foreign Policy: The Rise of the Trading State* », a déclaré que le rôle du ministère des Affaires étrangères dans la conduite et la détermination des relations économiques s'est progressivement accru depuis la fin des années 1980. Kirişçi explique l'augmentation de l'efficacité du ministère des affaires étrangères dans la gestion économique, surtout depuis les années 2000, avec la théorie de la diplomatie à deux niveaux de Putnam.¹⁷²

Selon Putnam, la diplomatie se déroule sous la forme de deux sets de jeu simultanés. Au premier niveau, les négociations entre diplomates ou décideurs politiques représentant les États ; Au deuxième niveau, il y a les négociations sur les décisions prises. Dans ce contexte, la voie pour que les décisions prises au premier

¹⁷¹ <https://www.mfa.gov.tr/turkiye-cumhuriyeti-disisleri-bakanligi-tarihcesi.tr.mfa> date d'accès: 12.01.2022

¹⁷² Kemal Kirişçi, *The Transformation of Turkish Foreign Policy: The Rise of the Trading State*, Cambridge University Press, 2015 pp. 10-18

niveau se propagent au second niveau passe par l'influence de la société à travers diverses organisations non gouvernementales ou groupes de pression.¹⁷³

Dans ce contexte, Kirişçi explique le rôle croissant du ministère des Affaires étrangères dans la gestion de la diplomatie économique après la fin de la Guerre froide, les nouveaux acteurs non étatiques impliqués dans les relations économiques extérieures étant actifs dans la gestion de l'économie. Dans ce contexte, Mine Eder déclare qu'une politique étrangère proactive est un outil important pour surmonter les lacunes économiques.¹⁷⁴

En outre, selon le rapport annuel 2020 du ministère des affaires étrangères, il y a un total de 248 représentants, dont 142 ambassades, 91 consulats généraux, 13 représentants permanents, 1 bureau commercial et 1 agence consulaire.¹⁷⁵ À cet égard, la Turquie est le 5ème pays avec le plus grand nombre de représentants étrangers dans le monde. Il est également classé 6ème dans le monde et 4ème parmi les pays de l'OCDE, selon « *Lowy Institute's Global Diplomacy* »¹⁷⁶ Les ambassades et les consulats réglementent non seulement les relations extérieures des pays, mais augmentent également la visibilité des pays grâce à la diplomatie publique et à la création d'une image internationale. Comme expliqué dans les outils de la diplomatie économique dans la première partie, sur l'impact des représentations diplomatiques sur le commerce international d'Andrew Rose; Il a été déterminé que chaque nouveau consulat ouvert augmente le volume des échanges entre les deux pays de 6 %. Il existe une linéarité similaire pour la Turquie. Le nombre d'ambassades, qui était de 12 en 2002, est passé à 43 en 2021. De même, le volume des échanges, qui n'était que de 5,4 milliards de dollars en 2003, a dépassé les 25 milliards de dollars fin 2021.¹⁷⁷

b) Ministère du commerce

¹⁷³ Robert Putnam, *Diplomacy and Domestic Politics: The Logic of Two-Level Games*, International Organization, **The MIT Press**, Vol 42 No. 3, 1988, cf. 427-460

¹⁷⁴ Mine Eder, “**The Challenge of Globalization and Turkey’s Changing Political Economy**,” in Barry Rubin, Kemal Kirişçi *Turkey in World Politics: An Emerging Multiregional Power*, 2001, pp. 189-200

¹⁷⁵ Dışişleri Bakanlığı 2020 Faaliyet Raporu, Dışişleri Bakanlığı http://www.sp.gov.tr/upload/xSPRapor/files/Q8XRI+2020-idare-Faaliyet-Raporu_Disisleri.pdf date d'accès: 12. 01. 2022

¹⁷⁶ Global Diplomacy Index, <https://globaldiplomacyindex.lowyinstitute.org> date d'accès: 12.01.2022

¹⁷⁷ Dışişleri Bakanlığı, Türkiye Afrika İlişkileri, Dışişleri Bakanlığı, <https://www.mfa.gov.tr/turkiye-afrika-iliskileri.tr.mfa> date d'accès: 24. 05. 2022

Le ministère du Commerce est responsable de l'élaboration, de la coordination et de l'exécution de la politique commerciale intérieure et extérieure de la Turquie. Dans ce contexte, selon le décret présidentiel n°1, les missions du ministère sont énumérées comme suit:

« a) Contribuer à déterminer les principaux objectifs et politiques concernant les services de commerce intérieur et extérieur et réaliser des études et assurer la coordination nécessaire afin de développer la politique de commerce extérieur déterminée,

b) Prendre et mettre en œuvre les mesures nécessaires à la structuration des activités économiques vers le commerce extérieur et réaliser des études sur la mise en œuvre et la coordination de ces mesures par les institutions et organismes publics et privés concernés,

c) Prendre toutes les mesures nécessaires concernant le commerce national et international des services, y compris les contrats de produits et à l'étranger, afin de réaliser le commerce intérieur et extérieur au profit de l'économie du pays,

d) Réglementer et coordonner les principes concernant la mise en œuvre des politiques concernant le commerce intérieur et extérieur dans l'utilisation des pouvoirs et des devoirs accordés aux institutions et organisations publiques par diverses législations, ... »¹⁷⁸

c) Ministère du trésor et des finances

Les principales attributions du ministère du Trésor et des Finances sont énoncées dans le décret présidentiel n° 1 comme suit :

« a) Contribuer à l'élaboration des politiques fiscales et économiques et à la mise en œuvre de ces politiques,

b) Fournir des services de conseil juridique et d'arbitrage des administrations publiques dans le cadre du budget général et des administrations à budget spécial sur demande,

¹⁷⁸ Ticaret Bakanlığı, Görev ve Yetkiler, Ticaret Bakanlığı
<https://uaabgm.ticaret.gov.tr/kurumsal/gorev-ve-yetkiler> date d'accès: 12.01.2022

c) Tenir la comptabilité de l'Etat, effectuer des prestations comptables,

h) Pour effectuer des transactions liées aux opérations de trésorerie, aux finances publiques, aux entreprises et entreprises d'Etat et aux sociétés affiliées à l'Etat, aux relations économiques extérieures bilatérales et multilatérales, aux relations avec les institutions économiques et financières internationales et régionales, à la réception et à l'octroi de prêts et de subventions de pays étrangers et institutions, et S'assurer qu'il participe à des entreprises à la maison ou à l'étranger avec la décision du président,

i) Pour conclure des arrangements et des transactions concernant les flux de capitaux dans le cadre des politiques financières du pays,

i) Réglementer et mettre en œuvre les activités liées au régime des changes, déterminer les principes concernant le suivi et le développement de l'application. Suivre et évaluer les

évolutions nationales et internationales des marchés financiers, réaliser des études qui

développent le secteur financier et renforcent la stabilité financière,

l) Travailler en communication avec les organisations internationales, travailler à l'élaboration de stratégies prospectives et déterminer des propositions politiques qui donnent une perspective à la société avec une approche participative, remplir une tâche générale de pilotage pour le secteur privé afin d'éliminer les incertitudes à moyen et long terme, ... »¹⁷⁹

Le ministère du Trésor et des Finances est également chargé d'assister le gouvernement dans la préparation du plan stratégique. En matière de diplomatie économique, la Direction générale des relations économiques extérieures, qui relève du ministère du Trésor et des Finances, est responsable. Les attributions et attributions de la Direction générale des relations économiques extérieures sont les suivantes :

¹⁷⁹

Cumhurbaşkanlığı, 1 Nolu Kararname, Cumhurbaşkanlığı,
<https://www.mevzuat.gov.tr/MevzuatMetin/19.5.1.pdf> date d'accès: 12.01.2022

«a) Assurer les relations extérieures, internationales ou bilatérales du Ministère,

b) Assurer la coordination dans les matières qui relèvent de la compétence et de l'activité du ministère, dans les matières liées à l'Union européenne, prendre des mesures pour mettre en œuvre la politique générale du président dans ce domaine, effectuer des travaux liés à l'harmonisation et la mise en œuvre.

f) Représenter notre pays au nom de la République de Turquie auprès des États étrangers, des institutions économiques et financières internationales, des banques et des fonds, établir des contacts et des négociations avec ces institutions et leurs représentants et représentants sur les questions économiques et financières et signer des accords internationaux , pour effectuer toutes sortes de transactions liées à ces accords.

g) Réaliser des études afin de déterminer les politiques concernant l'aide que la Turquie apportera aux pays étrangers et y contribuer financièrement si nécessaire, régler les relations d'adhésion et de représentation auprès des institutions financières et économiques internationales, effectuer toutes sortes d'opérations de payer les frais de participation à ces établissements, et d'apporter des capitaux pour le compte de l'État le cas échéant, de s'engager à respecter , »

d) Conseil des relations économiques extérieures (DEİK)

DEİK assume la responsabilité de la diplomatie d'affaires et de la diplomatie commerciale de la Turquie avec 147 conseils d'affaires actifs et fonctionne comme l'une des institutions de diplomatie économique les plus efficaces de Turquie. DEİK explique sa mission sur son site Web comme suit. *« Donner des avis aux institutions et organismes publics lorsque cela est nécessaire ;*

Permettre aux entreprises d'approfondir leurs marchés existants et d'atteindre de nouveaux marchés ;

Organisation d'événements nationaux et internationaux;

Élaborer et mettre en œuvre des stratégies et des politiques concernant les relations économiques extérieures ;

Produire l'information dont le monde des affaires a besoin dans les relations économiques extérieures ;

Travailler à attirer les investissements directs étrangers en Turquie ;

Permettre au secteur privé d'étendre les réseaux d'interaction nationaux, régionaux et mondiaux;

Organiser des programmes de formation pour accroître la capacité corporative des entreprises conformément à leurs objectifs de devenir un acteur mondial ;

Mener des activités qui soutiennent la diplomatie publique et bénéficient au développement des relations sociales bilatérales et multilatérales ;

Représentation du monde des affaires turc dans les organisations internationales et multinationales et lobbying au nom du pays dans les plateformes internationales. »¹⁸⁰

Dans ce contexte, DEİK exprime les activités de diplomatie économique et commerciale de la Turquie comme suit :

« 1) Encourager la participation des membres de DEİK aux visites de haut niveau dans les pays,

2) Encourager la participation active des représentants étrangers dans les contacts des hommes d'affaires,

3) Afin de mieux promouvoir nos produits de qualité, notamment nos biens industriels et encourager la participation aux salons européens, notamment les salons spécialisés,

4) Soutenir les PME, qui contribuent à l'économie comme en Europe, matériellement et moralement,

5) Pour assister nos hommes d'affaires dans les questions de fiscalité et de visa,

¹⁸⁰ DEİK, Organizasyon Yapısı, DEİK <https://www.deik.org.tr/kurumsal-hakimizda> date d'accès: 15.01.2022

6) *Suivre des politiques de taux de change qui augmentent la compétitivité des produits d'exportation.* »¹⁸¹

Les activités diplomatiques de la Turquie axées sur le commerce peuvent être résumées comme suit :

« 1) *Fournir une assistance R&D et un soutien aux études de marché aux entreprises,*

2) *Soutenir les activités d'exploitation et de promotion à l'étranger*

3) *Soutenir la participation individuelle et nationale aux foires et expositions internationales,*

4) *Organisation de réunions mixtes de conseils d'entreprises, de délégations commerciales et de salons,*

5) *Fournir une aide à l'éducation et une aide à l'emploi,*

6) *Aider à l'image de marque des produits turcs à l'étranger, en plaçant l'image des produits turcs (turquality) et en soutenant les activités de conception.* »¹⁸²

DEİK vise à développer la coopération entre la Turquie et d'autres pays et secteurs et à augmenter le volume des échanges bilatéraux en organisant des événements à caractère international. Réunissant des représentants de haut niveau de Turquie et d'autres pays, des hommes politiques, des représentants du monde des affaires, des entrepreneurs, des universitaires et des représentants d'organisations non gouvernementales lors de ses événements. DEİK s'efforce d'établir une coopération avec des organisations internationales et de créer de nouvelles opportunités pour le monde des affaires turc par le biais de la coopération et des études. Le conseil, qui vise à mener des activités axées sur la « *compétence* » ainsi que sur « *l'activité* », réalise des études de développement stratégique sur des questions relevant du domaine des relations économiques extérieures, éclaire les relations économiques extérieures du monde des affaires turc avec le rapports, publications et études qu'il prépare. Dans ce cadre, le DEİK renouvelle constamment ses initiatives institutionnelles pour créer et

¹⁸¹ Dr. Yücel Güçlü, "Dış Politika ve Dış Ekonomik İlişkilerin Yönetimi" Dışişleri Bakanlığı https://www.mfa.gov.tr/turkiye_nin-dis-ekonomik-iliskileri.tr.mfa date d'accès: 15.01.2022

¹⁸² Ticaret Bakanlığı, "94/6401 Sayılı İhracata Yönelik Devlet Yardımları Kararı", 11.01.1995

développer des capacités de compétence, telles que les exportations de services, les investissements mutuels et l'augmentation des capacités d'exportation et de financement des PME, qui relèvent des relations économiques extérieures, en fonction de l'évolution des conditions. Il est réalisé à travers des « *groupes de travail* » formés parmi les membres de DEİK.¹⁸³

e) Union des chambres et des bourses de commerce de Turquie (TOBB)

L'Union se compose de 365 chambres et bourses de marchandises opérant dans 160 districts et 81 provinces de Turquie. Les tâches de la TOBB sont énumérées comme suit :

« a) Examiner les rapports préparés et publiés par les chambres, les bourses de marchandises et les institutions connexes dans les pays étrangers ;

b) étudier et étudier pour développer les secteurs nationaux du commerce, de l'industrie et des services dans un monde en mutation;

c) Respecter les droits de ces secteurs dans les relations avec l'UE et les organisations internationales ;

d) Travailler sur l'acquis de l'UE et informer les chambres et les bourses de matières premières en Turquie »¹⁸⁴

L'Union est également chargée de déterminer les politiques économiques du secteur privé turc. Plus important encore, il est chargé de donner des avis et d'aider les institutions étatiques compétentes dans la conduite des relations économiques extérieures afin d'intégrer l'économie turque dans le monde. La TOBB est également autorisée à réglementer les dispositions d'arbitrage dans les affaires commerciales internationales et à établir le Conseil d'arbitrage.

La TOBB vise essentiellement à accroître la compétitivité économique globale du secteur privé turc et à accroître le poids des entreprises privées turques sur le marché mondial, et dans ce contexte, à travers ses relations avec les organisations internationales, elle est membre de diverses organisations internationales. Il crée un

¹⁸³ DEİK, Organizasyon Yapısı, DEİK <https://www.deik.org.tr/kurumsal-hakimizda> date d'accès: 15.01.2022

¹⁸⁴ <https://www.tobb.org.tr/Sayfalar/AmaciveYapisi.php> date d'accès: 15.01.2022

espace pour développer le commerce de la Turquie. En outre, la TOBB a créé des chambres de commerce et d'industrie, ces chambres mixtes sont chargées du développement des relations économiques et commerciales bilatérales et de faire des recommandations aux gouvernements des deux parties à cette fin. La Direction des relations internationales, établie au sein de la TOBB, est chargée d'assurer les relations de la TOBB avec les organisations internationales.

Le TOBB est également en contact étroit avec les institutions politiques et financières mondiales telles que l'ONU, l'OMC, la Banque mondiale et l'OCDE. De cette manière, il franchit des étapes importantes dans le développement des relations commerciales bilatérales avec les pays d'importance stratégique pour la Turquie. La TOBB agit en tant qu'agent de diplomatie commerciale, interagit étroitement avec les décideurs des pays dans lesquels elle se trouve à travers ses représentants étrangers, accueille des missions diplomatiques étrangères et fournit des informations sectorielles au secteur privé.

f) Office d'investissement

L'Office d'investissement de la présidence est la seule institution officielle qui a entrepris la tâche de promouvoir les opportunités d'investissement offertes par la Turquie au monde des affaires mondial et de soutenir les investisseurs à chaque étape de leur investissement en Turquie. Opérant directement sous l'autorité du président, l'office d'investissement est chargé de promouvoir les investissements qui accéléreront le développement économique de la Turquie. A cet effet, l'office d'investissement; en soutenant des investissements à haute intensité technologique, à haute valeur ajoutée et créateurs d'emplois, accélère tous les processus liés à ces investissements pour le compte de l'investisseur. L'office d'investissement opérant dans le monde entier; fournit des services aux investisseurs avec son réseau de consultants locaux situés dans des pays tels que les États-Unis, l'Allemagne, les Émirats Arabes Unis, la Chine, la Corée du Sud, l'Espagne, l'Italie, le Japon, le Qatar, la Malaisie, Singapour et l'Arabie saoudite.¹⁸⁵

En encourageant les investisseurs, l'office d'investissement fournit pour les technologies de l'information et de la communication, l'énergie, les investissements

¹⁸⁵ <https://www.invest.gov.tr/tr/sayfalar/who-we-are.aspx> date d'accès: 18.01.2022

financiers et les start-ups, la chimie, l'automobile, les machines, la défense et l'aviation, l'agriculture et l'alimentation, les sciences de la vie, les services financiers, l'immobilier, les services aux entreprises, les secteurs minier et touristique. En outre, le bureau propose divers services tels que le conseil, l'aide à l'investissement, l'aide à la recherche de partenaires, l'aide à la recherche de terrains, le lancement de projets et les services post-investissement aux investisseurs venant en Turquie.

g) Office de finance

Le Bureau présidentiel des finances contribue à l'exécution de la diplomatie financière de la Turquie. Dans ce contexte, les fonctions du bureau des finances sont définies dans le décret présidentiel n° 1 comme suit :

« a) Suivre et analyser le secteur bancaire et financier national et international et en faire rapport,

b) Rendre compte de la position de la Turquie sur les marchés financiers.

c) Travailler à diversifier les ressources financières et faire en sorte que les fonds internationaux arrivent en Turquie,

d) Réaliser le projet d'Istanbul Finance Center et suivre les développements.

Les unités de service et les missions de la Direction des Finances sont les suivantes :

Département des stratégies et analyses financières :

« a) Obtenir les données du secteur bancaire et du secteur financier non bancaire et analyser ces données pour différentes périodes et rendre compte des résultats au Président.

b) Préparer des rapports sur la situation générale du secteur financier en Turquie et les présenter au Président.

c) Surveiller les mouvements financiers nationaux et internationaux et analyser leurs effets, rendre compte au Président de l'actualité économique et financière.

d) Analyser la structure financière de la Turquie, développer des stratégies et travailler sur le développement de la structure financière.

e) Identifier, rapporter et développer des stratégies pour renforcer la position de la Turquie sur les marchés financiers internationaux.

f) Travailler à l'introduction de nouveaux instruments financiers dans le système, au développement de produits financiers et à l'accroissement de la diversité. »¹⁸⁶

h) Agence turque de coopération et de coordination (TIKA)

TIKA contribue à la diplomatie économique de la Turquie par le biais de l'aide humanitaire, façonnant ainsi à la fois l'image internationale de la Turquie et jouant un rôle vital dans la diplomatie économique grâce à l'infrastructure et au soutien humanitaire qu'elle fournit. L'agence est affiliée au Ministère de la Culture et du Tourisme afin de développer des relations avec les pays et les communautés qui visent à coopérer dans les domaines économique, commercial, technique, social, culturel et éducatif à travers des projets, programmes et activités, pour mener à bien la contribution, l'aide et les processus connexes, et d'accomplir d'autres tâches assignées par la législation. a été constituée en tant qu'entité juridique publique et dotée d'un budget spécial. Au sein de la TIKA, il y a des départements chargés de différentes régions. le Moyen-Orient et Afrique, Asie centrale et le Caucase, le l'Asie de l'Est et du Sud, le Pacifique et l'Amérique latine, le Département les Balkans et Europe de l'Est. Ainsi, l'organisme peut mener des activités de coopération axées sur le développement dans près de 150 pays sur les 5 continents, ainsi que les pays où elle a des bureaux.

Dans la même loi, les devoirs de TIKA sont énumérés comme suit:

« a) Développer des relations avec les pays et les communautés qui visent à coopérer dans les domaines économique, commercial, technique, social, culturel et éducatif sur la base de projets et d'activités qui contribueront au développement mutuel, à préparer ou à coopérer programmes et projets élaborés en fonction des objectifs de développement et des besoins des pays et communautés concernés, de

¹⁸⁶ Cumhurbaşkanlığı Finans Ofisi, IFM Projesi Hakkında, Cumhurbaşkanlığı Finans Ofisi <https://cbfo.gov.tr/ifm-projesi-hakkinda> date d'accès: 18.01.2022

prendre les dispositions et le suivi nécessaires à cet égard et d'assurer la coordination de leur mise en œuvre.

b) Préparer les outils d'infrastructure économique et les programmes de soutien dont auront besoin les pays et les communautés qui visent à coopérer dans le processus de développement économique, la croissance économique, la préparation et le développement de l'environnement d'investissement, la réduction du chômage et de la pauvreté, l'élévation du niveau de l'éducation, de la bonne gouvernance, du rôle des femmes et des familles dans la vie sociale et le développement Contribuer à des domaines tels que le transfert des technologies de l'information, la gestion de l'environnement et des ressources naturelles, l'énergie, les infrastructures, le développement durable, et apporter un soutien au renforcement des capacités de ces pays dans les domaines institutionnels, des ressources humaines et assimilés.

c) Assurer la coordination de l'aide humanitaire et du soutien technique aux pays et communautés étrangers si nécessaire.

d) Réaliser des programmes, des projets et des activités en coopération avec des institutions publiques, des universités, des organisations non gouvernementales et du secteur privé des pays nationaux et bénéficiaires dans le domaine du développement et fournir un soutien expert si nécessaire.

e) Préparer, faire préparer et mettre en œuvre des projets et des programmes en vue de renforcer la coopération dans l'administration publique, le droit, l'éducation, la culture et d'autres domaines sociaux dans les pays et les communautés où la coopération est visée, f) Les agents publics et autres agents publics à être envoyé en Turquie Pour fournir des bourses et un soutien similaire aux individus.

g) Réaliser des programmes de coopération culturelle à l'étranger et coopérer avec des centres opérant sur la culture turque si nécessaire.

h) Assurer le suivi d'application et la coordination technique concernant l'aide au développement et l'aide extérieure de notre pays, préparer l'inventaire et publier des rapports.

i) Mettre en œuvre des projets et des études sociaux et culturels visant à protéger le patrimoine et les valeurs historiques, culturels et sociaux communs à l'étranger, et à renforcer les relations en éliminant les préjugés entre les sociétés.

j) Participer aux études liées à la coopération internationale et assurer la coordination, réaliser des projets conjoints avec les organisations internationales et leurs représentants si nécessaire.

k) Fournir un soutien technique et un soutien aux pays avec lesquels nous souhaitons coopérer, en particulier aux pays avec lesquels nous avons des liens historiques, géographiques, sociaux et culturels, quel que soit le niveau de développement du pays concerné, et évaluer la demandes de tous les pays ouverts à des projets communs.

l) Informer le Ministère des projets de coopération et d'aide aux pays et communautés à inclure dans le programme dans le cadre des activités de la Présidence. »¹⁸⁷

i) Association turque des industriels et hommes d'affaires « TUSIAD »

TUSIAD est l'organisation qui contribue le plus à la capacité commerciale d la Turquie. Ainsi, ses membres réalisent 50% du revenu national non public, 85% du commerce extérieur hors importations d'énergie, 50% de l'emploi enregistré hors public et agriculture, et paie 80% de l'impôt sur les sociétés en Turquie.¹⁸⁸ TUSIAD aussi est membre de plusieurs organisations internationales tel que *BusinessEurope, Global Business Coalition, TURKONFED, Business At OECD, BusinessMed, UNFCCC, Brussel Energy Club, Belt and Road Industry, Trade Alliance Brica.*

En dehors de cela, il a divers forums et partenariats académiques. La TUSIAD étant la plus grande organisation commerciale de Turquie, joue le rôle le plus fondamental dans la conduite de la diplomatie commerciale. Il définit ses objectifs comme suit :

« Dans un environnement où la paix sociale et la réconciliation sont maintenues, elle contribue à l'élaboration des politiques économiques nationales en valorisant au

¹⁸⁷ 4'nolu Cumhurbaşkanlığı Kararnamesi madde 520-531

¹⁸⁸ TUSIAD, Kurumsal Yapı, TUSIAD

<https://tusiad.org/tr/component/k2/itemlist/category/109-tusiad-kurumsal> date d'accès: 21.01.2022

mieux les potentialités régionales et sectorielles dans le développement économique et social de notre pays; Contribue à la promotion de la Turquie au niveau compétitif mondial, Elle œuvre pour le développement de réseaux internationaux de relations politiques, économiques, sociales et culturelles, de communication, de représentation et de coopération afin de soutenir le processus d'adhésion à l'Union européenne (UE) ; Il mène des recherches, crée des opinions, développe des projets et organise des événements afin d'accélérer l'intégration et l'interaction internationales, le développement régional et local. »¹⁸⁹

3) Outils de diplomatie économique

Divers instruments sont utilisés par les acteurs de la diplomatie économique turque pour atteindre les objectifs visés. Des domaines tels que la diplomatie financière, la diplomatie commerciale, la diplomatie d'affaires, la diplomatie publique, la création d'image internationale, la diplomatie culturelle, l'image de marque qui composent la diplomatie économique constituent également les outils de la diplomatie économique, mais dans ce titre, les outils opérationnels de la diplomatie économique seront mentionnés. Dans ce contexte, on peut classer les outils de la diplomatie économique sous trois titres.

a) Instruments positifs à effet direct : Visites officielles des chefs d'État et de gouvernement, Missions diplomatiques, Activités de promotion commerciale, Accords de libre-échange, Agences de promotion des exportations et Agences de promotion des investissements

b) Instruments positifs complémentaire à effet indirect: Activités de Diplomatie Publique, Diplomatie Culturelle, Diplomatie Sportive, Diplomatie Educative, Image Internationale et Création de Marque

c) Instruments Négatives: sanctions économiques, barrières non tarifaires, rôle des diplomates et des représentants diplomatiques dans les sanctions économiques, boycott

a) Instruments positifs à effet direct

¹⁸⁹ Ibid.

a.1) Visites officielles des chefs d'Etat et de gouvernement

La première étude sur la question de savoir si les chefs d'État et les hauts fonctionnaires augmentent le commerce international est l'étude intitulée « Visites d'État et commerce international » de Volker Nitsch. Nitsch a analysé un total de 1513 visites officielles des présidents de la France, de l'Allemagne et des États-Unis entre 1948 et 2003. À la suite de son étude, Nitsch est parvenu à la conclusion que les visites à l'étranger augmentent les relations commerciales bilatérales entre 8% et 10%. Un autre point sur lequel Nitsch attire l'attention est de savoir si les visites provoquent une augmentation du commerce ou si une augmentation du commerce provoque des visites. Dans ce contexte, Nitsch a séparé les premières visites des visites ultérieures et a conclu que l'impact des visites sur le commerce est fort mais de courte durée. Par conséquent, il a conclu que la continuité des visites est indispensable à la continuité de la croissance commerciale. Les premières visites augmentent les exportations dans les premières années, mais l'interruption des visites a un effet négatif sur les exportations. Nitsch a constaté que les visites bilatérales conviennent au modèle d'attraction, de sorte que les visites continues augmenteront les échanges et que le pays dont le volume des échanges augmente aura plus d'échanges.¹⁹⁰

Une autre étude sur l'effet des visites officielles sur le commerce est l'étude de Yeo et Lee intitulée *"Diplomatie Présidentielle et Commerce International : Un Cas Coréen"*, qui examine les visites officielles mutuelles des présidents coréens dans 54 pays entre 1981 et 2007. Yeo et Lee ont examiné 1 458 études de cas dans le cadre de l'étude, les cas mentionnés sont des cas qui ont été visités plus de 5 fois. Le nombre de pays que le président coréen a visités plus de 5 fois en 27 ans est de 7 et le nombre total de visites est de 141. Yeo et Lee, qui ont réalisé trois études de modélisation différentes, ont constaté que les visites mutuelles à l'étranger pour chaque modèle avaient un effet positif sur les importations et les exportations. Yeo et Lee, parallèlement à Nitsch, ont constaté que l'effet des visites à l'étranger sur les exportations était supérieur à l'effet sur les importations, et de même, il a été constaté

¹⁹⁰ Volker Nitsch, "State Visits and International Trade", **World Economy**, Vol. 30, No.12 2007, cf.52-75

que l'effet des premières visites était assez important la première année, mais diminuait en les années suivantes.¹⁹¹

Autre recherche de Zhang est l'étude intitulée « *China's Politics and Bilateral Trade Linkages* », qui examine l'effet des relations entre la Chine et 78 pays partenaires commerciaux, couvrant les années 1950-2002, sur le commerce international. Zhang a examiné 3830 cas au total et a formulé cinq hypothèses principales.

« 1) *La Chine commerce davantage avec les pays avec lesquels elle entretient de bonnes relations diplomatiques.*

2) *La Chine commerce plus avec les pays avec lesquels elle coopère internationalement, mais moins avec les pays avec lesquels elle est en conflit.*

3) *La Chine commerce davantage avec les pays qui la visitent plus souvent et qu'elle visite plus souvent.*

4) *La Chine commerce davantage avec des pays ayant des systèmes politiques ou des régimes politiques similaires.*

5) *La Chine commerce moins avec tous les pays membres de la BTA.* »¹⁹²

Selon l'étude de Zhang, les relations diplomatiques, la coopération internationale, les visites mutuelles de haut niveau à l'étranger et la similitude des systèmes/régimes politiques ont un impact positif et significatif sur le commerce de la Chine avec d'autres pays. Chaque visite de haut niveau augmente le volume des échanges de 0,34% en moyenne à court terme et de 0,24% à long terme. De même, de bonnes relations diplomatiques augmentent les échanges de 0,11% à court terme et de 0,80% à long terme, après des visites de haut niveau. La coopération internationale augmente les échanges de 0,06 % à court terme et de 0,41 % à long terme.¹⁹³

Le quatrième ouvrage à ce sujet est « *Paying A Visit: The Dalai Lama Effect on International Trade* » de Fuchs et Klann. Dans leur étude sur l'impact négatif des visites de haut niveau, Fuchs et Klann examinent dans quelle mesure les tensions

¹⁹¹ Taek-Dong Yeo ve Min-Hwan Lee, "Presidential Diplomacy and International Trade: A Case of Korea", **Journal of Korea Trade**", Vol 13, No.4, 2009, p. 12

¹⁹² Jianhong Zhang, Arjen van Witteloostuijn ve J. Paul Elhorst, "China's Politics and Bilateral Trade Linkages". **Asian Journal of Political Science**, Vol 19, No.1, 2011, cf. 25-47

¹⁹³ Ibid. 2011

diplomatiques causées par les pays qui se sont rendus mutuellement visite au chef religieux tibétain, le Dalaï Lama, que le gouvernement chinois ne reconnaît pas, affectent le commerce entre la Chine et le pays parti. À la suite de l'étude consistant en 266 visites mutuelles et 2062 observations entre 1991-2008, il a été observé que le volume des échanges de la Chine vers les pays où le Dalaï Lama a été officiellement accueilli a fortement diminué. Fuchs et Klann ont constaté que les pays qui ont officiellement accueilli le Dalaï Lama ont enregistré une baisse de 12,5 % de leurs exportations vers la Chine. Il a été constaté que les visites au niveau du ministre ou du président et les salutations protocolaires de haut niveau réduisent les exportations vers la Chine de plus de 16,9 %. Cette attitude, qui s'appelle l'effet Dalaï Lama, est comprise comme une sorte de pratique de punition par la méthode d'étatisme économique de la Chine. Cependant, l'effet des visites est de courte durée et les relations tendent à se développer dans les périodes suivantes.¹⁹⁴

La cinquième étude sur le sujet est « *L'impact des visites diplomatiques de l'Afrique-Chine sur le commerce bilatéral* » par Lin, Yan et Wang, qui traite des visites étrangères entre l'Afrique et la Chine. Dans l'étude, les auteurs examinent si les visites réciproques entre les dirigeants chinois et africains affectent le commerce du groupe des biens à forte intensité de capital. Dans la recherche couvrant les années 1990-2012 et examinant un total de 1378 visites, les visites mutuelles de la Chine et de l'Afrique n'affectent pas beaucoup les exportations de l'Afrique vers la Chine, mais elles affectent beaucoup le commerce de la Chine vers l'Afrique. La raison en est la faible structure économique des pays africains par rapport à la Chine. Bien que l'augmentation des exportations de la Chine vers l'Afrique n'ait pas d'effet frappant sur l'image économique générale de la Chine, ses investissements dans les infrastructures, ses routes et ses ports stratégiques et l'obtention d'un soutien politique dans l'environnement international, comme au CSNU, font partie des principaux objectifs de la Chine.¹⁹⁵

Dans le cas de la Turquie, il existe deux études principales sur l'impact des visites bilatérales de haut niveau sur le commerce mutuel. La première de ces études est l'ouvrage de Faruk Ekmekçi et Abdülkadir Yıldırım intitulé « *The Political Economy*

¹⁹⁴ Andreas Fuchs ve Nils-Hendrik Klann, "Paying A Visit: The Dalai Lama Effect on International Trade", **Journal of International Economics**, Vol 91, No.1, 2013, cf.164-177

¹⁹⁵ Faqin Lin, Wenshou Yan ve Xiaosong Wang, "The Impact of Africa-China's Diplomatic Visits on Bilateral Trade." **Scottish Journal of Political Economy** Vol 64, No.3, 2017, cf.310-326

of Turkey's Eastern Turn: An Empirical Analysis of Erdogan's State Visits (2003-2010)». Le sujet principal de l'étude est de savoir si l'intérêt croissant de la Turquie pour l'Est est politique ou économique, dans le cadre des discussions sur le changement d'axe.

Dans ce contexte, Ekmekçi et Yıldırım ont examiné les visites au niveau du Premier ministre dans 35 pays occidentaux et 111 autres groupes de pays. Ekmekçi et Yıldırım ont constaté que l'orientation de la Turquie vers l'Est est d'origine économique et que les visites bilatérales ont augmenté le commerce mutuel avec les pays non occidentaux.¹⁹⁶ L'autre étude est l'étude dans laquelle Mohammed Berdibek évalue l'aspect politique des visites mutuelles entre la Turquie et les pays du Moyen-Orient. Cette étude a été exclue car elle ne contient pas de résultat économique.

a.2) Missions diplomatiques

Les ambassades, consulats, consulats honoraires, attachés commerciaux et autres représentations diplomatiques sont les instruments les plus fréquemment utilisés pour accroître les relations commerciales et diplomatiques entre les pays. Les représentations diplomatiques contribuent à la création d'une atmosphère positive et amicale entre le pays cible et le pays source, établissant ainsi des relations politiques positives pour prévenir de futures perturbations et conflits économiques. Dans le même temps, les missions diplomatiques contribuent positivement aux relations commerciales et économiques mutuelles en aidant à développer le volume des échanges, en attirant des investissements dans le pays source et en comprenant les menaces et les opportunités dans le pays source et le pays cible.

La première étude importante sur l'impact des missions diplomatiques sur les relations économiques bilatérales est l'ouvrage d'Andrew Rose intitulé «*The Foreign Service and Foreign Trade: Embassies as Export Promotion*». Dans son étude, Rose a créé un ensemble de données couvrant les exportations de 22 pays développés vers 200 pays au cours de la période 2002-2003. Avec cet ensemble de données, l'objectif principal de Rose est de mesurer l'impact des missions diplomatiques sur le commerce. Rose, dans son étude, a constaté que chaque consulat ouvert dans le pays cible du PC

¹⁹⁶ Faruk Ekmekci ve Abdulkadir Yıldırım, "The Political Economy of Turkey's Eastern Turn: An Empirical Analysis of Erdogan's State Visits (2003-2010)", **Romanian Journal of Political Science** Vol 13, No.1, 2013, cf.52-75

augmentait les exportations entre 6% et 10% et que l'ambassade nouvellement ouverte avait un impact beaucoup plus important que le consulat. Déterminant que la loi des rendements décroissants fonctionne en ce qui concerne l'impact des missions diplomatiques sur le commerce, Rose a constaté que la première mission diplomatique ouverte avait un impact plus important que les suivantes, et que l'impact de chaque mission supplémentaire diminuait progressivement. Une autre conclusion importante de l'étude de Rose est que si l'effet des missions diplomatiques sur le commerce extensif (effet de variété) est positif, il n'a aucun effet sur la marge intensive, l'effet de volume. Exprimant que les coûts des missions étrangères sont assez élevés, Rose a examiné l'exemple des États-Unis et a constaté que malgré son coût élevé, son profit était beaucoup plus élevé.¹⁹⁷

Yusuf Bağır, qui a examiné la Turquie sur l'impact des missions diplomatiques sur les relations commerciales bilatérales, a examiné l'impact des missions diplomatiques sur le commerce de la Turquie entre 2006 et 2014 dans son étude intitulée « *Impact of the Presence of Foreign Missions on Trade: Evidence from Turkey* ». Il a couvert un total de 1674 observations sur la période couvrant la transformation de la structure ministérielle et les années où la Turquie a commencé à accroître sa visibilité diplomatique. La recherche couvre le nombre de 37 nouvelles ambassades ouvertes par la Turquie dans les régions d'Afrique subsaharienne, d'Amérique latine et d'Asie-Pacifique en 8 ans, ainsi que les données sur le commerce d'exportation et d'importation entre la Turquie et 186 pays. Il révèle que la présence d'une ambassade dans un pays augmente les exportations vers ce pays de 27 %, et cette augmentation est due en grande partie à des biens différenciés et à un commerce intensif. D'autre part, il a été conclu qu'un tiers de l'augmentation des exportations est due à la marge extensive, tandis que les biens homogènes n'ont pas d'effet statistiquement significatif sur les exportations. Lorsque l'analyse a été répétée pour les importations, il a été déterminé qu'elle provoquait une augmentation de 70 % des importations et que cette augmentation était due à des biens homogènes. Un autre point est l'analyse coûts-avantages. Parce qu'en raison de cette grande expansion du réseau des missions étrangères de la Turquie, les dépenses du ministère des Affaires étrangères ont augmenté de plus de 30 % (une moyenne de 250 millions de dollars) par an. Considérant le coût moyen annuel de 250 millions de dollars en dépenses

¹⁹⁷ Andrew Rose, "The Foreign Service and Foreign Trade: Embassies as Export Promotion", **World Economy**, Vol 30, No.1, 2007, p. 28

d'établissement des ambassades, le fait que la présence de missions étrangères augmente les exportations de 27% (environ 800 millions de dollars) est en fait un rapport coût-bénéfice positif.¹⁹⁸

a.3) Activités de promotion commerciale

Les agences de promotion des importations, les agences de promotion des exportations, les délégations commerciales, les forums économiques et les foires sont des outils économiques qui augmentent le commerce international et font partie des méthodes fréquemment utilisées par les gouvernements. Dans ce contexte, Keith et Ries examinent l'effet des missions commerciales sur les exportations, en se posant en titre de leur étude « *Les missions commerciales augmentent-elles le commerce ?* » a publié l'étude.

Ils ont examiné les activités de promotion commerciale du Canada organisées par la Mission d'Équipe Canada et la Mission commerciale du Canada pour 160 pays entre 1993 et 2003. À la suite de l'étude, il a été observé que les activités de promotion du commerce n'avaient un effet positif que sur les pays où le commerce était inférieur au potentiel, mais ne créaient pas un développement significatif pour les autres pays. L'étude réalisée en 2006 a été répétée en 2010 et un résultat similaire a été obtenu.¹⁹⁹

Tomsic, dans son étude intitulée « *International Fairs as a Tool of Economic Diplomacy* », dans laquelle il a examiné l'effet des foires commerciales et des forums économiques sur les exportations en Croatie, a suivi une méthode d'analyse et a constaté que les relations s'étaient améliorées. Il a déterminé qu'il contribue de manière significative à la promotion de nouveaux produits et services, à la création d'une image de marque et à la communication avec le public.²⁰⁰ En ce qui concerne la Turquie, les foires organisées en coopération avec le ministère du Commerce et la TOBB sont soutenues par le gouvernement. Selon les données de l'Union, le nombre total de foires

¹⁹⁸ Yusuf K. Bağır, "Impact of the Presence of Foreign Missions on Trade: Evidence from Turkey", **MPRA Paper**, 80845, 2017, pp.8-15

¹⁹⁹ Keith Head et John Ries, "Do Trade Missions Increase Trade?", *Canadian Journal of Economics, Revue Canadienne D'économie*, Vol 43, No.3, 2010, cf. 754-775

²⁰⁰ Dia Tomšić, "International Fairs as a Tool of Economic Diplomacy", **Croatian International Relations Review**, Vol 14, No 50/52, 2008, cf. 33-45

organisées dans toute la Turquie a augmenté significativement, surtout entre les années 2013-2018. Au total, 407 foires ont eu lieu en 2013. 281 de ces salons sont nationaux et 126 d'entre eux sont internationaux. En 2018, le nombre total de salons organisés a atteint 499. Parmi ces salons, 370 sont nationaux et 129 internationaux. Malgré l'épidémie de Covid-19, au total 266 foires ont été organisées en 2021.

Les foires générales en Turquie ont une petite part dans le nombre total de foires et cette part diminue de jour en jour. Les foires spécialisées, en revanche, ont atteint un niveau qui constituera environ 98 % des foires organisées en Turquie. Lorsque l'on examine le développement des foires sur la base de la qualité, on constate une augmentation significative du nombre de foires internationales spécialisées. Cette évolution a permis à la part des salons spécialisés internationaux organisés en Turquie de passer de 15 % à 30 % dans l'ensemble des salons. Le poids des foires internationales organisées par la Turquie est supérieur aux foires nationales.²⁰¹ Il constitue 1,5% des expositions mondiales en Turquie d'ici fin 2022, et l'objectif pour 2023 est de porter ce taux à 2,5%. Les foires apportent une contribution significative à l'économie. Comme l'a déclaré Tomsic, livrer de nouveaux produits directement aux clients et rendre la promotion de la marque presque gratuite ouvre la voie à un commerce très rentable pour les fabricants et les clients. Selon l'étude intitulée « *Global Economic Impact of Fairs* » préparée par la World Trade Fair Industry Association (UFI), il existe 1 217 centres d'exposition avec une surface d'exposition intérieure brute minimale de 5 000 m² dans le monde, et environ 32 000 des expositions y sont organisées chaque année. Selon le rapport, 303 millions de visiteurs visitent ces organisations, auxquelles participent 4,5 millions d'entreprises en tant que participants. 137 milliards de dollars sont dépensés chaque année dans les foires pour la participation et les visites, et 3,2 millions de personnes sont directement et indirectement employées par l'industrie des foires. Le secteur de foir crée une valeur économique de 325 milliards de dollars et apporte une contribution directe de 81,1 milliards de dollars aux revenus nationaux.²⁰²

²⁰¹ Uluslararası Fuar Yapımcıları Derneği, **Türkiye Fuarçılık Sektörü Raporu 2019**, http://ufyd.org/wp-content/uploads/2019/12/Turkiye_Fuarcilik_Sektoru_Raporu.pdf date d'accès: 30.08.2022

²⁰² The Global Association of the Exhibition Industry, "Global Economic Impact of Exhibitions", 2020 https://www.ufi.org/wp-content/uploads/2020/06/Global_Economic_Impact_of_Exhibitions_Jun2020.pdf date d'accès: 30.08.2022

a.4) Accords de libre-échange

Les accords de libre-échange sont formés lorsque les parties suppriment ou abaissent les tarifs et les barrières commerciales entre elles conformément à leurs souhaits. Les parties à l'accord déterminent par voie de négociation les régimes commerciaux à appliquer et ne contractent aucune obligation négative ou positive envers le tiers. Dans ce contexte, deux problèmes principaux doivent être évités dans les accords de libre-échange, le premier est la possibilité d'une déviation du trafic et l'autre est la possibilité d'une différenciation des prix. L'étude de Viner (1950) basée sur les unions douanières a conclu que les accords commerciaux préférentiels n'augmentent pas nécessairement le bien-être des parties, bien qu'ils libéralisent le commerce. Elle a montré qu'un traitement préférentiel accordé l'une à l'autre par les parties peut conduire à un détournement des échanges. Une telle situation créera une inefficacité de la production mondiale et, par conséquent, peut être préjudiciable au pays qui est partie à l'accord. Pour cette raison, les ALE apparaissent comme le deuxième meilleur.²⁰³

Pour cette raison, les ALE apparaissent comme le deuxième meilleur choix « *second best theory* ». Lorsque nous examinons les effets à moyen et à long terme des ALE, nous rencontrons des économies d'échelle, des transferts de technologie et des investissements accrus, des changements et des réformes des politiques structurelles, la concurrence et des effets sur la croissance à long terme en tant qu'améliorations du bien-être.²⁰⁴

Tableau 2.1 : Partenaires d'ALE de la Turquie

PAYS	DATE DE SIGNATURE	DATE D'ENTREE EN VIGUEUR	DATE DE FIN
EFTA	10.12.1991	01.04.1992	
Israël	14.03.1996	01.05.1997	
Roumanie	29.04.1997	01.02.1998	01.01.2007
Lituanie	02.06.1997	01.03.1998	01.05.2004
Hongrie	08.01.1997	01.04.1998	01.05.2004
Tchéquie	03.10.1997	01.09.1998	01.05.2004
Slovaquie	20.10.1997	01.09.1998	01.05.2004
Bulgarie	11.07.1998	01.01.1999	01.01.2007

²⁰³ Freund ve Ornelas, "Regional Trade Agreements", **World Bank Policy Research Working Paper**, no. WPS 5314, 2010 p.23

²⁰⁴ Plummer, Cheong ve Hamanaka, Methodology for Impact Assessment of Free Trade Agreements", **Asian Development Bank Rapport 2010**, 2010, cf. 29-73

Pologne	04.10.1999	04.10.1999	01.05.2004
Slovénie	05.05.1998	01.06.2000	01.05.2004
Lettonie	16.06.1998	01.07.2000	01.05.2004
Macédoine	07.09.1999	01.09.2000	01.05.2004
Croatie	13.03.2002	01.07.2000	01.05.2004
Bosnie Herzégovine	03.07.2002	01.07.2003	01.06.2013
Palestine	20.07.2004	01.06.2005	
Tunisie	25.11.2004	01.07.2005	
Maroc	07.04.2004	01.01.2006	
Syrie	22.12.2004	01.01.2007	06.12.2011
Egypte	27.12.2005	01.03.2007	
Albanie	22.12.2006	01.05.2008	
Géorgie	21.11.2007	01.10.2008	
Monténégro	26.11.2008	01.03.2010	
Serbie	01.06.2009	01.09.2010	
Chili	14.07.2009	01.03.2011	
Jordanie	01.12.2009	01.03.2011	22.11.2018
Corée du Sud	01.08.2012	01.05.2013	
Maurice	09.09.2011	01.06.2013	
Malaisie	17.04.2014	01.08.2015	
Moldavie	11.09.2014	01.11.2016	
Singapour	14.11.2015	01.10.2017	
Îles Féroé	16.12.2014	01.10.2017	
Kosovo	14.07.2015	01.09.2019	
Venezuela	17.05.2018	01.06.2020	

Source : Ministère du Commerce de la République de Turquie <https://ticaret.gov.tr/dis-iliskiler/serbest-ticaret-anlasmalari/yururlukte-bulunan-stalar> date d'accès: 30.08.2022

De nombreuses études ont été menées à ce jour sur les effets des ALE que la Turquie a signés. La plupart des études en question se réfèrent aux effets des accords de manière qualitative et sont réalisées à partir de données statistiques. Certaines études récentes ont été réalisées à l'aide du modèle de gravité. Les études de la littérature liées au sujet sont présentées ci-dessous. Atilgan, dans son étude examinant les effets des ALE sur l'économie turque, a déclaré que les accords signés par la Turquie sont le reflet des intégrations économiques et politiques, dont le nombre a commencé à augmenter rapidement dans les années 2000. Dans cette étude, Atilgan a déclaré que les accords sont bénéfiques en termes d'ouverture des institutions et des entreprises à la concurrence internationale ainsi que d'augmentation du commerce de la Turquie. Il a déclaré que l'adhésion de la Turquie à la Déclaration de Barcelone sur la libéralisation du commerce entre les pays méditerranéens et l'ouverture de

négociations d'ALE avec de nombreux autres pays contribueront de manière significative à réduire sa dépendance vis-à-vis du marché de l'Europe occidentale.²⁰⁵

Caliskan a discuté de l'analyse de la situation et des difficultés rencontrées pour entreprendre la politique commerciale de l'UE conformément à l'obligation de la Turquie découlant de l'union douanière avec l'UE et de la signature d'accords avec les pays avec lesquels elle a signé un ALE. Il a également mentionné que l'UE et les ALE n'avaient pas eu un grand effet sur l'augmentation du commerce de la Turquie, et que l'UE avait signé un accord sans tenir compte des besoins et des priorités de la Turquie lors de la signature d'un ALE, et des problèmes causés par l'incapacité de la Turquie à signer des accords avec les mêmes pays simultanément.²⁰⁶

Dans l'étude de Doğan et Uzun dans laquelle les effets des ALE signés par la Turquie ont été examinés; il a été constaté que les taux d'augmentation des exportations vers et des importations en provenance des pays avec lesquels des accords ont été conclus ne s'écartaient pas beaucoup des taux d'augmentation généraux des exportations et des importations de la Turquie.²⁰⁷ Dans leur étude sur les effets des ALE sur le commerce extérieur de la Turquie, Koçtürk et Kocaefe ont déclaré que les ALE contribuent à diversifier les marchés et les opportunités d'exportation en réduisant la dépendance vis-à-vis du marché de l'UE. Dans l'évaluation du commerce avec les pays avec lesquels l'ALE ont été signés, en utilisant les données du commerce extérieur pour les années 2002-2012 par pays, il a été indiqué que le résultat général était en faveur de la Turquie.²⁰⁸ Eren, dans son étude sur les effets et les problèmes des ALE de la Turquie sur le commerce extérieur, a pris en compte le commerce de la Turquie avec les pays avec lesquels elle a conclu des ALE entre les années 2000-2011, et tous les ALE créaient une augmentation du volume des échanges entre la Turquie et le pays concerné, déclenchant ainsi un processus créateur d'échanges. Il a également été

²⁰⁵ Turan Atılğan, "The Effects Of Free Trade Agreements On Turkish Economy", **Sosyoekonomi Dergisi**, Vol 5 No. 5, 2007, pp.104-105

²⁰⁶ Özgür Çalışkan, "Türkiye- AB Ticaretinde Endüstri içi Ticaret Olgusu 1990-2007", **Hacettepe Üniversitesi İktisadi ve İdari Bilimler Fakültesi Dergisi**, Vol 28, No.1, 2010 cf. 1-45

²⁰⁷ Adem Doğan, Ahmet Uzun, "Serbest Ticaret Anlaşmalarının Türkiye'nin Dış Ticaretine Etkileri", **Cumhuriyet Üniversitesi İktisadi İdari Bilimler Dergisi**, Vol 15, No.1, 2014, cf.227-341

²⁰⁸ Murat Koçtürk, Aslıhan Kocaefe, "Serbest Ticaret Anlaşmalarının Türk Dış Ticareti Üzerine Etkileri", **Tarım Ekonomisi Dergisi**, Vol 20, No.1, 2014 cf. 65-77

indiqué dans l'étude que les exportations vers les pays de l'ALE avaient augmentée plus que les importations en provenance de ces pays.²⁰⁹

Kalaycı, sur la base des données commerciales de la Turquie pour la période 2012-2016, a examiné les avantages comparatifs de la Turquie dans le commerce avec les pays avec lesquels l'ALE ont été signé. La Turquie a un excédent commercial extérieur dans les échanges avec les autres pays à l'exception des pays de l'AELE, la Corée du Sud, la Malaisie et le Chili des pays avec lesquels elle a signé un ALE, et la Turquie a un avantage comparatif dans l'exportation d'animaux vivants et alimentaires, des boissons et du tabac et des produits du groupe des divers produits manufacturés. En revanche, il a été indiqué qu'il a un désavantage comparatif dans l'exportation de matières premières non comestibles, de graisses et d'huiles animales et végétales, l'industrie chimique et produits industriels connexes non spécifiés ailleurs.²¹⁰

Bozkurt, dans son étude sur les effets de l'ALE signé entre la Turquie et la Jordanie, sur le commerce entre les deux pays, a examiné le volume des échanges et les parts de marché entre les deux pays avant et après la signature de l'accord en 2011. À la suite de l'étude, il a été déterminé que la part de la Turquie sur le marché jordanien et la part de la Jordanie sur le marché turc avaient augmenté après l'accord, et il a été conclu que l'accord avait un effet de création de commerce.²¹¹

Demir, dans son étude examinant les relations commerciales de la Turquie avec les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, l'Égypte, Israël, la Jordanie, le Maroc, la Palestine, la Syrie et la Tunisie, dans le cadre des accords de libre-échange, a constaté que les accords augmentaient généralement les échanges et les favorisaient. Dans les années 2000, Demir a évalué que la Turquie avait un excédent de commerce extérieur à l'égard de ces pays, et que la signature par la Turquie d'un accord avec les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord qui n'ont pas encore signé d'accord serait favorable à la Turquie et réduirait sa dépendance vis-à-vis du marché de l'UE.²¹²

²⁰⁹ M. Eren, Türkiye'nin Serbest Ticaret Anlaşmalarının Dış Ticaretine Etkileri ve Sorunlar, **Maliye Finans Yazıları**, Vol 1, No. 98, 2013, cf.29-39

²¹⁰ Ibid. 2013

²¹¹ Osman Bozkurt, "Vaka çalışması: Türkiye-Ürdün serbest ticaret anlaşması ve ikili ticarete etkileri", **İstanbul Ticaret Üniversitesi Sosyal Bilimler Dergisi**, Vol 16, No.31, 2017, cf. 613-630

²¹² Mehmet Ali Demir, "Serbest Ticaret Anlaşmaları Kapsamında Türkiye'nin Ortadoğu ve Kuzey Afrika Ülkeleri İle Ticaret İlişkisi", **ASOS Journal**, No 55, 2017, cf. 417-430

Dans la littérature nationale, il y a moins d'études basées sur la modélisation concernant les effets des ALE sur le commerce extérieur de la Turquie. Les méthodes utilisées dans ces études et les résultats obtenus sont donnés ci-dessous :

Arisoy, Bayar et Caliskan dans leur étude présentée au 7ème Congrès économique international de METU en 2003, ont pris les données 1993-2001 et 1993-2002 comme base et ont étudié l'effet de l'union douanière et des ALE à l'aide du modèle de gravité simple. En conséquence, il a été indiqué dans l'étude que la variable muette ALE, qui a été ajoutée au modèle pour mesurer l'effet des ALE, n'était pas significative. Il a été déclaré que cela pourrait être dû au fait que les ALE sont étaient en vigueur principalement dans un passé récent et que leurs effets n'étaient pas encore matérialisés.²¹³

Dans l'étude menée par Özkaya sur l'impact des accords bilatéraux et multilatéraux sur les exportations turques, les données des exportations turques vers 113 pays entre 1996 et 2006 ont été utilisées et un modèle de gravité simple a été appliqué. Dans la recherche, les effets des accords de libre-échange dans le cadre des accords commerciaux bilatéraux ont également été étudiés et à la suite de la régression utilisant le modèle de gravité, il a été conclu que la variable fictive liée aux accords de libre-échange était statistiquement non significative.²¹⁴

Dans l'étude menée par Türkcan et Pişkin sur l'effet des accords commerciaux sur les exportations, un modèle de gravité simple a été appliqué en utilisant les données d'exportation de la Turquie pour 172 pays entre 1996 et 2011. À la suite de l'étude, il a été indiqué que l'effet des ALE sur le commerce extensif et intensif de la Turquie dans l'ensemble des marchandises était statistiquement significatif. Il a été constaté que cet effet va dans le sens d'une réduction du commerce extensif et d'un accroissement du commerce intensif, et que l'effet sur le commerce intensif est plus important que l'effet sur le commerce extensif.²¹⁵

²¹³ Ebru Arisoy, Güzin Bayar, Özgür Çalışkan, Foreign Trade Equations of Turkey: Gravity, Customs Union, **METU/ERC International Conference in Economics VII. Septemer 6-9, 2003**, Ankara, Turkey METU/ERC International Conference in Economics VII. Septemer 6-9, 2003, Ankara, Turkey

²¹⁴ Hakan Özkaya, "İkili ve çok taraflı anlaşmaların Türkiye'nin ihracatı üzerindeki etkisi", **Doğuş Üniversitesi Dergisi**, Vol 12, No.2, 2011, pp. 279-288

²¹⁵ Kemal Türkcan ve Erhan Pişkin, "Ticaret Anlaşmalarının Türkiye'nin İhracat Dinamiğine Etkisi: Yaygın ve Yoğun Ticaret", **Ekonomik Yaklaşım Derneği**, Vol 27, No.99, 2016, cf. 17-55

Kütük et Akbostancı ont mesuré l'effet de l'union douanière avec l'UE et des ALE en utilisant les données commerciales des 126 partenaires commerciaux de la Turquie entre 1992 et 2013, et il a été constaté que les ALE n'avaient pas d'effet statistiquement significatif sur les exportations de la Turquie. Il a été conclu que ce résultat est compatible avec l'incapacité de la Turquie à choisir les pays avec lesquels elle a conclu un ALE en raison des obligations de l'union douanière.²¹⁶

À la suite de l'évaluation de la dynamique régionale de la Turquie avec le modèle de gravité en utilisant des données de panel de 180 pays pour les années 1960-2012 et pour les années 1994-2010 de 176 pays par Frede et Yetkiner, il a été conclu que l'effet des ALE dans la mesure effectuée sur le commerce total était statistiquement insignifiante. En ce qui concerne ce résultat, il a été indiqué que les effets des ALE n'étaient peut-être pas apparus en raison de leur histoire récente. Toujours dans la même étude, le modèle de gravité a été appliqué en utilisant des données commerciales liées à quatre secteurs différents (agriculture, textile et chaussures, machines et énergie), et à la suite de l'analyse, il a été conclu que le coefficient de la variable fictive ALE variable était négatif dans les autres secteurs, à l'exception des exportations de textile et de chaussures.²¹⁷

b) Instruments positifs complémentaires à effet indirect

Les instruments de soutien ayant des effets positifs sont ceux qui ne produisent pas directement de production économique, mais qui contribuent positivement au développement des relations économiques et commerciales et créent le mécanisme multiplicateur. Puisqu'il n'est pas correct de définir ces outils directement comme des outils de diplomatie économique, ils sont exprimés comme des outils de soutien. Dans ce contexte, nous pouvons examiner la contribution des instruments de soutien et positifs à la diplomatie économique de la Turquie.

b.1) Diplomatie culturelle

Puisque les études sur la diplomatie culturelle sont faites dans la première partie, dans cette partie, la contribution de la diplomatie culturelle et de l'industrie culturelle

²¹⁶ Elif Akbostancı, "Do regional trade agreements actually increase Turkey's foreign trade?", **ODTU Gelişme Dergisi**, Vol 43, No.1, 2016, cf.257 - 288

²¹⁷ Julian Frede ve Hakan Yetkiner, "The regional trade dynamics of Turkey: a panel data gravity model", **The Journal of International Trade & Economic Development**, Vol 26, No.6, 2017, pp 633-648

à l'économie de la Turquie sera discutée. La diplomatie culturelle, qui est l'un des outils positifs de soutien de la diplomatie économique, et les industries culturelles, qui sont les principaux outils de la diplomatie culturelle, ont positivement différencié la Turquie tant dans sa propre région que dans le monde, surtout depuis les années 2000. Dans le commerce des produits culturels, qui constitue environ 5% du commerce mondial, la Turquie se classe premier en Europe et cinquième dans le monde.²¹⁸

Les industries culturelles sont exprimées comme la somme des industries qui fournissent des produits, des artefacts et des activités résultant du travail créatif et culturel et sont généralement protégées par des droits de propriété intellectuelle. Ce concept d'industries culturelles est défini par l'OMPI comme « *les industries du droit d'auteur* ». Ces industries sont considérées comme la force motrice et l'élément de puissance douce de la croissance économique dans de nombreux pays, comme en Turquie, et les décideurs politiques leur accordent une importance particulière. Les industries culturelles offrent un large éventail d'activités économiques, car elles comprennent non seulement le produit culturel qui émerge, mais aussi les extrants économiques résultant de l'effet d'entraînement. Par exemple, la sortie d'un film et sa rencontre avec le public n'est pas seulement la relation économique entre le public et le producteur qui a acheté les billets pour cet événement, mais aussi l'achat des produits technologiques utilisés pour le tournage du film, les salaires des milliers de personnes qui ont participé au film, les paiements des assurances, les locations, la logistique, cela couvre un domaine très large comme manger et boire, décor acheté ou loué, vêtements, matériel de maquillage. Pour cette raison, de nombreux pays ont développé différentes méthodes de mesure des industries culturelles afin d'examiner la contribution des produits culturels à leurs propres économies. Dans ce contexte, la Turquie, en coopération avec l'OMPI, a d'abord préparé une étude sur la contribution des industries culturelles à l'économie en 2013-2014. L'étude la plus récente sur ce sujet est celle ; qui a été réalisé par le Ministère de la Culture et du Tourisme en 2019 et publié en 2020, couvrant les années 2015-2018. Le but de cette étude a été énoncé par le Ministère comme suit:

²¹⁸ Eurostat, Culture statistics - international trade in cultural goods, Eurostat, https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Culture_statistics_-_international_trade_in_cultural_goods&oldid=518407 date d'accès: 15.01.2022

« a) Examiner le cadre juridique et institutionnel et les politiques nationales concernant le droit d'auteur en Turquie,

b) Représentant fidèlement les données sur la taille des industries culturelles fondées sur le droit d'auteur, qui est l'un des axes de croissance du XXI^e siècle de notre pays, dans notre économie nationale,

c) Révéler le potentiel de nos industries culturelles en mesurant la contribution des industries culturelles fondées sur le droit d'auteur à l'économie nationale,

d) Comparaison de la taille économique de ces industries fondées sur le droit d'auteur et de leur contribution à l'économie avec d'autres secteurs,

e) Comparaison de la taille économique et de la contribution économique des industries culturelles fondées sur le droit d'auteur avec certains autres pays,

f) Déterminer l'évolution des indicateurs économiques (chiffre d'affaires, valeur ajoutée, emploi, productivité du travail, commerce extérieur) de ces industries fondées sur le droit d'auteur,

g) En Turquie, déterminer la taille économique et les facteurs affectant la taille économique et le développement de ces industries fondées sur le droit d'auteur et examiner l'évolution de certaines industries fondées sur le droit d'auteur,

h) En fonction des résultats, proposer des politiques et des stratégies qui favoriseront la croissance et le développement de ces industries fondées sur le droit d'auteur dans notre pays. »²¹⁹

Dans ce contexte, avant d'examiner la contribution des industries culturelles à l'économie turque, il convient de parler des caractéristiques des industries du droit d'auteur définies par l'OMPI.

Industries de base du droit d'auteur: couvre les industries dont les activités sont entièrement la création, la production, l'affichage, l'exécution, l'édition, la

²¹⁹ Kültür ve Turizm Bakanlığı, "Kültür Endüstrilerinin Türkiye Ekonomisine Katkısının Ölçülmesi(2015-2018)", 2020

<https://www.telifhaklari.gov.tr/resources/uploads/2020/10/12/KULTUR-ENDUSTRILERININ-TURKIYE-EKONOMISINE-KATKISININ-OLCULMESI-RAPORU-2020.pdf> date d'accès: 11.09.2022

distribution, la vente en gros et au détail d'œuvres protégées par le droit d'auteur et d'autres services qui leur sont liés. Livres et supports imprimés ; musique et arts du spectacle; cinéma et vidéo; radio et télévision; la photographie; logiciels, jeux informatiques et bases de données; arts visuels et graphiques; La publicité; associations professionnelles.

Industries subordonnées au droit d'auteur: Une partie de ses activités concerne la création, la fabrication et la vente de produits fondés sur le droit d'auteur. Tissu, vêtements et chaussures; gemme; meubles; articles ménagers, céramique et verre; tapis et papier peint; jouets et jeux; consultation en conception architecturale et en ingénierie; musées.

Industries dépendantes du droit d'auteur: Ses activités couvrent la fabrication et la vente de produits utilisés pour la création d'œuvres et de produits des industries de base du droit d'auteur et pour que les consommateurs puissent en profiter. Télévision, radio, smartphones, lecteur CD-DVD blue-ray, consoles de jeux, etc. dispositifs; ordinateurs et périphériques ; instruments de musique; équipement photographique et cinématographique; copieurs; fabrication, vente en gros et au détail de cassettes, CD, DVD et papier vierges.

Autres industries de soutien: certaines de ses activités sont liées à l'expédition, à la distribution et à la vente d'œuvres et de produits protégés par le droit d'auteur. Commerce de gros et de détail, transport, internet. Dans ce contexte, la contribution des industries culturelles à l'économie ; Nous pouvons l'analyser dans le contexte du chiffre d'affaires total, de la valeur ajoutée, de l'emploi, des exportations et des importations.

b.1.1) Part des industries culturelles dans le PIB

De 2009 à 2018, la part des industries culturelles dans le PIB a augmenté régulièrement et l'impact total sur le PIB a dépassé 2,5 %.²²⁰ En 2018, la contribution des industries culturelles au PIB sont plus que les activités tels que la santé, les services sociaux, les activités professionnelles et techniques (activités juridiques, comptables, de conseil administratif, de recherche scientifique...) les activités minières, et les services administratifs. À cet égard, il convient de noter que les industries culturelles

²²⁰ Ibid.

apportent une contribution supérieure au secteur de la santé et au tourisme de santé, où la Turquie a fait de grands progrès ces dernières années.

Il est également très proche de la contribution des activités de finance et d'assurance et des activités d'hébergement et de restauration au PIB. En d'autres termes, les industries fondées sur le droit d'auteur contribuent à l'économie turque à peu près au même titre que la finance et les assurances, ainsi que les secteurs de l'hébergement et de la restauration, qui comprennent toutes les entreprises touristiques qui sont très importantes pour la Turquie.²²¹

b.1.2) Chiffre d'affaires réalisé par les industries culturelles (2009-2018)

Le chiffre d'affaires de toutes les industries fondées sur le droit d'auteur est passé de 151 896 474 673 TL en 2009 à 556 612 561 983 TL en 2018. Cela correspond à une augmentation de 266 %. Au cours de la même période, la hausse de l'inflation (indice des prix à la consommation) a été de 122 %. Cela montre qu'il y a une augmentation réelle de plus de 100 % du chiffre d'affaires des industries fondées sur le droit d'auteur. En 2009, 29,36 % du chiffre d'affaires total ont été réalisés par les industries de base, 22,36 % par les industries dépendantes, 37,48 % par les industries partiellement dépendantes et 10,81 % par les autres industries de support. En 2018, 27,13% du chiffre d'affaires total a été réalisé par les industries de base, 21,38% par les industries dépendantes, 32,68% par les industries partiellement dépendantes et 18,81% par les autres industries de support. En général, comme dans l'économie turque, l'industrie du tissu, de l'habillement et de la chaussure a un poids important dans le chiffre d'affaires des industries qui dépendent en partie des droits d'auteur. Parmi les industries partiellement dépendantes des droits d'auteur, l'ameublement suit le tissu, l'habillement et la chaussure en termes de part de chiffre d'affaires. Ces deux secteurs représentent 89,87% du chiffre d'affaires total des industries partiellement dépendantes du droit d'auteur en 2018. Ces secteurs sont suivis par le secteur de la conception architecturale et du conseil en ingénierie.²²²

b.1.3) Emplois créés par les industries culturelles (2009-2018)

²²¹ Ibid.

²²² Ibid.

L'emploi créé par les industries de la culture a augmenté de 4,82 % au cours des 10 dernières années. Selon les données de 2018, ce taux correspond à 4,34 % de l'emploi total en Turquie. En termes de productivité du travail, on constate qu'il y a eu une augmentation constante depuis 2009.. La principale raison en est la position de ces industries dans l'économie turque et le fait que les secteurs du tissu, de l'habillement, de la chaussure et de l'ameublement au sein de ces industries sont relativement plus intensifs en main-d'œuvre. Alors que les livres et la presse écrite avaient la part la plus élevée dans l'emploi des industries de base du droit d'auteur en 2009, le secteur des logiciels, des jeux informatiques et des bases de données avait la part la plus élevée en 2018, ainsi que le chiffre d'affaires et la valeur ajoutée. Ce secteur est suivi par les livres et la presse écrite. La publicité, qui occupait la deuxième place de la part de l'emploi en 2009, a pris la troisième place en 2018. En 2018, ces secteurs étaient suivis par la radio et la télévision dans la part de l'emploi. Lorsque la contribution des industries fondées sur le droit d'auteur à l'emploi en Turquie est comparée à de nombreux secteurs considérés comme dominants, des résultats frappants sont obtenus. Les industries fondées sur le droit d'auteur ont contribué davantage à l'emploi en Turquie en 2018 que de nombreuses autres industries. La contribution des industries fondées sur le droit d'auteur à l'emploi est au même rythme que celle du transport et de l'entreposage, qui est l'un des secteurs importants en Turquie. Il est également très proche de la contribution du secteur de la santé, qui est un secteur très important en Turquie, à l'emploi. La contribution des industries fondées sur le droit d'auteur à l'emploi est considérablement plus élevée que la contribution du secteur de la finance et des assurances, qui est l'un des secteurs importants en Turquie, à l'emploi.²²³

b.1.4) L'Effet des industries culturelles sur la balance du commerce extérieur

Alors que les exportations totales des industries fondées sur le droit d'auteur étaient de 9 272 261 947 USD selon les données de l'étude précédente, elles sont passées à 11 998 484 444 USD en 2018. Cela correspond à une augmentation de 29,40 %. Au cours de la même période, les exportations totales de la Turquie ont augmenté de 24,47 %. En conséquence, lorsque les données des dix dernières années sont évaluées ensemble, les exportations des industries basées sur le droit d'auteur ont dépassé les exportations totales de la Turquie. Les importations de toutes les industries

²²³ Ibid.

fondées sur le droit d'auteur ont totalisé 10 182 465 865 \$ en 2018. La part des exportations des industries fondées sur le droit d'auteur dans les exportations totales de la Turquie est passée de 6,87% en 2011 à 7,14% en 2018. Les secteurs qui ont la plus grande part dans l'augmentation des exportations des industries culturelles entre 2015-2018 ; l'industrie des logiciels, des jeux informatiques et des bases de données. Comme on peut le voir, les activités et les outils de la diplomatie culturelle contribuent beaucoup plus à la diplomatie économique de la Turquie que de nombreux secteurs traditionnels et importants. Dans ce contexte, il est d'une importance vitale pour la Turquie, qui figure parmi les premiers pays du monde parmi les industries fondées sur le droit d'auteur, de maintenir et de développer sa propre position, de faire en sorte que la balance commerciale extérieure soit positive, de développer une méthode de communication efficace avec les sociétés cibles, le respect mutuel, la tolérance et la compréhension.²²⁴

ANNEES	EXPORTATION (MILLIONS \$)	TAUX DE CROISSANCE %	PART DANS LES EXPORTATIONS TOTALES %
2011	9.272	-	6,87 %
2018	11.998	29%	7,14 %

c) Diplomatie sportive

L'industrie du sport est considérée aujourd'hui comme l'une des industries les plus importantes au monde. Aujourd'hui, l'industrie du sport représente un volume d'environ 400 milliards de dollars si l'on inclut les vêtements de sport.²²⁵ Le sport n'est pas seulement une activité commerciale, mais aussi un outil important pour améliorer la communication entre les sociétés. La diplomatie sportive, qui a émergé dans ce contexte, comprend la représentation de leur pays par le biais d'athlètes, d'entraîneurs, d'arbitres, d'administrateurs sportifs et même d'activités diplomatiques agissant avec les représentants du gouvernement de ce pays. L'objectif de la diplomatie sportive est d'informer l'opinion publique étrangère et les organisations sportives sur leur propre pays et de façonner les perceptions des publics cibles afin de créer une image positive de leur pays et d'aider à exprimer les objectifs de politique étrangère du gouvernement.

²²⁴ Ibid.

²²⁵ Statista, Global Sports Market, Statista, 2020,

<https://www.statista.com/topics/8468/global-sports-market/#dossierKeyfigures>
15.01.2022

date d'accès:

Les compétitions sportives internationales sont un outil diplomatique utilisé pour renforcer les liens entre les sociétés et les gouvernements, pour améliorer l'image du pays dans l'opinion publique internationale et pour renforcer les liens bilatéraux et multilatéraux entre les pays.²²⁶

Dans les études de littérature sur la Turquie, Ersungur et Akıncı, les Jeux d'hiver d'Erzurum ont été examinés pour la première fois en 2011 et il a été conclu qu'ils avaient un effet positif sur l'emploi régional, la rentabilité des entreprises, le volume de production des entreprises, l'utilisation des capacités et les revenus régionaux, et qu'ils stimulant important pour le développement régional.²²⁷

Güçer et Silik ont examiné les effets économiques des 17èmes Jeux Méditerranéens organisés à Mersin. Les auteurs, qui ont mené une enquête sur ce sujet, précisent que « *les jeux contribuent à l'investissement dans la ville* » à propos de l'effet des jeux sur l'économie ;

Quant aux coûts des jeux, ils ont déclaré avoir reçu la réponse « *Les jeux ont augmenté le coût de la vie* ». ²²⁸ Yavuz et Çakıcı ont mené une enquête basée sur des entretiens sur les 17èmes Jeux Méditerranéens. Dans l'étude, on voit que les attentes des jeux pour contribuer au développement touristique de la ville parmi les attentes économiques à long terme, à la promotion de la ville des jeux parmi les attentes sociales, à la reconnaissance de l'existant mosaïque culturelle de la province de Mersin parmi les attentes culturelles, et à l'amélioration de l'apparence de la ville parmi les attentes environnementales.²²⁹

Ainsi, comme le montrent les études bibliographiques, accueillir ou participer à des compétitions sportives internationales accroît à la fois la visibilité internationale du pays, renforce les relations avec les différents publics et agit comme un moteur de

²²⁶ Yasemin Gök, **Türkiye'nin gençlik ve spor alanındaki kamu diplomasisi etkinliği**, Yayınlanmış doktora tezi, Ankara Üniversitesi, Ankara, 2016, cf. 129-132

²²⁷ Mustafa Ersungur, Merter Akıncı, "Universiade Kış Oyunlarının Erzurum Ekonomisi Üzerindeki Etkileri: Bir Uygulama" **Journal of Yaşar University**, Vol 8, No.30, 2011, cf 5064-5085

²²⁸ Evren Güçer, Cemal Ersin Silik, "The Impacts of The International Sports Organizations: A Study on 2013 Mersin XVII. Mediterranean Games", **International Journal of Science Culture and Sport (IntJSCS)**, Vol 2, No.1, 2014, p. 164

²²⁹ Gülser Yavuz, Celil Çakıcı, "Mersin'in XVII. Akdeniz Oyunları'ndan Beklentileri Üzerine Bir Araştırma" **İşletme ve İktisat Çalışmaları Dergisi**, Vol 2, No.1, 2014, pp 11-26

développement économique. Dans ce cadre, la diplomatie sportive propose des activités de soutien à la diplomatie économique.

d) La diplomatie de l'éducation

La diplomatie de l'éducation, avec l'effet d'entraînement qu'elle crée, est le principal outil du développement économique et social du pays et le principal pourvoyeur du bien-être du pays. Le concept de diplomatie de l'éducation est un concept relativement nouveau introduit dans la littérature par le « *Centre for Education Diplomacy (CED)* ». La diplomatie éducative par Vaxevanidou :

«i) Le soft power est un domaine d'application important,

ii) Il comprend de nombreuses activités de diplomatie publique telles que la recherche, la science, la culture et la langue,

iii) Il attire et retient les étudiants internationaux dans le pays,

iv) Il contribue au processus d'internationalisation des établissements d'enseignement. À cet égard, il est important tant pour les pays que pour les établissements/organisations d'enseignement ».

Les pratiques de la Turquie dans le domaine de la diplomatie de l'éducation consistent à ouvrir des institutions ou des organisations, à créer des programmes conjoints, des programmes d'échange ou de mobilité pour les étudiants, les enseignants, les enseignants et autres acteurs de l'éducation, des écoles et des cours de langues, des bourses, des fondations et d'autres pratiques. La Turquie conclut des accords de partenariat avec de nombreux pays pour des raisons politiques, économiques, académiques et socioculturelles dans le domaine de l'éducation au niveau international. Ces partenariats sont conclus soit entre des établissements d'enseignement supérieur en Turquie et des établissements d'enseignement supérieur à l'étranger, soit entre des États. Les partenariats au niveau des établissements visent à ouvrir des établissements ou des organisations d'enseignement supérieur privés ou publics. Dans ce contexte, Nur Kirmızıdağ a fait synthétiser la méthodologie de la diplomatie de l'éducation suivie par la Turquie. Dans les tableaux suivants sont exposées ses classifications.

Tableau 2.2 : Partenariat au niveau institutionnel

Partenariat au niveau institutionnel	Caractéristique
Branche Campus	Un établissement d'enseignement supérieur du pays A ouvre une succursale dans le pays B. L'administration se trouve dans le pays B sous la législation de A.
Ouverture d'un bureau	Un établissement d'enseignement supérieur du pays B ouvre un bureau dans le pays A. Son but est de fournir un soutien administratif à ses étudiants plutôt que de fournir une éducation.
Établissement indépendant	Un établissement d'enseignement supérieur transnational est établi dans le pays A. L'administration est dans le pays A mais avec des acteurs transnationaux.

Crée par l'auteur.

Les établissements d'enseignement supérieur en Turquie mènent des programmes conjoints avec 39 établissements d'enseignement supérieur avec les États-Unis, 5 avec l'Allemagne, 2 aux Pays-Bas, 2 au Royaume-Uni et 1 en Espagne. En Turquie, des programmes conjoints au niveau du grade d'associé, 2 programmes conjoints de niveau licence 46 et de niveau diplôme 6 sont menés entre les établissements d'enseignement supérieur. Outre les programmes conjoints, divers programmes de mobilité, spécifiques aux acteurs éducatifs des niveaux d'enseignement, poursuivent leur efficacité en Turquie.²³⁰

Tableau 2.3 : Types De Partenariats Au Niveau Du Programme

Type de traité	Caractéristique
Articulation	Des cours développés conjointement par divers établissements d'enseignement supérieur dans les pays A, B, C sont ouverts. Ces cours sont considérés comme valables pour les programmes dans lesquels les étudiants sont inscrits dans leur propre pays.
Twinning	L'établissement d'enseignement supérieur du pays A conclut un accord avec l'établissement d'enseignement supérieur du pays B, permettant aux étudiants de suivre des cours dans les deux pays. Le diplôme est délivré par le pays A.
Franchising	Un établissement d'enseignement supérieur du pays A développe un programme ou un produit éducatif. Il donne une concession à un établissement d'enseignement supérieur dans un pays pour offrir ce produit. Il supervise le processus de près et partage les bénéfices.

Crée par l'auteur.

²³⁰ Mehmet Şengül, Harun Serpil, "Türkiye'de ve dünyada ortak ve çift diploma programları: Güncel durum ve öneriler", *Yükseköğretim Dergisi*, Vol 8, No.1 2018, pp 79- 89

En outre, les bourses occupent une place particulière dans la diplomatie éducative turque. Conformément à la décision du Comité international d'évaluation des étudiants, la bourse d'études en Turquie est accordée aux étudiants étrangers à partir de 2012. La bourse Türkiye est une bourse d'État; En d'autres termes, le financement de la bourse est des ressources publiques. La bourse Türkiye est une bourse qui couvre les étudiants de premier cycle, des cycles supérieurs et du doctorat.²³¹

L'institution la plus importante dans la diplomatie de l'éducation de la Turquie est sans aucun doute la Fondation Maarif. La Fondation Maarif de Turquie a été créée le 17 juin 2016 pour fournir des services d'éducation formelle et non formelle. Conformément à cet objectif, fournir des bourses à tous les niveaux d'enseignement, du préscolaire à l'enseignement supérieur, pour ouvrir des établissements tels que des écoles et des dortoirs, pour former des formateurs pouvant travailler dans ces établissements, y compris nationaux, pour effectuer des recherches scientifiques et des études de recherche et de développement, de faire des publications, de développer des méthodes et de mener des activités La réalisation d'autres activités éducatives conformément à la législation du pays constitue les principaux domaines d'activité de la Fondation. La fondation Maarif définit son objectif comme élever une jeunesse amie de la Turquie.²³² À cet égard, il est prévu que les activités de diplomatie éducative menées se transforment en résultats économiques et politiques dans les années à venir. Depuis 2016, la Fondation Maarif a noué des contacts officiels avec 99 pays et nommé des représentants dans 55 pays. Aujourd'hui, il fournit des services d'éducation et de formation à 291 écoles et 30 000 étudiants dans 34 pays.²³³ En plus des services éducatifs fournis, il mène également des activités pour faire découvrir la Turquie aux étudiants, faire découvrir la culture turque et enseigner la langue turque. Les étudiants diplômés des écoles de la Fondation Maarif ont un niveau B2 de connaissances en turc.

e) Image internationale et création de marque

Le renforcement de l'image internationale est un instrument qui soutient la diplomatie économique en termes d'augmentation de la visibilité et de la sympathie du

²³¹ Ibid.

²³² <https://turkiyemaarif.org/post/7-turkiye-maarif-vakfi-faaliyetleri-ve-egitim-kurumlarinda-elde-edilen-basarilar-753?lang=tr> date d'accès: 11.09.2022

²³³ <https://turkiyemaarif.org/post/7-turkiye-maarif-vakfi-faaliyetleri-ve-egitim-kurumlarinda-elde-edilen-basarilar-753?lang=tr> date d'accès: 26.05.2022

pays. Outre l'étude de la littérature sur la création d'image internationale et ses effets évoqués dans la première partie, le processus de création d'image internationale suivi par la Turquie au Moyen-Orient et son impact sur l'économie seront abordés dans ce titre. Lorsque nous examinons les principes de la politique étrangère turque, nous rencontrons deux concepts de base. Ce sont le statu quo et l'occidentalisme. Ces deux axes ont clairement fait sentir leur présence dans la politique étrangère turque jusqu'aux années 1980.

Dans ce cadre, les relations de la Turquie avec le Moyen-Orient ont été déterminées sur l'axe de l'occidentalisme et du statu quo pendant de nombreuses années. Dans ce contexte, la Turquie a adopté une approche orientée vers l'Occident sur des questions telles que la crise de Suez, les guerres arabo-israéliennes, la révolution iranienne et la crise syrienne. Cette situation a longtemps conduit les pays arabes à considérer la Turquie comme un avant-poste occidental. L'attitude de la Turquie envers les pays arabes a causé la détérioration de perception de la Turquie, en fait, l'attitude de l'Assemblée générale des Nations Unies envers Chypre et le soutien ouvert des pays arabes à la Grèce, en étaient les signes. Après la Guerre froide, la Turquie a commencé à suivre une politique étrangère plus proactive et la Turquie a rejoint la guerre du Golfe aux côtés des États-Unis. Cette approche d'Özal, que Baskin Oran appelle *le néo-ottomanisme*, a entraîné un engagement excessif dans la politique américaine et renforcé davantage l'image de la Turquie en tant qu'avant-poste occidental aux yeux des Arabes.²³⁴

Au début des années 2000, la politique étrangère turque a subi une transformation importante et a commencé à évaluer sa relation avec le Moyen-Orient non seulement sur l'axe de la sécurité, mais aussi sur l'axe de la coopération. À ce stade, il a été déclaré qu'une politique étrangère multidimensionnelle et multiaxiale, une diplomatie rythmée et proactive serait menée. Après ce point, la Turquie a réussi à transformer sa propre image au Moyen-Orient dans le cadre de sa politique étrangère efficace et de la création d'image. Il existe de nombreuses raisons pour le développement positif de l'image de la Turquie au Moyen-Orient, Paul Salem en énumère quelques-unes comme suit:

²³⁴ Baskin Oran, **Türk Dış Politikası, Cilt II**, İletişim Yayınları, 2017, cf 124-188

« 1) Mettre l'accent sur le passé régional et musulman de la Turquie, en réduisant l'influence de l'anti-arabe et de l'occidentalisme dans la politique étrangère et intérieure

2) Développer des canaux de communication ouverts avec les pays du Moyen-Orient dans le cadre du zéro problème, reflétant ainsi le caractère historique et identitaire de la Turquie dans la région avec une communication efficace,

3) La création par la Turquie d'un modèle pour les pays de la région en tant que régime démocratique

4) L'aide au développement, l'aide humanitaire, le soutien technique et la coopération en matière de sécurité de la Turquie pour la région

5) Les investissements de la Turquie dans la région, augmentant les volumes d'échanges mutuels

6) Exportations de séries télévisées, de films et d'éducation de la Turquie vers les pays de la région, ainsi que des opportunités de bourses pour les étudiants qui réussissent vivant dans la région

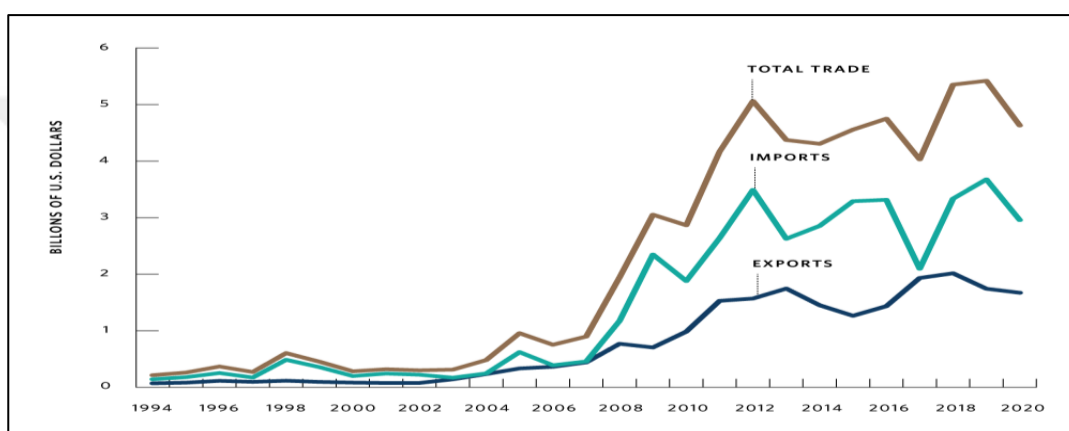
7) L'emphase discursive de la Turquie sur l'Islam dans ses relations avec la région »²³⁵

Sur la base de tous ces développements, nous pouvons dire que la Turquie a développé une méthode discursive efficace, transformant ainsi l'image de la Turquie de manière positive, et parallèlement à cette image positive, les investissements et les exportations ont augmenté. En plus de cela, la Turquie a eu l'opportunité de lancer sa propre image de manière démocratique et participative, non seulement avec une communication économique et discursive, mais aussi avec une participation active dans les organisations multilatérales. Les applications de soft power de la Turquie envers la région ont montré leur effet en peu de temps. Dans ce contexte, nous pouvons examiner la contribution de la création d'image actuelle à l'économie. Tout d'abord, nous pouvons dire que la Turquie se différencie positivement de la région en termes d'efficacité économique, de production et d'exportations.

²³⁵ Paul Salem, "Arap Dünyasında Türkiye'nin İmajı", TESEV, 2013, <https://docplayer.biz.tr/8772273-Arap-dunyasinda-turkiye-nin-imaji.html> date d'accès: 11.09.2022

Selon les recherches de TESEV, 80% des habitants de la région consomment des produits turcs. Les efforts de création d'image mis en œuvre par la Turquie dans la région depuis les années 2000 se reflètent également dans les relations économiques actuelles. A cet égard, la création d'image apparaît comme l'un des outils importants qui contribuera à la diplomatie économique d'un pays.²³⁶

Figure 2.1 : Le Commerce de l'Egypte avec la Turquie 1994- 2020



Source : Amr Adly, "How Egypt and Turkey Trade Amid Tension", Carnegie Middle East Center, 2021

Quand on regarde les relations entre la Turquie et l'Irak dans le cadre de la création d'image, on voit que la Turquie recherche depuis les années 2000 un équilibre entre l'IKYB et le gouvernement central de la région. En plus d'être le troisième partenaire commercial de l'Irak, la Turquie est également un partenaire stratégique très important dans le transport du gaz naturel et du pétrole vers les marchés européens. À ce stade, on voit qu'il y a eu une augmentation sérieuse des échanges parallèlement à l'image dans la région depuis les années 2000. Selon les recherches menées par le *German Marshall Fund* en 2015, l'Irak est le 4ème pays avec l'opinion la plus positive sur la Turquie. Le fait que le volume total des échanges ait presque doublé entre 2015 et 2020 est un indicateur important de cette perception sociale. En outre, un autre indicateur important qui ressort du tableau ci-dessous est que le volume des échanges bilatéraux progresse au détriment de la Turquie. La Turquie, qui avait un excédent

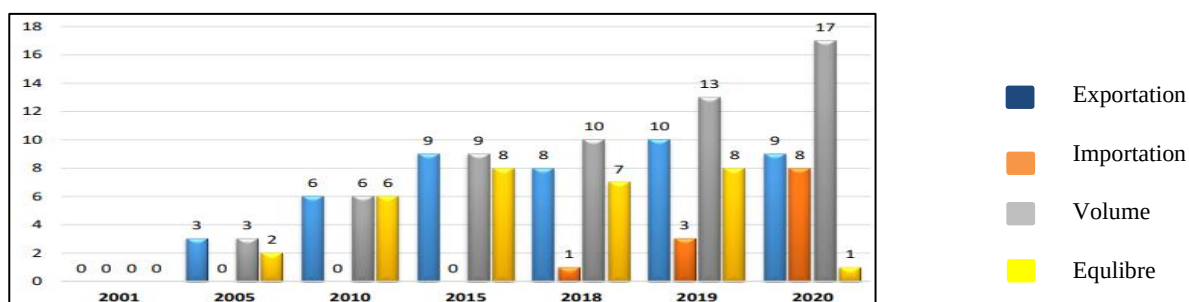
²³⁶ Ibid.

commercial de 8 milliards de dollars en 2019, a pu avoir un excédent commercial de seulement 1 milliard de dollars en 2020.²³⁷



²³⁷ German Marshall Fund of the United States, “Türkiye'nin Algıları Araştırması”, 2015 <https://www.gmfus.org/sites/default/files/TP%20Key%20Findings%20Report%20Turkce%20Final1.pdf> date d'accès: 21.01.2023

Figure 2.2 : Turquie Irak Volume de Commerce 2005-2020 (Milliards Dollars)



Source : <https://www.trademap.org/> date d'accès 10.12.2021

En conséquence, bien que l'étatisme économique ait des approches différentes au sein de sa structure, il se concentre sur le bien-être national et les intérêts nationaux, et à cette fin, il vise à atteindre les objectifs stratégiques déterminés par l'État, qu'il considère comme l'acteur principal, en utilisant de nombreux outils tels que les aides, les embargos, les quotas, les sanctions commerciales, les incitations à l'investissement. Bien que le concept d'étatisme économique ait été utilisé pour définir la diplomatie économique pendant de nombreuses années, il a subi une transformation sous l'effet de la mondialisation, avec de nouvelles idées et approches articulées dans le domaine de la diplomatie économique. D'autre part, la priorité et les intérêts incontestables des États forment la base de l'étatisme économique.

3) Instruments négatifs de la diplomatie économique²³⁸

a) Sanctions économiques

Les sanctions économiques peuvent être définies comme des restrictions à l'activité économique imposées par un acteur international à un autre dans un but précis. Les objectifs des sanctions peuvent inclure « signaler » son message à des États ciblés ou tiers, imposer un changement de comportement « *coercition* », « *contraindre* » son comportement, atteindre d'autres objectifs ou atteindre des combinaisons d'objectifs différents.²³⁹ Les recherches démontrent que l'intensité et la probabilité de faire face aux impacts économiques des sanctions varient selon les différents acteurs. Les cibles peuvent faire face à des conséquences allant de la chute économique à des coûts limités ou nuls, tandis que certaines sanctions peuvent « *renforcer* » les cibles. Les évaluations des effets économiques globaux des sanctions

²³⁸ Voir Annexe p. 263

²³⁹ Özgür Özdamar, Evgenia Shain, "Consequences of Economic Sanctions: The State of the Art and Paths Forward", **International Studies Review**, Bilkent University, 2021

sur les cibles se concentrent sur la détection des changements « *après l'imposition des sanctions* » dans le PIB, le produit national brut « *PNB* » ou les taux de croissance du PIB. Cependant, ces résultats cumulés de la contraction des échanges et d'autres perturbations économiques causées par les sanctions varient selon les cas.

Alors que les sanctions sélectives des États-Unis contre la Chine n'ont eu aucun « *effet négatif significatif* » sur son économie, les sanctions de 2011-2014 contre l'Iran ont réduit le PIB de l'Iran de 17 %. Les sanctions globales de l'ONU ont dévasté l'économie irakienne.²⁴⁰ En examinant ces différences, des études montrent que les sanctions globales de l'ONU ont un effet négatif plus important sur le PIB des cibles que les sanctions de l'ONU en général.

De même, les sanctions multilatérales de l'ONU ont tendance à avoir des effets plus importants sur la croissance du PIB de la cible que les sanctions américaines unilatérales, tandis qu'une coopération accrue entre les expéditeurs des sanctions multilatérales est susceptible d'augmenter les coûts des cibles. Cependant, il existe des conclusions contradictoires sur l'impact des sanctions sur l'investissement direct étranger « *IDE* », qui peut diminuer en raison des attentes de risques plus élevés et de profits plus faibles pour les investisseurs en raison des restrictions commerciales ou d'investissement. Alors que des études de cas montrent une diminution des entrées d'investissements étrangers dans le cas de sanctions contre la Chine et la Russie, une étude récente à grand N suggère que les sanctions économiques sont peu susceptibles de nuire au commerce international ou aux investissements étrangers directs ou de portefeuille des cibles, quels que soient les types de les sanctions . Des études antérieures montrent également que les IDE en provenance des États-Unis diminuent pendant les menaces de sanctions, mais reviennent aux niveaux initiaux après l'imposition des sanctions.²⁴¹ Les IDE d'autres États peuvent remplacer les investissements perdus de l'expéditeur. Cependant, l'absence rapportée d'impact des sanctions, contredisant les observations des études de cas, est surprenante.²⁴²

²⁴⁰ Neuenkirch Matthias, Neumeier Florian. "The Impact of UN and US Economic Sanctions on GDP Growth." **European Journal of Political Economy**, 2015 cf. 120-133

²⁴¹ Shin Geiguen, Choi Seung-Whan, Luo Shali. "Do Economic Sanctions Impair Target Economies?" **International Political Science Review** 2015, cf. 60-83

²⁴² Glen Biglaiser., David Lektzian. "The Effect of Sanctions on US Foreign Direct Investment." **International Organization**, 2011, cf.531-551

Shin, Choi et Luo ont analysé le commerce net « *pourcentage des exportations par rapport aux importations* » et les entrées nettes d'IDE « *différence entre les entrées et les sorties* », ce qui pourrait masquer les effets d'équilibrage de la diminution des sorties d'IDE et de la baisse des importations en raison des contre-sanctions et de la baisse du pouvoir d'achat. Ainsi, de telles contradictions peuvent indiquer la nécessité de réévaluer les catégorisations et les opérationnalisations utilisées dans les études quantitatives et d'examiner des études de cas pour comprendre la dynamique derrière différents indicateurs.

Il y a plus d'accord sur la question des impacts financiers des sanctions sur les États visés. Les sanctions diminuent les flux financiers entre les expéditeurs de sanctions et les cibles.²⁴³

Ils peuvent également conduire à une moindre disponibilité du financement international, comme l'a vécu la Russie, témoin d'une « *illiquidité institutionnelle* », d'un « accès limité au marché des capitaux », d'un « financement public » accru et d'un « découplage » du marché boursier local du marché mondial.²⁴⁴ La diminution de l'accès au financement et les éventuels chocs économiques globaux augmentent la probabilité de crises bancaires « *en particulier en cas de sanctions financières et plus coûteuses* ».

Les sanctions plus coûteuses et multilatérales ont des effets plus importants sur l'instabilité financière et les crises monétaires en raison de la possibilité d'"attaques spéculatives" basées sur les risques politiques liés aux sanctions, tandis que le type de secteur sanctionné peut déterminer la gravité de ces résultats. Les risques pays liés aux sanctions et les restrictions ciblées pourraient entraîner une plus grande volatilité des indices boursiers en Russie, tandis que des sanctions imprévues ont contribué à une plus grande volatilité des devises.²⁴⁵

Les sanctions économiques peuvent également avoir un impact sur les secteurs non sanctionnés en raison de la baisse de la demande de biens intermédiaires, ainsi que de la baisse des revenus et de l'emploi. Les impacts sur le bien-être et l'emploi de la

²⁴³ Besedeš Tibor, Goldbach Stefan, Nitsch Volker, "You're Banned! The Effect of Sanctions on German Cross-Border Financial Flows." **Economic Policy**, Vol 32, No 90, 2017, cf. 263-318

²⁴⁴ Özgür Özdamar, Evgenia Shain, "Consequences of Economic Sanctions: The State of the Art and Paths Forward", **International Studies Review**, Bilkent University, Vol 23, No.4, 2021, cf. 1646-1671

²⁴⁵ Emre Hatipoglu, Dursun Peksen, "Economic Sanctions and Banking Crises in Target Economies." **Defence and Peace Economics**, Vol 29, No. 2, 2018, cf. 171-189

cible dépendent toutefois des caractéristiques économiques de la cible, telles que l'élasticité-prix des marchés du travail et des biens.

Les États ciblés peuvent subir des impacts négatifs dans « *le tourisme, les communications, l'aide, le transfert de technologie* ». ²⁴⁶ Même dans le cas d'un ajustement réussi aux sanctions, les cibles sont susceptibles d'avoir des coûts logistiques supplémentaires, des « *primes de risque* » plus élevées et un ralentissement du « *développement à long terme* ». ²⁴⁷

Ils peuvent finir par acheter des matières premières par l'intermédiaire de tiers ou de qualité inférieure et vendre des produits à des prix inférieurs. De plus, les sanctions économiques peuvent continuer à affecter les exportations d'une cible même après la levée des sanctions, ce qui peut être lié aux « *coûts irrécupérables* » des relations commerciales affectées. Cependant, comme ces résultats sont souvent basés sur des études de cas d'épisodes de sanctions majeures, d'autres études quantitatives ou comparatives pourraient aider à comprendre la probabilité et la durée de ces impacts. En effet, une étude sur les effets à long terme des sanctions montre que les sanctions conduisent au protectionnisme parce que les élites de la cible en concurrence avec les importations peuvent être renforcées par les sanctions et exiger la protection du marché après la fin des sanctions.

Après la destruction de l'avion russe en 2015, une série de sanctions économiques ont été imposées à la Turquie par la Russie. Cette liste de sanctions, composée de 6 articles, est la suivante :

«1) Interdiction et restriction des opérations économiques étrangères qui prévoient l'entrée en Russie de divers produits alimentaires produits en République de Turquie.

2) Interdiction ou restriction de la mise en œuvre de diverses activités (services) par des organisations de la République de Turquie sur le territoire de la Fédération de Russie, dans la liste déterminée par le gouvernement russe.

²⁴⁶ Margaret Doxey, **International Sanctions in Contemporary Perspective**, Basingstoke, Hampshire, 1987 cf. 47-82

²⁴⁷ Peter Bergeijk, "The Accuracy of International Economic Observations", **Bulletin of Economic Research**, Vol 47, No.1, 1995, p. 17-18

3) Citoyens turcs qui n'ont pas de relations commerciales ou juridiques avec des employeurs au 1er janvier 2016 et qui n'ont pas de relations commerciales ou juridiques avec des employeurs au 31 décembre 2015, dans le but d'exercer des activités professionnelles et commerciales (service) pratiques, qui ne sortent pas de la liste établie par le gouvernement russe.

4) Suspension de l'entrée sans visa en Russie des citoyens turcs et des titulaires de passeports autres que les citoyens turcs qui ont un permis de séjour temporaire conformément à l'accord mutuel sur les conditions de voyage des citoyens russes et turcs et qui sont envoyés dans les représentations diplomatiques et les institutions consulaires en Russie.

5) Les voyagistes et agences renoncent à la vente de produits permettant aux citoyens russes de se rendre en Turquie,

6) Interdire les vols charters entre la Russie et la Turquie, contrôler les activités des compagnies aériennes turques à des fins de sécurité, renforcer les contrôles dans les ports maritimes pour empêcher la découverte de navires illégaux dans les ports maritimes russes.

La plus grande part des exportations de services de la Turquie appartient aux services contractuels. Avant lesdites sanctions économiques, le Turkménistan occupait la première place avec une part de 21,5% parmi les pays où des services de sous-traitance à l'étranger étaient fournis en 2014, tandis que la Fédération de Russie occupait la deuxième place avec une part de 16,9%. Le secteur du tourisme représente la plus grande part des exportations de services de la Turquie vers la Russie. En ce sens, nous pouvons résumer les indicateurs économiques avant et après les sanctions comme suit.²⁴⁸

Tableau 2.4 : Exportation de la Turquie 2014-2016

ANNEES	EXPORTATION (Millions \$)
2014	157.622
2015	157.390
2016	143.814

Source : TUIK

²⁴⁸ Göksel Güleç, "Rusya'nın Ekonomik Yaptırımları ve Türkiye'nin Bu Yaptırımlara Karşı Hukuki Mücadele İmkanları", **Gümrük&Ticaret Dergisi**, Vol 4 No.7, 2016, cf. 35-52

Tableau 2.5 : Revenu moyen, nombre et dépenses des touristes visitant la Turquie 2014-2015

ANNEES	REVENU DE TURISM (1000\$)	NOMBRE DE VISITEURS	DÉPENSES MOYENNES
2014	34.305.904	41.415.070	828
2015	31.464.777	41.617.530	756
2016	22.107.440	31.365.330	705

Source : TUIK

Tableau 2.6 : Touristes Russes visitant la Turquie ()

Nationalité	2014	2015	2016
Russe	4. 479.049	3.649.003	886.256

Source : TUIK

Tableau 2.7 : Exportations et importations de la Turquie avec la Russie 2014-2016

ANNEE S	IMPORTATIO N (1000\$)	PART DANS LES IMPORT S TOTALES S %	EXPORTATIO N (1000\$)	PART DANS LES EXPORT S TOTALES S %	VOLUME DES ECHANGE S (1000\$)
2014	25.288.597	10,4	5.943.014	3,77	31.231.611
2015	20.401.757	9,8	3.588.331	2,49	23.990.088
2016	15.160.961	7,6	1.733.569	1,21	16.894.530

Source : TUIK

Comme on peut le voir, les sanctions économiques imposées à la Turquie ont provoqué une grande volatilité dans l'économie turque. Ces sanctions, qui ont été appliquées avec des motifs politiques, sont des exemples de résultats négatifs de la diplomatie économique.

a.1) Diplomates et représentants diplomatiques dans les sanctions économiques

Les diplomates jouent un rôle prédominant dans la décision et l'application des sanctions économiques. Des diplomates, qui disposent d'un équipement technique suffisant dans le cadre des moyens et stratégies du pays, déterminent quelles sanctions

économiques seront appliquées contre les pays cibles, préparent une feuille de route dans ce cadre et la présentent aux décideurs. Selon Lohmann, les diplomates jouent un rôle central dans la conception, l'application et l'application des sanctions économiques en raison de la vaste expertise et des connaissances générales qu'ils acquièrent grâce à une éducation et une formation systématiques.

Le déclassement des missions diplomatiques est une sanction politique appliquée au pays cible, en plus d'avoir des effets commerciaux importants. Dans ce contexte, nous pouvons citer comme exemple la situation économique qui s'est produite à la suite du retrait par la Turquie de son ambassadeur du pays à la suite du coup d'État militaire en Égypte. Après le coup d'État militaire dirigé par Abdelfattah Es-Sissi qui a eu lieu en Égypte en 2013, la Turquie a montré une grande réaction à ce coup d'État et les relations positives qui ont été établies avec l'Égypte des années plus tard se sont inversées. À la suite de ces événements, l'ambassadeur égyptien a été déclaré *persona non grata* et a quitté la Turquie, et la Turquie a réduit ses relations diplomatiques avec l'Égypte au niveau de chargé d'affaires. Dans l'étude, dans laquelle la sympathie envers la Turquie a été mesurée pendant la période Morsi en Égypte, les résultats de 60 % sont tombés à 30 % en raison de l'attitude de la Turquie envers le coup d'État. C'est aussi une preuve de combien la perception de la Turquie s'est érodée en Égypte. L'opinion publique actuelle et la polarisation politique entre les deux pays ont fait sentir leurs effets dans le commerce en peu de temps.

L'Égypte, premier partenaire commercial de la Turquie sur le continent africain, est le 19^e partenaire d'exportation de la Turquie.²⁴⁹ Les relations commerciales entre la Turquie et l'Égypte se sont fortement développées depuis les années 2000. L'exportation, qui était de 375 mille dollars en 2000, est passée à 1,5 milliard de dollars en 2008 avec la signature de l'accord de libre-échange en 2007. Les relations économiques et politiques, qui avaient été très positives pendant la période où Morsi est arrivé au pouvoir, se sont fortement détériorées après le coup d'État, et le volume des échanges, qui était de 5 milliards de dollars en 2012, est tombé à 1,5 milliard de dollars en 2018, atteignant le niveau de 2008.

²⁴⁹ Ticaret Bakanlığı, Kolay İhracat Platformu, Ticaret Bakanlığı, <https://www.kolayihracat.gov.tr/ulkeler/misir#:~:text=T%C3%BCrkiye%2C%202019%20y%C4%B1%C4%B1nda%20M%C4%B1s%C4%B1r'a,b%C3%BCy%C3%BCK%2019.%20ticaret%20orta%C4%9F%C4%B1%20konumund%C4%B1r>. date d'accès 18.01.2022

Tableau 2.10 : Valeurs du Commerce Extérieur de la Turquie en Égypte 2000-2018

Années	Exportation	Importation	Volume	Equilibre
2000	375,707	140,720	516,428	234,987
2001	421,469	91,720	513,189	329,748
2002	326,389	118,173	444,562	208,216
2003	345,779	189,397	535,176	156,382
2004	473,145	255,242	728,387	217,904
2005	687,299	267,246	954,545	420,054
2006	709,353	392,524	1.101,877	316,829
2007	902,703	679,933	1,582,635	222,770
2008	1.426,449	942,816	2,369,266	483,633
2009	2,618,198	641,552	3,259,745	1,976,641
2010	2,250,577	926,476	3,177,053	1,324,100
2011	2,759,311	1,486,725	4,246,036	1,272,586
2012	3,679,195	1,342,051	5,021,246	2,337,144
2013	3,200,921	1,628,868	4,829,789	1,572,053
2014	3.300,940	1,434,472	4,738,201	1,863,680
2015	3,124,876	1,215,905	4,438,759	1,810,993
2016	2,733,143	1,443,408	4,244,410	1,221,877
2017	2,360,867	1,997,503	4,358,370	363,364
2018	881,397	847,754	1,729,151	33,643

Source: TİM, Mısır Ülke Bilgi Notu, 2020

Comme on peut le voir sur le tableau, parallèlement à la réduction du niveau de représentation diplomatique depuis 2014, le volume du commerce extérieur et les taux d'exportation ont progressivement diminué, et la crise du taux de change en 2018 et l'augmentation des tensions en Méditerranée orientale ont entraîné les relations au point de rupture. Cependant, dans le cadre du processus d'assouplissement entamé fin 2020, les négociations entre la Turquie et l'Égypte ont repris en 2021 et le niveau de représentation diplomatique devrait être relevé dans les prochains jours.

Sans parler de la dimension politique des relations entre la Turquie et l'Égypte, lorsqu'on fait une évaluation dans le cadre de l'image que la Turquie tente de se donner dans la région après les années 2000, on constate clairement l'augmentation des exportations de la Turquie vers la région depuis les années 2000. Avant le coup d'État en Égypte, dans la recherche menée en 2012, il a été constaté que la perception envers la Turquie dans le public égyptien était positive à 80 %. Les conflits politiques et les crises diplomatiques entre les deux pays après le coup d'État ont fait chuter cette perception à 38 %.²⁵⁰

²⁵⁰ Kadriye Sınnmaz, Mısır Raporu, **INSAMER**, Mayıs 2019

Comme on peut le voir dans le tableau ci-dessous, en 2012, la période où l'image de la Turquie était la plus forte, le volume total des échanges s'est accélérée et les exportations de la Turquie vers la région ont triplé en une courte période de 4 ans. En 2017, alors que l'image de la Turquie était négative à 62 %, les relations commerciales de la Turquie avec la région ont subi une grande perte et ont atteint le même niveau qu'en 2009, lorsque la crise financière mondiale a été ressentie le plus intensément. La Turquie maintient toujours sa position de 5e partenaire commercial de l'Égypte.²⁵¹ Les démarches diplomatiques entreprises entre les deux pays en 2021 assureront un retour rapide au niveau valable en 2012 si les deux pays utilisent les bons canaux de communication tels que représentation diplomatique égale, suppression des obstacles au commerce, visites de haut niveau et forums d'affaires

a.3) Boycott

Un boycott des consommateurs est défini comme « *un exercice organisé de la souveraineté des consommateurs qui empêche l'achat d'un produit dans le but d'influencer un problème avec l'acheteur et l'organisation qui a causé ce problème* ». ²⁵² Friedman définit le boycott des consommateurs comme suit : il s'agit « *d'un ou plusieurs groupes ordonnant aux consommateurs individuels de ne pas acheter certains produits sélectionnés afin d'atteindre certains objectifs* ». ²⁵³ Dans la littérature, les boycotts de consommateurs sont traités selon deux approches différentes. La première approche est basée sur la dynamique qu'ils utilisent pour réaliser les boycotts. C'est une approche qui la divise en trois comme directe, indirecte et secondaire. Dans les boycotts directs, les consommateurs montrent leur réaction en n'achetant aucune marque ou tous les produits d'une entreprise. Les boycotts indirects surviennent lorsque les consommateurs décident de boycotter une organisation parce qu'ils n'approuvent pas ses activités. De tels boycotts surviennent généralement à la suite de problèmes internationaux ou de l'évaluation négative de certaines politiques et pratiques d'un pays étranger par un certain groupe de consommateurs. Les boycotts secondaires, en revanche, sont des boycotts ciblant des organisations dont la véritable

²⁵¹ Al Monitor, Why Turkey is Wooing Egypt, Al Monitor 03.04.2021

<https://www.al-monitor.com/originals/2021/04/why-turkey-wooing-egypt> date d'accès 18.01.2022

²⁵² Cright Smith, **Morality and the Market Consumer Pressure for Corporate Accountability** Routledge, 1990, cf. 100-126

²⁵³ Monroe Friedman, **Consumer Boycotts: Effecting Change through the Market Place and the Media**, Routledge, 1999, cf. 82-99

cible est la coopération économique. Pour mesurer l'efficacité du boycott, il peut être utilisé comme critère si l'entreprise et/ou le pays qui fait l'objet du boycott a apporté des changements à ses politiques. Par conséquent, si l'entreprise et/ou le pays boycotté n'a apporté aucun changement à ses politiques, on peut dire que le boycott n'a pas été efficace. Garrett, déterminant l'efficacité du boycottage ; Il déclare qu'il y a trois variables : la pression économique, la pression d'image et l'engagement envers la politique. Si les dommages potentiels de ces pressions sont élevés, la cible boycottée choisira de changer ses politiques. Cependant, si la cible n'y voit pas une raison suffisante pour changer la politique des objectifs des organisateurs, alors le boycott sera inefficace.²⁵⁴

En ce qui concerne l'utilisation des boycotts comme outil de sanction, on peut citer des exemples d'activités organisées par la Turquie « au niveau de l'État ou de la société civile » contre la France et la marque Danone. Le boycott de Danone, qui est l'une des activités de boycott en ligne les plus efficaces en Turquie, a été boycotté au motif que Danone a ajouté un nouvel ingrédient actif à son contenu de lait et de yaourt, provoquant un retard mental chez les enfants et les nourrissons. À la suite de cette action civile, Danone a subi une baisse de 26 % de ses ventes de lait et provoqué une contraction de la demande de 15 millions de litres de lait.

Le second exemple est le boycott contre la France à l'appel du gouvernement sous Sarkozy. Dans le cadre de cette pratique de boycott, des brochures et des postes internet faisant la promotion des marques françaises ont été élaborés. Cependant, un tel boycott de la France, qui compte des centaines d'investissements en Turquie, n'a pas connu de succès significatif. Au moment du boycott, la France comptait 512 entreprises employant plus de 40 000 personnes en Turquie. À la lumière de ces données, la manière la plus importante d'utiliser le boycott comme un outil de diplomatie économique efficace est la taille de la relation économique avec le pays cible. Considérant que les exportations de la France vers la Turquie n'étaient que de 1,5% sur la période susmentionnée, et considérant qu'il y a 512 entreprises réalisant

²⁵⁴ Dennis E. Garrett, The Effectiveness of Marketing Policy Boycotts: Environmental Opposition to Marketing, **Journal of Marketing**, Vol.51, No.2, 1987, cf.47-55

des investissements directs en Turquie, il n'est pas possible de s'attendre à ce qu'un tel mouvement de boycott soit efficace.²⁵⁵

Si nous devons mentionner les activités de boycott contre la Turquie comme exemple, nous pouvons montrer le boycott mis contre les produits turcs par l'Arabie saoudite en 2020. La campagne de boycott en Arabie saoudite a été essentiellement lancée par le peuple et en peu de temps, elle est devenue le discours officiel de l'État. La déclaration d'Ajlan al Ajlan, le chef des chambres de commerce saoudiennes, sur Twitter le 2 octobre 2020, disant : « *N'investissez pas en Turquie, n'importez pas de Turquie, n'allez pas en Turquie pour le tourisme* », rapidement propager le boycott à de larges masses. Bien qu'il n'y ait pas eu d'appel au boycott au niveau du Royaume, les déclarations du prince Abderrahmane ont été décrites comme un boycott officiel par la communauté des affaires.

À la suite d'appels au boycott, les ventes immobilières de la Turquie aux citoyens saoudiens ont diminué de 75 %, l'Arabie saoudite, qui était le 13e pays vers lequel la Turquie a exporté l'année précédente, est tombée au 15e rang et les exportations vers l'Arabie saoudite ont diminué de 15 %. La baisse significative des revenus de la Turquie vis-à-vis de l'Arabie, un pays avec lequel elle a un excédent commercial, a également exercé une forte pression sur le bilan de la Turquie.²⁵⁶

Face à ces sanctions imposées par l'Arabie saoudite, la Turquie a préféré développer les voies diplomatiques et tenté d'améliorer ses relations avec les pays du Golfe. Dans ce contexte, le nouveau Premier ministre d'Israël, Herzog, a d'abord visité la Turquie, et les vœux de développement des relations politiques et commerciales entre Israël et la Turquie ont été exprimés au plus haut niveau. Suite à cela, le président Recep Tayyip Erdoğan s'est rendu aux Émirats arabes unis et a souligné que les anciens cahiers devaient être fermés. Après le changement d'approche de la Turquie envers les pays du Golfe, les relations avec l'Arabie saoudite se sont améliorées, des visites mutuelles de haut niveau ont été effectuées et l'affaire Cemal Khashoggi²⁵⁷ a finalement été transférée à l'Arabie saoudite. À ce stade, il est frappant que la Turquie

²⁵⁵ Betül Balıkcıoğlu, Akın Koçak, Alper Özer, “Şiddet İçermeyen Bir Eylem Olarak Dolaylı Tüketici Boykotlarının Oluşum Süreci ve Türkiye İçin Değerlendirme”, **Ankara Üniversitesi SBF Dergisi**, 2007, p. 94

²⁵⁶ Onur Erem, Suudi Arabistan'daki Türk ürünleri boykotu ne kadar yaygın?, BBC, 28.10.2020, <https://www.bbc.com/turkce/haberler-dunya-54711983> accès: 18.01.2022

²⁵⁷ Jamal Khashoggi, journaliste saoudien, opposant au prince héritier Mohammed ben Salmane, a été assassiné le 2 octobre 2018 au consulat d'Arabie saoudite à Istanbul, en Turquie.

ait fait des concessions sur l'affaire Khashoggi. Les concessions faites et le développement des voies diplomatiques ont permis à l'Arabie saoudite de lever son boycott des produits turcs.

II) Economie politique de l'Afrique et la diplomatie économique de la Turquie envers Afrique

Au début des années 2000, le président de l'Afrique du Sud, Thabo Mbeki, a déclaré que le 21^e siècle serait le siècle africain.²⁵⁸ Bien que les pays africains aient obtenu leur indépendance après le processus de décolonisation, on ne peut pas dire que les problèmes sociaux, économiques et politiques qui durent depuis des centaines d'années ont été résolus. En revanche, depuis le début des années 2000, les pays africains ont commencé à révéler leur potentiel. Aujourd'hui, 7 des 10 pays ayant le taux de croissance le plus rapide au monde sont situés sur le continent africain.²⁵⁹ Selon les rapports de croissance du FMI, bien que l'économie mondiale ait augmenté en moyenne de 2,8 % entre 2000 et 2019, l'Afrique a progressé en moyenne de 4,9 % par an.²⁶⁰ Outre sa croissance économique, l'Afrique attire l'attention par ses richesses souterraines et aériennes. Le continent, riche en métaux précieux tels que l'or, les diamants, l'uranium, le pétrole, le gaz naturel et le platine, attire les acteurs mondiaux, notamment la Chine et les États européens. En plus de tout cela, selon les estimations de l'ONU, on estime que d'ici 2050, la moitié de la population africaine aura moins de 25 ans. L'Afrique, qui compte 14 % de la population mondiale en âge de travailler d'ici 2022, devrait représenter 42 % de la population en âge de travailler en 2100, selon les estimations de l'ONU²⁶¹. Cette situation est à la fois une menace et un grand avantage pour l'Afrique. Les gouvernements, visant à faire de la population en question et de sa richesse souterraine et aérienne un avantage, ont pris des mesures pour assurer l'unité du continent au fil des ans. De nos jours, la visibilité de l'Union africaine et d'autres organisations économiques et politiques régionales augmente, en particulier les pays

²⁵⁸ Frederik de Klerk, Le XXI^e siècle sera-t-il le siècle de l'Afrique?, Liberation, 17 septembre 2015 https://www.liberation.fr/evenements-libe/2015/09/17/le-21e-siecle-sera-t-il-le-siecle-de-l-afrique_1384784/ date d'accès: 20.11.2022

²⁵⁹ Boursenews, es 10 champions africains de la croissance économique, émission du 04/20 <https://www.boursenews.ma/web-tv/detail/decryptage/classement-les-10-champions-africains-de-la-croissance-economique> date d'accès: 20.11.2022

²⁶⁰ IMF, "Perspectives économiques régionales Afrique subsaharienne" 2022

²⁶¹ Financial Times, This will be Africa's century, Financial Times <https://www.ft.com/content/65e74935-3217-4528-9eab-0c0c4ed170f3> date d'accès: 20.11.2022

du G-20, l'UE, les États-Unis, la Russie, l'ASEAN et d'autres acteurs régionaux élaborent des plans d'action pour le développement de l'Afrique.

Le poids croissant de l'Afrique sur la scène internationale a été remarqué par la Turquie et 2005 a été déclarée Année de l'Afrique, et peu de temps après, la Turquie a été acceptée comme membre observateur de l'Union africaine et les sommets de coopération Turquie-Afrique ont commencé. Depuis cette date, la Turquie a commencé à consolider son image avec une politique qui inclut des éléments de soft power pour la région et donne la priorité à l'aide économique et humanitaire. Ce faisant, il a également amélioré ses relations avec la région et les pays africains et établi des partenariats dans un large éventail allant du commerce à l'éducation, des politiques de santé aux politiques de défense. Le processus, qui s'est poursuivi avec succès jusqu'en 2013, a été remplacé par la « Politique de partenariat avec l'Afrique » en 2013. Conformément à sa politique de partenariat avec l'Afrique, agissant avec la devise "des solutions africaines aux problèmes africains", il s'est transformé en un réseau de relations plus inclusif et multilatéral en intégrant le secteur privé et les organisations non gouvernementales dans sa coopération à vocation étatique. Aujourd'hui, des organisations telles que TİKA, Yunus Emre Institute, Maarif Foundation, Kızılay, Diyanet Foundation, THY, Anadolu Agency, DEİK, MUSIAD, ainsi que de nombreuses organisations non gouvernementales et plus de 500 entreprises turques sont actives dans la région. Le volume total du commerce extérieur, qui était de 5,4 milliards de dollars en 2003, a été enregistré à 34,5 milliards de dollars en 2021. Les projets entrepris par les seules entreprises contractantes de la région s'élèvent à plus de 77,8 milliards de dollars. Le principal moteur de ce développement des relations est sans aucun doute les missions diplomatiques dans la région. Le nombre d'ambassades, qui n'était que de 14 en 2002, est de 44 en 2022.²⁶²

L'objectif principal de l'analyse de l'Afrique en tant qu'étude de cas est de déterminer plus précisément les stratégies et initiatives diplomatiques mises en œuvre en raison de la politique relativement nouvelle de la Turquie et de l'absence d'un acteur qui menacerait directement la sécurité de la Turquie. La Turquie suit une politique de diplomatie économique globale qui inclut des acteurs publics-privés et non gouvernementaux envers l'Afrique, y compris la création d'image, l'aide humanitaire,

²⁶² Dışişleri Bakanlığı, Türkiye Afrika İlişkileri, Dışişleri Bakanlığı <https://www.mfa.gov.tr/turkiye-afrika-iliskileri.tr.mfa> date d'accès: 20.11.2022

les investissements étrangers directs, les missions diplomatiques, les visites et sommets de haut niveau, ainsi que les intérêts économiques. Les pratiques de diplomatie économique de la Turquie en Europe, dans les Balkans ou au Moyen-Orient ne peuvent pas être pleinement mesurées en raison des perceptions sécuritaires et politiques du passé. En revanche, la diplomatie économique a été choisie pour l'étude de cas car les stratégies appliquées à l'Afrique subsaharienne sont relativement nouvelles et plus techniques.

1) Les enjeux qui font de l'Afrique un terrain de jeu de la mondialisation économique

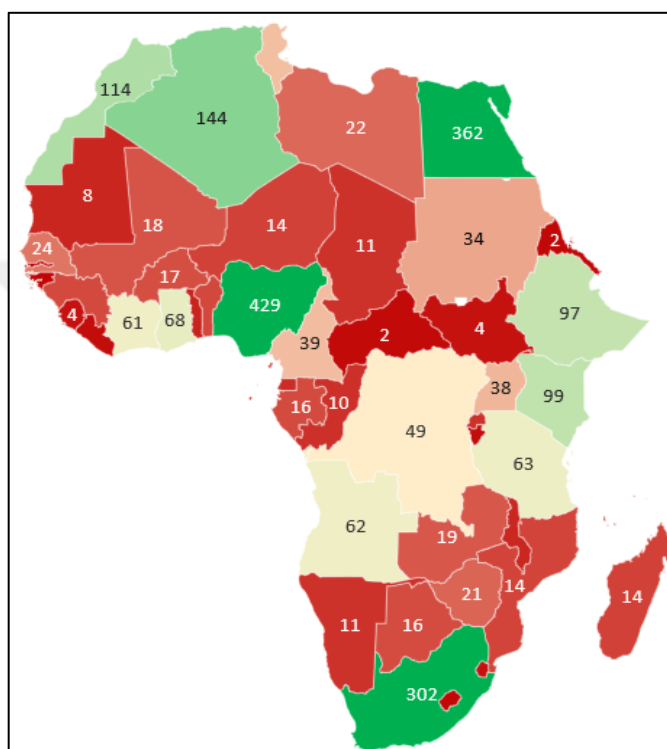
a) Perspective générale de l'économie africaine

Les pays d'Afrique subsaharienne se distinguent généralement comme des pays riches en ressources naturelles telles que l'or, les diamants et le charbon, ainsi que le pétrole. Le Nigeria et l'Angola sont les principaux pays exportateurs de pétrole. Or, platine, fer et houille d'Afrique du Sud ; Le Botswana, en revanche, occupe une place importante dans la production de diamants. Dans les pays d'Afrique subsaharienne où l'industrialisation est faible, les produits agricoles tels que le cacao, le café, le sucre, le thé, le coton, les bananes et les agrumes occupent une place importante dans la production ainsi que dans l'exploitation minière. Dans les pays d'Afrique du Nord, les ressources souterraines telles que le pétrole et le gaz naturel ont un poids important dans l'économie. Alors que les exportations de pétrole brut portent l'économie libyenne, le pétrole brut et le gaz naturel occupent une place importante en Algérie. En Égypte, en revanche, bien que la production de pétrole brut et d'or contribue à l'activité économique, le taux d'industrialisation est plus élevé que dans les pays de la région. En revanche, la Tunisie et le Maroc sont des pays pauvres en matières premières et le poids de l'industrie manufacturière est élevé dans leurs économies.

Fin 2020, le PIB total du continent africain atteignait 2,3 billions de dollars. Le Nigeria se classe au premier rang avec un PIB de 429 milliards USD en raison du fait qu'il a la population la plus élevée du continent et qu'il figure parmi les 10 premiers exportateurs de pétrole au monde. Ce pays est suivi par l'Égypte, l'Afrique du Sud, l'Algérie et le Maroc, respectivement, en termes de taille du PIB. Lorsque ces 5 pays sont exclus du classement, les pays de l'Est de l'Afrique se distinguent en termes de taille économique. Environ 18 % de la population mondiale (1,3 milliard de

personnes) vivent en Afrique, ce qui représente 2,7 % du PIB mondial. Par pays, le Nigeria est le pays le plus peuplé d'Afrique avec une population d'environ 206 millions d'habitants. Après le Nigeria, l'Égypte (100,9 millions), l'Éthiopie (97,2 millions), la République démocratique du Congo (90,8 millions) et l'Afrique du Sud (59,6 millions) arrivent dans le classement.

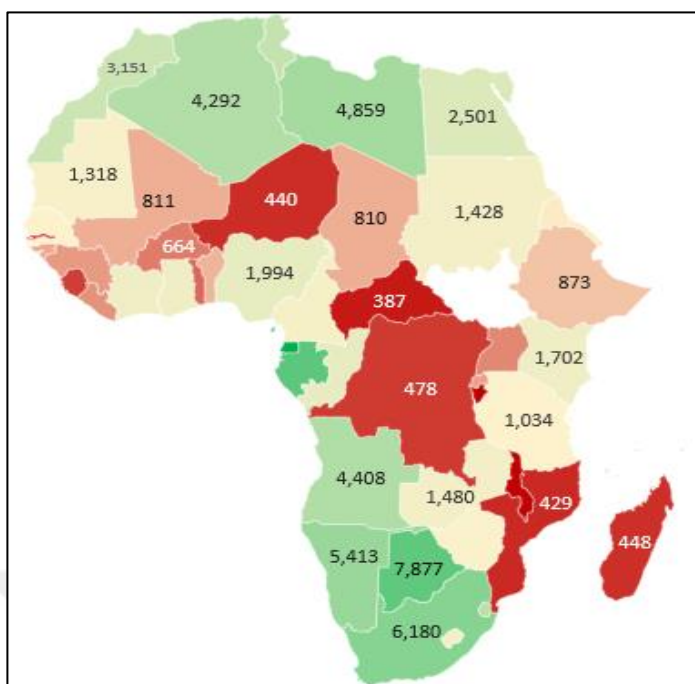
Figure 2.7 : Tailles du PIB (2020, milliards USD)



source : IMF, 2020

Comme l'implique la différence entre les parts de l'économie mondiale et de la population mondiale totale, le revenu par habitant en Afrique est d'environ 1 800 dollars des États-Unis. Alors que le niveau de revenu par habitant des pays du sud du continent est supérieur à celui des autres régions, cette région est suivie par les pays d'Afrique du Nord. Dans le reste de l'Afrique, le niveau de revenu par habitant est inférieur à 1 000 USD. Le pays avec le revenu par habitant le plus élevé est les Seychelles avec 11 600 USD. Ce pays est suivi par Maurice, le Gabon et le Botswana. Le Malawi, le Burundi, la République centrafricaine, le Mozambique et Madagascar sont parmi les pays les plus pauvres d'Afrique.

Figure 2.8 : Revenu par habitant (2020, USD)



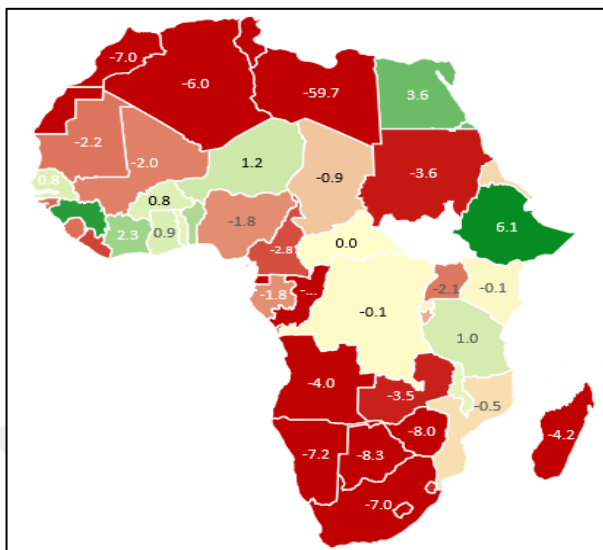
source : IMF, 2020

En raison de la grave baisse des prix du pétrole et des matières premières en 2020 avec l'effet de pandémie de Covid-19 et des mesures de quarantaine mises en place en raison de la pandémie, il y a eu des contractions dans les économies africaines ainsi que dans le monde entier. Compte tenu des taux de croissance des pays africains en 2020, on constate que la croissance la plus élevée a eu lieu en Éthiopie avec 6,1 % malgré la pandémie. Avec l'augmentation de la productivité de la production agricole, l'augmentation des investissements dans les infrastructures dans tout le pays et les investissements importants de la Chine dans le pays, l'économie éthiopienne a connu une croissance moyenne de 10 % au cours des 10 dernières années, ce qui en fait l'économie à la croissance la plus rapide d'Afrique. L'Éthiopie devrait être la Chine de l'Afrique dans les années à venir en raison de son infrastructure routière et ferroviaire en développement, de sa population dense et de ses coûts de main-d'œuvre abordables. Après l'Éthiopie, la Guinée, l'Égypte, la Côte d'Ivoire et le Bénin ressortent comme les pays à plus forte croissance.

En revanche, hors Libye en raison de la contraction due à la guerre civile dans le pays, les pays les plus touchés par la pandémie en 2020 ont été Maurice, les Seychelles et la Tunisie, où le secteur du tourisme occupe une place importante dans l'économie du pays. Cependant, le Nigéria, la plus grande économie du continent, s'est

contracté de 1,8 %, tandis que l'économie de la République d'Afrique du Sud s'est contractée de 7 %.

Figure 2.9 : Taux de Croissance de PIB (2020, %)



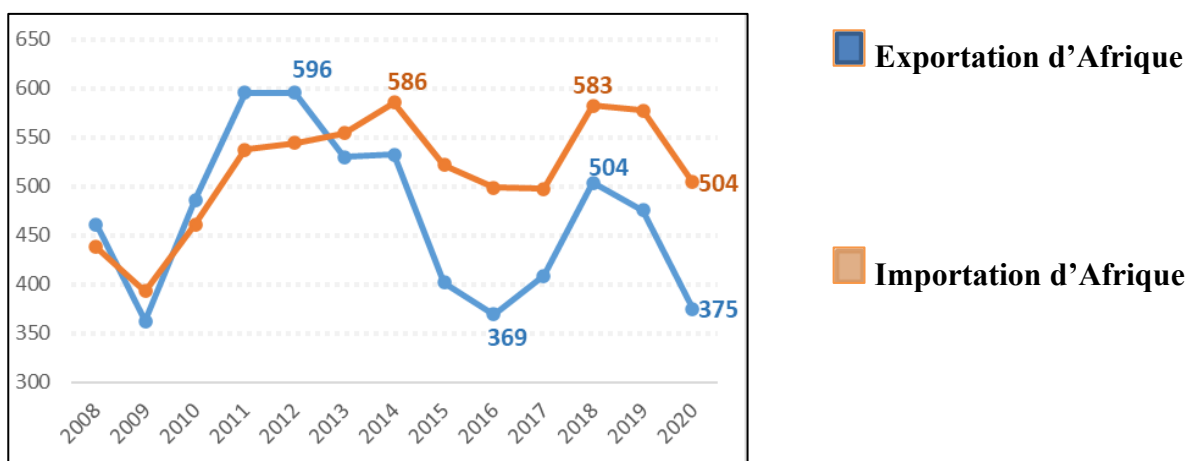
source : IMF, 2020

b) Perspective du commerce extérieur en Afrique

Avec l'effet de la hausse des prix du pétrole et des matières premières dans le monde après la crise mondiale, les exportations de l'Afrique ont atteint leur pic en 2012 avec 596 milliards USD. Le niveau du revenu national, qui a augmenté avec l'augmentation des recettes d'exportation au cours de cette période, a permis à la Région africaine d'augmenter ses importations en général et a atteint le niveau de 586 milliards de dollars américains en 2014.

Avec l'inversion du vent sur les marchés mondiaux des produits de base en 2015 et 2016, des baisses importantes ont été enregistrées dans les indicateurs du commerce extérieur de l'Afrique. En 2016, les exportations de l'Afrique ont chuté aux niveaux de 2009 avec 369 milliards de dollars américains, tandis que les importations de l'Afrique ont diminué à 498 milliards de dollars américains. Le commerce extérieur africain, qui avait commencé à se redresser en 2017 et 2018 avec la hausse des prix du pétrole et des matières premières en 2017, est redescendu en 2020 aux niveaux de 2016 sous l'effet de l'épidémie de Covid-19. Avec la diminution des effets de l'épidémie, le volume du commerce extérieur de l'Afrique devrait reprendre une tendance à la hausse dans la période à venir.

Figure 2.10 : Exportation et Importation de l'Afrique (Milliards Dollars))



source : Trademap, 2020

Exportations des pays africains

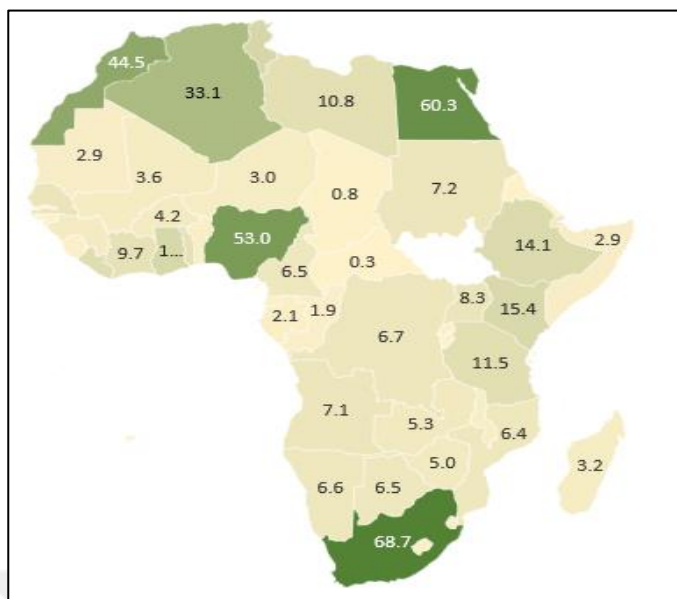
Lorsque les données d'exportation des pays africains sont analysées, le pétrole brut constitue à lui seul un cinquième des exportations en 2020. Le pétrole brut est suivi par l'or, 30,9 milliards USD, et le gaz naturel, 16,2 milliards USD. Parmi les 10 principaux produits, tous les produits, à l'exception des automobiles et des carburants issus de la transformation du pétrole brut et des huiles de pétrole, que le Maroc et l'Afrique du Sud exportent, sont constitués de matières premières minérales et agricoles. Parmi les 10 principaux produits d'exportation de l'Afrique l'année dernière, les produits ayant la valeur d'exportation nominale la plus élevée étaient le platine et le cuivre. La plus forte baisse a été observée dans le pétrole brut, les produits pétroliers transformés et le gaz naturel, sous l'effet de la baisse des prix du pétrole. Lorsque les exportations du continent sont analysées par pays, on constate que l'Afrique du Sud, qui réalise la plupart des exportations importantes de minerais tels que l'or, le platine, le charbon et le minerai de fer, arrive en tête avec 85,7 milliards USD. Ce pays est suivi du Nigeria, premier exportateur de pétrole brut du continent, avec 33,4 milliards de dollars, et du Maroc avec 27,7 milliards de dollars.

Country	Percentage of population aged 65 and over
Algeria	27.7
Libya	20.9
Egypt	8.4
Sudan	26.8
Mauritania	2.9
Mali	2.1
Niger	1.2
Chad	1.5
Nigeria	2.2
Gambia	4.4
Guinea	33.4
Sierra Leone	4.0
Liberia	0.1
Ivory Coast	5.2
Ghana	14.1
Burkina Faso	5.2
Mali	2.5
Mauritius	0.1
Zimbabwe	6.0
Botswana	5.2
Namibia	3.5
South Africa	85.7
Lesotho	4.4
Swaziland	4.3
Mozambique	5.4
Madagascar	2.0
Reunion	2.1

Importations des pays africains

188

Figure 2.12 : Importations des Pays Africains (2020, milliards usd)

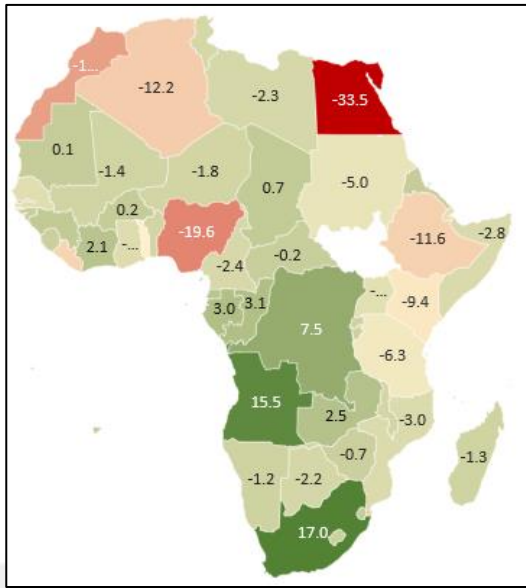


source : IMF, 2020

Balance de commerce extérieur de l'Afrique

En ce qui concerne les balances du commerce extérieur des pays africains, les pays ayant le plus grand excédent du commerce extérieur sont généralement des exportateurs de pétrole comme l'Angola, le Nigeria et la Libye, tandis que les excédents du commerce extérieur de ces pays ont considérablement diminué en 2020 en raison de la forte baisse du prix du pétrole. Au cours de la même période, alors que l'Afrique du Sud, l'Angola et la République démocratique du Congo affichent l'excédent commercial le plus élevé, le plus grand déficit du commerce extérieur est enregistré par des pays d'Afrique du Nord tels que l'Égypte, le Maroc et l'Algérie, ainsi que par des pays d'Afrique de l'Est tels que le Nigeria, l'Éthiopie, Kenya et Tanzanie.

Figure 2.13 : Balance Commerciale Extérieure des Pays (milliards usd)



source : IMF, 2020

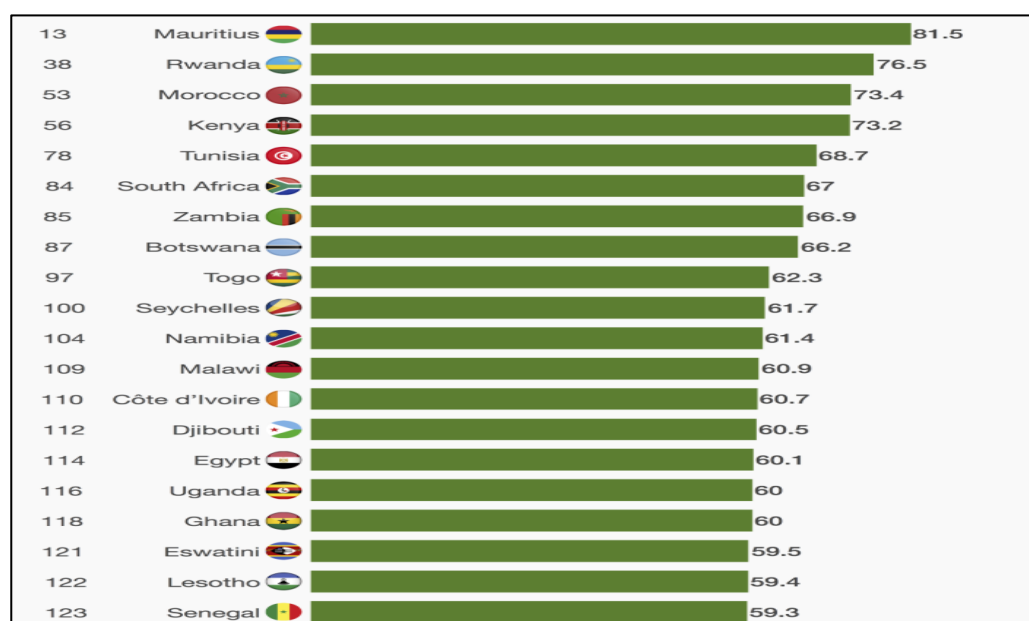
Par conséquent, Au cours de la dernière décennie, la croissance économique de l'Afrique augmente graduellement. Les perspectives économiques en 2019 se sont avérées difficiles pour tous les marchés émergents mondiaux, affaiblis par la volatilité des prix mondiaux des matières premières, les incertitudes commerciales et le renforcement du dollar américain. Cependant, l'Afrique a affiché une croissance économique similaire à la moyenne mondiale. La baisse de la croissance en 2018 était en grande partie due aux taux de croissance plus faibles enregistrés par des économies davantage axées sur les produits de base telles que la Zambie, l'Afrique du Sud, l'Angola et le Nigéria. En plus de ces économies qui sont entrées dans le processus de reprise économique, il existe de nombreuses autres économies avec de bonnes performances, qui ont un grand potentiel à leur base en raison de la diversification économique. Alors que l'Éthiopie est sur la bonne voie pour enregistrer la croissance économique la plus élevée, d'autres économies telles que le Rwanda, la Tanzanie, le Kenya et le Ghana connaissent une croissance supérieure à 6 %.²⁶³

²⁶³ DEIK, Afrika “Kıtasal Serbest Ticaret Bölgesi (AfCFTA) ve Türk Firmalarına Etkisi”, 2021

c) Facilités pour le monde d'affaires

En termes de revenu par habitant, de PIB et d'ouverture du pays, la démographie africaine est extrêmement variable. Des pays comme le Nigeria ont une population estimée à environ 190 millions, tandis que sept pays ont une population de moins de 1,5 million. Vingt-sept pays sont classés comme pays à faible revenu, dix-huit pays à revenu moyen supérieur, huit pays à revenu moyen supérieur et un pays à revenu élevé. Dans ce cas, l'environnement des affaires dans un pays diffère grandement de l'environnement des affaires dans un autre pays. Bien que l'Afrique soit en retard sur d'autres régions en termes de moyenne de l'indice de facilité de faire des affaires, c'est la région où les réformes de l'environnement des affaires ont été le plus réalisées pendant six années consécutives. Un tiers des 107 réformes visant à réglementer le commerce en Afrique subsaharienne ont été faites dans le contexte des économies régionales. En 2019, au moins 40 des 48 économies d'Afrique subsaharienne ont mis en œuvre au moins une réforme de la réglementation commerciale. L'Afrique subsaharienne est la région la plus réformée depuis 15 ans avec 905 réformes. Dans les régions les plus réformées, 27 réformes dans le domaine « *Exécution des contrats* », 17 réformes dans le domaine « *Création d'entreprise* » et 13 réformes dans le domaine « *Enregistrement des marchandises* » ont été mises en œuvre.²⁶⁴

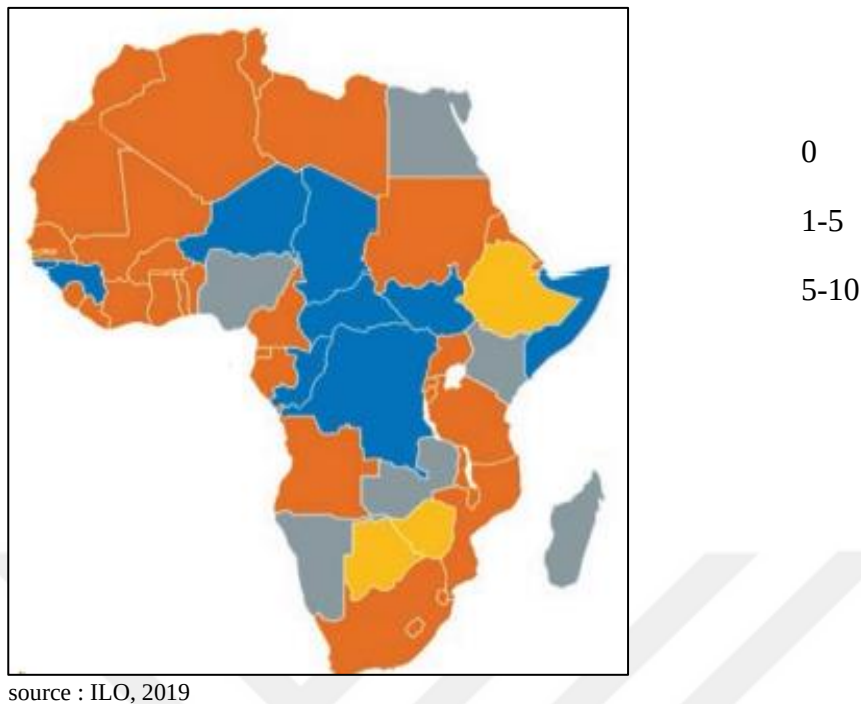
Figure 2.14 : Les Meilleurs Pays d'Afrique pour Business



source : World Bank, Doing Business, 2019

²⁶⁴ World Bank, Doing Business, 2020

Figure 2.15 : Zones Economique Privé en Afrique



Dans de nombreux pays africains, les zones économiques spéciales (ZES) font partie intégrante de la politique de développement du gouvernement. Les ZES sont créées pour attirer les investissements en offrant des conditions commerciales attrayantes aux investisseurs, telles que des droits de douane et une TVA réduits, des frais de transport peu élevés, la simplification des procédures administratives et l'accès à des taux d'intérêt préférentiels par les institutions bancaires locales. De nombreuses ZES au Kenya, au Zimbabwe et en Éthiopie se concentrent sur la fabrication de vêtements, la transformation agricole et les textiles. Au cours de la dernière décennie, les pays africains ont enregistré une croissance positive dans le secteur manufacturier. Le secteur des infrastructures, qui est entré dans un processus de développement rapide avec la construction de routes, de ports, de voies ferrées, de lignes aériennes et de voies aériennes, dirige le secteur manufacturier. Le nouvel accent mis sur l'investissement direct étranger (IDE) se déplace des industries de transformation des minéraux vers des secteurs centrés sur la consommation tels que la vente au détail, les services financiers, les télécommunications et la technologie.

Les dépenses interentreprises dans la production en Afrique devraient atteindre 666,3 milliards de dollars d'ici 2030. Ce chiffre est supérieur de 201,28 milliards de dollars à celui de 2015. L'Afrique est considérée comme "le prochain grand centre manufacturier du monde" et devrait faire partie des 100 millions d'emplois

manufacturiers à forte intensité de main-d'œuvre que la Chine laissera d'ici 2030. Cette tendance s'appliquera non seulement aux grandes économies telles que l'Afrique du Sud, l'Égypte et le Nigéria, mais aussi aux pays qui poursuivent des politiques de développement industriel et manufacturier comme l'Éthiopie, le Maroc et le Rwanda.²⁶⁵ Si la tendance à la hausse du secteur manufacturier dans les pays africains se poursuit, on estime qu'un revenu de 142 milliards de dollars sera réalisé d'ici 2025. Ces estimations seront encore plus élevées si les industries se déplacent de pays comme la Chine vers l'Afrique, où les coûts de production sont relativement plus bas.

d) Secteurs d'intérêt en Afrique

d.1) Agriculture

Le secteur agricole constitue l'épine dorsale de l'emploi total du continent. En Afrique subsaharienne, le secteur agricole constitue environ 53,2 % de total emploi. Par contre, bien que l'Afrique ait la deuxième plus grande part de terres arables dans le monde, après l'Asie, 60 % des terres ne sont pas cultivées. Le continent est devenu un importateur de produits alimentaires et de boissons (35 milliards de dollars par an) car l'augmentation du taux de population, l'urbanisation rapide et l'évolution des habitudes de consommation ont entraîné une baisse de la production agricole.²⁶⁶ Par conséquent, l'expansion de la superficie des terres cultivées avec l'utilisation efficace et efficiente des techniques modernes de production agricole offre une opportunité unique d'investissement dans le secteur agricole. La technologie agricole offre une solution à l'intensification de la production agricole, que ce soit en fournissant un accès financier aux petits et moyens agriculteurs établis et en créant de nouvelles plantations agricoles ou en investissant dans les produits agricoles d'exportation. Le potentiel d'investissement nécessaire pour transformer l'agriculture africaine est estimé à 50 milliards de dollars. Du point de vue de l'investissement, le Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA) a initié un pionnier de la production agricole durable sur le continent. Ce programme de développement a reçu de nouveaux engagements de la part des gouvernements africains pour augmenter leurs budgets pour le secteur agricole. En outre, la détermination à mettre fin à la pauvreté sur le continent d'ici 2025 a conduit à plus de produits agricoles, plus de productivité

²⁶⁵ Brookings Institute, Annual Report, 2019

²⁶⁶ HUB FIDA, "Transformation de l'Agriculture en Afrique", 2020

dans la production et plus d'échanges entre les pays. Le secteur agricole a un potentiel de croissance vaste et inexploité. Cela est facilité par la disponibilité de vastes terres arables, une main-d'œuvre jeune, l'utilisation de la technologie et l'implication du gouvernement. Dans ce contexte, les investissements à réaliser dans un partenariat public-privé gagnent en importance.²⁶⁷

Tableau 2.13 : Principales Economies Agroalimentaires en Afrique (Milliards usd))

PAYS	2020	2021	2022	2021
NIGERIE	36.5	38.7	41.2	43.2
EGYPTE	26.3	26.8	27.3	27.6
ALGERIE	25.9	26.4	26.9	27.1
ETIOPIE	19.6	21.0	22.1	22.9
AFRIQUE DU SUD	20.1	20.8	21.7	22.5
MAROC	11.1	12.4	12.4	12.6
KENYA	9.7	11.4	12	12.5
CAMEROUN	9.5	9.9	10.6	11.3
COTE D'IVOIRE	7.9	7.8	8.1	8.4
TANZANIE	4.7	5.1	5.5	5.8

Source : FAO,2020

d.2) Le Secteur manufacturier

Le secteur manufacturier est l'un des principaux secteurs qui peuvent créer des opportunités d'emploi et réduire les tensions politiques actuelles dans la région. Les États africains devraient se concentrer davantage sur l'amélioration des infrastructures, de la technologie, du capital humain et des institutions, dynamiser l'industrie manufacturière et rendre le continent plus résistant aux chocs économiques. La révolution industrielle africaine, qui sera vécue sur le continent dans un avenir proche, devrait augmenter la production de l'alimentation à l'automobile. La capacité de fabrication de l'Afrique devrait avoir une capacité potentielle de 1 billion de dollars d'ici 2030, répondant à la demande locale et réduisant la dépendance à l'égard des importations. Les activités manufacturières disponibles sur le continent sont très

²⁶⁷ DREA, "Cadre du Programme Détaillé pour le Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA)", 2020 https://au.int/sites/default/files/documents/41357-doc-CADDP_BR_2015-2018_ENGLISH.pdf date d'accès: 21.01.2023

diverses. Logiciels informatiques, électronique, électricité, tuile, toiture, pavés, tuiles, briques et briquettes, énergie solaire, charpentes, recyclage des cartouches d'encre et de toner, distribution de cosmétiques, aliments et aliments thérapeutiques, plantes médicinales comme le kaolin, noix de cajou, eau, technologie, environnement, etc. Dans les services, les activités comprennent la formation, le conseil télécom et bancaire, l'installation et la maintenance en froid domestique et industriel, les ressources humaines, la gestion des systèmes informatiques; sécurité domestique (prévention incendie), import-export, distribution, conseil juridique, expertise et installations électriques; il existe des domaines tels que l'assistance de conseil technique, la représentation commerciale.²⁶⁸

d.3) Énergie renouvelable

La base de ressources naturelles de l'Afrique est assez importante. La région, qui possède un vaste littoral sur tout le continent, dispose de plus de ressources en énergie éolienne et solaire que tout autre continent. Cependant, une alimentation électrique fiable et peu courante reste l'un des plus grands défis pour accélérer la transformation économique du continent. L'abondance d'énergies naturelles inertes et renouvelables telles que l'énergie solaire, éolienne et hydroélectrique offre une opportunité idéale pour les investissements. Par exemple, un cinquième de la capacité énergétique actuelle de l'Afrique est fournie par l'hydroélectricité, et même 10 % de son potentiel hydroélectrique ne sont pas utilisés. On estime que 70 % de la population de l'Afrique subsaharienne n'a toujours pas accès à une électricité fiable. Par exemple, le secteur manufacturier au Nigéria et au Gabon est gravement touché par les coûts énergétiques élevés et l'incohérence²⁶⁹. Les fabricants du continent doivent fermer leurs lieux de travail en moyenne 56 jours par an en raison de coupures de courant²⁷⁰.

Alors que 600 millions de personnes sur le continent n'ont pas accès à l'électricité, 900 millions de personnes n'ont pas accès à une cuisine propre. Malgré les progrès rapides des 10 dernières années et les développements dans certains pays (Kenya, Éthiopie, Ghana, Sénégal et Rwanda, etc.), le nombre de personnes sans accès à l'électricité devrait atteindre 530 millions et le nombre de personnes sans accès cuisine propre devrait atteindre 1 milliard en 2030. On voit que les facteurs les plus

²⁶⁸ DEIK, "Afrika Kıtasal Serbest Ticaret Bölgesi (AfCFTA) ve Türk Firmalarına Etkisi", 2021

²⁶⁹ IEA, 2019

²⁷⁰ AfDB, 2020

importants à cet égard sont les tendances élevées du taux de croissance démographique et économique observées dans de nombreuses villes et villages du continent. Dans ce contexte, il existe des opportunités dans le domaine des énergies renouvelables pour répondre aux besoins énergétiques du continent et, contrairement à d'autres parties du monde, des solutions énergétiques moins intensives en carbone.²⁷¹

En Afrique du Nord, le gaz fournit déjà environ la moitié des besoins énergétiques de la région ; cependant, jusqu'à présent, il n'a pas été un combustible de niche en Afrique subsaharienne. La part du gaz dans le mix énergétique est d'environ 5%, ce qui est la plus faible au monde. Un certain nombre de découvertes majeures ont été faites ces dernières années en Égypte, en Afrique de l'Est (Mozambique et Tanzanie), en Afrique de l'Ouest (Sénégal et Mauritanie) et en Afrique du Sud, qui représentent collectivement plus de 40 % des découvertes mondiales de gaz entre 2011 et 2018. Ces développements laissent présager que le gaz naturel viendra au premier plan pour répondre aux besoins de l'Afrique en matière de croissance industrielle et d'approvisionnement fiable en électricité.²⁷²

d.4) Infrastructure

Le développement des infrastructures est au cœur des efforts d'industrialisation de l'Afrique dans le cadre de l'AfCFTA. Alors que la capacité d'investissement dans le secteur des infrastructures est de 130/170 milliards de dollars par an, le déficit de financement est de l'ordre de 68 à 108 milliards de dollars. Seul 1/3 de la population vivant en milieu rural s'installe à moins de 2 km des axes routiers en toutes saisons. Principal mode de transport sur le continent, les autoroutes transportent 80 % des marchandises et 90 % des passagers. Alors que 53% des autoroutes ne sont pas goudronnées, la sécurité routière est un autre problème. Le continent compte 84 000 km de voies ferrées, principalement en Afrique du Sud et du Nord, couvrant une superficie de 30 millions de km². Alors qu'il existe 64 ports sur le continent, beaucoup d'entre eux ne sont pas suffisamment équipés. Les compagnies aériennes, quant à elles, contribuent pour 67,8 milliards de dollars au PIB et emploient 6,7 millions de personnes. Le plus gros problème en termes de transport est la connexion insuffisante des routes, des chemins de fer et des ports. La plus grande transformation vers le

²⁷¹ <https://news.un.org/fr/story/2022/01/1112822> date d'accès: 18.03.2022

²⁷² IEA, Transitions énergétiques au Sahel, 2021 https://iea.blob.core.windows.net/assets/e4d10193-3399-4369-bc03-fa3c52562fff/CETSAHELlaunch_FR.pdf date d'accès: 21.01.2023

développement des infrastructures s'est produite en Afrique de l'Est. Depuis 2018, l'Afrique de l'Est mène un boom de la construction avec plus de 139 grands projets de développement d'infrastructures. Cependant, l'Afrique du Nord est le leader en termes de valeur totale des projets, avec une part de 148,3 milliards de dollars (équivalent à 31,5 %) de la valeur totale de tous les projets sur le continent. Dans la catégorie des États uniques devant le Nigéria et l'Afrique du Sud, la valeur et le nombre de projets les plus importants appartiennent à l'Égypte.²⁷³

Selon le rapport du FMI sur les Perspectives de l'économie mondiale la croissance en Afrique subsaharienne devrait augmenter de 3,5 % en 2020-2021 (taux de croissance de 3,3 % en 2019). La projection est inférieure de 0,1 % à celle des Perspectives de l'économie mondiale 2020 en octobre et de 0,2 % inférieure à celle de 2021. Ces estimations reflètent des révisions à la baisse pour l'Afrique du Sud (où l'indice des affaires et de la confiance et l'indice des investissements étrangers ont diminué en raison de contraintes structurelles et de la détérioration des finances publiques) et de l'Éthiopie (où le secteur public consolidé, qui devrait contenir les vulnérabilités de la dette, devrait peser sur la croissance). Cependant, une croissance est attendue dans d'autres parties du continent, menée par l'Afrique de l'Est, avec une moyenne de 6,4%.²⁷⁴

La plupart des États africains ne disposent pas de PIB importants pour entreprendre ou maintenir des projets d'infrastructure ambitieux d'une valeur de 100 millions de dollars ou plus. Bien que cela soit considéré comme un obstacle, cela offre un avantage aux entreprises de taille moyenne établies qui envisagent de se lancer dans des projets de développement d'infrastructures de taille moyenne. Le travail coordonné entre les gouvernements africains et l'Union africaine a lancé des projets de développement d'infrastructures stratégiques visant à connecter les pays africains entre eux. Selon les Perspectives économiques 2022 de l'Union africaine, les investissements dans les infrastructures continueront d'augmenter conformément aux objectifs de 2063.²⁷⁵

²⁷³ AfDB, African Economic Outlook, AfDB, 2021
https://www.afdb.org/sites/default/files/documents/publications/afdb2101_aeo_main_english_complete_0223.pdf date d'accès: 21.01.2023

²⁷⁴ IMF, World Economic Outlook, IMF, 2020
<https://www.imf.org/media/Files/Publications/WEO/2020/April/English/text.ashx> date d'accès: 21.01.2023

²⁷⁵ AfDB 2021, Op.cit

Tableau 2.14 : Projets de Infrastructure et de Construction en Afrique

SECTEUR	NOMBRE DE PROJET	VALEUR DE PROJET
ENERGIE ET ELECTRICITE	66	114.6
INFRASTRUCTURE	186	107
IMMEUBLE	110	123.3
EAU	26	6.3
MINIER	32	29.4
PETROL ET GAS	8	39
PORTS ET TRANSPORTATION	36	49
DEVELOPPEMENT SOCIAL	3	0.3
SERVİCES DE SANTE	13	1.7
EDUCATION	2	0.5

Source: Deloitte, "Going Global: Africa Construction Trends Report", 2018

La plupart des projets du tableau se situent entre 50 et 500 millions de dollars. Dans le passé, le développement des infrastructures s'est largement limité aux transports, mais de nouveaux secteurs tels que l'immobilier ont connu une croissance significative à travers le continent. Les gouvernements africains se sont concentrés sur la fourniture de logements abordables aux personnes à revenu faible et moyen et à revenu élevé. Par exemple, le Kenya a une pénurie de logements d'environ 2 millions d'unités et croît à un rythme annuel d'environ 200 000 unités. On estime que 83 % de l'offre actuelle de logements est destinée à la population à revenu moyen supérieur et à revenu élevé, tandis que seulement 2 % est destinée à la population à faible revenu.²⁷⁶

d.5) Consommation en afrique

L'Afrique est l'un des marchés de consommation qui connaît la croissance la plus rapide au monde. Avec l'augmentation du nombre de consommateurs dont le pouvoir d'achat s'est amélioré ces dernières années, la consommation des ménages a augmenté plus que le PIB. Les tendances actuelles, dépeintes par une classe moyenne montante sur le continent, présentent une opportunité bien fondée pour les fabricants et les détaillants de produits de grande consommation tels que les réfrigérateurs, les

²⁷⁶ World Bank, 2017

machines à laver, les lave-vaisselle et les appareils électroménagers. Les dépenses totales de consommation sur le continent ont augmenté de 3,9% par an depuis 2010 et ont atteint 1,4 billion de dollars en 2015. Ce chiffre devrait atteindre 2 100 milliards de dollars en 2025 et 2 500 milliards en 2030. Il est prévu que cette augmentation atteindra des chiffres beaucoup plus élevés avec l'entrée en vigueur de l'AfCFTA.²⁷⁷

Le développement rapide de la communication mobile et d'Internet a entraîné une croissance des dépenses de consommation et les achats sur Internet sont devenus une tendance importante de la consommation. La valeur estimée des achats sur Internet d'ici 2025 devrait être de 75 milliards de dollars. Alors que la classe moyenne de 350 millions de personnes sur le continent devrait atteindre un milliard d'ici 2040, il est prévu que cette démographie transformera de nombreux pays africains en marchés centrés sur le consommateur et que la tendance à la modernisation du secteur de la vente au détail en croissance rapide se généralisera.²⁷⁸ Le secteur du commerce de détail non saturé dans la plupart des pays africains n'est pas très inspirant en termes de retour sur investissement à court terme en raison d'une concurrence insuffisante, mais le potentiel à long terme est énorme.

d.6) Pauvreté, inégalité et la rupture sociale en Afrique

A ce stade nous pouvons dire que les plus grands problèmes de l'Afrique sont la pauvreté, l'inégalité et la rupture sociale. Les tendances récentes liées à la croissance inclusive en Afrique dans les domaines de la pauvreté, des inégalités et des composantes non monétaires de la croissance inclusive sont décrites dans cette section, en soulignant les disparités régionales. La réduction de la pauvreté et des inégalités est une caractéristique essentielle de la croissance inclusive. Au cours de la période 2010-2019, PIB réel par habitant en Afrique a augmenté de 0,25 %, variant selon la *Communauté Economique Régionale* (CER).

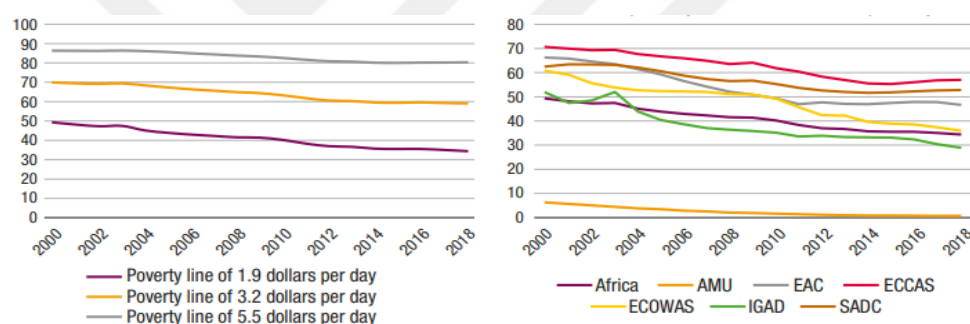
Au cours de la période 2010-2018, la pauvreté a diminué en Afrique, telle que mesurée par le seuil de pauvreté et les taux de dénombrement, avec des variations entre les CER. La proportion de ménages dont le niveau de revenu ou de consommation est

²⁷⁷Brookings Institute, Annual Report, Brookings Institute, 2018 <https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2018/11/2018-annual-report.pdf> date d'accès: 21.01.2023

²⁷⁸ AfDB, Annual Report, AfDB 2018 https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Generic-Documents/AFDB_Annual_Report_2018_and_Appendices_-English.pdf date d'accès: 21.01.2023

inférieur à 1,9 dollar par jour est passée de 40,2 % en 2010 à 34,4 % en 2018 ; à 3,2 dollars par jour est passé de 63,2 à 59,1 % ; et à 5,5 \$ par jour est passé de 82,5 à 80,2 %. (tableau a). La pandémie a entraîné une augmentation de la pauvreté. En ce qui concerne l'extrême pauvreté l'Afrique (hors Afrique du Nord) est la région la plus touchée au monde²⁷⁹ : le taux de pauvreté en 2020 est estimé avoir augmenté de 2,7 points de pourcentage en raison de la pandémie, correspondant à 31 millions de personnes supplémentaires vivant dans l'extrême pauvreté (au seuil de pauvreté de 1,9 dollar par jour). De même, Mahler et al. (2020) notent que la pandémie pourrait entraîner 40 millions de pauvres supplémentaires en Afrique (hors Afrique du Nord) au seuil de pauvreté de 1,9 dollar par jour. Il existe également de grandes disparités dans les taux de pauvreté entre les CER.²⁸⁰ (tableau b)

Tableau 2.15. a. Différents Seuils de Pauvreté Régionales au Diverses Communautés Economiques - b : Seuils de Pauvreté de 1,9 Dollars par Jour²⁸¹



Le taux de pauvreté le plus bas se trouve dans l'Union du Maghreb arabe et la Communauté économique des États de l'Afrique centrales ont le taux le plus élevé, quel que soit le seuil de pauvreté utilisé dans le calcul. En règle générale, il existe une relation observable entre la croissance inclusive et la baisse des taux de pauvreté ; la pauvreté a diminué dans tous les pays à croissance inclusive, à l'exception des Seychelles, et la pauvreté a augmenté dans tous les pays qui n'ont pas connu de croissance inclusive, à l'exception du Cameroun. En ce qui concerne les inégalités, les

²⁷⁹ Giovonni Valensisi, "COVID-19 and global poverty: Are the least developed countries being left behind?" *The European Journal of Development Research*, 2020 https://unctad.org/system/files/official-document/ldcr2020_en.pdf date d'accès: 21.01.2023

²⁸⁰ Mahler, Lakner, RAC et Wu, Updated estimates of the impact of COVID-19 on global poverty. World Bank blogs, 2020 <https://blogs.worldbank.org/opendata/updated-estimates-impact-covid-19-global-poverty-turning-corner-pandemic-2021> date d'accès: 21.01.2023

²⁸¹ UNCTAD, "Reaping the Potential Benefits of the African Continental Free Trade Area for Inclusive Growth, 2021 https://unctad.org/system/files/official-document/aldcafrica2021_intro_en.pdf accès: 11.09.2022

estimations de la CNUCED pour les pays d'Afrique basées sur la base de données Povcal Net de la Banque mondiale montrent que l'indice de Gini varie de 27,6 % (Algérie) à 63,3 % (Afrique du Sud).²⁸²

Les pays avec les indices les plus bas font principalement partie de l'Union du Maghreb Arabe et de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Algérie, Guinée, Mali, Mauritanie et Tunisie) et les pays avec les indices les plus élevés sont principalement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale et la Communauté de développement de l'Afrique australe, y compris la République centrafricaine, l'Eswatini, la Namibie, Sao Tomé-et-Principe, l'Afrique du Sud et la Zambie. Dans l'ensemble, les taux de pauvreté ont diminué en Afrique, mais la réduction des inégalités reste un défi. Outre la réduction de la pauvreté et des inégalités, l'amélioration des performances économiques devrait se traduire par de meilleurs résultats en matière de développement humain, des niveaux de chômage plus faibles et une plus grande égalité entre les sexes et la protection de l'environnement. Au-delà du revenu et de la richesse, le bien-être des personnes est façonné par une série de dimensions non liées au revenu, telles que leur santé, leur éducation et leur situation professionnelle.²⁸³

2) Pratiques de l'économie diplomatique de la Turquie vers Afrique

a) Evolution de la politique étrangère de la Turquie envers les pays Africains

Après la fondation de République de la Turquie, la politique étrangère du statu quo avait continuée pendant la Guerre froide ; dans cette période les priorités de la politique étrangère ont été façonnées dans le cadre du bloc occidental. Le processus de décolonisation qui a commencé dans les pays africains et leur désir de ne pas participer aux deux pôles ont affecté négativement les relations turco-africaines. Dans ce cadre, quatre affaires internationales importantes se sont produites. Tout d'abord, les relations turco-africaines ont commencé à se détériorer lors de la conférence de Bandung tenue en 1955. Fatin Rüştü Zorlu a déclaré que la politique de neutralité est une voie dangereuse, et ces déclarations ont dérangé les pays qui ont adopté le mouvement.

²⁸² Ibid. 2021

²⁸³ Asian Development Bank, 2017, <https://www.adb.org/sites/default/files/institutional-document/411996/adb-annual-report-2017.pdf> date d'accès: 11.09.2022

Dans ce contexte, l'intense menace soviétique posée par la Turquie a poussé la Turquie vers l'Ouest. Par conséquent, il ne serait pas faux d'affirmer que pendant la guerre froide, les relations des deux parties ont été façonnées indépendamment d'elles-mêmes, plus par la position qu'elles ont prise à l'égard des superpuissances.

Le deuxième défi important dans les relations africaines de la Turquie est la guerre israélo-arabe et la crise de Suez. L'objectif d'Abdul Nasir de nationaliser le canal de Suez a été catégoriquement rejeté par le Royaume-Uni et la France, affirmant que cela frapperait considérablement le commerce international et porterait atteinte à la sécurité de son pays. Pendant cette période, la Turquie a pris place du côté du Royaume-Uni et de la France et elle a déclaré son opposition à une telle nationalisation lors des pourparlers de l'ONU et de la Conférence de Londres. Considérant que la Turquie avait déjà traversée un processus similaire concernant les Dardanelles et le Bosphore pendant Entretiens Lausanne et Montreux, l'attitude adoptée par la Turquie lors de la conférence a suscité la réaction de nombreux États arabes, en particulier de l'Égypte.

Un autre événement important qui a eu lieu parallèlement à ces développements est le processus d'accession à l'indépendance de l'Algérie. Colonie de la France depuis 1830, l'Algérie a vu l'implantation du FLN dans les années 1940. La Turquie a d'abord proposé d'inscrire la question algérienne à l'ordre du jour de l'ONU en 1958, tandis qu'Haïti a présenté un décret exigeant que l'Algérie utilise son droit à l'autodétermination. En tant que l'un des quatre pays qui se sont abstenus de la demande d'autodétermination de l'Algérie, la Turquie a reçu une grande réaction de l'Algérie et d'autres pays africains coloniaux français.²⁸⁴

En raison de la politique suivie par la Turquie, lorsque le problème chypriote est venu à l'ordre du jour de l'ONU, le mouvement des non-alignés, en particulier les pays africains, a laissé la Turquie seule. Incapable de trouver un soutien au CSNU sur la question chypriote, la Turquie n'a pas pu trouver le soutien qu'elle espérait de l'Occident à cause de la Grèce, et a décidé de revoir sa propre politique étrangère. En 1965, la délégation turque s'est rendue dans vingt-quatre pays africains pour expliquer la politique étrangère turque et des entretiens ont eu lieu sur le problème chypriote. Cependant, en raison des 4 cas énumérés ci-dessus, les pays africains ont évalué la

²⁸⁴ Hasret Çomak, Caner Sancaktar, Huriye Yıldırım Çınar, **Afrika Politikası**, Beta Yayınları, 2017

Turquie comme l'avant-poste de l'Occident et ont déclaré qu'ils ne soutiendraient pas la Turquie.²⁸⁵

Avec la période de Détente, la perception de la sécurité dans le monde a commencé à se transformer progressivement et les pôles idéologiques ont été progressivement remplacés par des intégrations économiques. Avec la doctrine Sinatra, la diplomatie et la politique dans le monde ont commencé à changer après la guerre froide. Après l'effondrement de l'URSS, la Turquie a commencé à développer des politiques proactives contre la nouvelle sphère d'influence émergente et a de plus en plus commencé à suivre une politique étrangère multilatérale et multidimensionnelle. Le premier noyau de cette nouvelle politique étrangère volontariste en Afrique a été l'envoi de troupes en Somalie en 1993 avec l'ONUSOM.

À partir de la seconde moitié des années 1990, l'approfondissement des relations de la Turquie avec l'UE a ouvert la voie à des percées tant en politique intérieure qu'étrangère. De cette manière, la Turquie pourrait mener une politique étrangère plus proactive dans sa région. Pour la première fois en 1998, avec İsmail Cem, cette nouvelle politique étrangère multilatérale a montré sa présence en Afrique et « *Le Plan d'Action de l'Initiative Africaine* » a été préparé.

Le Plan d'Action de l'Initiative Africaine vise essentiellement à amener les relations politiques, économiques et culturelles actuelles avec l'Afrique subsaharienne au niveau des relations avec l'Afrique du Nord dans la politique étrangère turque. Dans ce contexte, il envisage que la Turquie poursuive une politique plus globale et plus active dans ses relations avec le continent. Le plan d'action prévoyait le développement des relations entre la Turquie et les pays africains dans tous les domaines « économique, commercial, éducatif, culturel, politique, diplomatique, défense » et l'établissement d'un terrain d'entente pour une compréhension mutuelle. Les relations qu'il est envisagé de développer sur ce terrain reposent sur trois piliers différents :

1) *les relations politiques et diplomatiques*

2) *les relations économiques*

²⁸⁵ Ibid. 2017

3) les relations socioculturelles²⁸⁶

Bien que le *Plan d'Action pour Afrique* soit très important, il n'a pas été élevé au niveau souhaité en raison de nombreuses transformations et de l'instabilité telle que la guerre civile et les mouvements de violence collective dans les Balkans, les crises économiques subies par la Turquie, les actes terroristes, les problèmes de sécurité nationale et le début du processus d'adhésion à l'UE en 1999.

Depuis les années 2000, pour la Turquie il était vital d'entrer dans un processus de réforme rapide afin d'acquérir une stabilité politique et économique. À la lumière de ces développements, les relations économiques, sociales et culturelles de la Turquie avec la région ont été renforcées avec « *l'Initiative Africaine* » qui a commencé en 2005. La Turquie, qui est devenue membre observateur de l'Union africaine en 2005, a été déclarée partenaire stratégique en 2008. À partir de 2009, la Turquie a commencé à augmenter le nombre d'ambassades en Afrique subsaharienne et a publié le « *Document de stratégie pour l'Afrique* » en 2010.

Au cours de ces périodes, la Turquie a non seulement coopéré avec l'Afrique pour accroître le dialogue et les missions diplomatiques, mais n'est pas resté non plus insensible aux événements politiques dans la région. Contrairement à la vision néocoloniale tracée par l'Occident, la Turquie a traité le continent dans une perspective de « *solutions africaines aux problèmes africains* ». Par exemple, lorsque le printemps arabe a éclaté en Tunisie, la Turquie a adopté une attitude plus modérée contrairement aux États occidentaux. Considérant que les bouleversements politiques pourraient se transformer en guerre civile à tout moment, la Turquie a proposé une médiation en Libye et s'est initialement abstenue d'intervention de l'OTAN. De même, la Turquie a affiché une position différente de ses alliés occidentaux concernant l'Égypte. De ce point de vue, la Turquie participe à la fois aux développements politiques en Afrique et ne suit pas des politiques purement occidentales comme par le passé, mais développe ses propres politiques uniques.

Le printemps arabe a provoqué une grande transformation dans les politiques africaines de la Turquie. Tout d'abord, à la suite du printemps arabe, les éléments économiques, humanitaires, sociaux et culturels qui s'étaient imposés dans les relations

²⁸⁶ Dışişleri Bakanlığı, Türkiye Afrika İlişkileri, Dışişleri Bakanlığı
<https://www.mfa.gov.tr/turkiye-afrika-iliskileri.tr.mfa> date d'accès: 18.03.2022

avec l'Afrique du Nord au cours des années précédentes ont été remplacés par des préoccupations sécuritaires. En raison de la violence dans la région, la politique de la Turquie envers l'Afrique du Nord a essentiellement consisté à assurer la stabilité et la sécurité régionale dans la région. D'autre part, la politique menée par la Turquie en Afrique subsaharienne a montré un parallélisme avec les années précédentes et a été témoin d'une application intense du soft power qui a privilégié la diplomatie. En 2011, la Turquie a réalisé l'Initiative somalienne et avec cette initiative, elle a montré sa présence en Afrique non seulement dans des domaines tels que l'aide économique ou humanitaire et au développement, mais aussi dans des questions politiques importantes telles que les questions politiques et la sécurité. La position intense du gouvernement turc sur la Somalie montre également la cristallisation de la détermination de la Turquie à assumer un rôle plus important en Afrique. Dans ce contexte, la coopération en matière de sécurité a connu une forte augmentation. La Turquie a assumé la responsabilité d'assurer la sécurité de la région à la fois par le biais d'accords bilatéraux avec des pays et dans le cadre de l'ONU.

À la suite de ce document, qui comprend de nombreux domaines tels que les politiques de la Turquie envers l'Afrique, la coopération à développer dans le domaine de l'économie et du développement, les aides publiques au développement, les investissements, les activités de diplomatie culturelle et l'adoption d'approches régionales, l'Initiative africaine a été achevée avec succès en 2013 et a été remplacée par « *La Politique de Partenariat Africain* ».

L'objectif principal de la politique de partenariat est de partager l'expérience, le contexte social, politique et culturel, les opportunités et les ressources de la Turquie avec les gouvernements et les peuples africains. Le principe des solutions africaines aux problèmes africains a été la devise de la Turquie. Dans ce cadre, la Turquie contribue à la paix et à la stabilité du continent, ainsi qu'à son développement économique et social. Agissant avec la devise de « Solutions Africaines aux Problèmes Africains », La Turquie, dans ce cadre ;

1) Établir des relations politiques étroites par le biais de visites bilatérales de haut niveau en Afrique et protéger les intérêts légitimes et les intérêts des États africains dans les négociations bilatérales ou multilatérales.

2) Aider le continent à surmonter ses problèmes économiques en investissant en Afrique, en faisant du commerce en Afrique et avec les Africains - en fournissant une aide humanitaire

3) Utiliser les méthodes diplomatiques pour promouvoir et assurer la résolution pacifique des conflits en Afrique

4) Contribuer aux opérations de maintien de la paix opérant à travers le continent²⁸⁷

En conséquence, La Turquie a façonné sa politique africaine sur la base du « *soft power* », et dans ce cadre, elle a visé à développer la coopération non seulement dans la coopération économique et politique, mais aussi dans des domaines tels que la culture, l'éducation, l'aide humanitaire, l'aide aux infrastructures, la résolution des conflits, et médiation. La Turquie mène une politique étrangère proactive dans laquelle les éléments de *soft power* et de *hard power* sont utilisés de manière équilibrée en vue de la zone de paix et de stabilité qu'elle veut développer à partir de son entourage proche. Dans ce contexte, contrairement aux pays occidentaux et à la Chine, la Turquie ne développe pas ses relations avec l'Afrique de manière à accroître sa dépendance économique et mène une politique qui privilégie la stabilité politique du continent et dans le cadre du gain mutuel, ce qui est apprécié par à la fois les décideurs africains et les peuples africains. La Turquie met en avant ses valeurs historiques, politiques et culturelles pour sa politique africaine.

Afin de renforcer les relations diplomatiques la représentation diplomatiques joue un rôle vitale c'est pour cela que le nombre des ambassades turques opérant en Afrique, qui ne comptait que 12 en 2002, est passé à 44 en 2022. D'autre part, les pays africains ne sont pas restés indifférents à l'intérêt de la Turquie, et le nombre d'ambassades africaines à Ankara est passé de 10 début 2008 à 37 en 2021.²⁸⁸ En plus des ambassades de la Turquie, les activités sur le continent ont été élargies avec des institutions telles que TIKA, AFAD, l'Institut Yunus Emre, la Fondation Maarif, la Fondation religieuse turque, l'Agence Anadolu et Turkish Airlines.

²⁸⁷ Dışişleri Bakanlığı, Türkiye Afrika İlişkileri, Dışişleri Bakanlığı
<https://www.mfa.gov.tr/turkiye-afrika-iliskileri.tr.mfa> date d'accès: 18.03.2022

²⁸⁸ Ibid.

L'un des indicateurs les plus concrets du renforcement des relations turco-africaines est le développement des échanges économiques et l'augmentation exponentielle des chiffres commerciaux. Le commerce total de la Turquie avec le continent africain est passé de 5,4 milliards de dollars en 2003 à 25,3 milliards de dollars fin 2020. Et volume d'échanges avec les pays d'Afrique subsaharienne (ASA), qui était de 1,35 milliard de dollars en 2003, a atteint 10 milliards de dollars en 2020. Malgré les conditions pandémie, le maintien du volume des échanges à un niveau stable en 2020 est une réalisation importante. Le volume des projets entrepris par les entreprises contractantes turques a augmenté rapidement et a atteint le niveau de 71,1 milliards de dollars en Afrique. 19,5 milliards de dollars de cette somme se trouvent dans les pays de l'ASA. Au cours de la période, il existe des conseils d'affaires avec 45 pays africains, dont 40 sont des pays d'Afrique subsaharienne.²⁸⁹

La Turquie encourage THY à augmenter le nombre de ses vols vers l'Afrique afin d'améliorer les opportunités de transport avec les pays africains, de faciliter les contacts mutuels entre les hommes d'affaires, de faire en sorte que la Turquie soit un carrefour dans le transport des peuples africains vers le monde et de renforcer les liens entre les peuples.

La Turquie poursuit les activités humanitaires et d'aide au développement en solidarité avec les peuples africains dans presque toutes les régions du continent, en particulier le ministère de la santé, la Direction générale du Croissant-Rouge, la TIKA et différents organisations non gouvernementales. TIKA opère actuellement à travers l'Afrique avec 22 bureaux de coordination de programme.

Il est considéré que les bourses accordées aux étudiants africains par la Turquie auront un effet multiplicateur dans le renforcement à long terme de la politique africaines. Depuis 1992, la Turquie a accordé des bourses de premier cycle, de cycles supérieurs et de doctorat à plus de 14 000 étudiants africains. 249 diplomates de pays africains ont participé au « Programme international de formation des jeunes diplomates » organisé par l'Académie diplomatique affiliée au ministère des affaires étrangères depuis 1992. En outre, des programmes de formation sont organisés dans divers domaines, notamment la diplomatie, les archives et la communication,

²⁸⁹ Dışişleri Bakanlığı, Türkiye Afrika İlişkileri, Dışişleri Bakanlığı
<https://www.mfa.gov.tr/turkiye-afrika-iliskileri.tr.mfa> date d'accès: 18.03.2022

conformément aux demandes reçues des ministères des affaires étrangères des pays africains aux fins de renforcement des capacités et de développement des ressources humaines. L'Afrique a été touchée de manière assez dramatique par la pandémie de Covid 19 qui a émergé en 2019, les gouvernements africains n'ont pas été en mesure de fournir l'équipement médical nécessaire en raison des problèmes du système de santé africain, du manque de ressources, de l'insuffisance des infrastructures, de la pauvreté et des problèmes d'assainissement. Dès le début de l'épidémie, la Turquie a envoyé du matériel médical de soutien à de nombreux pays, y compris des pays développés comme les États-Unis, l'Angleterre et l'Italie. Cet esprit de solidarité et de compréhension de la coopération dont la Turquie a fait preuve a été apprécié dans le monde entier. Dans ce contexte, la Turquie a également fourni une aide importante à l'Afrique dans le cadre de l'épidémie de Covid-19. Il a fourni 3 milliards de dollars de financement à la Banque africaine de développement, fourni un soutien en matériel médical et envoyé du personnel médical dans la région par l'intermédiaire du Croissant-Rouge, contribuant ainsi de manière significative au renforcement et à la protection de la santé publique dans les pays africains.²⁹⁰

L'approche de la Turquie envers l'Afrique se forme dans le cadre de la diplomatie humanitaire et entrepreneuriale. Cette attitude de la Turquie envers le continent sépare la Turquie de l'approche purement économique de l'Europe, de la Chine et des États-Unis, et les peuples du continent ont une grande sympathie pour la Turquie. La Turquie mène une politique globale et compacte envers l'Afrique, en ce sens, elle n'agit pas avec des motifs purement politiques ou purement économiques, mais utilise ces deux comme complémentaires l'une de l'autre. La principale raison de cette situation est le très faible niveau d'institutionnalisation des États africains, le manque de stabilité politique et le manque d'une structure bureaucratique fonctionnant correctement. En ce sens, on peut en déduire que la politique est le principal vecteur de commerce pour l'Afrique. La diplomatie économique de la Turquie envers l'Afrique est également façonnée dans le cadre de cette devise. Le modèle de diplomatie économique avec un résultat *business play end*, expliqué par Okana-Heijmans dans le cadre analytique de la diplomatie économique, est le modèle de diplomatie économique développé par la Turquie pour l'Afrique.

²⁹⁰ Deniz İstikbal, “Afrika'da İşbirliği ve Rekabet Türkiye ve Çin”, **SETAV Working Paper**, 2020, pp.11-21

En ce sens, la Turquie suit une stratégie de *business play end* pour l'Afrique. La principale raison en est que la région ne constitue pas une menace pour la sécurité nationale en raison de sa distance géographique. Cette situation a ouvert la voie à la Turquie pour qu'elle abandonne l'approche axée sur la puissance et les intérêts et adopte une approche coopérative et libérale. Le deuxième point important est le manque d'institutionnalisation et de politisation sociale découlant de la propre structure sociale, culturelle et politique de l'Afrique. Donc, le fait que les bureaucrates et les militaires aient leur mot à dire dans l'économie du pays fait de la politique une partie indissociable du commerce. Du fait de l'imbrication de la politique et du commerce, la politique est devenue le principal vecteur des relations commerciales.

Dans ce contexte, on peut dire que la condition préalable pour faire des affaires en Afrique est de développer de bonnes relations avec les pays africains. Par exemple, les notions qui prévalent dans les relations économiques de la Turquie avec l'Europe sont la qualité et le prix des biens et services offerts par les entreprises. Dans ce contexte, les relations commerciales peuvent être maintenues même sans l'implication directe de visites de haut niveau et les missions diplomatiques dans les relations économiques. D'autre part, à presque toutes les étapes du commerce en Afrique, les missions diplomatiques jouent un rôle vital, souvent avec des réunions de vice-ministériels et des relations commerciales. C'est une conséquence naturelle de ne pas être institutionnalisé.

À la lumière de toutes ces observations, nous pouvons dire que la diplomatie publique, la diplomatie commerciale et *trade diplomacy*, ainsi que les sommets bilatéraux et multilatéraux sont utilisés comme un instrument de diplomatie économique lors de la construction de la diplomatie économique de la Turquie pour l'Afrique. Dans ce contexte, la diplomatie économique de la Turquie pour l'Afrique sera d'abord examinée ; diplomatie publique, puis diplomatie commerciale et enfin sommets bilatéraux et multilatéraux.

b) Diplomatie économique de la Turquie vers l'Afrique

Les relations de la Turquie avec les pays africains, à quelques exceptions près, ont suivi jusqu'à présent un cours bas. Il est un fait que divers facteurs jouent un rôle dans le faible niveau des relations, tels que les barrières géographiques, le manque de communication mutuelle, l'Afrique étant en dehors de la zone d'intérêt naturelle de la

Turquie et l'instabilité politique intérieure dans ces pays. Grâce aux bonnes relations établies avec certains de ces pays, notamment la Somalie, l'Éthiopie, le Soudan, l'Érythrée et Djibouti sous l'Empire ottoman, la Turquie occupe une place particulière dans la région par rapport aux autres États européens, ce qui constitue un avantage important pour le développement de nos relations. D'un point de vue économique,

Le continent africain est un marché important pour l'économie turque croissante. Entre 1990 et 2000, le volume des échanges de la Turquie avec les pays africains a doublé. Le fait que certains pays africains soient devenus des pays exportateurs de pétrole a conduit à une augmentation du pouvoir d'achat relatif de ces pays, entraînant ainsi le développement de nos échanges avec ces pays. D'autre part, la création d'organisations telles que la Communauté économique des pays de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) et la réduction des droits de douane entre les pays membres dans ce cadre créent une opportunité pour les entreprises turques. Nos relations bilatérales avec les pays africains ne se limitent pas seulement au commerce de marchandises, mais aussi à des initiatives telles que l'échange d'experts, la participation de participants africains à des séminaires de courte durée et des cours à organiser dans notre pays. Dans ce contexte, le transfert de l'expérience de notre pays aux pays africains, notamment dans les domaines de l'irrigation, de l'agriculture, de la foresterie et de l'énergie, apporte des contributions importantes à nos relations. Cependant, l'instabilité politique en Afrique affecte le commerce et les investissements de la Turquie dans la région. Par exemple, le sort de vastes terres agricoles qu'il était prévu de donner à la Turquie au Soudan a été suspendu après le coup d'État. De même, les exportations alimentaires vers l'Angola et la production agricole en Angola ont également été affectées.

Les initiatives prises dans le cadre de « *l'Initiative Africaine* », lancée pour diversifier et renforcer les relations avec les pays africains dans les domaines économique, commercial, culturel et politique, ont donné des résultats positifs. Des visites mutuelles de haut niveau ont été effectuées avec de nombreux pays africains et des accords ont été signés avec ces pays, formant l'infrastructure juridique de nos relations économiques. Il ne fait aucun doute qu'une infrastructure solide qui sera créée en intensifiant les contacts économiques, commerciaux et culturels dans nos relations avec les pays africains affectera les relations politiques à long terme. Une telle évolution fournirait à la Turquie des avantages significatifs en matière de politique

étrangère. Il est clair que cette initiative doit être financée avec des fonds suffisants afin d'atteindre les résultats attendus de « *l'Initiative Africain* ». Avec un fonds qui sera créé à cet effet, on pense pouvoir financer des initiatives telles que l'assistance technique à fournir aux pays africains, l'échange d'experts, les cours et séminaires pour les experts africains.

Dans les échanges de la Turquie avec les pays africains, les pays d'Afrique du Nord occupent la première place en raison de leur relative proximité géographique et de leurs relations historiques. Surtout l'Algérie, la Tunisie, l'Égypte et le Maroc constituent les partenaires commerciaux les plus importants pour la Turquie sur ce continent.

Les investisseurs se tournent vers les pays riches en matières premières comme la Libye, l'Algérie et la République d'Afrique du Sud, et les secteurs d'extraction et d'exportation de ces matières premières, alors que les besoins d'investissements étrangers sur le continent se concentrent sur les domaines des produits industriels. Comme mentionné ci-dessus, le rapprochement des pays africains dans divers mouvements d'intégration économique oblige à évaluer ce continent non pas comme un marché divisé composé de pays séparés, mais comme deux ou trois marchés principaux, dont chacun abrite une large base de consommateurs et vise investir dans les infrastructures, parmi lesquelles les droits de douane sont supprimés. De ce point de vue, le continent africain offre des opportunités non négligeables aux investisseurs turcs. D'autre part, le continent africain a le potentiel de devenir un centre important pour les entreprises turques, car les matières premières et la main-d'œuvre sont relativement bon marché dans ces pays et ces pays sont inclus dans le système commercial préférentiel de l'UE.

L'industrie de la construction est également active en Libye, en Algérie, en Éthiopie, au Soudan, en Tunisie, au Maroc, au Malawi et au Sénégal.²⁹¹ La participation des entreprises turques aux appels d'offres ouverts dans ces pays africains en coopération avec des entreprises locales sera un facteur important dans la passation des marchés, tandis que la participation de la Turquie à la Banque africaine de

²⁹¹Göksal Serdar, Türk Müteahhiterin Gözü, Orta Doğu ve Kuzey Afrika'daki Projelerde, Stendustri, 17.07.2022 <https://www.stendustri.com.tr/insaat-ve-malzeme/turk-muteahhitlerin-gozu-orta-dogu-ve-kuzey-afrikadaki-projelerde-h118774.html> date d'accès: 11.09.2022

développement en tant que membre donateur aura également un impact positif sur les résultats des appels d'offres auxquels participent entreprises turcs.

b.1) Diplomatie commerciale et d'affaires de la Turquie dans la cadre de AfCFTA

Les activités de diplomatie commerciale du monde des affaires turc jouent un rôle clé dans la réalisation des objectifs d'exportation de la Turquie. On voit que ces activités ont des avantages et des faiblesses comparatifs sur la base des différences géographiques. Si l'on considère le reflet des exportations totales de la Turquie en 2019 en termes de régions, l'Europe est en tête avec une tranche de 58 %, l'Asie 25,2 %, l'Afrique 9,1 %, l'Amérique 7,2 % et les autres régions et pays ont une part de 0,5 %.²⁹²

Avec l'entrée en vigueur de l'AfCFTA, la remise à zéro des droits de douane entre les blocs commerciaux régionaux (CEDEAO, SADC, EAC) et donc l'augmentation du volume des échanges entre les pays continentaux, les exportations des acteurs non continentaux tels que la Chine, l'Inde, la France, l'Italie et la Turquie vers le continent ont été élargi, ce qui devrait avoir un impact négatif à long terme. Le rôle et la fonction des activités de diplomatie commerciale sont mis en avant pour réduire les éventuels effets négatifs de la zone de libre-échange sur le monde des affaires turc. Avec ces activités, il s'agit à la fois de renforcer les avantages comparatifs et de réduire progressivement les facteurs de compétitivité défavorables.

On voit que la Turquie essaie de prendre des mesures préventives pour réduire les effets négatifs de l'AfCFTA sur la Turquie, qui est en dehors du continent. À cet égard, il est très important d'établir des centres logistiques étrangers dans la réalisation du commerce extérieur. Le rôle des centres logistiques dans l'augmentation de la capacité et de la performance des exportations a été discuté lors de l'atelier de décembre 2019 organisé au sein du ministère du Commerce. L'Angleterre, la Fédération de Russie, le Kazakhstan, le Japon, le Koweït et l'Afrique ont été désignés comme pays prioritaires dans le cadre des projets de centres mentionnés.²⁹³ Dans la

²⁹² T.C Ticaret Bakanlığı, Faaliyet Raporu, 2020
<https://ticaret.gov.tr/data/603918f113b876467cca2101/T%C4%B0CARET%20BAKANLI%C4%9E%202020%20YILI%20FAAL%C4%B0YET%20RAPORU%2026.02.2021.pdf> date d'accès: 11.09.2022

²⁹³ T.C Ticaret Bakanlığı, Faaliyet Raporu, Çalıştay 2019
https://ticaret.gov.tr/data/5e58fdaa13b8764dec3bf81d/TICARET_BAKANLIGI_2019YILI_FAALİYET_RAPORU.pdf date d'accès: 11.09.2022

région africaine, la Tunisie Zarcis, le Ghana Accra et Tema, le Cameroun Doula, l'Afrique du Sud Durban et les zones portuaires Kenya Mombasa ont été considérées comme des projets de centres logistiques. Dans la détermination de ces projets de centres logistiques, les priorités stratégiques et géographiques de l'Afrique ont été prises en compte, et les points de connexion du commerce intracontinental ont été privilégiés. En particulier, le port Kenya Mombasa a été réduit à zéro dans le cadre de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) formée par la Tanzanie, l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi et le Soudan du Sud, et la liaison ferroviaire entre Mombasa et Nairobi, et le nouveau chemin de fer qui reliera directement ce port à l'Ouganda et au Soudan du Sud.²⁹⁴

L'objectif ultime de la diplomatie d'affaires, qui se développe comme un modèle de gouvernance commun dans les relations extérieures du secteur privé et du public, est d'accroître le bien-être. La balance commerciale extérieure, la balance des paiements, le taux de change, les investissements directs étrangers, les transferts étrangers, les investissements en capital, de portefeuille et de prêts sont considérés comme les principaux indicateurs de l'augmentation du bien-être. Le principal critère qui détermine la capacité et la performance desdites activités économiques est une stratégie de commerce extérieur compétitive. Dans l'accomplissement de cette stratégie, l'accent est mis sur la détermination qualifiée des marchés cibles, la planification des ressources humaines et les avantages régionaux comparatifs.²⁹⁵ La diplomatie d'affaires se développe comme une sélection naturelle des conditions changeantes de la compétitivité d'aujourd'hui. Ce phénomène, qui porte les approches de politique étrangère des États au-delà d'être purement centrées sur le public, révèle la capacité de la compétitivité des entreprises et du secteur privé à déterminer également la politique internationale.²⁹⁶

À cet égard, le risque politique est l'un des facteurs qui affectent la capacité et la performance de la diplomatie commerciale. Depuis quelques années, on constate que le phénomène du risque politique est devenu l'indicateur de base des agences de notation. Les rapports de notation de crédit, dans lesquels la stabilité politique est

²⁹⁴ DEIK, "Business Diplomacy- Africa", No 15, 2022

²⁹⁵ Fredrik Söderbaum et Jakop Granit, "The Political Economy of Regionalism: The Relevance for International Waters and the Global Environment Facility", A STAP Issues Paper. **Global Environment Facility**, Washington D.C, 2014, pp. 12-18

²⁹⁶ John Fisher, Effie Pedaliu, Richard Smith, The Foreign Office, **Commerce and British Foreign Policy in the Twentieth Century**, London: Palgrave Macmillan, 2016, cf. 101-121

considérée comme le paramètre de base, font partie des critères d'évaluation prioritaires des investissements directs étrangers qui se développeront dans l'axe des activités de diplomatie commerciale. Aujourd'hui, le principal critère d'évaluation des investisseurs internationaux est devenu le phénomène du risque politique. Ces dernières années, on constate que le risque géopolitique et les changements de pouvoir régionaux sont au premier plan dans la mise en œuvre des pratiques de diplomatie commerciale. La priorité la plus fondamentale dans les zones géographiques où le commerce est effectué est d'assurer la sécurité et la stabilité. Dans les zones où il n'y a pas de sécurité et de stabilité, il devient difficile de mener des activités commerciales et la possibilité de transactions économiques et financières, en particulier de flux de capitaux, disparaît. De plus, la base fondamentale de l'investissement et du commerce est la construction et la gestion d'une perception positive parmi les acteurs du marché. Ce sentiment de sécurité, qui est l'un des domaines dont la gestion économique a le plus besoin, se traduit par la réduction progressive des menaces issues des risques géopolitiques.²⁹⁷

L'augmentation du nombre de conflits dans le monde ces dernières années a accru le phénomène de risque géopolitique et redessiné le nombre de régions d'investissement et/ou d'échanges dans le monde. La principale priorité du mouvement de croissance et de développement axé sur l'exportation est d'atteindre des marchés alternatifs et d'accroître la capacité et les performances économiques de ces marchés. Dans cette construction de la prospérité tournée vers l'exportation, les concepts et les pratiques de la diplomatie commerciale s'imposent. La diplomatie commerciale vise la construction conjointe des relations extérieures des secteurs public et privé fondées sur le commerce et la valeur ajoutée. À cet égard, les domaines où les activités de diplomatie commerciale se distinguent sont :

*«i) Relations commerciales et gouvernementales ii) Gestion des Investissements Directs Etrangers, iii) Intelligence commerciale et économique iv) Gestion des différences culturelles »*²⁹⁸

On voit que le monde des affaires et les relations gouvernementales, qui font partie de ces activités, constituent le cadre de base des pratiques de la diplomatie

²⁹⁷ The Economist Intelligence Unit, 2019 <https://www.eiu.com/topic/democracy-index/> date d'accès: 21.01.2023

²⁹⁸ DEIK, "Afrika Kıtasal Serbest Ticaret Bölgesi ve Türk Firmalarına Etkisi", 2021

commerciale. La base d'une activité de diplomatie commerciale efficace sur les marchés étrangers est constituée par les relations fonctionnelles développées avec les gouvernements et les acteurs locaux des pays où les biens et services sont exportés. Les relations du monde des affaires turc avec l'Afrique tendent à s'approfondir sur une base nationale en particulier et sur une base continentale en général. Dans ce contexte, DEİK, travaillant en partenariat avec le ministère des Affaires étrangères et le ministère du Commerce, constitue l'épine dorsale de la diplomatie économique de la Turquie envers l'Afrique. DEİK, qui est organisé en conseil d'entreprise dans 45 pays d'Afrique, a organisé plus de 700 événements en 2019-2021. Parmi ces événements figurent la visite du président Recep Tayyip Erdogan en Afrique, le sommet africain en Turquie et le TABEF. Dans ce contexte, les Conseils d'affaires africains résument le cadre général des activités de diplomatie commerciale et de diplomatie d'affaires pour l'Afrique comme suit :

« i) Augmenter le nombre d'entreprises turques investissant et faisant du commerce dans les pays africains, ii) Soutenir les activités de développement des affaires des membres, iii) Renforcement de la structure des conseils d'entreprises par l'acquisition d'entreprises ayant des relations commerciales actives, iv) Établir des relations avec les institutions économiques qui ont un important portefeuille régional d'infrastructures et de projets afin d'obtenir une plus grande part des projets d'infrastructure en Afrique, v) Suivre et rendre compte des développements actuels en travaillant avec d'importantes institutions régionales, institutions financières, chambres de commerce, agences d'investissement »²⁹⁹

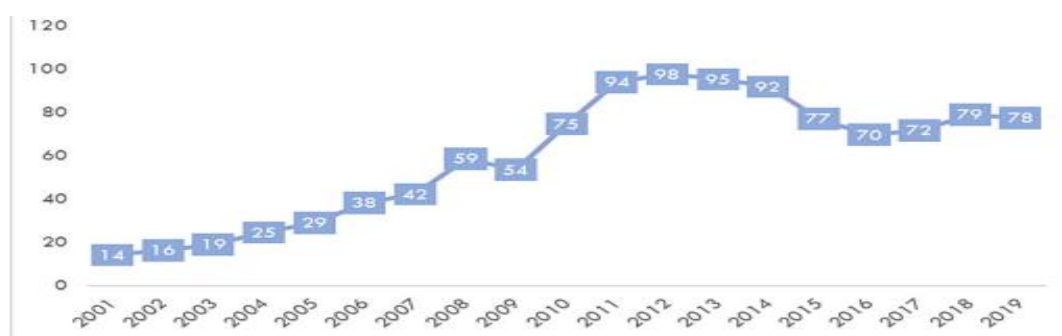
L'infrastructure technique pour la réalisation efficace et efficiente dudit cadre de base est constituée par l'intelligence commerciale et économique. En d'autres termes, on considère que l'intelligence économique et commerciale joue un rôle clé dans l'augmentation de la capacité d'exportation et de la performance des entreprises qui produisent des biens et des services dans le pays où elles exercent leurs activités. La compétitivité fonctionnelle qui émergera dans les pays de la région où se situe la concurrence et sur les marchés à vocation exportatrice est directement liée à l'infrastructure d'intelligence commerciale et économique.

²⁹⁹ DEİK, Afrika İş Konseyleri Çalışma Raporları, 2021

b.2) Position de la Turquie et le commerce avec l'Afrique

Quand on regarde les chiffres du commerce intracontinental des pays africains, on voit que le volume des échanges a été multiplié par 7 entre 2001-2012 au niveau de 97 milliards de dollars, et dans les années suivantes, il a diminué au niveau de 70 milliards de dollars en raison de la baisse des prix du pétrole et des matières premières.

Figure 2.16 : Volume du commerce intracontinental Africain (milliards de dollars)



source : AfDB, African Economic Outlook, 2021

Dans le commerce intracontinental des pays africains, l'Afrique du Sud, le Nigeria et l'Egypte réalisent environ la moitié des exportations totales, suivis de la Côte d'Ivoire, du Zimbabwe, du Ghana, de la Namibie, du Maroc et de l'Angola. L'Afrique du Sud représente à elle seule un tiers des exportations totales avec 25 milliards de dollars d'exportations vers le continent, le Nigeria a une part de 9,5% avec 7 milliards de dollars et l'Egypte a une part de 6,4% avec 4,7 milliards de dollars. En revanche, dans les importations intracontinentales, l'Afrique du Sud occupe la première place avec 11,6 milliards de dollars et une part de 16,3%, suivie de la Namibie avec une part de 7,7%, la Zambie avec une part de 7%, le Botswana avec une part de 6,4%. Le fait qu'une partie importante de leurs importations proviennent d'Afrique du Sud joue un rôle dans le fait que ces pays sont en tête des importations intérieures.³⁰⁰ Le faible niveau de développement des pays africains, l'insuffisance des opportunités logistiques et la faible production de produits industriels, à l'exception des matières premières et des produits semi-finis, font que le volume des échanges intra-africains est à un niveau inférieur aux volumes des échanges intracontinentaux. dans d'autres continents. En regardant les données historiques, la part des pays

³⁰⁰ AfDB, African Economic Outlook, 2021
https://www.afdb.org/sites/default/files/documents/publications/afdb21-01_aeo_main_english_complete_0223.pdf date d'accès: 11.09.2022

africains dans les importations africaines en provenance du monde varie entre 11 et 17 %. En 2019, la part des pays africains dans les importations totales de l'Afrique était de 13,6 %. En 2001, la France occupait la première place des importations totales de l'Afrique avec une part de 12,6 %. Dans le même temps, avec ce taux, la France dépassait 11,6%, soit la part des pays africains au total. La France était suivie par les États-Unis avec 9 %, l'Allemagne avec 8,7 %, l'Italie avec 6,8 % et l'Angleterre avec 6,1 %. Au cours de cette période, la Chine occupait la 8e place des importations de l'Afrique en provenance des pays non africains avec une part de 3,8 %, tandis que la Turquie occupait la 21e place avec 1 %. Dans la période allant du début des années 2000 à 2019, la part de la France dans les importations de l'Afrique est tombée à 5,4 %, tandis que les parts des principaux pays européens tels que les États-Unis, l'Allemagne, l'Italie et l'Angleterre sont passées en dessous de 5 %. Dans ce processus, la Chine a augmenté sa part à 17,6% et a atteint une part plus élevée que le commerce entre les pays africains. La Turquie, en revanche, a augmenté sa part de 1% à 3% au cours de la même période, faisant passer le rang de l'Afrique dans les importations en provenance du monde de la 21ème à la 9ème place. Dans ce processus, la Turquie a dépassé l'Angleterre, le Japon, la Corée du Sud, la Belgique, les Pays-Bas, l'Arabie saoudite, la Russie, l'Iran, le Brésil, l'Australie, la Suisse et la Suède dans les exportations vers l'Afrique.³⁰¹

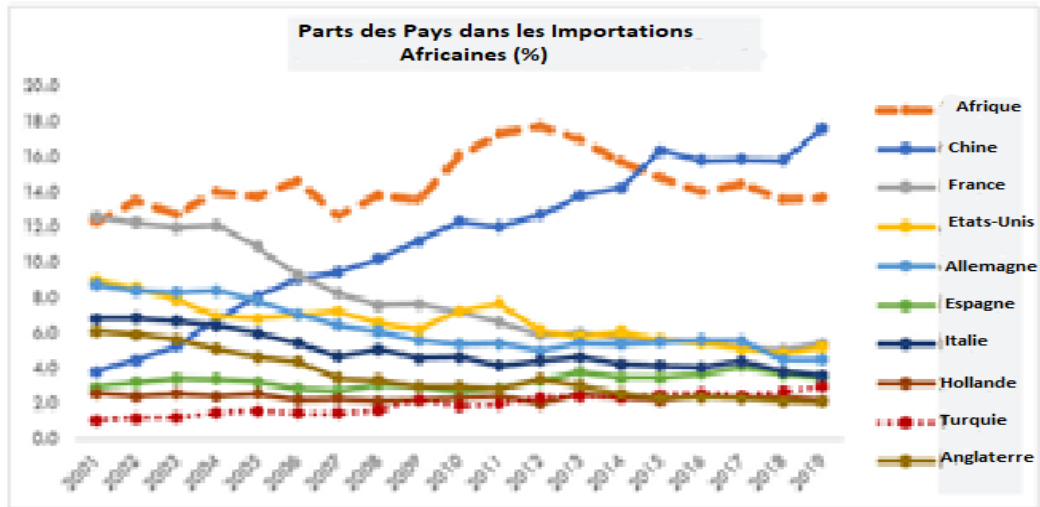
Tableau 2.15 : Les plus grandes partenaires commerciaux de l'Afrique

Exportation Total à l'Afrique	2001(Milliard \$) Total 132	2001 Proportion %	2020 (Milliard \$) Total 503	2020 Proportion %	Changement 01/20 (%)
Chine	4,4	3,4	104,1	20,7	2,239
Inde	2,1	1,6	27,4	5,5	1,182
France	14,7	11,1	25,9	5,2	77
Etats-Unis	10,5	7,9	25,5	5,1	144
Allemagne	10,2	7,7	21,5	4,3	111
Afrique du Sud	8,0	6,1	20,4	4,1	154
Espagne	3,4	2,6	16,9	3,4	112
Italie	7,9	6,0	16,8	3,3	394
Turquie	1,2	0,9	15,2	3,0	1,149
Hollande	3,0	2,3	14,2	2,8	374

Source : Trademap, 2020

³⁰¹ Op.cit, DEIK, 2021

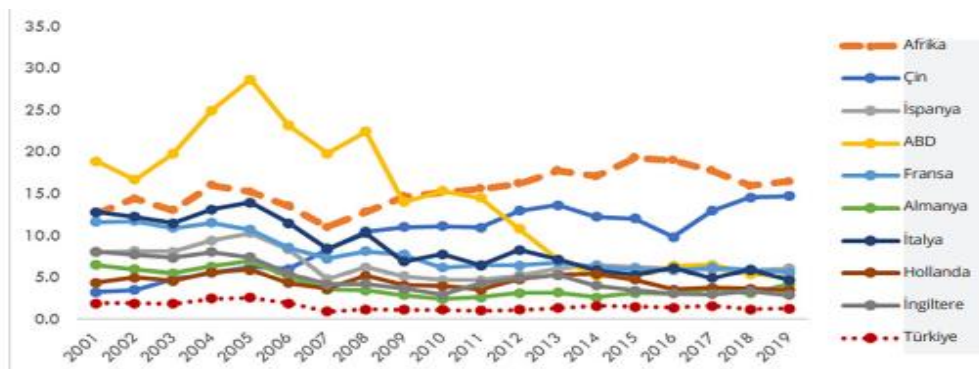
Figure 2.17 : Parts des pays dans les importations Africaines (%)



Source: Trademap, 2020

Lorsque les partenaires d'exportation de l'Afrique sont analysés, on constate que les États-Unis étaient le plus gros acheteur de produits africains entre 2001 et 2009. Dans la période suivante, la part des États-Unis a diminué avec la diminution des importations d'énergie, en particulier du Nigéria et de l'Algérie. De 2001 à 2019, la part de la Chine dans les exportations africaines est passée de 3,3 % à 14,7 %, ce qui en fait le pays vers lequel l'Afrique exporte le plus. Les parts des pays européens dans les exportations, comme dans les importations de l'Afrique, ont sensiblement diminué. La part de la Turquie dans les exportations africaines est passée de 1,9 % à 1,3 % au cours de la même période. Ainsi, la Turquie a conservé sa 14e place parmi les pays vers lesquels l'Afrique exporte le plus.³⁰²

Figure 2.18 : Les Parts des Pays qui Exportent à l'Afrique



Source : Trademap, 2020

³⁰² T.C Ticaret Bakanlığı, op.cit, 2020

b.3) Impact de l'AfCFTA sur les partenaires commerciaux de l'Afrique

Lorsqu'elle est évaluée conjointement avec les pratiques protectionnistes croissantes et les barrières non tarifaires dans l'économie mondiale, la AfCFTA est considérée comme ayant un impact négatif sur les activités commerciales de la Turquie en Afrique à moyen et long terme. Cette inférence est confirmée par l'analyse d'impact réalisée avec SMART, la méthode d'analyse d'équilibre partiel utilisée par la Banque mondiale. Selon l'analyse SMART, l'AfCFTA devrait augmenter le volume du commerce intra-africain d'environ 5,5 milliards de dollars par rapport aux chiffres de 2019, créant une augmentation de 7,3 % du commerce intracontinental de l'Afrique. Dans ladite analyse, on voit comment le commerce sera si les droits de douane sont annulés entre tous les pays africains, et seuls les chiffres du commerce pour cette année peuvent être suivis. Avec l'augmentation du volume des échanges de l'Afrique dans les années qui ont suivi l'entrée en vigueur de l'accord, l'effet qui émerge au premier moment devrait augmenter de façon exponentielle. D'autre part, avec l'augmentation du commerce des pays africains, des investissements supplémentaires dans ces pays devraient apparaître comme les effets positifs de l'AfCFTA en dehors de cette analyse.³⁰³

Lorsque nous analysons les effets de l'accord par pays, on s'attend à ce que les exportations de l'Afrique du Sud, qui représente actuellement environ un tiers du commerce intra-africain à elle seule, vers les pays africains connaissent la plus forte augmentation en valeur, avec une augmentation d'environ 1,3 milliard de dollars (5,3 %). Les exportations de l'Afrique du Sud devraient augmenter le plus vers la République démocratique du Congo, l'Angola, le Nigéria, le Kenya, le Ghana et l'Éthiopie. Après l'Afrique du Sud, le pays qui devrait le plus augmenter ses exportations grâce à l'accord devrait être l'Égypte, le Maroc, la Côte d'Ivoire et l'Ouganda. Alors que la Tunisie, l'Algérie, l'Éthiopie et le Nigeria sont en tête de l'augmentation des exportations de l'Égypte ; Mauritanie, Tunisie, Algérie, Nigéria ; l'Algérie et le Cameroun dans l'augmentation des exportations de la Côte d'Ivoire ; La

³⁰³ World Bank, "The African Continental Free Trade Area Economic and Distributional Effects", 2020 <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/34139/9781464815591.pdf?sequence=4&isAllowed=y> date d'accès: 11.09.2022

République démocratique du Congo vient au premier plan dans l'augmentation des exportations de l'Ouganda.³⁰⁴

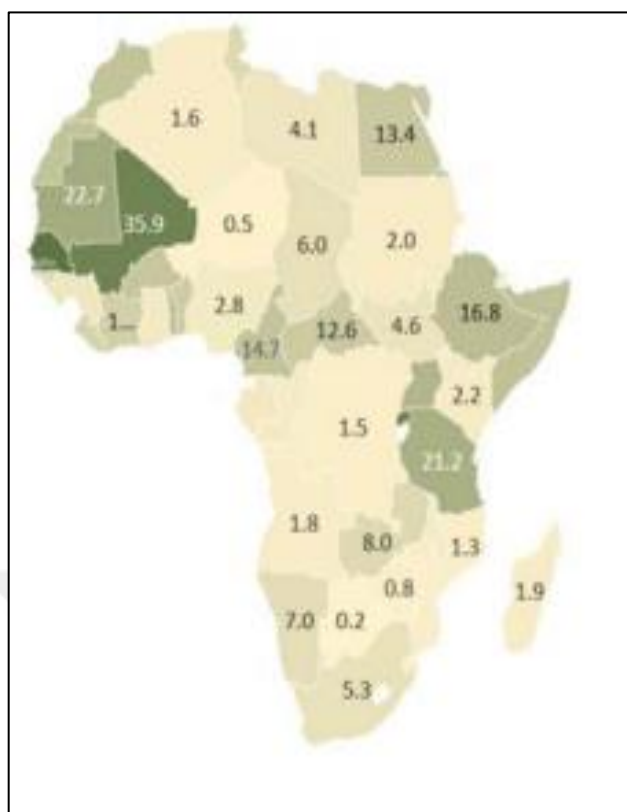
Tableau 2.16 : Les pays qui devraient augmenter le plus leurs exportations

PAYS	EXPORTATION A L'AFRIQUE AVANT AfCFTA	EXPORTATION A L'AFRIQUE APRES AfCFTA	ECART	CHANGEMENT %
Afrique du Sud	24,614	25,927	1,314	5,3
Egypte	4,747	5,381	634	13,4
Maroc	2,293	2,635	342	14,9
Cote d'Ivoire	2,852	3,173	321	11,2
Uganda	1,522	1,821	290	19,1
Tanzanie	1,124	1,363	238	21,2
Nigéria	6,995	7,193	198	2,8
Zambie	1,814	1,959	146	8,0
Namibie	2,047	2,191	144	7,0
Tunisie	788	850	63	8,0
Total de Premiers 10 Pays	48,796	52,485	3,689	7,6
Total d'Afrique	77,555	83,217	5,662	7,3

Source : WITS data base SMART Analysis, 2021

³⁰⁴ Ibid. 2020

Figure 2.19 : L'Augmentation d'Exportations Interafricaine Après AfCFTA)



source IMF, 2020

Après les pays qui ont le plus augmenté leurs exportations dans le commerce intracontinental grâce à l'accord, les pays qui ont augmenté leurs importations en provenance de ces pays ont également été examinées. En conséquence, le pays avec la plus forte augmentation des importations en provenance du continent avec l'AfCFTA était la République démocratique du Congo avec une augmentation d'environ 1,1 milliard de dollars, tandis que le Cameroun avec 378 millions de dollars, l'Angola avec 216 millions de dollars, le Nigeria avec 185 millions de dollars et l'Algérie avec 158 millions de dollars devrait suivre. Le fait que les importations intra-africaines de la République démocratique du Congo augmentent à un rythme élevé par rapport à d'autres pays est dû à ses droits de douane élevés et à sa proximité géographique avec les pays du bloc commercial de la SACU tels que l'Afrique du Sud et la Zambie. Pour cette raison, l'Afrique du Sud, la Zambie et l'Ouganda ont la part la plus élevée dans l'augmentation des importations de ce pays. Le Cameroun, qui devrait augmenter ses importations au rythme le plus élevé d'Afrique, devrait augmenter le plus ses importations en provenance du Nigeria, de l'Afrique du Sud et du Togo. Après le Cameroun, l'Afrique du Sud et la Namibie viennent au premier plan dans l'augmentation des importations de l'Angola, tandis que l'Égypte, la Côte d'Ivoire et le

Maroc devraient se classer au premier rang dans l'augmentation des importations de l'Algérie.

Tableau 2.17 : Les pays qui devraient augmenter le plus leurs importations

PAYS	IMPORTATION N A L'AFRIQUE AVANT AfCFTA	IMPORTATION N A L'AFRIQUE APRES AfCFTA	ECART	CHANGEMENT %
République Démocratique du Congo	3,318	4,385	1,079	32,2
Cameroun	651	760	378	16,8
Angola	1,907	2,698	216	41,5
Nigéria	1,299	1,485	185	14,3
Algérie	1,287	1,514	158	17,7
Ethiopie	401	505	153	26,0
Ghana	1,250	1,405	133	12,4
Kenya	2,033	2,154	85	5,9
Tunisie	655	706	80	7,8
Uganda	1,388	1,460	68	5,1
Total de Premiers 10 Pays	14,188	17,073	2,884	20,3
TOTAL	73,970	79,400	5,430	7,3

AFCFTA SONRASI AFRIKA İÇİ
İTHALAT ARTIŞLARI (%)

Country	Projected Import Growth (%)
Algeria	2.0
Libya	17.7
Mali	21.0
Niger	14.1
Chad	1.1
Senegal	1.0
Gambia	14.3
Sierra Leone	16.0
Liberia	32.2
Ivory Coast	41.5
Ghana	0.1
Upper Volta	0.8
South Africa	0.0
Botswana	0.0
Swaziland	0.6
Lesotho	0.4
Malawi	3.0
Mozambique	5.9
Zambia	2.4
Angola	26.0

Alors que le commerce intra-africain augmente avec l'AfCFTA, on s'attend à ce que les exportations des pays exportant vers l'Afrique en dehors de l'Afrique diminuent et que les parts de marché de ces pays en Afrique diminuent. Cependant, en raison de la faible augmentation du volume des échanges intra-africains, les pertes à l'exportation que subiront les pays non africains devraient être faibles en premier lieu. Avec l'effet de l'accord, il est prévu que le volume du commerce intra-africain augmentera de 5,4 milliards de dollars, tandis que les exportations des pays non africains vers l'Afrique diminueront d'environ 1 milliard de dollars, et l'accord devrait fournir une augmentation annuelle nette de 4,4 milliards de dollars du volume du commerce mondial.

223

une perte d'exportation d'environ 46 millions de dollars vers l'Afrique.³⁰⁵ Si l'on considère la perte d'exportation de la Chine vers l'Afrique par pays, on s'attend à ce qu'environ 75 % de la perte totale revienne à la République démocratique du Congo, au Ghana et au Nigeria. D'un point de vue sectoriel, on s'attend à ce que les exportations de la Chine vers ces pays dans les secteurs des appareils électriques, des machines, de la sidérurgie et des matières plastiques diminuent.

Tableau 2.18 : Les pays dont les exportations attendus baisser le plus

PAYS	EXPORTATION A L'AFRIQUE AVANT AfCFTA	EXPORTATION A L'AFRIQUE APRES AfCFTA	ECART	CHANGEMENT %
Chine	104,959	104,798	-161	-0,2
Émirats Arabes Unis	23,349	23,287	-62	-0,3
Inde	26,953	26,892	-61	-0,2
France	29,241	29,180	-61	-0,2
Belgique	16,562	16,508	-54	-0,3
Turquie	15,842	15,792	-50	-0,3
Hollande	19,019	18,977	-42	-0,2
Espagne	21,657	21,621	-36	-0,2
Allemagne	26,716	26,681	-35	-0,1
Etats-Unis	26,043	26,009	-34	-0,1
Total de Premiers 10 Pays	310,340	309,745	-960	-0,2
Total d'Afrique	500,876	499,916	-960	-0,2

Source : op.cit. WITS, SMART

Lorsque la perte d'exportation de la France vers l'Afrique, qui détient la part la plus élevée des exportations vers l'Afrique après la Chine, est analysée par pays, on s'attend à ce que la Tunisie et l'Algérie représentent environ un quart de la perte totale. De plus, les pays de l'ouest de l'Afrique, qui sont les marchés d'exportation traditionnels de la France et les pays francophones, font partie des pays que la France

³⁰⁵ DEIK, "Afrika Kıtasal Serbest Ticaret Bölgesi ve Türk Firmalarına Etkisi", 2021

devrait perdre. D'un point de vue sectoriel, on s'attend à ce que les exportations de la France vers ces pays dans les secteurs des appareils électriques, des machines, de l'alimentation, des cosmétiques et de l'automobile diminuent.³⁰⁶

La perte d'exportation des États-Unis, qui sont au premier rang des exportations vers l'Afrique, est analysée par pays, on s'attend à ce que le Nigeria, l'Égypte et le Ghana représentent un tiers de la perte totale. D'un point de vue sectoriel, on s'attend à ce que les exportations des États-Unis vers ces pays dans les secteurs de l'automobile, des machines, des appareils électriques, des produits sidérurgiques et de l'alimentation diminuent. Le commerce intra-africain, qui devrait augmenter avec l'AfCFTA, devrait connaître les plus fortes augmentations dans les secteurs de l'énergie, du tabac, de l'automobile, du poisson et des créatures marines, des produits de minoterie et du fer et de l'acier. Alors que les exportations du Nigéria, de la Zambie, du Togo, de l'Afrique du Sud et du Ghana devraient augmenter dans le secteur de l'énergie, cette augmentation est due à l'augmentation des exportations de pétrole brut du Nigéria vers le Cameroun, de l'électricité de la Zambie vers la République démocratique du Congo et du charbon de l'Afrique du Sud.

Lorsque la perte d'exportation des États-Unis, qui sont au premier rang des exportations vers l'Afrique, est analysée par pays, on s'attend à ce que le Nigeria, l'Égypte et le Ghana représentent un tiers de la perte totale. D'un point de vue sectoriel, on s'attend à ce que les exportations des États-Unis vers ces pays dans les secteurs de l'automobile, des machines, des appareils électriques, des produits sidérurgiques et de l'alimentation diminuent.³⁰⁷

b.4) Effets de l'AfCFTA sur la Turquie

L'indice de complémentarité commerciale (TCI) a été créé pour observer les effets de l'accord de l'AfCFTA sur la Turquie. L'indice montre la conformité du pays exportateur avec le pays importateur dans tous les codes de chapitre. Dans l'indice, les concurrents potentiels de la Turquie ont été tentés d'être déterminés uniquement par les données du commerce extérieur. TCI se compose de valeurs comprises entre 0 et

³⁰⁶ Sean Woolfrey, "What does the AfCFTA mean for an EU-Africa trade agreement?", ECDPM, 2021 <https://ecdpm.org/wp-content/uploads/What-does-AfCFTA-mean-EU-Africa-trade-agreement-ECDPM-briefing-note-140-2021.pdf> date d'accès: 11.09.2022

³⁰⁷ Brookings Institute, Africa in Focus, Brookings Institute, <https://www.brookings.edu/blog/africa-in-focus/2020/09/02/figure-of-the-week-the-afcftas-effects-on-trade-and-wages-in-africa/> date d'accès: 19.03.2022

100, et si le score attribué au pays exportateur pour le pays partenaire est proche de 100, cela signifie que l'exportation de ce pays et l'importation du pays partenaire sont compatibles entre elles. Dans le tableau X, les résultats de l'indice de la Turquie et de 19 pays africains sont donnés, et la moyenne de l'indice du commerce entre les pays africains est de 20. La moyenne de l'indice de la Turquie avec les pays africains est de 53, et les résultats détaillés de l'indice sont présentés dans le tableau Y. Comme on peut le voir dans le tableau X, le score de la Turquie est généralement supérieur à celui des autres pays dans les domaines où la Turquie est un exportateur. Si l'on regarde l'Afrique en général, l'Égypte et l'Afrique du Sud se distinguent comme des concurrents dans les exportations de la Turquie avec respectivement 48 et 47 points. Par conséquent, la perte qui se produira dans les exportations de la Turquie vers l'Afrique dans la période suivant la signature de l'AfCFTA devrait être largement comblée par des pays proches du portefeuille d'exportation de la Turquie, tels que l'Égypte et l'Afrique du Sud.³⁰⁸

Figure 2.21 : Pays exportateur

	ANG	CEZ	D. KON	ETİ	FAS	FİL	G.AF	GAB	GAN	KEN	KON	LIB	MIS	NİJ	SEN	TOG	TUN	TUR	ZAM
ANG	-	6	7	10	18	19	18	5	4	18	4	20	20	30	24	17	15	21	17
CEZ	14	-	9	11	19	20	18	6	6	20	3	20	20	32	25	18	16	18	18
D. KON	9	8	-	8	12	9	13	7	5	9	4	11	12	9	10	7	11	16	29
ETİ	11	11	12	-	11	9	12	12	8	8	10	16	13	6	8	10	12	13	7
FAS	32	35	39	40	-	36	41	35	44	34	22	35	31	31	34	36	42	34	41
FİL	25	21	21	23	29	-	28	24	16	27	19	30	28	26	28	28	29	34	26
G.AFR	47	47	44	50	56	51	-	41	46	52	28	46	52	47	53	54	53	63	58
GAB	14	9	8	11	20	23	18	-	5	19	7	22	23	31	25	18	16	21	29
GAN	21	15	16	18	28	26	26	15	-	26	10	31	30	35	33	26	24	33	26
KEN	34	34	38	33	35	35	35	34	33	-	22	43	35	31	36	36	36	30	35
KON	15	11	10	13	22	27	20	19	7	21	-	22	23	33	27	19	19	23	19
LIB	13	7	8	11	19	19	19	6	5	19	4	-	21	31	25	18	16	26	17
MIS	44	43	45	47	58	53	50	41	40	55	23	57	-	54	57	56	56	61	47
NİJ	13	7	8	10	19	19	17	7	4	19	4	20	20	-	25	18	16	19	17
SEN	39	26	36	28	39	44	41	29	33	37	20	41	40	40	-	40	36	42	45
TOG	25	30	34	28	29	31	26	30	37	31	16	29	29	29	29	-	32	32	25
TUN	44	45	50	52	52	43	51	45	43	49	30	47	43	41	45	44	-	44	43
TUR	51	59	57	61	62	54	54	55	64	55	39	52	55	48	54	56	58	-	49
ZAM	10	14	18	11	16	15	15	12	16	14	10	15	14	14	14	14	16	14	-

Source : DEIK, Ekonomik Araştırmalar Birimi Raporu, 2021

En regardant les scores TCI dans le tableau Y, on observe que la structure des importations de Djibouti, de la Namibie, du Ghana et la structure des exportations de la Turquie sont plus compatibles que la Gambie, le Bénin, la Guinée-Bissau. Alors que le score de l'indice des exportations de la Turquie vers 22 pays est inférieur à la moyenne, il est supérieur à 31 pays.

³⁰⁸ DEIK, Ekonomik Araştırmalar Birimi Raporu, 2021

Figure 2.22 : Index de TCI de la Turquie avec les pays africaines

Gambiya	Benin	Gine-Bissau	Güney Sudan	Kongo	Moritanya	Somali
33	33	36	38	39	39	47
Seyşeller	Nigerya	Sao Tome P.	Zimbabve	Burundi	Lesotho	Zambiya
47	48	48	48	49	49	49
Nijer	Liberya	Komorolar	Angola	Burkina Faso	Mali	Malavi
49	50	50	51	51	51	51
Libya	Mozambik	Kamerun	Fildişi Sahilleri	Ruanda	Senegal	Güney Afrika
52	53	54	54	54	54	54
Tanzanya	Botsvana	Çad	Uganda	Ekvator Ginesi	Mısır	Kenya
54	54	55	55	55	55	55
Gabon	Yeşil Burun	Togo	Maurityus	Dem. Kongo	Madagaskar	Esvatini
55	56	56	57	57	57	58
Sierra Leone	Tunus	Orta Afrika C.	Cezayir	Etiyopya	Gine	Sudan
58	58	58	59	61	62	62
Fas	Gana	Namibya	Cibuti			
62	64	65	67			

Source: DEIK, Ekonomik Araştırmalar Birimi, 2021

En regardant les résultats SMART, il est prévu que les exportations de la Turquie diminueront de 0,3 % après l'AfCFTA. Sur la base de la valeur, les pays où les exportations diminueront le plus sont l'Algérie, la Tunisie, le Nigéria et la Mauritanie, alors que l'on estime que les exportations de la Turquie vers ces pays diminueront respectivement de 0,4%, 0,6%, 1,6% et 3%. Après l'AfCFTA, les importations de fer et d'acier de l'Algérie en provenance d'Égypte, de Tunisie, du Maroc et d'Afrique du Sud augmenteront et diminueront donc ses importations en provenance de Turquie. En outre, il est prévu que les exportations de tabac de la Turquie vers l'Algérie, le coton vers la Tunisie, les secteurs de l'automobile, du verre et de la verrerie diminuent. Les produits du ciment, de la pierre et du sol devraient occuper le devant de la scène dans la baisse des exportations turques vers le Nigeria et la Mauritanie. Alors que les exportations de l'Égypte, de la Côte d'Ivoire, du Maroc, de la Tunisie et de l'Afrique du Sud augmentent vers l'Algérie, où les exportations de la Turquie diminuent, on s'attend à une augmentation des exportations de l'Égypte et du Maroc vers la Tunisie, et de l'Afrique du Sud, du Maroc et de L'Égypte au Nigéria.

Sur une base sectorielle à travers l'Afrique, on estime que les exportations turques de ciment, de pierre et de produits du sol, de produits sidérurgiques, de farine et de produits de pâtisserie diminueront. Dans les produits du ciment, de la pierre et du sol, les exportations de la Turquie vers l'Afrique devraient diminuer d'environ 5,4 millions de dollars, tandis que les exportations de produits sidérurgiques et de farine et de pâtisserie devraient diminuer de 3,7 millions de dollars et 3,2 millions de dollars, respectivement. On s'attend à ce qu'il y ait une perte d'environ 24 millions de dollars

dans le total des dix premiers secteurs, qui devraient diminuer le plus dans les exportations de la Turquie vers l'Afrique.³⁰⁹

Tableau 2.19 : Pays à l'égard desquels les exportations de la Turquie risquent de baisser le plus

PAYS	EXPORTATION N A L'AFRIQUE AVANT AfCFTA	EXPORTATION N A L'AFRIQUE APRES AfCFTA	ECART	CHANGEMENT %
Nigéria	596	587	-9,3	-1,6
Algérie	2,016	2,009	-7,4	-0,4
Tunisie	887	881	-5,7	-0,6
Mauritanie	168	163	-5,1	-3,0
Ghana	374	371	-3,8	-1,0
République Démocratique du Congo	54	51	-3,1	-5,7
Kenya	230	228	-2,6	-1,1
Cameroun	157	155	-2,1	-1,3
Angola	215	214	-1,4	-0,7
Ethiopie	381	380	-1,0	-0,3
Total de Premiers 10 Pays	5,079	5,038	-41,7	-0,8
Total d'Afrique	15,842	15,792	-50,3	-0,3

³⁰⁹ Op.cit. DEIK, 2021

Tableau 2.20 : Secteurs expectés le plus diminuer dans l'exportations de la Turquie vers l'Afrique

PAYS	EXPORTATION A L'AFRIQUE AVANT AfCFT	EXPORTATION A L'AFRIQUE APRES AfCFTA	ECART	CHANGEMENT %
Produits en ciment, pierre et terre	405	400	-5,4	-1,3
Marchandises en fer et en Acier	788	785	-3,7	-0,5
Farine et Pâtisserie	475	472	-3,2	-0,7
Produits manufacturé divers	142	139	-2,9	-2,0
Plastiques	774	772	-2,1	-0,3
Coton, Fil de Coton	257	255	-1,9	-0,7
Appareils Electriques	822	821	-1,6	-0,2
Industrie d'Automobile	1,187	1,186	-2,1	-1,3
Tabac et produits du tabac	60	58	-1,1	-1,9
Articles en papier ou en carton	223	222	-0,7	-0,3
Total de Premiers 10 Pays	5,133	5,110	-23,8	-0,5
Afrique Total	15,842	15,792	-50,3	-0,3

L'AfCFTA, est entré le 1er janvier 2021 en raison de la pandémie. Avec la mise en place de l'union douanière en Afrique, il s'agit de réduire progressivement l'avantage comparatif des pays extérieurs au continent au sein du continent. Ce processus d'intégration régionale, qui doit être vu comme l'approfondissement de l'Union africaine sur une base économique, fait ses gagnants et ses perdants. Il est possible de

voir la projection de tout ce processus pour le monde des affaires turc dans le tableau ci-dessous.

Tableau 2.21 : Opportunités et défis de AfCFTA

OPPORTUNITES	DEFIS
Développer des processus de coopération et augmenter les investissements dans les secteurs à avantage comparatif	Augmentation progressive des barrières non tarifaires vers les pays non signataires
La capacité de l'activité diplomatique, qui s'est systématiquement accrue dans les pays africains, à approfondir les relations commerciales	L'approfondissement par l'Union africaine d'un processus d'intégration politique et l'abandon d'une attitude coopérative envers les pays non syndiqués
Développer et entreprendre les projets d'infrastructure nécessaires à la mise en œuvre réussie de l'AfCFTA, en commençant la création de centres logistiques	Compétitivité des pays méditerranéens avec le potentiel d'approfondir la coopération avec l'Union africaine

Pendant la durée d'application de l'AfCFTA, ce sera l'occasion pour le monde des affaires turc de développer des processus de coopération dans des secteurs où il dispose d'un avantage comparatif. La poursuite de la coopération sectorielle avec les pays subsahariens et d'Afrique du Nord, où les relations bilatérales se déroulent actuellement de manière efficace, avec des accords bilatéraux et des privilèges douaniers, peut être considérée comme un outil pour réduire les effets cumulatifs de l'accord de libre-échange continental. D'autre part, les contributions positives du processus d'approfondissement centré sur l'Afrique de la politique étrangère turque aux relations commerciales à moyen et long terme constituent une opportunité importante pour la Turquie.

La principale menace de l'AfCFTA réside dans les barrières non tarifaires pour les pays non contractants et la création d'une union douanière commune. Après un certain temps, il semble que ce processus, dans lequel des droits de douane supplémentaires à l'entrée sur le marché se produiront, deviendra le problème le plus

fondamental pour la Turquie. Il est possible de voir les reflets économiques à court, moyen et long terme dudit effet avec les résultats d'analyse SMART donnés ci-dessus. Une autre menace principale qui se posera avec l'union douanière est que l'Union africaine approfondira le processus d'intégration politique. Il est possible d'affirmer que la construction et le développement de l'accord de libre-échange continental est tout à fait parallèle avec le processus de développement de l'Union européenne à cet égard.

L'Union africaine, qui approfondira le processus d'intégration politique, pourra s'éloigner d'une attitude inclusive envers les pays extra-continentaux et toute tension dans les relations politiques se répercutera directement sur les relations commerciales. De plus, il est possible de voir le reflet des effets négatifs de l'AfCFTA sur les pays tiers sur le niveau de concurrence. Le fait qu'un modèle de partenariat spécial à développer par les pays méditerranéens que sont la France, l'Italie, l'Espagne, la Grèce et Israël, qui tentent d'approfondir leurs relations commerciales avec l'Afrique comme la Turquie, aura des effets négatifs sur la concurrence commerciale de la Turquie sur le continent devrait être considéré comme un paramètre de menace important. Afin de surmonter ces effets négatifs, il serait avantageux pour la Turquie d'accroître ses activités de diplomatie commerciale auprès des pays bilatéraux. les pays méditerranéens dans la concurrence commerciale de la Turquie sur le continent africain ; Elle aura un effet positif si elle met en avant sa rivalité avec l'Italie, l'Espagne, la Grèce, la France et Israël en matière d'intelligence économique et commerciale, qui est aussi l'un des principaux outils de la diplomatie commerciale. Il est inévitable pour la Turquie d'approfondir les études dans ce domaine et de construire une structure durable dans un cadre institutionnel.

En conséquence, les stratégies de diplomatie commerciale et de diplomatie d'affaires de la Turquie envers l'AfCFTA montrent une grande diversité tels que forums d'investissement et d'affaires, visites d'ambassades et de délégations bilatérales, niveau ministériel et présidentiel visites, les conseils d'affaires, les réunions de coordination, les réunions G2B et B2B sont mis en œuvre dans le cadre de la stratégie de diplomatie économique pour l'Afrique.

Turquie développe également une coopération avec des pays tiers en Afrique tels que la Hongrie, le Japon, la France, l'Allemagne... Ainsi, le financement des investissements d'infrastructure et de superstructure que la Turquie réalisera en

Afrique devient plus facile, le transfert de technologie et d'expérience entre les entreprises augmente, la charge de travail diminue et le niveau de qualité augmente. Par exemple, dans le cadre des « programmes conjoints de développement économique en Afrique » établis par les Exim Banks hongrois et turc, des projets d'une valeur de plus de 4 milliards de dollars sont réalisés dans de nombreux domaines de la santé aux infrastructures.³¹⁰ Cela permet d'augmenter l'efficacité de sa stratégie « *business play end* ». Le principal domaine d'application pour réduire les effets négatifs de l'AfCFTA sur la Turquie est la transformation centrée sur le commerce de l'ambassade et d'autres missions diplomatiques. Le reflet de cette transformation centrée sur le commerce dans les missions diplomatiques est un processus de construction structurelle dans lequel les attentes et les intérêts commerciaux sont au centre. En d'autres termes, les attentes et les intérêts commerciaux devraient former une structure intégrée avec les priorités de la politique étrangère. Les activités de diplomatie commerciale des missions diplomatiques sont les représentants du secteur privé et des institutions publiques ; Elle devrait être assurée par la structure de coordination nationale au sein de laquelle coexistent les bureaucrates des ministères concernés. Il serait avantageux d'inclure des professionnels de l'exportation performants d'entreprises turques, qui se distinguent par leurs performances à l'exportation dans le secteur privé, dans la mise en place de ladite structure de coordination nationale.

c) Aide publique au développement et aide humanitaire

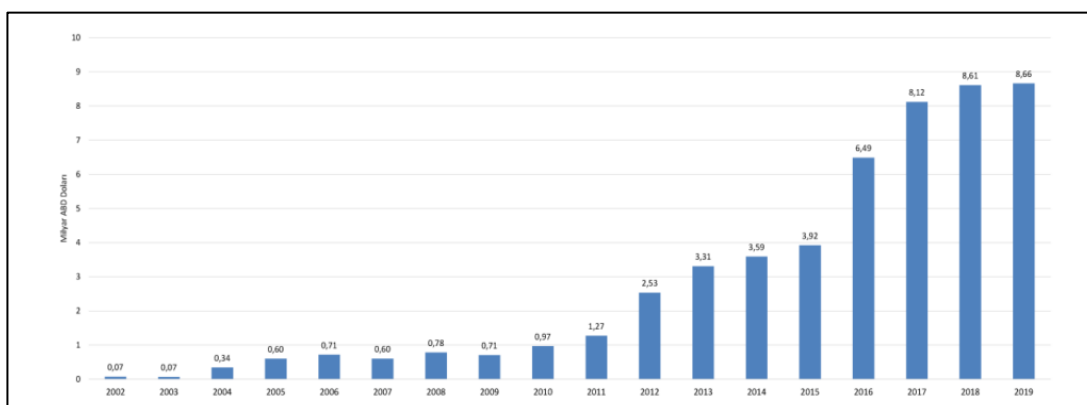
L'aide publique au développement est l'un des piliers importants de la politique turque envers l'Afrique et la diplomatie économique. La République de Turquie fournit une aide au développement aux régions sous-développées dans le cadre de la diplomatie humanitaire et entrepreneuriale, qui est sa devise officielle de politique étrangère. En termes de diplomatie économique, l'aide au développement, souvent évaluée dans le cadre de l'étatisme économique, est utilisée comme un outil de diplomatie publique en Turquie, et la zone de soft power et de commerce international que le développement de l'Afrique créera pour la Turquie est pris en compte. Dans ce contexte, la Turquie renforce à la fois le modèle de diplomatie économique avec des résultats commerciaux dans le cadre de l'aide au développement, et renforce également le partenariat en approfondissant l'engagement politique entre les parties à cette

³¹⁰ Hungarian Insider, Hungary and Turkey launch joint economic development programs in Africa, March 2022 <https://hungarianinsider.com/hungary-and-turkey-launch-joint-economic-development-programs-in-africa-9635/> date d'accès: 26.05.2022

occasion. Dans le même temps, l'aide publique au développement, qui est également associée à la diplomatie financière, est une manifestation de la diplomatie économique inclusive de la Turquie envers l'Afrique.

Les aides publiques au développement sont des activités qui soutiennent les processus de développement économique des pays bénéficiaires des ressources sous forme de subventions et de prêts concessionnels par les États aux pays bénéficiaires. Pour que les prêts privilégiés accordés aux pays bénéficiaires dans le cadre des activités d'aide publique au développement soient inclus dans le périmètre de l'aide publique au développement, au moins 25 % des prêts privilégiés doivent être accordés sous forme de dons³¹¹. La Turquie a fait de grands progrès en matière d'aide publique au développement, de subventions et d'aide humanitaire depuis les années 2000, et est devenue le pays qui a fourni le plus d'aide humanitaire en 2018 selon le « Global Humanitarian Aid Report ». C'est une indication de la valeur que la Turquie attache à l'aide humanitaire et au développement. La Turquie fournit une aide aux pays défavorisés à la fois par des canaux officiels tels que les ministères, TİKA et Türk Eximbank, et des organisations telles que Kızılay et AFAD. En ce sens, dans le rapport publié par la « Présidence de la Stratégie et du Budget », le montant de l'aide apportée par la Turquie entre 2002-2019 et est indiqué.

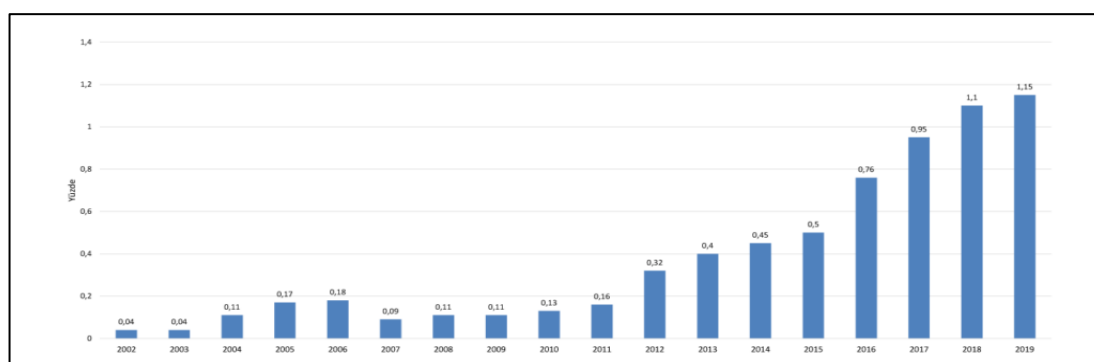
Figure 2.23 : Montant de l'aide publique au développement apportée par la Turquie (2002-2019)



source : <https://www.sbb.gov.tr/sosyal-gostergeler-kalkinma-yarimlari-gostergeleri/#:~:text=T%C3%BCrkiye'nin%20yapt%C4%B1%C4%9F%C4%B1%20resmi%20kalk%C4%B1nm a,%25%201%2C15%20seviyesine%20y%C3%BCkselmi%C5%9Ftir> date d'accès 26.05.2022

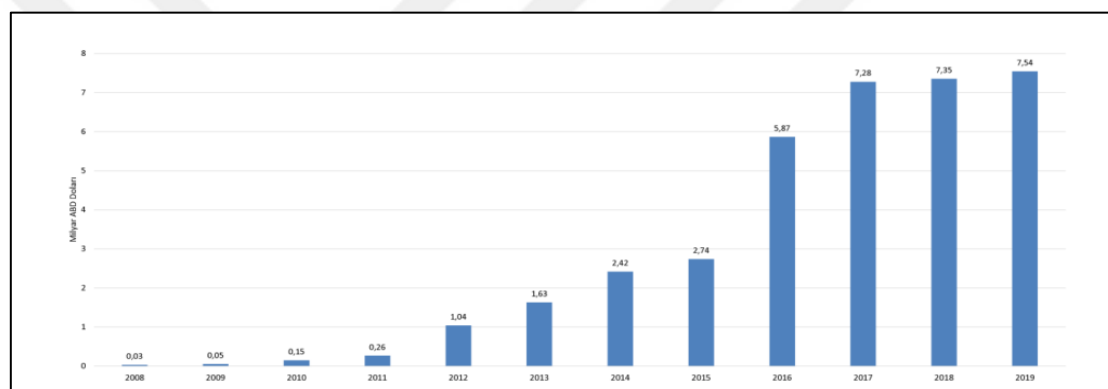
³¹¹ <https://www.oecd.org/dac/financing-sustainable-development/Addis%20flyer%20-%20ODA.pdf> date d'accès: 26.05.2022

Figure 2.24 : Ratio de l'aide publique au développement de la Turquie par rapport au revenu national (2002-2019)



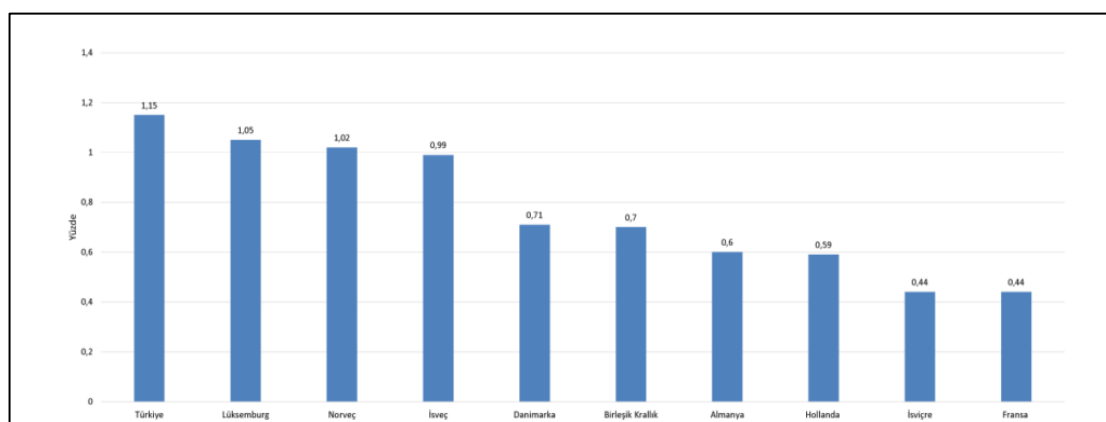
source : Ibid.

Figure 2.25 : Montant de l'aide humanitaire de la Turquie (2002-2019)



source : Ibid.

Figure 2.26 : Ratio de l'Aide Publique au Développement au Revenu National par Pays

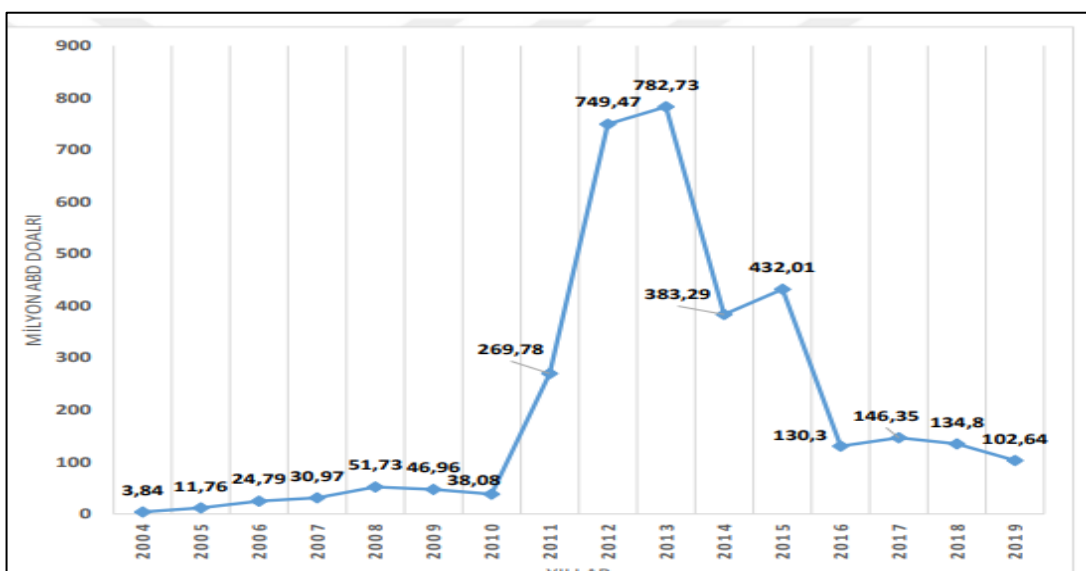


source : Ibid.

Dans ce contexte, l'aide publique au développement et l'aide humanitaire fournies par la Turquie à l'Afrique seront évoquées et il sera montré comment ces aides s'intègrent dans la stratégie de diplomatie économique de la Turquie.

L'aide au développement de la Turquie à l'Afrique est généralement effectuée par l'intermédiaire de TİKA, mais les ministères et les ONG assument également la responsabilité active de l'aide humanitaire et de l'aide au développement. TİKA dispose de 21 bureaux de coordination à travers le continent et de 25 bureaux de coordination de projet. La majeure partie de l'aide fournie par la Turquie dans le cadre de la coopération au développement établie, afin de soutenir le développement humain dans les pays africains, est donnée sous forme d'aide humanitaire. La Turquie prend des initiatives pour résoudre les problèmes humanitaires du continent africain non seulement en son propre nom, mais aussi au sein d'organisations internationales telles que l'ONU et l'Union africaine. À ce stade, lorsque l'on regarde les projets réalisés spécifiquement pour TİKA, les rubriques de la santé, de l'assainissement, de l'éducation, de l'approvisionnement alimentaire, de l'accès à l'eau potable et des infrastructures viennent au premier plan.³¹²

Figure 2.27 : Montants de l'aide publique au développement fournie par la Turquie au continent africain (2004-2019)



Source : TİKA Kalkınma Yardımları Raporu, 2019

³¹² TİKA, Kalkınma Yardımları Raporu, 2020
https://www.tika.gov.tr/upload/sayfa/Pictures/Turkiye%20Kalk%C4%B1nma%20Yard%C4%B1mlar%C4%B1%202020_tr.pdf date d'accès: 21.01.2023

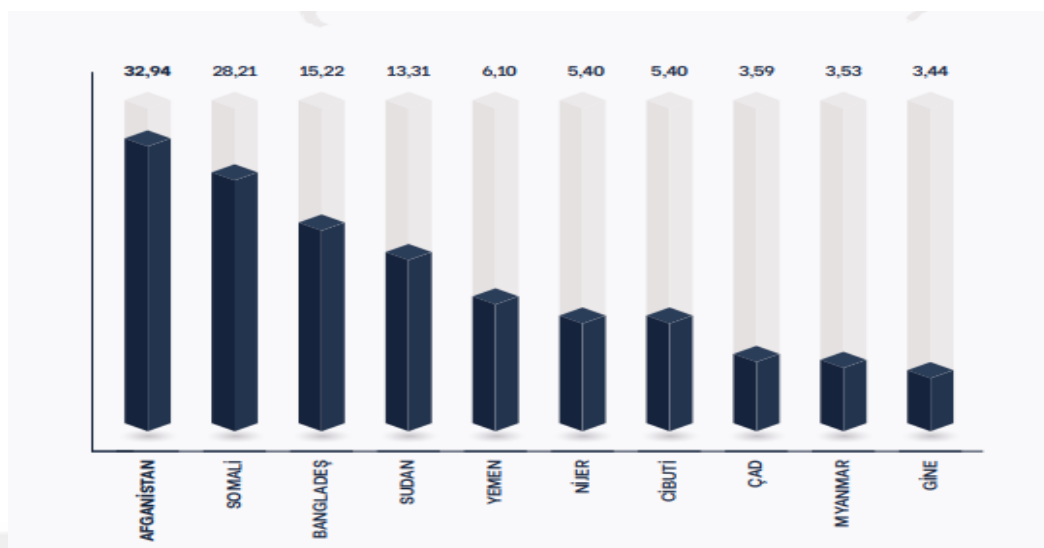
Lorsque l'on examine le graphique, on constate qu'il y a eu une augmentation spectaculaire depuis 2010. Bien que le cours de l'aide publique au développement ait été relativement faible entre 2009 et 2010, lorsque l'impact de la crise financière mondiale s'est fait sentir à un niveau élevé, des étapes importantes ont été franchies dans les relations entre la Turquie et l'Afrique depuis 2010. Elle marque la période où la coopération a commencé à se développer, non seulement au sens économique, mais aussi au sens politique. En 2008, l'Union africaine a déclaré la Turquie en tant que partenaire stratégique de l'Afrique et le premier sommet du partenariat Turquie-Afrique a eu lieu. En 2009, tous les pays africains à l'exception de 3 pays africains ont soutenu l'adhésion temporaire de la Turquie au Conseil de sécurité de l'ONU, la politique de partenariat africain a été mise en œuvre en 2013 et en 2014 la II. Le sommet du partenariat Turquie-Afrique a eu lieu. En 2015, le Plan de mise en œuvre conjoint entre la Turquie et l'Afrique a été mis en œuvre et la Conférence ministérielle d'examen Turquie-Afrique s'est tenue à Istanbul les 11 et 12 février 2018.

En 2021, le 3ème Turquie-Afrique forum économique et d'affaires « TABEF » et le Sommet du partenariat Turquie-Afrique ont eu lieu. En ce sens, la Turquie a mis en pratique l'aide publique au développement, qui a atteint 3,3 milliards de dollars au total, comme manifestation de sa propre politique humanitaire, et a également trouvé l'occasion d'approfondir ses relations politiques à travers l'aide publique au développement. Compte tenu de notre argument selon lequel la politique est le principal vecteur de la diplomatie économique de la Turquie envers l'Afrique, cette coopération politique se reflète également dans les relations commerciales bilatérales.

Le volume des échanges, qui était de 15 milliards de dollars en 2008, est passé à 25,3 milliards de dollars en 2020, malgré l'épidémie de Covid-19. En outre, dans le cadre de la coopération politique et de la création d'image, réalisées grâce à l'aide au développement, la réputation du secteur privé turc dans la région s'est également accrue.³¹³

³¹³ Dışişleri Bakanlığı, Türkiye Afrika İlişkileri, Dışişleri Bakanlığı
<https://www.mfa.gov.tr/turkiye-afrika-iliskileri.tr.mfa> date d'accès: 26.05.2022

Figure 2.28 : Pays les Moins Avancé qui ont le plus bénéficié de l'aide bilatérale de la Turquie



source : Ibid.

La raison principale en est la détermination dans la littérature que l'effet des aides au développement sur le bien-être est limité, et souvent il a un effet très limité sur la création de bien-être. Bien que l'aide au développement des pays étrangers à l'Afrique au cours des 60 dernières années ait été proche de 1 000 milliards de dollars, près de la moitié de la population du continent vit encore avec moins de 1 dollar par jour.³¹⁴ Pour cette raison, la Turquie, contrairement à l'aide publique au développement et à l'aide humanitaire, privilégie les investissements sur le continent. Par conséquent, l'aide publique au développement et l'aide humanitaire apparaît comme une extension de la diplomatie publique de la Turquie, ce qui augmente la capacité de puissance douce de la Turquie et contribue à développer la sympathie envers la Turquie sur le continent. L'aide d'urgence et humanitaire et les projets d'infrastructures sociales et économiques constituent la plus grande part de l'aide publique au développement de la Turquie. Les secteurs auxquels le plus de ressources sont allouées sont l'éducation et la santé. Plus important encore, le modèle de coopération au développement mis en œuvre par la Turquie n'envisage pas de relation hiérarchique entre le donateur et le bénéficiaire de l'aide et inclut une méthode par laquelle les besoins des pays peuvent être déterminés et satisfaits par eux-mêmes. Il y a certaines raisons pour lesquelles la Turquie donne la priorité aux investissements plutôt qu'à l'aide humanitaire à l'Afrique. Le premier est le manque d'institutionnalisation adéquate et le niveau élevé de corruption sur le continent africain. Cette situation entraîne la saisie des aides

³¹⁴ Mürsel Bayram, "Türkiye-Afrika İşbirliğinde Üçüncü Bir Yol Mümkün Mü?", **SETAV Working Paper**, 2021 <https://setav.org/assets/uploads/2021/12/A358.pdf> date d'accès: 11.09.2022

financières directes par certains groupes et les empêche d'atteindre le public. Deuxièmement, la Turquie poursuit une politique gagnant-gagnant envers l'Afrique. Avec les investissements, les deux investisseurs turcs seront gagnants, une diplomatie économique efficace sera menée et l'emploi, la production et le bien-être sur le continent africain seront contribués.³¹⁵

Cette stratégie poursuivie par la Turquie distingue la Turquie des pays colonialistes, comme l'ont exprimé de nombreux chefs d'État et décideurs politiques africains, et garantit qu'elle est perçue comme un partenaire égal. Cette attitude de la Turquie a créé une image positive sur le continent. Selon l'étude « Africaleads 2021 » menée auprès de 2426 leaders d'opinion, la Turquie fait partie des pays ayant la meilleure image en Afrique. La Turquie a augmenté son score de 8% l'année précédente, 2020, à 15%, devenant ainsi le huitième pays avec la meilleure image en Afrique après les États-Unis, l'Allemagne, le Canada, l'Angleterre, la Chine, le Japon et la France. « Selon vous, qui est le partenaire le plus bénéfique du continent ? » Respectivement la Chine, les États-Unis, le Canada, l'Allemagne, le Japon, l'Angleterre, la Turquie, les Émirats arabes unis et la France ont respectivement répondu. Le fait que la Turquie ait ouvert des ambassades dans quarante-trois pays africains, les vols de Turkish Airlines vers soixante et une destinations en Afrique et l'adoption croissante du modèle de coopération au développement à la turque sont les facteurs qui contribuent à cette image positive.³¹⁶

En conséquence, la Turquie évalue son aide publique au développement et son aide humanitaire dans le cadre de la diplomatie humanitaire qu'elle a officiellement développée et considère le développement de l'Afrique comme la principale priorité. En outre, l'aide, qui est l'un des piliers importants de la diplomatie économique qu'elle poursuit envers l'Afrique, apparaît comme faisant partie de la stratégie de diplomatie publique que la Turquie a développée pour la région. Ainsi, comme le montrent les recherches de « *Africaleads* », la Turquie renforce son image positive dans la région et est accueillie avec sympathie par les peuples du continent.³¹⁷ Comme l'ont souvent exprimé les chefs d'État et les ministres africains lors du sommet africain, la Turquie

³¹⁵ Enver Arpa ve Murat Bayar, “Türkiye’nin Afrika’ya Yönelik Kalkınma Yardımlarının Yardım Etkinliği Açısından Değerlendirilmesi”, **Bilge Strateji Working Paper**, 2019

³¹⁶ Africaleads 2021: “Baromètre CIAN des Leaders D’opinion en Afrique, Réalisé par IMMAR”, Conseil Français des Investisseurs en Afrique, (2020/2021) <https://fr.readkong.com/page/africaleads-2021-barometre-cian-des-leaders-d-opinion-en-4083774> date d’accès: 21.01.2023

³¹⁷ Conférences TABEF, voir Annexe

se sépare des pays occidentaux puis qu'elle mène une diplomatie publique efficace afin d'influencer les politiques porteurs de ces investissements. Comme l'a exprimé le président Recep Tayyip Erdoğan dans son discours d'ouverture de la TABEF, la Turquie a investi environ 70 milliards de dollars sur le continent au cours des 20 dernières années.³¹⁸ Grâce à ces investissements, dont la plupart sont dans le domaine des infrastructures et de la construction, de nombreux emplois ont été créés dans la région et ont contribué à la prospérité du continent. Compte tenu de tout cela, on peut dire que l'aide publique au développement et l'aide humanitaire de la Turquie sont un complément important à la stratégie de diplomatie économique que la Turquie a développée pour le continent.

d) Sommets et pourparlers bilatéraux-multilatéraux

Les visites et les sommets de haut niveau sont le moteur de la diplomatie économique de la Turquie envers l'Afrique. Les structures politiques et économiques des pays africains ne sont pas stables, de sorte que les relations sont façonnées selon les relations aux niveaux présidentiel, ministériel et des ambassades, et non selon les lois économiques, contrairement à l'Europe ou à l'Amérique du Nord. L'attitude des décideurs africains envers les pays ex-coloniaux est très efficace pour déterminer les relations économiques dans la région. Pour cette raison, la plupart du temps, les accords économiquement plus rentables pour les pays africains « tels que les investissements étrangers, l'exploitation minière, l'agriculture, la logistique, les opérations portuaires » sont accordés aux pays ayant de meilleures relations politiques et bilatérales au niveau individuel. En outre, il existe des pratiques dans les pays africains selon lesquelles une discrimination affirmative est faite à l'encontre de certains pays, dont la Turquie, en soumettant certaines offres de financement étranger aux ambassades avant qu'elles ne soient officiellement déclarées. Dans ce contexte, dans cette partie, TABEF III et Troisième Sommet du Partenariat Turquie-Afrique sera examiné.

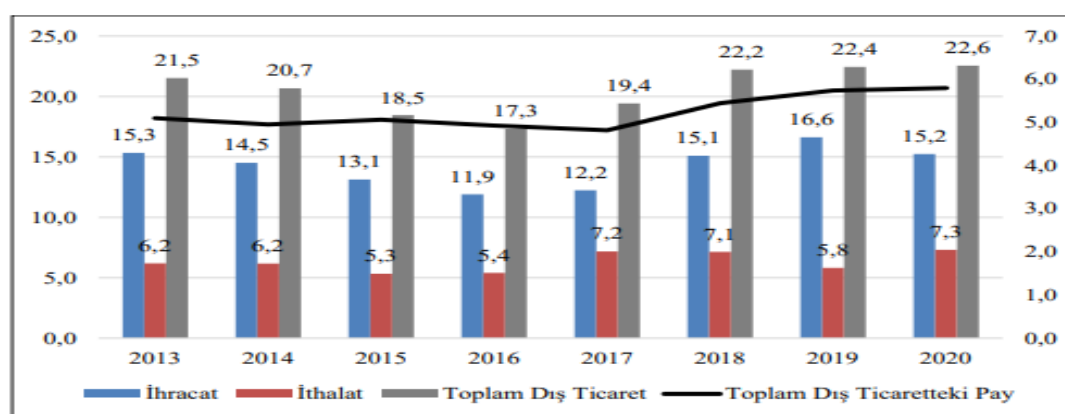
d.1) Forum de l'économie et des affaires de la Turquie avec l'Afrique : Le « TABEF »

Le premier Forum Turquie-Afrique de l'économie et des affaires (TABEF), qui est l'un des instruments les plus importants de la diplomatie économique en général et

³¹⁸ <https://www.deik.org.tr/uploads/tabef-rapor-1-2.pdf> date d'accès: 26.05.2022

de la "diplomatie d'affaires" en particulier, suivi de la Turquie vers l'Afrique, a été organisé à Istanbul en 2016 par le Ministère de l'économie, Union africaine, TIM et DEIK. Le TABEF avec la participation de 49 pays africains, vise à accroître la coopération politique et économique entre la Turquie et l'Afrique. Dans ce sens, les Ministres de l'Economie de 42 pays africains et plus de 2900 hommes d'affaires ont participé. Dans ce cadre, non seulement des panels, mais aussi des événements G2B et B2B ont été organisés et les deux mondes de l'entreprise ont été rapprochés par des initiatives politiques. Dans ce contexte, nous pouvons affirmer qu'il y a eu une augmentation significative du volume du commerce extérieur entre la Turquie et l'Afrique après 2016. En effet, les exportations, qui étaient de 11,9 milliards de dollars en 2016, sont passées à 12,2 milliards de dollars, tandis que nos importations sont passées de 5,4 milliards de dollars à 7,2 milliards de dollars. Le volume total de nos échanges, en revanche, est passé de 17,3 milliards de dollars à 19,4 milliards de dollars, soit une augmentation de 2 milliards de dollars. Bien que l'augmentation des importations soit bien supérieure à celle des exportations, étant donné qu'environ 85 % de la structure de production de la Turquie dépend des matières intermédiaires et des matières premières et que les biens que la Turquie importe d'Afrique sont des matières premières et de l'énergie, on peut dire qu'elle a un effet très positif en termes de production.³¹⁹ TABEF se poursuit régulièrement depuis 2016, et le 2ème TABEF a été organisé en 2018. Dans ce contexte, III. TABEF sera examiné.

Figure 2.29 : Commerce Extérieure Entre La Turquie et l'Afrique



Source : Sezai Emeç, Fatih Kaplan, Ahmet Koluman, Türkiye ile Afrika Ülkeleri Arasındaki Dış Ticaret Üzerine Bir İnceleme, Süleyman Demirel Üniversitesi, **İİBF Dergisi**, Vol 26, No.4, 2021 p. 510

³¹⁹ DEIK, Business Diplomacy, vol. 15, 2021

e) TABEF III

L'événement TABEF III s'est tenu à Istanbul le 21- 22 octobre 2021 avec la participation de 45 pays africains dont 35 ministres, 6 vice-ministres et plus de 3000 hommes d'affaires. L'événement, qui s'est déroulé conformément aux objectifs de croissance inclusive et de développement durable de l'Union africaine 2063³²⁰ et de l'ONU 2030 des relations économiques entre la Turquie et l'Afrique, est également très important en étant le plus grand forum *business* de la Turquie. En ce sens, l'objectif principal du forum était les relations entre l'AfCFTA et de la Turquie, le forum visait à approfondir les relations entre les pays africains et la Turquie et à trouver des solutions communes dans les domaines de défis. Le III.TABEF, dans lequel la participation des chefs d'Etat et du secteur privé est assurée, est très important tant en termes de développement des relations commerciales bilatérales que d'évaluation des opportunités potentielles d'investissement en Afrique. Dans ce contexte, les infrastructures, la logistique, l'alimentation, l'intégration de la chaîne de valeur, l'éradication de la pauvreté, la transformation verte, le système de santé et la pandémie de Covid-19 ont été considérés comme des domaines critiques.

Le Forum visait à soutenir la croissance et le développement à grande échelle, durables et inclusifs en fournissant une plate-forme où d'éminents représentants des secteurs public et privé de Turquie et d'Afrique peuvent partager leurs suggestions pour développer le secteur privé et établir des partenariats public-privé innovants basés sur leurs expériences.

Les sujets abordés lors du forum sont présentés ci-dessous :

- 1) « *Approfondir le partenariat Turquie-Afrique : commerce, investissement, technologie et logistique* »
- 2) « *Coopération agricole et agro-industrielle entre la Turquie et l'Afrique* »
- 3) « *AfCFTA et nouvelles opportunités de marché* »
- 4) « *Partenariats durables pour la santé post-COVID-19 : Turquie-Afrique* »
- 5) « *Dialogue Turquie-Afrique sur le leadership des femmes* »

6) « *Approche d'innovation et d'investissement croissant de la Turquie et de l'Afrique* »

7) « *Financement des investissements et du commerce en Afrique et relations bancaires avec la Turquie* »

8) « *Dans ce contexte, afin de renforcer le partenariat permanent entre la Turquie et l'Afrique pour le développement et l'intégration économique :*

1. *Le forum a pris note de la détermination de la Commission de l'Union africaine et du Ministère du commerce de la République de Turquie à organiser le Forum en coopération avec le Conseil turc des relations économiques extérieures (DEIK).*

2. *Le forum a exprimé son soutien à l'Agenda 2063 de l'Union africaine et à l'Agenda 2030 des Nations Unies pour le développement durable, qui met l'accent sur la croissance inclusive et le développement durable des pays africains.*

3. *Le forum a reconnu le rôle important de l'Union africaine dans la promotion de l'intégration économique de l'Afrique.*

4. *Le forum a apprécié les efforts et la contribution de la Turquie à la promotion de la paix, de la stabilité et du développement des infrastructures en Afrique.*

5. *Le forum a recommandé aux organisateurs de continuer à renforcer la plateforme de dialogue conjointe existante, à consolider l'amitié traditionnelle afro-turque, à approfondir la coopération stratégique mutuelle et à développer le mécanisme de coopération concret entre la Turquie et l'Afrique.*

6. *Considérant que la Turquie a fait preuve d'une performance remarquable au cours des dix dernières années avec sa croissance régulière et en tant que puissance économique importante dans sa région ; Il s'est dit prêt à partager son expérience du développement dans différents domaines avec ses homologues africains afin de renforcer et d'élargir la coopération avec les États membres de l'Union africaine.*

7. *Le forum a réitéré sa position de donner la priorité à la coopération en matière d'infrastructures dans le cadre du Partenariat Turquie-Afrique et de renforcer la coopération dans les domaines de la santé, de l'énergie et d'autres domaines de*

développement des infrastructures dans le cadre de l'Agenda 2063 et de ses projets clés. Dans ce contexte, le Forum a souligné l'importance du soutien du secteur privé aux projets d'infrastructure dans les pays africains.

8. Le forum a encouragé le secteur privé à investir dans la technologie, le tourisme, l'agriculture, la production d'électricité, les installations et services de transmission et de distribution, l'aviation, le transport maritime, l'éducation, la santé et les émissions nettes de carbone comme domaines prioritaires.

9. Le forum a souligné l'importance de renforcer la coopération entre la Turquie et l'Afrique pour développer les capacités africaines de transformation et de production agroalimentaires par la création de centres régionaux de transformation et de production agroalimentaires comme moyen d'accroître le commerce intra-africain et d'accroître la part de l'Afrique dans le commerce mondial.

10. Le forum a réaffirmé le rôle important de l'Union africaine dans la promotion de l'intégration économique de l'Afrique, en particulier la Zone de libre-échange continentale africaine (AfCFTA) devenue opérationnelle le 1er janvier 2021. Il a été noté que la zone de libre-échange continentale africaine créera plus d'opportunités pour les relations économiques et commerciales entre la Turquie et l'Afrique et offrira des opportunités pour attirer des investissements à petite, moyenne et grande échelle qui peuvent être utilisés pour le bénéfice mutuel des deux parties.

11. Le forum a souligné le rôle important des femmes et des jeunes dans le développement durable de leurs pays et a exprimé sa détermination à offrir aux femmes et aux jeunes un environnement propice pour permettre à la Turquie et à l'Afrique de jouer un rôle actif dans les domaines du commerce et du développement durable.

12. Le forum a souligné le rôle des efforts réguliers de communication et de sensibilisation du public sur les avantages du partenariat.

13. Le forum a également souligné la nécessité d'augmenter l'approvisionnement en vaccins contre la COVID-19 dans les pays africains.

14. Le forum a remercié tous les ministres et délégués d'Afrique et de Turquie, ainsi que les représentants du secteur privé, pour leur participation active aux différentes sections du Forum.

15. Le forum a également salué le partenariat établi entre la Commission de l'Union africaine par l'intermédiaire du Département du développement économique, du commerce, de l'industrie et des mines et le Gouvernement turc par l'intermédiaire du Ministère du commerce de la République de Turquie, comme en témoigne l'organisation réussie du Forum.

16. Le forum s'est déclaré satisfait de l'obtention de résultats mutuellement bénéfiques et a convenu de tenir le prochain Forum économique et commercial Afrique-Turquie en 2023 pour consolider le partenariat ». ³²¹

Dans ce cadre, les questions les plus importantes du TABEF III seront examinées.

La Turquie et l'Afrique ont déployé des efforts considérables pour ouvrir la voie au renforcement de la coopération basée sur les avantages mutuels. Dans ce contexte, les objectifs de croissance inclusive et de développement durable, en tant qu'éléments centraux de l'Agenda 2063 de l'Union africaine et de l'Agenda 2030 pour le développement durable des Nations Unies, fournissent un cadre et des orientations appropriés pour la direction dont le partenariat Turquie-Afrique a besoin pour explorer davantage.

Bien que l'établissement de liens commerciaux directs entre la Turquie et l'Afrique bénéficie d'une amélioration des partenariats, il est également vital pour réaliser le potentiel de ces secteurs. La logistique devrait entrer en jeu pour maintenir le fonctionnement et l'efficacité des échanges. À cet égard, les défis découlant des coûts de transport et de l'insuffisance des infrastructures nécessitent une attention particulière. La Turquie et l'Afrique ont donc clairement besoin de renforcer davantage leur connectivité. Une meilleure connectivité entre la Turquie et l'Afrique grâce à la logistique se traduira par une augmentation des investissements et une intégration accrue de la chaîne de valeur qui faciliteront la diffusion de la technologie. L'importance de l'agriculture dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la réduction

³²¹ Deik, Ortak Bildiri Afrika-Türkiye Ekonomi ve İş Forumu, İstanbul, 21-22 Ekim 2021

de la pauvreté et la croissance économique globale est également essentielle, tandis que la transformation de l'agriculture africaine en un secteur moderne et dynamique est confrontée à des défis majeurs.

Il s'agit notamment d'investissements, de technologies, de connaissances et d'infrastructures limités pour relier les marchés des intrants et des extrants à travers le continent. La croissance économique et démographique rapide en Afrique, en particulier dans les villes en expansion du continent, pose des défis au secteur de l'énergie. Dans l'intervalle, la baisse des coûts des principales technologies renouvelables ouvre de nouvelles voies d'innovation et de croissance. Dans ce contexte, la pandémie de COVID-19 continue de poser un immense défi mondial et les partenariats sont de plus en plus importants pour assurer la résilience des économies. Le prochain niveau du partenariat Turquie-Afrique peut être atteint par une exploration approfondie du lien entre le commerce, l'investissement, la technologie et la logistique.

Tableau 2.22 : TABEF en chiffres

	2016	2018	2020	2021
Présidents	2	2	1	2
Ministres	35	30	20	41
Fonctionnaire	186	245	41	250
Hommes d'affaires (Turc)	1770	1800	1145	1505
Hommes d'affaires (Africain)	1213	850	1186	1182
Pays Africains	49	47	46	45
Conférencier	44	42	50	53
Réunions de B2B	5200	3500	4062	4900
Réunions de G2B	27	14	10	8

Source : <http://www.turkeyafricaforum.org> accès: 06.07.2022

Le Forum attire l'attention de dirigeants politiques de haut niveau, d'importantes organisations et institutions commerciales, et leur participation augmente l'efficacité du forum. Par exemple, pour le TABEF III : Président de la République de Turquie, Mandat du président de l'Union africaine, Ministre turc du commerce et co-président de la réunion ministérielle, Ministres des pays africains (Commerce, Economie,

Finances), Président de la Commission de l'Union africaine (CUA), Commissaire de la CUA pour le développement économique, le commerce, l'industrie et les mines et Coprésident de la réunion ministérielle, Commissaires de l'AUC, Secrétariat général de l'AfCFTA, Organisations internationales et communautés économiques régionales en Afrique, Chambres de Commerce et d'Industrie, Conseils d'Entreprises, Associations, Organisations professionnelles et entrepreneurs de Turquie et d'Afrique, femmes et jeunes entrepreneurs, Banque africaine de développement (BAD), Afreximbank et Turkish Eximbank, Banques et institutions financières régionales et internationales, Missions diplomatiques africaines en Turquie, Médias de masse de Turquie et d'Afrique ont participé.³²²

Lorsqu'on a demandé aux représentants africains pourquoi ils participaient au forum, ils ont répondu comme suivant :

- Développer l'entreprise et découvrir opportunités commerciales et économique
- Présenter l'entreprise et de projets, produits et services
- Rencontrer des partenaires potentiels et générer une exposition internationale pour la marque
- Établir des relations avec des investisseurs, fournisseurs et sous-traitants turcs
- Se connecter avec de nouveaux acheteurs et distributeurs d'Afrique
- S'engager avec les médias internationaux
- Accès à des projets majeurs et des instruments financiers
- Prendre plus d'informations sur le marché, la politique et opportunités commerciales
- Accès au réseautage en direct avec des partenaires potentiels et institutions concernées

À la lumière de toutes ces informations, nous pouvons examiner l'événement TABEF qui s'est tenu après l'entrée en vigueur de l'accord AfCFTA.³²³

³²² <http://turkeyafricaforum.org/tr/> date d'accès: 11.09.2022

³²³ Vous pourriez voir le texte intégrale de TABEF III dans le partie d'annexe.

CONCLUSION

La diplomatie économique a une structure complexe multidimensionnelle et multi-entrées. En ce sens, on peut comparer la diplomatie économique à un organisme qui se renouvelle de jour en jour. Cet organisme réagit différemment à chaque facteur externe et interne et s'adapte en conséquence à son environnement. Quand on considère que chaque pays, chaque société a des valeurs, des identités différentes, des visions du monde différentes, des problèmes différents et des objectifs différents, il n'est pas possible de faire une loi généralement acceptée sur la diplomatie économique. Cependant, divers modèles ont été proposés pour aider à classer la diplomatie économique. Donc nous pouvons résumer les réponses aux deux premières problématiques, auxquelles nous avons cherché des réponses tout au long de l'étude.

(i) Comment la diplomatie économique est-elle classée, quelles composantes comprend-elle et comment est-elle appliquée ? (ii) Comment nous pouvons décrire l'approche de la diplomatie économique de la Turquie ?

Nous pouvons diviser les définitions de la diplomatie économique en deux grandes rubriques. La première d'entre elles est la définition axée sur l'intérêt national, qui est la définition traditionnelle de la diplomatie économique. Robert Gilpin définit la diplomatie économique comme l'utilisation d'outils politiques et économiques comme levier dans les négociations internationales afin d'accroître le bien-être économique national et de renforcer la stabilité politique de la nation. Dans ce contexte, l'utilisation la plus courante de l'économie politique et de la diplomatie économique est cristallisée par le concept de politique économique introduit par Baldwin. L'étatisme économique fait référence aux moyens par lesquels les instruments économiques sont utilisés pour atteindre des objectifs politiques internationaux. Ces politiques, mises en œuvre dans des domaines tels que l'aide étrangère, le commerce, les flux de capitaux internationaux, sont les formes les plus courantes d'étatisme économique. L'étatisme économique, aujourd'hui bien utilisé, dispose d'outils négatifs tels que les droits de douane, les quotas et les embargos, ainsi

que d'outils positifs tels que les subventions, les aides au développement, les tarifs douaniers préférentiels. Nous pouvons voir l'exemple le plus récent d'étatisme économique dans les discussions sur les embargos imposés à la Russie et le retrait de la Russie du système SWIFT par l'Europe et les États-Unis à cause de la guerre Ukraine-Russie qui a éclaté en 2022. Cependant, des études menées par Pape, Lee et d'autres universitaires sur cette question ont montré que les sanctions négatives ne sont pas aussi efficaces que prévu, alors que les incitations sont beaucoup plus efficaces dans le changement de politique.

La deuxième approche de la diplomatie économique concerne les approches dans lesquelles la diplomatie économique est considérée comme un processus holistique plutôt que des motifs purement politiques. Ce point de vue, devenu de plus en plus important surtout après les années 2000, définit la diplomatie économique comme un processus de relations avec des domaines tels que la diplomatie, la politique, l'énergie, le commerce et la finance. Bayne et Woolcock définissent la diplomatie économique comme les processus de prise de décision et de négociation des acteurs étatiques et non étatiques sur des questions fondamentales affectant les relations économiques internationales. En conséquence, la diplomatie économique est la manière dont les États mènent leurs relations économiques au XXI^e siècle, la manière dont les décisions sont prises au niveau national, puis la manière dont ces décisions sont négociées avec d'autres acteurs internationaux sur la scène internationale et la manière dont ces deux processus interagissent. À la lumière des approches actuelles, la diplomatie économique est liée aux relations internationales, à l'économie, à l'économie politique internationale et aux études diplomatiques.

En examinant les relations de la diplomatie économique avec diverses disciplines, il est important d'utiliser quels outils à quelles fins. Le cadre conceptuel et analytique de la diplomatie économique, développé par Okana Heijmans sur cette problématique, nous montre la finalité, les outils et les canaux d'application de la diplomatie économique. Heijmans dit que la diplomatie économique a deux résultats différents selon les outils utilisés, le poids des acteurs, leurs objectifs et leurs niveaux. Le premier d'entre eux est l'approche de « *power play end* », qui vise à créer un espace politique et à influencer les politiques des pays cibles, et l'autre est l'approche de « *business play* », qui vise à accroître le bien-être économique. Le cadre conceptuel, qui explique les finalités et les outils de la diplomatie économique, devient un tout

avec le cadre analytique. Le cadre analytique, expliqué par Heijmans, est une structure quadridimensionnelle de la diplomatie économique qui comprend des objectifs, des moyens, des acteurs et des activités. La diplomatie économique considérée dans son ensemble dans l'étude de Heijmans: diplomatie commerciale, qui comprend les échanges internationaux de biens et de services, le tourisme et les investissements directs étrangers, *trade diplomacy* qui comprend les relations avec les organisations internationales et les accords multilatéraux. La diplomatie financière contient, les actifs financiers et les investissements capitaux. En plus de ces définitions, il serait utile de définir la diplomatie publique, la diplomatie culturelle et la création de marque internationale comme des outils d'appui à la diplomatie économique. Compte tenu de l'impact croissant du développement de la technologie, de la diplomatie numérique et des médias sociaux sur les décideurs, la diplomatie culturelle, la diplomatie publique et la création d'image internationale soutiennent à la fois le jeu des affaires et le jeu de pouvoir et la diplomatie économique.

Quant à notre deuxième problématique, *comment nous pouvons décrire l'approche de la diplomatie économique de la Turquie?*, il n'est pas possible de parler d'un modèle de diplomatie économique clair et d'une approche de diplomatie économique pure en Turquie. Bien que la visibilité économique et diplomatique de la Turquie ait considérablement augmenté au cours des 20 dernières années, il n'existe pas encore d'approche institutionnelle de la gestion de la diplomatie économique. D'autre part, dans le contexte du cadre dessiné par Okana-Heijmans, qui a été pris comme référence tout au long de l'étude, on peut dire que la Turquie utilise efficacement l'approche de « business play end » et « power play end » pour différents pays. Par exemple, la Turquie poursuit une politique économique de power play end envers l'Irak, qui est aux prises avec le terrorisme, les crises économiques et politiques, et tente d'assurer sa sécurité nationale en utilisant la dualité entre le gouvernement régional kurde du nord de l'Irak et le gouvernement central irakien. Quant aux pays d'Amérique latine, où les problèmes sont relativement sans importance pour la sécurité nationale de la Turquie, elle agit avec l'approche de business play end.

Le modèle de diplomatie économique, que Rana appelle le modèle de concurrence où l'autorité est partagée entre le ministère des affaires étrangères et le ministère du commerce, coïncide avec la pratique de la diplomatie économique de la Turquie. Le ministère des Affaires étrangères et le ministère du Commerce jouent un

rôle très important dans le processus d'élaboration de la diplomatie économique de la Turquie. Cette situation rend difficile la détermination de l'orientation de la diplomatie économique appliquée.

La critique générale du modèle de concurrence est que si les institutions politiques donnent la priorité à la politique, les institutions commerciales et le secteur privé excluent largement la politique et sont axés sur le profit. Cela limite l'utilisation optimale de la diplomatie économique. En ce sens, il existe des problèmes similaires en Turquie. Un exemple de l'approche selon laquelle les sanctions économiques ne sont pas efficaces et aggravent les problèmes a été vécu par la Turquie dans un passé récent.

À la suite du coup d'État en Égypte, les relations diplomatiques entre la Turquie et l'Égypte ont été coupées, cette situation s'est rapidement répercutée sur les relations commerciales et les investisseurs turcs ont subi de lourdes pertes. Cette situation a affecté négativement la balance commerciale extérieure de la Turquie, qui a un déficit constant du commerce extérieur, et a réduit la visibilité de la Turquie dans la région. Outre sa dimension économique, les problèmes politiques auxquels la Turquie est confrontée, en particulier la question de la Méditerranée orientale, ont également polarisé les deux parties et la possibilité de coopération s'est affaiblie. En ce sens, la condition préalable à une gestion efficace de la diplomatie économique est sa mise en œuvre par des professionnels et à des fins précises.

Bien qu'il existe des exemples négatifs, la Turquie a réalisé un partenariat public-privé et est enthousiaste à l'idée de poursuivre une politique économique multilatérale. Dans ce contexte, outre les institutions publiques, d'importantes organisations professionnelles telles que DEİK, TUSIAD, TOBB, TIM jouent également un rôle dans le processus d'élaboration des politiques. De cette manière, des efforts sont déployés pour élaborer une politique globale, tenant compte des problèmes, des objectifs et des souhaits de l'État et du secteur privé.

La Turquie essaie d'utiliser des outils positifs et négatifs en harmonie tout en menant ces activités de diplomatie économique. Dans le processus de l'étude, les outils de diplomatie économique que la Turquie utilise activement sont classés. Ce sont;

1) Instruments positifs à effet direct: Visites officielles des chefs d'État et de gouvernement, Missions diplomatiques, Activités de promotion commerciale, Accords de libre-échange, Agences de promotion des exportations et Agences de promotion des investissements

2) Outils à impact positif à caractère solidaire: Activités de Diplomatie Publique, Diplomatie Culturelle, Diplomatie Sportive, Diplomatie Educative, Image Internationale et Création de Marque

3) Outils négatifs: Sanctions économiques, Barrières non tarifaires, Rôle des diplomates et des représentants diplomatiques dans les sanctions économiques, Boycott

Les outils utilisés par ces acteurs visent principalement à atteindre les objectifs suivants : Coordonner les politiques économiques et commerciales de la Turquie, rendant ainsi la gestion économique favorable aux intérêts nationaux, améliorer l'image, la visibilité économique, la réputation et la crédibilité de la Turquie, Protéger les intérêts internationaux, développer les relations bilatérales et volume des échanges multi-acteurs, augmentation des exportations, création de valeur ajoutée, augmentation du bien-être, garantie de la stabilité économique et politique, résolution des conflits et des conflits, augmentation de l'emploi, augmentation des investissements étrangers directs, suppression des obstacles aux investisseurs et intersectorielle garantie de la coopération et augmentation de l'efficacité économique.

La deuxième partie de l'étude vise à étudier comment la diplomatie économique de la Turquie, qui a été traitée théoriquement tout au long de l'étude, se reflète-t-elle dans la scène politique. À ce stade, l'Afrique subsaharienne, où la Turquie a progressivement accru son engagement politique, culturel, social et économique au cours des deux dernières décennies, a été choisie comme terrain de jeu.

L'Afrique est une région en développement et émergente. Banque mondiale a prévu que l'Afrique deviendra la région la plus dynamique du monde en termes de population, de marché intérieur et d'activité économique en 2030. Deux évolutions principales se dégagent concernant le mouvement de l'Afrique dans son ensemble et la conscience de l'unité. Le premier d'entre eux est l'objectif 2063, qui a été défini par l'Union africaine en 2013 et qui concerne la transformation socio-économique de

l'Afrique. Cette stratégie globale de transformation se compose de sept thèmes principaux : i) Le bien-être basé sur la croissance à part entière et le développement durable, ii) L'intégration et l'intégrité politique conformément aux idéaux du panafricanisme et à la vision de la renaissance africaine, iii) Une administration honnête, la démocratie, le respect des droits de l'homme et des lois, iv) une Afrique pacifique et sûre, v) une identité culturelle forte, un patrimoine culturel partagé, des valeurs et des croyances, vi) un développement centré sur l'être humain qui s'appuie sur le potentiel du peuple africain, et vii) L'Afrique en tant que partenaire mondial puissamment influent.

La seconde est l'AfCFTA, qui est entrée en vigueur en 2021. Avec l'entrée en vigueur de l'accord, l'idée d'une intégration intracontinentale pour augmenter le potentiel de développement et réduire la pauvreté, qui est l'objectif principale du continent depuis le processus de décolonisation, s'est concrétisée. Dans le cadre de l'AfCFTA, il est prévu qu'une production de 1 000 milliards de dollars sera réalisée dans la production agricole à long terme, et le commerce intracontinental devrait augmenter de 50 %. De plus, on estime qu'il apportera 76 milliards de dollars à l'économie mondiale. Dans ce cadre, on pense que le visage du continent va complètement changer dans un futur proche. À la lumière de tous ces développements, la Turquie s'efforce de redéfinir sa position sur le continent.

Les conclusions suivantes ont été atteintes concernant notre troisième problématique, *Les stratégies de diplomatie économique de la Turquie envers l'Afrique sont-elles efficaces ?*

Les pratiques de diplomatie économique de la Turquie envers l'Afrique ont été réalisées parallèlement à l'expansion africaine de la Turquie. L'initiative africaine, qui a été mise en œuvre par le ministère des Affaires étrangères en 2005 avec pour devise « Solutions africaines aux problèmes Africains », a montré son effet en peu de temps, le volume des échanges, qui était de 5,4 milliards de dollars en 2003, a atteint 25,3 milliards de dollars. À la fin de 2020, un conseil d'entreprise a été créé avec 45 pays africains, l'efficacité des entreprises contractantes turques de la région est passée à 71,1 milliards de dollars. De plus, le nombre de nos représentations diplomatiques, qui n'était que de 12 en 2002, est passé à 43 en 2021, et les lignes THY ont commencé à organiser des vols vers 39 pays et 60 destinations en Afrique. Par ailleurs, la Turquie,

qui mène une diplomatie publique efficace, a octroyé des bourses à plus de 14.000 étudiants africains de 1992 à 2022.

Quand on regarde les pratiques de diplomatie économique de la Turquie envers l'Afrique, on tombe sur un modèle de diplomatie économique avec une approche *business play*. Conformément à ces objectifs, la Turquie adopte une approche symétrique où les deux parties sont gagnantes. En ce sens, outre des acteurs tels que la Présidence, le ministère des affaires étrangères, le ministère du commerce, DEIK, TIM, TOBB, Fondation Maarif, Institut Yunus Emre, Kızılay, TIKA, des ONG sont également actives dans la région. La Turquie agit dans le cadre du principe de la diplomatie humanitaire et entrepreneuriale envers l'Afrique.

Dans ce contexte, en utilisant efficacement la diplomatie publique, la Turquie fournit une aide humanitaire telle que des fournitures médicales, un soutien éducatif, le forage de puits d'eau et une aide alimentaire à la région. Cependant, le point qu'il convient de souligner à ce stade est que la Turquie utilise le canal de l'investissement plutôt que le canal de l'aide au développement pour l'Afrique. De cette façon, une hiérarchie symbolique est empêchée, ainsi que le développement de la région, la création d'emplois, la R&D, la technologie et le partage d'expériences. Les investissements de la Turquie dans la région n'affectent pas le continent en tant que données purement économiques et quantitatives, ainsi que les écoles, les hôpitaux, les travaux d'infrastructure, les bourses, l'enseignement du turc, le soutien qu'il apporte aux politiques de lutte contre la pauvreté en Afrique, le soutien qu'il fournit dans la lutte contre le terrorisme, Assurer la diffusion de la sensibilisation à la démocratie augmente également la sympathie des peuples de la région envers la Turquie et différencie positivement la Turquie des autres acteurs actifs dans la région.

A ce stade, il est possible de comparer brièvement les approches de l'Europe, de la Chine et de la Turquie. L'approche de l'Europe par les Africains s'identifie à l'identité coloniale occidentale et tant la société que les gouvernements ne favorisent pas l'approfondissement des relations avec l'Europe. Dans le cas de la Chine, la diplomatie du piège de la dette mise en œuvre par la Chine, amenant les Chinois en Afrique pour leurs investissements en Afrique et contribuant à l'emploi en Afrique en dessous du potentiel, fait que la Chine est considérée comme une néocoloniale. D'autre part, comme de nombreux dirigeants africains l'ont exprimé lors du Sommet Turquie-

Afrique, la Turquie établit une relation symétrique autant que possible et façonne ses relations dans le cadre du gagnant-gagnant.

Un autre point important dans l'application de la diplomatie économique envers l'Afrique est le phénomène de non-institutionnalisation, qui découle de la dynamique interne propre à l'Afrique. Pour cette raison, l'Afrique a un visage très variable. Le manque d'institutionnalisation et le manque de capacités nécessitent d'être constamment actifs dans la région. Les relations commerciales sont menées comme une extension des relations bilatérales plutôt que comme une rentabilité économique, par conséquent, les visites de haut niveau, les représentations diplomatiques, les forums économiques et les réunions mutuelles sont dans la position décisive du commerce. De plus, les élites politiques et les militaires, qui se sont solidifiés à travers le continent, sont très influents dans l'économie ainsi que dans l'administration du pays. En plus de ce tableau politique, des taux de corruption élevés rapprochent la politique et le commerce. Lorsque tous ces éléments sont pris en considération, le maintien de relations constamment chaleureuses, de fréquentes visites de haut niveau, le travail actif des conseils d'affaires sont les outils et les contextes de diplomatie économique que la Turquie utilise efficacement.

En conséquence, la Turquie adopte une approche de diplomatie économique à l'égard de l'Afrique qui met au premier plan business play end et la production, la diplomatie humanitaire et entrepreneuriale. Les principaux acteurs de l'approche de diplomatie économique adoptée sont le secteur public, le secteur privé et les ONG. Alors que le secteur privé crée généralement l'aspect purement économique de la diplomatie économique par le biais des investissements, le secteur public établit des accords commerciaux et des accords multilatéraux par le biais de la diplomatie commerciale, et renforce également l'image de la Turquie dans la région en menant une diplomatie publique efficace et fait que le public ressent de la sympathie pour Turquie. Les ONG, quant à elles, ne créent que la dimension de puissance douce de la diplomatie économique et contribuent à la politique du pays de manière solidaire. Les visites mutuelles, les sommets et les conseils d'affaires sont les principaux canaux utilisés par la Turquie dans la diplomatie économique avec des résultats commerciaux et la création d'une prospérité commune. Ainsi, la Turquie ne perd jamais sa visibilité sur le continent et fait toujours sentir sa présence en tant qu'acteur actif.

A la lumière de cette étude, nous avons atteint aux conclusions suivantes sur les hypothèses ;

i) La Turquie n'a pas une approche globale de la diplomatie économique et ses domaines d'application sont très limités.

Cette hypothèse est correcte. La Turquie n'a pas une compréhension systématique de la diplomatie économique, mais utilise divers instruments de diplomatie économique. La stratégie de diplomatie économique est menée sous la direction du ministère des affaires étrangères et du ministère du commerce, avec leurs institutions affiliées.

ii) La Turquie ne peut pas bénéficier d'un large éventail d'instruments dans l'exécution de ses stratégies de diplomatie économique envers l'Afrique.

Cette hypothèse est partiellement valide. La Turquie a fait de grands progrès dans sa politique africaine au cours des 20 dernières années et a réalisé de grands progrès. En ce sens, outre l'utilisation d'une grande variété d'instruments, elle suit une politique axée sur la politique étrangère entrepreneuriale et humanitaire, qui a été exprimée à l'époque de Davutoğlu et acceptée comme politique officielle du ministère des affaires étrangères. Cette situation met en avant la Turquie comme une puissance bienveillante sur le continent. D'autre part, les gains économiques sont réalisés en dessous du potentiel.

Compte tenu de tous ces développements, nous pouvons énumérer les principales découvertes concernant les stratégies de diplomatie économique de la Turquie envers l'Afrique comme suit:

I) L'approche de la diplomatie économique de la Turquie envers l'Afrique est «Business-end», qui comprend des éléments de puissance douce et vise à influencer les politiques intérieures et étrangères des pays.

II) La Turquie mène sa stratégie de manière intégrée, non seulement avec l'Etat et les institutions étatiques, mais aussi avec le secteur privé et les ONG. Les stratégies menées par ces entités ont étendu l'influence économique et politique de la Turquie dans la région.

II) La Turquie agit avec la devise des « solutions africaines aux problèmes africains » et ne cherche pas ses intérêts purement économiques. Dans ce contexte, de nombreux acteurs du secteur privé sont encouragés à établir des partenariats avec des investisseurs en Afrique.

IV) Dans le cadre de l'approche diplomatique humanitaire «qui est l'un de plus important supporteur de la diplomatie économique» de la Turquie, un large éventail de projets tels que l'aide en matériel médical, l'aide en médicaments, le forage de puits d'eau, l'aide alimentaire et le soutien à l'éducation sont menés.

V) La Turquie utilise le canal des investissements directs plutôt que le commerce bilatéral et le financement du développement pour l'Afrique. La Turquie contribue au développement du savoir-faire dans le continent en créant des emplois. Cette situation trouve une réponse positive tant aux yeux des gouvernements qu'aux yeux du public à mesure que de nouvelles opportunités d'emploi sont créées.

VI) La Turquie se différencie positivement des autres acteurs qui montrent une activité intense dans la région. Grâce aux pratiques de puissance douce qu'il mène, il apporte un soutien à la santé, à l'éducation et à la lutte contre le terrorisme de la région, d'autre part, ouvre la porte à la propagation de la conscience démocratique comme modèle.

VII) L'un des plus grands problèmes de l'Afrique est le manque d'institutionnalisation et la faiblesse de la conscience démocratique. Pour cette raison, la région a un visage très variable et la vie des affaires est assez dynamique. Les relations commerciales sont menées comme une extension des relations personnelles. C'est pourquoi les visites de haut niveau, les représentations diplomatiques, les forums économiques et les réunions mutuelles jouent un rôle vital dans la vie économique de l'Afrique.

VIII) Les élites politiques et les militaires sont très influents dans l'économie ainsi que dans l'administration du pays. L'économie est entre les mains de l'élite politique. Par conséquent, les relations personnelles et la continuité sont les piliers les plus importants de la diplomatie économique à suivre pour la région.

IX) Le soutien académique aux études africaines n'est pas suffisamment fourni en Turquie et la pratique de la diplomatie économique est menée de manière

sporadique. Le manque de personnel professionnel, la capacité insuffisante des institutions actives en Afrique, la promotion insuffisante des opportunités dans la région et l'incapacité à soutenir la diplomatie économique mise en œuvre avec des résultats politiques sont l'un des plus grands problèmes auxquels la Turquie est confrontée.

X) L'efficacité de la Turquie en Afrique est bien en deçà de son potentiel. Pour que la Turquie puisse mener une diplomatie économique efficace, il faut tout d'abord que la diplomatie économique soit définie de manière institutionnelle et qu'une institution officielle soit mise en place dans ce sens. Une stratégie intégrée vers les objectifs devrait être adoptée.



BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES

Arndt Richard, **Cultural Diplomacy and International Understanding**, University of Minnesota, USA 2011

Balaam David, Dillman Bradford, **Uluslararası Ekonomi Politİę Giriş**, Adres Yayınları 2020

Baldwin David, **Economic Statecraft**, Princeton: Princeton University Press, 1985

Bayne Nicholas and Woolcock Stephen (Eds.), **What is Economic Diplomacy?" In The New Economic Diplomacy: Decision-Making and Negotiation in International Economic Relations**, Routledge, 2017

Bergeijk Peter, **Economic Diplomacy and the Geography of International Trade**, Edward Elgar Press, 2009

Bergeijk Peter, **Economic Diplomacy and the Geography of International Trade**, Edward Elgar, 2009

Berridge G. R. and James Alan, **A Dictionary of Diplomacy**, Palgrave Mcmillan, 2003,

Blanchard Jean-Marc and Ripsman Norrin, **A Political Theory of Economic Statecraft**, Oxford University Press, 2008

Boulding Kenneth, **The Image: Knowledge in life and Society**, University of Michigan Press, 1956

Bull Hedley, **The Anarchical Society: A Study of Order in World Politics**, Columbia University Press, 2002

- Carrière Carron, **La diplomatie Economique: le Diplomate et le Marché**, Paris, Economica, 1998
- Cohen Benjamin, **International Political Economy: An Intellectual History**, Princeton University Press, 2008
- Crane George et Amaw Ablai, **The Theoretical Evolution of International Political Economy: A Reader**, Oxford University Press, 1997
- Cull Nicholas, **Public Diplomacy: Lessons from the Past**, Figueroa Press, 2009
- Dahl Robert, **Who Governs? Democracy and Power in an American City**, New Haven (Conn.), Yale University Press, 1961
- David A. Baldwin, **Economic Statecraft**, Princeton: Princeton University Press, 1985,
- Dent Christopher, **Economic Security Alan Collins (Ed.), Contemporary Security Studies**, New York, Oxford University Press, 2007
- Doxey Margaret, **International Sanctions in Contemporary Perspective**, Basingstoke, Hampshire, 1987 pp 47-82
- Friedman Monroe, **Consumer Boycotts: Effecting Change through the Market Place and the Media**, Routledge, 1999
- Garten Jeffrey, Zoellick Robert and Shinn James, **Riding the Tigers: American Commercial Diplomacy in Asia**, New York: Council on Foreign Relations, 1998
- Gilpin Robert, **The Political Economy of International Relations**, Princeton NJ: Princeton University Press, 1987
- Gilpin Robert, **Uluslararası İlişkilerin Ekonomi Polisiği**, Kripto, 2020
- Hans J. Morgenthau, **Politics among Nations: The Struggle for Power and Peace**, New York: Alfred A. Knopf, 1968,
- Hasret Çomak, Caner Sancaktar, Huriye Yıldırım Çınar, **Afrika Politikası**, Beta Yayınları, 2017

- John Roemer, **Egalitarian Perspectives: Essays in Philosophical Economics**, Cambridge University Press, 1996,
- Kirişçi Kemal, **The Transformation of Turkish Foreign Policy: The Rise of the Trading State**, Cambridge University Press, 2015
- Knorr Klaus, **Power and Wealth: The Political Economy of International Power**, SpringerLink, 1973
- Kunczik Michael, **Images of Nations and International Public Relations**, Mahweh, 1997
- Lee Donna and Hocking Brian, **Economic Diplomacy In: The International Studies**, Oxford Researches Encyclopedia, 2010
- Leonard Mark, **Public Diplomacy**, The Foreign Policy Center, London, 2002
- LeVine Robert, **A Socialization, Social Structure, and Intersocietal Images, International Behavior: A Social Psychological Analysis**: The University of Michigan, 1965
- Lippman Walter, **Public Opinion**, New York Free Press, 1965
- Lord Carnes, **Losing Hearts and Minds: Public Diplomacy and Strategic Influence in the Age of Terror**, Praeger Security International, 2006
- Meerts Paul, **Conference Diplomacy The SAGE Handbook of Diplomacy**, SAGE Publications, London, 2016
- Michel Foucault, **Özne ve İktidar**, Ayrıntı Yayınları, 2020
- Mine Eder, **The Challenge of Globalization and Turkey's Changing Political Economy**, in Barry Rubin, Kemal Kirişçi **Turkey in World Politics: An Emerging Multiregional Power**, 2001
- Mirrles Tanner, **Hearts and Mines: The US Empire's Culture Industry**, UBC Press, 2016
- Muldoo James, Aviel Fagot, **Multilateral Diplomacy**, International Studies Association and Oxford University Press, 2018

- Nye Joseph, **Soft Power: The Means to Success in World Politics**, Cambridge Perseus Books, 2004
- OdelJohn, **Negotiating the World Economy**, Cornell University Press, 2000,
- Odell John, **Negotiating the World Economy**, Cornell Studies in Political Economy, 2000
- Okano-Heijmans Maaïke, **Economic Diplomacy Japan and the Balance of National Interests**, Nijhoff Publishers, Boston, 2013
- Oran Baskın, **Türk Dış Politikası, Cilt II**, İletişim Yayınları, 2017
- Perlman Daniel et Cozby Chris, **Social Psychology**, New York, Houghton Mifflin Harcourt School, 1981
- Rana Kishan, **Economic Diplomacy: The Experience of Developing Countries The New Economic Diplomacy**: (ed. Nicholas Bayne, Stephen Woolcock Decision Making and Negotiations in International Relations), Routledge, 2007
- Richmond Yale, **Cultural Exchange and the Cold War**, Penn State University Press, 2003
- Saner Raymond, **The Expert Negotiator: Strategy, Tactics, Motivation, Behaviour, Leadership**, Martinus Nijhoff Publishers, Boston, 2008, pp. 17-45
- Saunders Frances Stonor, **The Cultural Cold War: The CIA and the World of Arts and Letters**, The New Press, 1999
- Smith Craight, **Morality and the Market Consumer Pressure for Corporate Accountability**, Routledge, 1990
- Thukydides, **Peloponnessos Savaşları**, İstanbul, Belge Yayınları, 2020
- Waller Michael, **Cultural Diplomacy, Political Influence, and Integrated Strategy in Strategic Influence: Public Diplomacy, Counterpropaganda, and Political Warfare**, Institute of World Politics Press, 2009
- Waller Michael, **In Strategic Influence: Public Diplomacy, Counterpropaganda, and Political Warfare**, Institute of World Politics Press, 2009

Watanabe Yasushi, **Public Diplomacy and the Evolution of U.S.-Japan Relations**, Wison Center, 2018

Watson Alison, **An Introduction to International London Political Economy**, London: A&C Black, 2004,

William Thomas, and Swaine Thomas Dorothy, **The child in America: Behavior Problems and Programs**, New York: Johnson Reprint Corp. 1928

Wiseman Geoffrey, **Polylaterralism and New Modes of Global Dialogue**, Leicester, Centre for the Study of Diplomacy, 1999

Wiseman Geoffrey, **Polylaterralism and New Modes of Global Dialogue**, Leicester Centre for the Study of Diplomacy, 1999

Woolcock Stephan, **European Union Economic Diplomacy The Role of the EU in External Economic Relations**, Routledge, 2012

ARTICLES

Akbostancı Elif, “Do regional trade agreements actually increase Turkey’s foreign trade?”, **ODTU Gelişme Dergisi**, Vol 43, No.1, 2016, pp.257 – 288

Alexander Michele, Levin Shana et Henry, Image Theory,” Social Identity, and Social Dominance: Structural Characteristics and Individual Motives Underlying International Images”, **Political Psychology** Vol. 26, No. 1, 2005, pp 27-45

Andrew Rose , “The Foreign Service and Foreign Trade: Embassies as Export Promotion”, **World Economy**, Vol 30, No.1, 2007, pp 22-38

Atılğan Turan, “The Effects Of Free Trade Agreements On Turkish Economy”, **Sosyoekonomi Dergisi**, Vol 5 No. 5, 2007 pp.101-108

Balıkçioğlu Betül, Koçak Akın, Özer Alper, “Şiddet İçermeyen Bir Eylem Olarak Dolaylı Tüketici Boykotlarının Oluşum Süreci ve Türkiye İçin Değerlendirme”, **Ankara Üniversitesi SBF Dergisi**, 2007, pp.81-100

Bátora Jozef, “Public diplomacy in Small and Medium-Sized States: Norway and Canada”, In: **Discussion Papers in Diplomacy**, No. 97, 2005

Bergeijk Peter A.G. van, Groot Henri et Yakop Mina, “The Economic Effectiveness of Diplomatic Representation: An Economic Analysis of its Contribution to Bilateral Trade”,

The Hague Journal of Diplomacy, Vol 6, No. 1-2, 2011, pp. 101-120

Bergeijk Peter, “The Accuracy of International Economic Observations”, **Bulletin of Economic Research**, Vol 47, No.1, 1995, pp. 1-20

Berger Thomas, “Japan in Asia: A Hard Case for Soft Power”, **Foreign Policy Research Institute**, Vol 54, No.4 Fall 2010, pp. 565-5824

Biglaiser G, David Lektzian. “The Effect of Sanctions on US Foreign Direct Investment.” **International Organization**, 2011, pp.531-551

Blanchard Jean Marc and Ripsman Norrin, “A Political Theory of Economic Statecraft”, **Foreign Policy Analysis**, Vol 4, No. 4, 2008, pp 371-398

Bolks Sean et Al-Sowayel, “How Long Do Economic Sanctions Last? Examining the Sanctioning Process Through Duration”, **Political Research Quarterly**, Vol 53, No. 2, 2000 pp. 18-24

Bozkurt Osman, “Vaka çalışması: Türkiye-Ürdün serbest ticaret anlaşması ve ikili ticarete etkileri”, **İstanbul Ticaret Üniversitesi Sosyal Bilimler Dergisi**, Vol 16, No.31, 2017, pp. 613-630

Coolsaet Rik, “Historical Patterns in Economic Diplomacy. From Protectionism to Globalisation. The case of Belgium”, **International Studies Association Press**, 2001, pp 21-28

Crumm Eileen, “The Value of Economic Incentives in International Politics”, **Journal of Peace Research**, Vol 32, No.31995 pp.318-322

Çalışkan Özgür, “Türkiye- AB Ticaretinde Endüstri içi Ticaret Olgusu 1990-2007”, **Hacettepe Üniversitesi İktisadi ve İdari Bilimler Fakültesi Dergisi**, Vol 28, No.1, 2010 pp. 1-45

- Delcorps Vincent, The Belgian Ministry of Foreign Affairs and the Challenge of Multilateralism (1944-1960), **Journal of Belgian History XLIV**, 2014, pp. 9-29
- Demir Mehmet Ali, “*Serbest Ticaret Anlaşmaları Kapsamında Türkiye'nin Ortadoğu ve Kuzey Afrika Ülkeleri İle Ticaret İlişkisi*”, **ASOS Journal**, No 55, 2017, pp. 417-430
- Doğan Adem, Uzun Ahmet, “Serbest Ticaret Anlaşmalarının Türkiye’nin Dış Ticaretine Etkileri”, **Cumhuriyet Üniversitesi İktisadi İdari Bilimler Dergisi**, Vol 15, No.1, 2014 pp.227-341
- Ekmekci Faruk ve Yıldırım Abdulkadir, “The Political Economy of Turkey's Eastern Turn: An Empirical Analysis of Erdogan's State Visits (2003-2010)”, **Romanian Journal of Political Science** Vol 13, No.1, 2013, pp.52-75
- Ersungur Mustafa, Akıncı Merter, “Universiade Kış Oyunlarının Erzurum Ekonomisi Üzerindeki Etkileri: Bir Uygulama” **Journal of Yaşar University**, Vol 8, No.30, 2011, pp 5064-5085
- Fisher John, Pedaliu Effie, Smith Richard, The Foreign Office, **Commerce and British Foreign Policy in the Twentieth Century**, London: Palgrave Macmillan, 2016, pp. 101-121
- Frede Julian ve Yetkiner Hakan, “The regional trade dynamics of Turkey: a panel data gravity model”, **The Journal of International Trade & Economic Development**, Vol 26, No.6, 2017, pp 633-648
- Fuchs Andreas ve Klann Nils-Hendrik, “Paying A Visit: The Dalai Lama Effect on International Trade”, **Journal of International Economics**, Vol 91, No.1, 2013 pp.164-177
- Garrett Dennis, The Effectiveness of Marketing Policy Boycotts: Environmental Opposition to Marketing, **Journal of Marketing**, Vol. 51, No.2, 1987, pp.46-57
- Güçer Evren, Silik Cemal Ersin, “The Impacts of The International Sports Organizations: A Study on 2013 Mersin XVII. Mediterranean Games”,

International Journal of Science Culture and Sport (IntJSCS), Vol 2, No.1, 2014, pp 148-170

Güleç Göksel, “Rusya'nın Ekonomik Yaptırımları ve Türkiye'nin Bu Yaptırımlara Karşı Hukuki Mücadele İmkanları”, **Gümrük&Ticaret Dergisi**, Vol 4 No.7, 2016, pp. 35-52

Haass Richard, "Sanctioning Madness", **Foreign Affairs**, Vol 76, No. 6 1997 pp.46-55

Hatipoglu Emre, Peksen Dursun, “Economic Sanctions and Banking Crises in Target Economies.” **Defence and Peace Economics**, Vol 29, No. 2, 2018, pp 171-189

Head Keith ve Ries John, “Do Trade Missions Increase Trade?”, Canadian Journal of Economics, **Revue Canadienne D'économique**, Vol 43, No.3, 2010, pp 754-775

Henley Stopford, S. Strange, Rival States, “*Rival Firms: Competition for World Market Shares*”, **Cambridge Studies in International Relations** pp.28-48

Hudson Simon, Ritchie Brent, “Promoting Destinations via Film Tourism: An Empirical Identification of Supporting Marketing Initiatives”, **Journal of Travel Research**, Vol 44, No. 4, 2006, pp. 387-396

Kessler Maria Christine, “ La Politique Etrangère de la France : Acteurs et Processus”, **Politiques et Management Public**, No.2, 1999 P. 215-216

Kishan Rana and Bipul Chatterjee, “Economic Diplomacy: India’s Experience”, **The Hague Journal of Diplomacy**, Vol 7, No.3, 2012, pp. 356-357

Koçtürk Murat, Kocaefe Aslıhan, “Serbest Ticaret Anlaşmalarının TÜrk Dış Ticareti Üzerine Etkileri”, **Tarım Ekonomisi Dergisi**, Vol 20, No.1, 2014 pp. 65-77

Lederman Daniel, Olarreaga Marcelo et Payton Lucy, “Export promotion agencies: Do they work?”, **Journal of Development Economics**, Vol 91, No.2 2010, pp. 257-265

Lee Donna and Hudson David, "The Old and New Significance of Political Economy in Diplomacy", **Review of International Studies**, Vol 30, No.3, 2004, pp.343-360

Lee Donna and Hudson David, "The Old and New Significance of Political Economy in Diplomacy", **Review of International Studies**, Vol 30, No.3, 2004, pp. 343-360

Lee Donna and Hocking Brian, "Brian, Economic Diplomacy: In The International Studies", **International Studies Encyclopedia**, Vol. II, 2010, pp 1216-1227

Lee Donna, "Endgame at the Kennedy Round: A Case Study of Multilateral Economic Diplomacy", **Diplomacy and Statecraft**, Vol 12, No. 3, 2001, pp. 115-138

Lee Donna, "The Growing Influence of Business in UK Diplomacy", **International Studies Perspectives**, Vol 51, No. 1, 2004, pp. 50-54

Lin Faqin, Yan Wenshou et Wang Xiaosong, "The Impact of Africa-China's Diplomatic Visits on Bilateral Trade." **Scottish Journal of Political Economy** Vol 64, No.3, 2017, 310-326

M. Eren, Türkiye'nin Serbest Ticaret Anlaşmalarının Dış Ticaretine Etkileri ve Sorunlar, **Maliye Finans Yazıları**, Vol 1, No. 98, 2013 pp.29-39

Mastanduno Michael, "Economic Statecraft, Interdependence, and National Security: Agendas for Research", **Security Studies**, 1999, P.288-316

Maule Christopher, "Overview of Trade and Culture Conference," **Canadian Foreign Policy Journal**, Vol 9, No.2, 2004 pp 1-14

Neuenkirch Matthias, Neumeier Florian, "The Impact of UN and US Economic Sanctions on GDP Growth." **European Journal of Political Economy**, 2015 pp. 4-21

Nitsch Volker, "State Visits and International Trade", **World Economy**, Vol. 30, No.12 2007

Nye Joseph, "Soft Power", **Foreign Policy**, No 80, 1990, pp153-171

- Okano-Heijmans Maaïke, “Conceptualizing Economic Diplomacy: The Crossroads of International Relations, Economics”, IPE and Diplomatic Studies, **The Hague Journal of Diplomacy**, 2011, 6(1-2): pp.7-36
- Özdamar Özgür, Shain Evgenia, “Consequences of Economic Sanctions: The State of the Art and Paths Forward”, **International Studies Review**, Bilkent University, Vol 23, No.4, 2021, pp 1646-1671
- Özdamar Özgür, Shain Evgenia, “Consequences of Economic Sanctions: The State of the Art and Paths Forward”, **International Studies Review**, Bilkent University, 2021 pp.1646-1671
- Özkaya Hakan , “İkili ve çok taraflı anlaşmaların Türkiye’nin ihracatı üzerindeki etkisi”, **Doğuş Üniversitesi Dergisi**, Vol 12, No.2, 2011, pp. 279-288
- Pajtinka Erik, “Public Diplomacy as a Theoretical Problems : Searching for a Definition”, **EJTS European Journal of Transformation Studies**, Vol 7 No.2, 2019 pp 21-32
- Pavol Baranay, “Modern Economic Diplomacy”, **Publications of Diplomatic Economic Club**, 2009, pp.1-9
- Pekkanen Saaida M., Solís Mireya and Katada Saori N., “Trading Gains for Control: International Trade Forums and Japanese Economic Diplomacy”, **International Studies Quarterly**, Vol. 51, No. 4, 2007, pp. 945-970
- Polachek S. William, “*Conflict and Trade: An Economics Approach to Political International Interactions*”, **Peace Science and Public Policy**, p.8
- Polachek Solomon, “Conflict and Trade: An Economics Approach to Political International Interactions”, **Peace Science and Public Policy**, 1999, Vol.5 No.2, pp. 32-45
- Putnam Robert D, “Diplomacy and Domestic Politics: The Logic of Two-Level Games,” **Cambridge University Press**, Vol 42, No.3, 1988, p, 427-460
- Putnam Robert, “Diplomacy and Domestic Politics: The Logic of Two-Level Games” **International Organization**, The MIT Press, Vol 42 No. 3, 1988

- Rana Kishan, "Economic diplomacy: what might best serve a developing country?", **International Journal of Diplomacy and Economy**, Vol 1 No. 3-4, 2013, pp 232-247
- Rana Kishan, "Economic Diplomacy in India: A Practitioner Perspective", **International Studies Perspectives**, Vol 5, No.1 2004, pp. 66-70
- Ravenhill John, "The New East Asian Regionalism: A political Domino Effect", **Review of International Political Economy**, Vol 17, No.2, 2010, pp.178-208
- Raymond Saner, Lichia Yiu, **International Economic Diplomacy: Mutations in Post-modern Times**, Netherlands Institute of International Relations Clingendael, 2001
- Rosecrance Richard, "The Rise of the Trading State: Commerce and Conquest in the Modern World", **The Journal of Energy and Development**, 1987, pp. 16-43
- Saner Raymond ve Yiu Lichia, "International Economic Diplomacy: Mutations in Post-Modern Times", Netherlands Institute of International Relations, **Clingendael, Discussion Paper** No. 84, 2003, p.12
- Saner, Raymond, Saner-Yiu Lichia, Sondergaard Mikael, "Business Diplomacy Management: A Core Competency for Global Companies", **Academy of Management Perspectives**, Vol 14, 2000, pp. 80-92
- Schneider Cynthia, "Culture Communicates: U. S. Diplomacy that works", **Discussion Papers in Diplomacy**, No. 94, 2004
- Shin Geiguen, Choi Seung-Whan, Luo Shali. "Do Economic Sanctions Impair Target Economies?" **International Political Science Review** 2015, pp.15-28
- Söderbaum Fredrik et Granit Jakob, "The Political Economy of Regionalism: The Relevance for International Waters and the Global Environment Facility", A STAP Issues Paper. **Global Environment Facility**, Washington D.C, 2014, pp. 12-18
- Strange Susan, "States, Firms and Diplomacy", **International Affairs**, Vol 68, No.1, 1992, pp. 1-15

- Şengül Mehmet, Serpil Harun, “Türkiye’de ve dünyada ortak ve çift diploma programları: Güncel durum ve öneriler” ,**Yükseköğretim Dergisi**, Vol 8, No.1 2018, pp 79- 89
- Taek-Dong Yeo ve Min-Hwan Lee, “Presidential Diplomacy and International Trade: A Case of Korea”, **Journal of Korea Trade**”, Vol 13, No.4, 2009, pp. 1-19
- Tibor Besedeš, Stefan Goldbach, Volker Nitsch, “You're Banned! The Effect of Sanctions on German Cross-Border Financial Flows.” **Economic Policy**, Vol 32, No 90, 2017, pp. 263-318
- Tomšić Dia, International Fairs as a Tool of Economic Diplomacy”, **Croatian International Relations Review**, Vol 14, No 50/52, 2008 pp 33-45
- Türkcan Kemal ve Pişkin Erhan, “Ticaret Anlaşmalarının Türkiye’nin İhracat Dinamiğine Etkisi: Yaygın ve Yoğun Ticaret”, **Ekonomik Yaklaşım Derneği**, Vol 27, No.99, 2016, pp. 17-55
- Udovič Bostjan, “Slovene Commercial Diplomacy in the Western Balkan Countries”, **Communist and Post-Communist Studies**, Vol 44 No.4, 2011, pp. 357-368
- Urata Shujiro, “Japan's New Foreign Economic Policy: A Shift Toward a Strategic and Activist Model?” **Asian Economic Policy Review**, Vol 2, No.2 2007, pp. 227-245
- Valensisi Giovanni, COVID-19 and global poverty: Are the least developed countries being left behind? **The European Journal of Development Research**, 2020, pp.1-10
- Wang Jianvei, “Limited Adversaries: Post-Cold War Sino-American Mutual Images”, **The China Journal**, Vol 47 No.1, 2002
- White Margaret, ”Improving Image Literacy about China: a Study of Process Shaping Australian Perceptions”, **Melbourne Studies in Education**, Vol 40, No.1, 1999, pp. 57-76
- Yavuz Gülser, Çakıcı Celil, “Mersin’in XVII. Akdeniz Oyunları’ndan Beklentileri Üzerine Bir Araştırma” **İşletme ve İktisat Çalışmaları Dergisi**, Vol 2, No.1, 2014, pp 11-26

Zhang Jianhong, Witteloostuijn Arjen et Elhorst J. Paul, “China's Politics and Bilateral Trade Linkages”. **Asian Journal of Political Science**, Vol 19, No.1, 2011, pp. 25-47

**RAPPORTS, DOCUMENTS OFFICIELS, DOCUMENT DE TRAVAIL ET
CONFERENCES**

Bağır Yusuf, “Impact of the Presence of Foreign Missions on Trade: Evidence from Turkey”, **MPRA Paper**, 80845, 2017

Bergeijk, Moons, “**Economic Diplomacy and Economic Security: New Frontiers for Economic Diplomacy**” in Lisbon at the ISCSP, 2009, pp. 4-5

Bill Ivery, Paula Clegget, Cultural Diplomacy and The National Interest, Arts Industries Policy Forum, **The Curb Center At Vanderbilt**, 2006, pp 3-20

Chaney Thomas “The Gravity Equation in International Trade: An Explanation” , **Cambridge, MA 02138 Working Paper 19285**, August 2013, p.32

DEİK, “**Afrika Kıtasal Serbest Ticaret Bölgesi ve Türk Firmalarına Etkisi**”, 2021

DEİK, “**Business Diplomacy- Africa**”, No 15, 2022

DEİK, Afrika İş Konseyleri **Çalışma Raporları**, 2021

Deik, Ortak Bildiri Afrika-Türkiye Ekonomi ve İş Forumu, **İstanbul**, 21-22 Ekim 2021

Enver Arpa ve Murat Bayar, “Türkiye’nin Afrika’ya Yönelik Kalkınma Yardımlarının Yardım Etkinliği Açısından Değerlendirilmesi”, **Bilge Strateji Working Paper**, 2019

Florence Bouyala Imbert, “In-depth analysis. EU economic diplomacy strategy”, **European Parliament Directorate-General for External Policies Department**, 2017, p.2

Gök Yasemin, **Türkiye'nin gençlik ve spor alanındaki kamu diplomasisi etkinliği**, Yayınlanmış doktora tezi, Ankara Üniversitesi, Ankara, 2016

HUB FIDA, “Transformation de l'Agriculture en Afrique”, 2020

İstikbal Deniz, “Afrika'da İşbirliği ve Rekabet Türkiye ve Çin”, **SETAV Working Paper**, 2020, pp.11-21

Kopp Harry W., “Commercial Diplomacy and the National Interest Washington DC: American Academy of Diplomacy” **Business Council for International Understanding**, 2004 p.28

Kostecki Michel and Naray Olivier, Commercial Diplomacy and International Business, **Netherlands Institute of International Relations Clingendael Discussion Paper**, 2017 pp.28-38

Loi d'adjudication publique de la Turquie no: 4734 « **4734 Sayılı Kamu İhale Kanunu** » 01.01.2003

Mensur Akgün, Sabiha Senyücel Gündoğar, “Ortadoğu’da Türkiye Algısı 2013”, **TESEV**, 2013 pp. 6-24

Narary Oliver, Commercial Diplomacy: A Conceptual Overview, **7th World Conference of TPOs**, The Hague, The Netherlands, 2008

Plummer, Cheong et Hamanaka, Methodology for Impact Assessment of Free Trade Agreements”, **Asian Development Bank Rapport 2010, 2010**, pp 29-73

Rana Kishan, Bilateral Diplomacy: Apractitioner Perspective, **Diplo Policy Papers and Briefs** No. 15, 2020

Rose Andrew, The Foreign Service and Foreign Trade: Embassies As Export Promotion, World Economy, **NBER working Papers** 11111, 2005, pp 1-5

T.C Cumhurbaşkanlığı, **4’nolu Cumhurbaşkanlığı Kararnamesi** madde 520-531

Ticaret Bakanlığı, “**94/6401 Sayılı İhracata Yönelik Devlet Yardımları Kararı**”, 11.01.1995

Volker Nitsch, “State Visits and International Trade”, Technische Universitat Darmstadt, **CES Working Paper**, No. 1582, 2005, p.2

SOURCES ELECTRONIQUES

<http://www.state.gov/e/eb/economicdiplomacy/> date d'accès: 16.07.2021

http://ec.europa.eu/commission/2014-2019/katainen/announcements/vice-president-katainen-speech-prosperity-and-economic-diplomacy-epsc-seminar_en date d'accès: 16.07.2021

<https://berlinpolicyjournal.com/the-gerasimov-doctrine/> date d'accès: 23.08.2022

DIPLOMACY AND STATECRAFT: RECOGNIZING THE ESSENTIAL DIFFERENCES”

<https://online.norwich.edu/academic-programs/resources/diplomacy-and-statecraft-essential-differences> date d'accès: 01.08.2021

<https://library.fes.de/libalt/journals/swetsfulltext/5333871.pdf> accès: 23.08.2022

https://www.clingendael.org/sites/default/files/pdfs/20070400_cdsp_diplomacy_kostecki_naray.pdf date d'accès: 23.08.2022

<https://www.wilsoncenter.org/chapter-5-foreign-policy-the-other-driver-0> date d'accès: 23.08.2022

<https://globalizationandhealth.biomedcentral.com/articles/10.1186/s12992-016-0168-6> date d'accès: 23.08.2022

<https://globalriskinsights.com/2015/11/the-deceptive-nature-of-israel-turkey-relations/> date d'accès 16.11.2021

<https://globalriskinsights.com/2015/11/the-deceptive-nature-of-israel-turkey-relations/> date d'accès 16.11.2021

<https://www.hurriyet.com.tr/ekonomi/fordun-temeli-bugun-atiliyor-39030731> date d'accès: 30.08.2022

<https://universityofleeds.github.io/philtaylorpapers/pmt/exhibits/2652/gullion.pdf> date d'accès: 30.08.2022

https://en.wikipedia.org/wiki/List_of_heads_of_state_educated_in_the_United_States, date d'accès 08.12.2021

https://www.wilsoncenter.org/sites/default/files/media/documents/public_diplomacy_and_the_evolution_of_u.s.-japan_relations_watanabe.pdf date d'accès 08.12.2021

https://web.archive.org/web/20151109161831/http://www.rerf.or.jp/general/qa_e/qa1.html date d'accès 08.12.2021

<https://www.statista.com/statistics/218277/total-value-of-us-trade-in-goods-with-japan-since-2004/#:~:text=The%20timeline%20shows%20the%20total,of%20120%20billion%20U.S.%20dollars> date d'accès 14.01.2022

https://www.wikiwand.com/en/Trade_policy_of_Japan date d'accès : 14.01.2022

https://www.mfa.gov.tr/turkiye_nin_insan_yardimlari.tr.mfa date d'accès: 30.08.2022

<http://dosfan.lib.uic.edu/usia/E-USIA/education/ivp/ivhistory.htm> date d'accès 11.12.2021

https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Culture_statistics_-_international_trade_in_cultural_goods date d'accès 12.12.2021

<https://www.marketingturkiye.com.tr/soylesiler/izzet-pinto-turk-dizileri-bir-marka/> date d'accès: 08.12.2021

<https://www.nrcan.gc.ca/our-natural-resources/minerals-mining/minerals-metals-facts/coal-facts/20071> date d'accès 12.09.2022

<https://take-profit.org/en/statistics/exports/oman/> date d'accès: 16.11.2021

, <http://www.diplomatie.gouv.fr>, accès: 08.11.2021

<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/diplomatie-economique-et-commerce-exterieur/>, date d'accès 08.11.2021

[https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/IDAN/2017/570483/EXPO_IDA\(2017\)570483_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/IDAN/2017/570483/EXPO_IDA(2017)570483_EN.pdf) date d'accès: 30.08.2022

<https://www.mofa.go.jp/files/000290287.pdf> date d'accès: 30.08.2022

<https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2021/06/12/fact-sheet-president-biden-and-g7-leaders-launch-build-back-better-world-b3w-partnership/> date d'accès: 28.04.2022

<http://www.mfa.gov.tr/dis-politika-ve-dis-ekonomik-iliskilerin-yonetimitr.mfa>, date d'accès: 8.11.2021

<http://www.mfa.gov.tr/dis-politika-ve-dis-ekonomik-iliskilerin-yonetimitr.mfa>, date d'accès: 08.11.2021

<https://www.mfa.gov.tr/turkiye-cumhuriyeti-disisleri-bakanligi-tarihcesi.tr.mfa> date d'accès: 12.01.2022

http://www.sp.gov.tr/upload/xSPRapor/files/Q8XRI+2020-idare-Faaliyet-Raporu_Disisleri.pdf date d'accès: 12.01.2022

<https://globaldiplomacyindex.lowyinstitute.org> date d'accès: 12.01.2022

<https://www.deik.org.tr/kurumsal-hakkimizda> date d'accès: 15.01.2022

<https://www.tobb.org.tr/Sayfalar/AmaciveYapisi.php> date d'accès: 15.01.2022

<https://www.invest.gov.tr/tr/sayfalar/who-we-are.aspx> date d'accès: 18.01.2022

<https://cbfo.gov.tr/ifm-projesi-hakkinda> date d'accès: 18.01.2022

<https://tusiad.org/tr/component/k2/itemlist/category/109-tusiad-kurumsal> date d'accès: 21.01.2022

https://www.ufi.org/wpcontent/uploads/2020/06/Global_Economic_Impact_of_Exhibitions_Jun2020.pdf date d'accès: 30.08.2022

<https://ticaret.gov.tr/dis-iliskiler/serbest-ticaret-anlasmalari/yururlukte-bulunan-stalar> date d'accès: 30.08.2022

https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Culture_statistics_-_international_trade_in_cultural_goods&oldid=518407 date d'accès: 15.01.2022

<https://www.telifhaklari.gov.tr/resources/uploads/2020/10/12/KULTUR-ENDUSTRILERININ-TURKIYE-EKONOMISINE-KATKISININ-OLCULMESI-RAPORU-2020.pdf> date d'accès: 11.09.2022

<https://www.statista.com/topics/8468/global-sports-market/#dossierKeyFigures> date d'accès: 15.01.2022

<https://turkiyemaarif.org/post/7-turkiye-maarif-vakfi-faaliyetleri-ve-egitim-kurumlarinda-elde-edilen-basarilar-753?lang=tr> date d'accès: 11.09.2022

<https://turkiyemaarif.org/post/7-turkiye-maarif-vakfi-faaliyetleri-ve-egitim-kurumlarinda-elde-edilen-basarilar-753?lang=tr> date d'accès: 26.05.2022

<https://docplayer.biz.tr/8772273-Arap-dunyasinda-turkiye-nin-imaji.html> date d'accès: 11.09.2022

<https://www.gmfus.org/sites/default/files/TP%20Key%20Findings%20Report%20Turkce%20Final1.pdf> date d'accès: 21.01.2023

<https://www.kolayihracat.gov.tr/ulkeler/misir#:~:text=T%C3%BCrkiye%2C%202019%20y%C4%B1l%C4%B1nda%20M%C4%B1s%C4%B1r'a,b%C3%BCy%C3%BCk%20ticaret%20orta%C4%9F%C4%B1%20konumund%C4%B1r.> date d'accès 18.01.2022

<https://www.al-monitor.com/originals/2021/04/why-turkey-wooing-egypt> date d'accès 18.01.2022

<https://www.bbc.com/turkce/haberler-dunya-54711983> accès: 18.01.2022

https://www.liberation.fr/evenements-libe/2015/09/17/le-21e-siecle-sera-t-il-le-siecle-de-l-afrique_1384784/ date d'accès: 20.11.2022

<https://www.boursenews.ma/web-tv/detail/decryptage/classement-les-10-champions-africains-de-la-croissance-economique> date d'accès: 20.11.2022

<https://www.ft.com/content/65e74935-3217-4528-9eab-0c0c4ed170f3> date d'accès:
20.11.2022

<https://www.mfa.gov.tr/turkiye-afrika-iliskileri.tr.mfa> date d'accès: 20.11.2022

https://au.int/sites/default/files/documents/41357-doc-CADDP_BR_2015-2018_ENGLISH.pdf date d'accès: 21.01.2023

<https://news.un.org/fr/story/2022/01/1112822> date d'accès: 18.03.2022

https://iea.blob.core.windows.net/assets/e4d10193-3399-4369-bc03fa3c52562fff/CETSAHELLaunch_FR.pdf date d'accès: 21.01.2023

<https://www.imf.org/media/Files/Publications/WEO/2020/April/English/text.aspx> date d'accès: 21.01.2023

https://www.afdb.org/sites/default/files/documents/publications/afdb2101_aeo_main_english_complete_0223.pdf date d'accès: 21.01.2023

<https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2018/11/2018-annual-report.pdf> date d'accès: 21.01.2023

https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Generic-Documents/AFDB_Annual_Report_2018_and_Appendices_-English.pdf date d'accès: 21.01.2023

https://unctad.org/system/files/official-document/ldcr2020_en.pdf date d'accès: 21.01.2023

<https://blogs.worldbank.org/opendata/updated-estimates-impact-covid-19-global-poverty-turning-corner-pandemic-2021> date d'accès: 21.01.2023

https://unctad.org/system/files/official-document/aldcafrica2021_intro_en.pdf date: 11.09.2022

Asian Development Bank, 2017, <https://www.adb.org/sites/default/files/institutional-document/411996/adb-annual-report-2017.pdf> date d'accès: 11.09.2022

<https://www.mfa.gov.tr/turkiye-afrika-iliskileri.tr.mfa> date d'accès: 18.03.2022

<https://www.stendustri.com.tr/insaat-ve-malzeme/turk-muteahhitlerin-gozu-orta-dogu-ve-kuzey-afrikadaki-projelerde-h118774.html> date d'accès: 11.09.2022

<https://ticaret.gov.tr/data/603918f113b876467cca2101/T%C4%B0CARET%20BAKANLI%C4%9El%202020%20YILI%20FAAL%C4%B0YET%20RAPORU%2026.02.2021.pdf> date d'accès: 11.09.2022

https://ticaret.gov.tr/data/5e58fdaa13b8764dec3bf81d/TICARET_BAKANLIGI_2019YILI_FAALİYET_RAPORU.pdf date d'accès: 11.09.2022

<https://www.eiu.com/topic/democracy-index/> date d'accès: 21.01.2023

https://www.afdb.org/sites/default/files/documents/publications/afdb21-01_aeo_main_english_complete_0223.pdf date d'accès: 11.09.2022

<https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/34139/9781464815591.pdf?sequence=4&isAllowed=y> date d'accès: 11.09.2022

<https://ecdpm.org/wp-content/uploads/What-does-AfCFTA-mean-EU-Africa-trade-agreement-ECDPM-briefing-note-140-2021.pdf> date d'accès: 11.09.2022

<https://www.brookings.edu/blog/africa-in-focus/2020/09/02/Figure-of-the-week-the-afcfas-effects-on-trade-and-wages-in-africa/> date d'accès: 19.03.2022

<https://hungarianinsider.com/hungary-and-turkey-launch-joint-economic-development-programs-in-africa-9635/> date d'accès: 26.05.2022

<https://www.sbb.gov.tr/sosyal-gostergeler-kalkinma-yardimlari-gostergeleri/#:~:text=T%C3%BCrkiye'nin%20yapt%C4%B1%C4%9F%C4%B1%20resmi%20kalk%C4%B1nma,%25%201%2C15%20seviyesine%20y%C3%BCkselmi%C5%9Ftir> date d'accès: 26.05.2022

<https://www.oecd.org/dac/financing-sustainable-development/Addis%20flyer%20-%20ODA.pdf> date d'accès: 26.05.2022

https://www.tika.gov.tr/upload/sayfa/Pictures/Turkiye%20Kalk%C4%B1nma%20Yard%C4%B1mlar%C4%B1%202020_tr.pdf date d'accès: 21.01.2023

<https://www.mfa.gov.tr/turkiye-afrika-iliskileri.tr.mfa> date d'accès: 26.05.2022

<https://setav.org/assets/uploads/2021/12/A358.pdf> date d'accès: 11.09.2022

<https://fr.readkong.com/page/africaleads-2021-barometre-cian-des-leaders-d-opinion-en-4083774> date d'accès: 21.01.2023

<https://www.deik.org.tr/uploads/tabef-rapor-1-2.pdf> date d'accès: 26.05.2022

<http://turkeyafricaforum.org/tr/> date d'accès: 11.09.2022



ANNEXE

Les Instrument Négatifs de la Diplomatie Economique

Mesures non tarifaires

Au sens large, les MNT comprennent tous les coûts commerciaux liés aux politiques encourus depuis la production jusqu'au consommateur final, à l'exclusion des droits de douane. Pour des raisons pratiques, les MNT sont classées en fonction de leur portée et/ou de leur conception et sont généralement distinguées en mesures techniques « *mesures Sanitaire/Phytosanitaire « SPS », Obstacles techniques au commerce « OTC » et inspections avant expédition »* et mesures non techniques. Celles-ci sont en outre

distinguées en mesures dures « *par exemple, les mesures de contrôle des prix et des quantités »*, les mesures de menace « *par exemple, les mesures antidumping et de sauvegarde »* et d'autres mesures telles que les mesures de financement et d'investissement liées au commerce. Dans la pratique, les MNT sont des mesures susceptibles de fausser sensiblement le commerce international, que leurs effets sur les échanges soient protectionnistes ou non.

Par exemple, des mesures telles que les normes de qualité, bien qu'elles soient généralement imposées sans intention protectionniste, peuvent être particulièrement préoccupantes pour les pays pauvres dont les producteurs sont souvent mal équipés pour s'y conformer.³²⁴

La définition des MNT englobe toutes les mesures modifiant les conditions du commerce international, y compris les politiques et réglementations qui restreignent le commerce et celles qui le facilitent. Les MNT sont souvent appelées à tort barrières non tarifaires « *BNT* ». La différence est que les MNT comprennent un ensemble de

³²⁴ UNCTAD, "Non-Tariff Measures to Trade: Economic and Policy Issues for Developing Countries", 2013

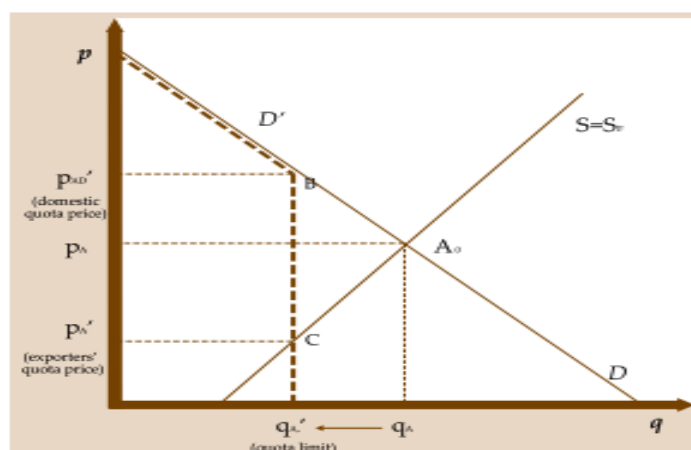
mesures plus large que les BNT, qui sont désormais généralement conçues uniquement comme des mesures non tarifaires discriminatoires imposées par les gouvernements pour favoriser les fournisseurs nationaux par rapport aux fournisseurs étrangers. La cause de cette confusion est que, par le passé, la plupart des MNT étaient largement sous la forme de quotas ou de restrictions volontaires des exportations. Ces mesures sont restrictives par nature ce qui explique pourquoi le mot « *barrière* » a été utilisé. À l'heure actuelle, les interventions politiques prennent beaucoup plus de formes et il est donc préférable de les qualifier de « mesures » plutôt que d'« obstacles » pour souligner que la mesure ne réduit pas nécessairement le bien-être ou le commerce. À des fins pratiques, la définition couramment utilisée des MNT est la suivante: « *Les mesures non tarifaires (MNT) sont des mesures politiques, autres que les tarifs douaniers ordinaires, qui peuvent potentiellement avoir un effet économique sur le commerce international des marchandises, modifier les quantités échangées ou prix ou les deux.* »³²⁵

Contrairement aux tarifs, les MNT ne sont pas directement quantifiables, pas nécessairement faciles à modéliser et les informations qui permettraient une analyse quantitative des MNT sont souvent difficiles à collecter. L'approche de mesure des effets prix et quantité des MNT est basée sur le diagramme standard de l'offre et de la demande pour les importations. Indépendamment de la nature de la MNT en cause, cette approche permet de qualifier l'effet de coût/renchérissement et de restriction des échanges à la frontière « *l'effet de coût commercial* » et permet donc de quantifier l'équivalent ad valorem des MNT. Dans le cadre théorique de base, il est relativement facile d'illustrer comment toute mesure pourrait être rendue équivalente à un tarif ad valorem.

L'équivalence la plus discutée est celle entre un contingent et un tarif. Intuitivement, un quota, comme un tarif, introduit un écart entre le prix reçu par les producteurs étrangers face au quota et le prix payé par les consommateurs nationaux pour ces importations. Ceci est illustré dans la Figure, qui se concentre sur un cas où l'offre totale d'un bien spécifique est d'origine étrangère ($S=SF$)

³²⁵ UNCTAD

Figure 2.3 : Application de Quotas à l'Importation



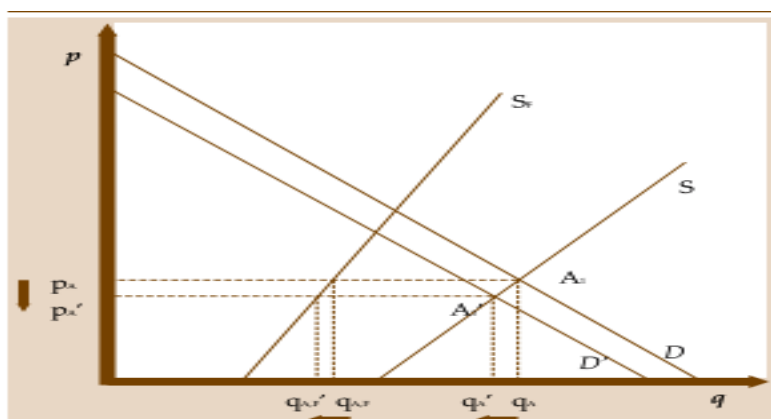
source : UNCTAD, "Non-Tariff Measures to Trade: Economic and Policy Issues for Developing Countries, 2014

Ganslandt et Markusen expliquent comment les normes et les réglementations techniques peuvent avoir à la fois des effets d'entrave au commerce en augmentant les coûts des exportateurs et des effets similaires d'amélioration de la demande en certifiant la qualité et la sécurité pour les consommateurs.³²⁶ Cependant, afin d'illustrer l'impact des MNT telles que les OTC et les mesures SPS sur les prix et les quantités échangées, nous adoptons le cadre théorique utilisé dans Disdier et Marette. Le cadre est basé sur un ensemble d'hypothèses simplificatrices mais sans perte de généralité dans ses principales caractéristiques analytiques. L'analyse se concentre sur un marché de biens spécifique et exclut tout mécanisme d'équilibre général. Le bien marchand en question est supposé homogène ou quasi-homogène sauf pour une caractéristique potentiellement dangereuse pour les consommateurs. Les biens étrangers et nationaux peuvent tous deux porter cette caractéristique. Les consommateurs nationaux peuvent ou non être conscients de ce dernier. S'ils sont conscients, ils intériorisent les dommages en consommant ce bien.³²⁷

³²⁶ Ganslandt et Markusen Standards and Related Regulations in International Trade: A Modeling Approach, RePEc, 2001

³²⁷ Disdier et Marette, "The Combination of Gravity and Welfare Approaches for Evaluating Non-Tariff Measures", IDEAS/RePEc 2010

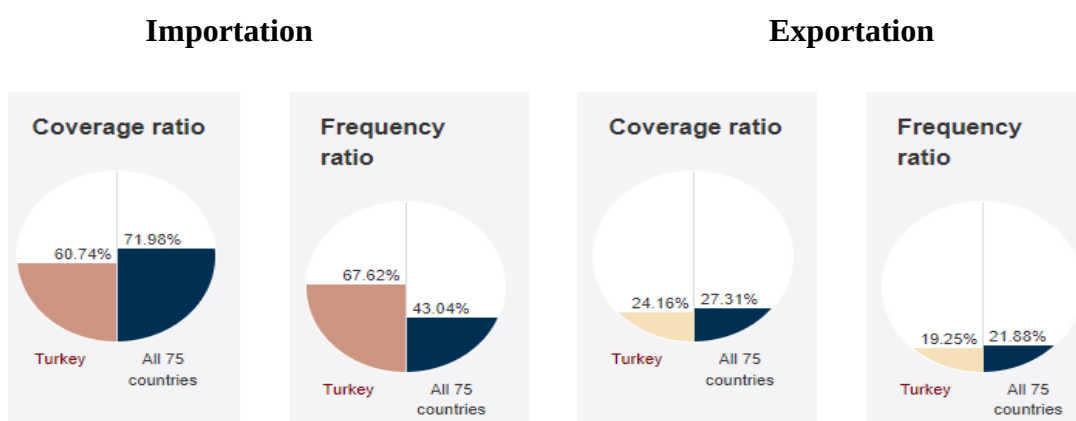
Figure 2.4 : Internationalisation des Coûts des Dommages



source : UNCTAD, "Non-Tariff Measures to Trade: Economic and Policy Issues for Developing Countries, 2014

Quand on regarde la mise en place des barrières non tarifaires en Turquie, selon les données de la banque mondiale; les importations de la Turquie ont un taux de couverture de 60,74% « MNT appliqués par la Turquie » et un taux de fréquence de 67,62% « MNT appliqués contre la Turquie » pour les mesures non tarifaires. Les exportations de la Turquie ont un taux de couverture de 24,16% et un taux de fréquence de 19,25% pour les mesures non tarifaires.

Figure 2.5 : Résumé des mesures non tarifaires de la Turquie « Importations et exportations »



Source : <https://wits.worldbank.org/tariff/non-tariff-measures/en/country/TUR#> accès 18.01.2022

Tableau 2.8 : Les dix mesures non tarifaires les plus imposées par la Turquie

Mesures	Taux de couverture des MNT	Rapport de fréquence MNT	Produit concerné par les MNT Nombre	Commerce affecté par les MNT (\$)
Exigence de Certification (B830)	31,86	12,52	613	62.277.367,87
Exigence d'autorisation pour des raisons OTC (B140)	23,94	28,58	1399	46.798.582,89
Obligation de passer par un port de douane spécifié (C300)	21,63	30,03	1470	42.289.062,35
Impôts sur la consommation (F710)	17,62	6,27	307	34.441.744,80
Exigences en matière de licences ou de permis pour exporter (P130)	14,98	13,19	642	22.549.157,46
Exigence d'inspection (B840)	14,52	11,83	579	28.377.220,28
Exigences en matière de contrôle et de surveillance des importations et autres mesures de licences automatiques (C400)	9,23	7,52	368	18.045.359,69
Mesures à l'exportation n.d.a. (P900)	6,68	2,47	120	10.057.686,19
Obligation d'enregistrement pour les importateurs pour des raisons OTC (B150)	6	18,75	918	11.726.618,96
Mesures techniques à l'exportation, n.d.a. (P690)	5,91	1,4	68	8.895.772,14

Source : <https://wits.worldbank.org/tariff/non-tariff-measures/en/country/TUR#> accès 18.01.2022

Tableau 2.9 : Mesure non tarifaire de la Turquie par secteurs

Secteur	Taux de couverture des MNT	Rapport de Fréquence e NTM	Produit concerné par les MNT nombre	Commerce affecté par les MNT (\$)	Importations affectés par les MNT
Légume	95,36	99,04	309	6.971.481,78	14,91
animaux	92,44	96,88	186	931.542,15	19,33
Produits alimentaires	88,17	94,33	183	3.427.321,47	8,4
Textiles et Habillement	83,51	99,87	792	9.910.709,88	13,54
Pierre et Verre	83,11	48,37	89	7.049.700,22	69,7
Chaussure	82,92	72,34	34	809.881,10	
Combustibles	80,06	100	29	12.647.728,68	31,19
Transport	72,45	64,8	81	16.461.747,61	1,06
Cuirs et peaux	72,21	98,53	67	639.282,65	15,35
Plastique ou caoutchouc	72,03	70,62	149	11.122.699,67	0,34
Divers	61,71	58,45	204	4.799.051,74	14,17
Mach et Elec	60,77	59,19	454	28.274.924,18	19,86
Tous les produits d'importation	60,74	67,62	3310	118.741.549,32	15,21
Produits chimiques	58	71,05	530	10.887.013,07	15,75
Bois	40,98	41,74	96	2.165.659,24	28,09
Métaux	9,58	17,36	96	2.615.314,22	1,58
Minéraux	1,9	11,58	11	27.491,66	1,83

Source : <https://wits.worldbank.org/tariff/non-tariff-measures/en/country/TUR#> accès 18.01.2022

Dynamiques économiques et sociales en Afrique

L'Afrique, le deuxième plus grand continent, est délimitée par la mer Méditerranée, la mer Rouge, l'océan Indien et l'océan Atlantique. Il est divisé en deux presque également par l'équateur. La géographie physique, l'environnement et les ressources de l'Afrique et la géographie humaine peuvent être considérés séparément. L'origine du nom « *Afrique* » est fortement contestée par les savants. La plupart pensent qu'il provient de mots utilisés par les Phéniciens, les Grecs et les Romains. Les mots importants incluent le mot égyptien « *Afru-ika* », qui signifie « patrie » ; le mot

grec « *aphrike* », signifiant « *sans froid* » ; et le mot latin « *aprica* », qui signifie « ensoleillé ».³²⁸

Foresterie et pêche

La foresterie, est une activité économique importante en Afrique. En moyenne, les produits forestiers représentent 6 % du PIB de l'Afrique, plus que tout autre continent. En Afrique centrale et occidentale, où le couvert forestier est le plus dense, le secteur forestier contribue à plus de 60 pour cent du PIB.³²⁹

L'exportation de produits forestiers, en particulier de bois de haute qualité comme l'acajou et l'okoumé, génère des revenus importants. Ces bois se trouvent principalement dans les pays du bassin du Congo - Cameroun, République centrafricaine, République du Congo, République démocratique du Congo, Gabon et Guinée équatoriale - où il existe une forêt tropicale dense. L'okoumé, par exemple, représente 90 pour cent des arbres exploités au Gabon. Ces bois sont généralement exportés vers le Japon, Israël et l'Union européenne. L'acajou et l'okoumé sont utilisés pour tout fabriquer, des maisons aux instruments de musique en passant par les avions légers.³³⁰ Cependant, le secteur forestier africain souffre de l'exploitation forestière illégale et de la surexploitation de certaines espèces d'arbres. De nombreuses espèces d'acajou et d'okoumé sont en voie de disparition. Les experts affirment que la surexploitation finira par détruire les habitats forestiers. Les jeunes arbres plantés pour remplacer les arbres abattus ne poussent pas assez vite pour être récoltés régulièrement, et l'habitat de la forêt tropicale dans laquelle ces arbres prospèrent est détruit pour l'agriculture et le développement.

Aujourd'hui, l'Afrique est tiraillée entre le développement de ses forêts au maximum de leur potentiel économique et la protection de ces paysages naturels contre le surdéveloppement. Par exemple, la *Commission des Forêts d'Afrique Centrale* (COMIFAC) réglemente le secteur forestier de l'Afrique et promeut les utilisations durables des produits de la forêt tropicale du bassin du Congo. La commission a créé le paysage tri-national de la Sangha, une réserve qui couvre plus d'un million d'hectares

³²⁸ <https://www.nationalgeographic.org/encyclopedia/africa-resources/> accès: 17.03.2022

³²⁹ <https://www.profor.info/knowledge/forests-sub-saharan-africa-challenges-opportunities#:~:text=More%20than%2070%20percent%20of,60%20percent%20of%20all%20energy> accès: 17.03.2022

³³⁰ <https://www.nationalgeographic.org/encyclopedia/africa-resources/> accès: 17.03.2022

de forêt tropicale au Cameroun, en République centrafricaine et en République du Congo.³³¹

L'industrie de la pêche en Afrique fournit des revenus à plus de 10 millions de personnes et a une valeur d'exportation annuelle de 2,7 milliards de dollars. L'Afrique possède des pêcheries sur toutes ses côtes marines, ainsi qu'à l'intérieur des terres. Les Grands Lacs et le Nil, par exemple, abritent d'énormes pêcheries en eau douce. La pêche maritime est importante pour de nombreux pays côtiers d'Afrique. L'Afrique de l'Ouest est l'une des zones de pêche les plus importantes au monde sur le plan économique, produisant 4,5 millions de tonnes de poisson en 2000. La Namibie et l'Afrique du Sud sont également des acteurs majeurs du marché du poisson marin, exportant entre 80 et 90 % de leur poisson par an. Les pays d'Afrique de l'Est que sont l'Érythrée, Djibouti, la Somalie et le Kenya ont des pêcheries bien établies dans la mer Rouge et l'océan Indien. Les vastes pêcheries continentales d'Afrique contiennent plus de 3 000 espèces de poissons et représentent les deux tiers de la production mondiale de poisson continental. Contrairement aux pêcheries maritimes, les prises des pêcheries continentales africaines ne sont pas exportées. Il est consommé presque entièrement sur le continent, constituant une source majeure d'apport en protéines.³³² Tout comme le secteur forestier, le secteur de la pêche en Afrique souffre de la surexploitation. En conséquence, au cours du siècle dernier, les stocks de poissons ont diminué de moitié dans certaines zones côtières. *Le Partenariat pour la Pêche Africaine* (PAF) est mis en œuvre pour renforcer le secteur de la pêche en Afrique. Le PAF se concentre sur des réglementations plus strictes et sur la gestion de l'environnement.

Exploitation minière et forage

L'Afrique est un important producteur de métaux et de minéraux importants. Les métaux exportés par les pays africains comprennent l'uranium, le platine, le nickel, la bauxite, le cobalt. Les deux ressources les plus rentables d'Afrique sont l'or et les diamants. L'Afrique a produit environ 483 tonnes d'or, soit 22 % de la production mondiale totale. L'Afrique du Sud représente près de la moitié de la production d'or de l'Afrique. Le Ghana, la Guinée, le Mali et la Tanzanie sont d'autres grands

³³¹ <http://www.comifac.org/fr/content/propos-de-la-comifac> accès: 17.03.2022

³³² Philippe Tous, Salimata Soumaré, « la Pandémie du Covid-19 sur le Secteur des Pêches en Afrique, » Centre Africain des Ressources Naturelles, 2021

producteurs d'or.³³³ 62% des diamants produit dans le monde proviennent d'Afrique, Le Botswana, l'Angola, l'Afrique du Sud, la République démocratique du Congo et la Namibie sont les plus grands producteurs de diamants d'Afrique.³³⁴

En 2002, les Nations Unies ont créé le système de certification du processus de Kimberley (KPCS) afin de certifier les diamants provenant de sources exemptes de conflit. Le SCPK vise également à empêcher les ventes de diamants de financer des guerres. Les pays qui ne satisfont pas aux exigences du SCPK ne sont pas autorisés à commercer avec une grande partie du reste du monde. La République du Congo, la République démocratique du Congo et la Côte d'Ivoire ont toutes été expulsées à un moment donné au cours de la dernière décennie.³³⁵ L'Afrique abrite certains gisements de pétrole et de gaz naturel, qui sont forés pour l'énergie et le carburant. En 2019, le continent a produit 9,6 % de la production mondiale totale de pétrole et 7 % de la production mondiale totale de gaz naturel. Le Nigeria, la Libye, l'Algérie, l'Égypte et l'Angola dominent l'industrie pétrolière africaine. L'exploration pétrolière a considérablement augmenté sur le continent et de nombreux pays cherchent à devenir des producteurs pour la première fois.

La production de pétrole et de gaz naturel a également été liée à des conflits civils. Au Nigéria, des groupes de guérilla ont attaqué des infrastructures pétrolières et volé du pétrole dans des oléoducs depuis le début des années 1990. Ces groupes, principalement des minorités ethniques, affirment que les compagnies pétrolières étrangères ont exploité leur main-d'œuvre tout en conservant l'essentiel de la richesse. Ils accusent également les équipements obsolètes d'avoir gravement pollué l'air, le sol et les ressources en eau. Cette pollution a entraîné des pertes de terres arables et de stocks de poissons. Cependant, les actions sévères de ces groupes de guérilla ont également augmenté la pollution car ils ont endommagé des équipements. Les attaques ont également réduit la production et les revenus locaux, car de nombreuses entreprises sont contraintes de fermer.³³⁶

Comme nous l'avons vu, l'économie politique de l'Afrique dépend largement aux produits de base et aux matières premières. Les politiques menées par les pays

³³³ <https://www.dw.com/fr/pour-tout-lor-de-lafrique/a-55979508> accès: 17.03.2022

³³⁴ <https://afroculture.net/les-pays-africains-producteurs-de-diamant/> accès: 17.03.2022

³³⁵ <https://www.kimberleyprocess.com/en/what-kp> accès: 17.03.2022

³³⁶ <https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/Oil%20and%20Gas%20in%20Africa.pdf> accès : 17.03.2022

occidentaux envers l'Afrique et les relations de dépendance créées par la mondialisation, d'une part, poussent l'Afrique vers une crise économique et sociale, d'autre part, elle rend impossible le développement d'une stratégie industrielle efficace. « Ainsi, il crée la relation de sujet d'élite et d'objet subordonné entre l'Afrique et l'Occident ». ³³⁷ Contrairement à la croyance populaire, bien que la croissance économique soit présentée comme un outil de développement global en Afrique, la recherche montre que la ségrégation sociale augmente en réalité. Dans ce contexte, Beresford, qui étudie l'économie politique de l'Afrique, déclare dans son article « *Review of African Political Economy* » que presque toutes les voies ferrées entourant les pays africains sont construites sur les lignes reliant les mines en Afrique au indique qu'il est cristallisé avec cet exemple. ³³⁸

D'une part, le continent est présenté par les grands acteurs économiques mondiaux tels que le FMI et la BM comme un nouvel acteur ayant le potentiel de s'élever dans une atmosphère optimiste. En Afrique, entre 1990 et 2011, le nombre de personnes vivant en Afrique pour moins de 1,25 dollar a chuté de 17 %. En Afrique, le Produit National Brut-PNB a augmenté d'environ 5,6 % entre 2002 et 2008. Après la crise financière, 7 des 10 pays à la croissance la plus rapide en 2011 sont situés sur le continent africain. ³³⁹ Selon le Rapport sur le développement en Afrique, cet essor de l'Afrique est soutenu non seulement par des développements économiques mais aussi par des développements sociaux. Depuis les années 2000, les taux de mortalité infantile ont considérablement diminué et le nombre de personnes fréquentant l'éducation formelle a augmenté. ³⁴⁰

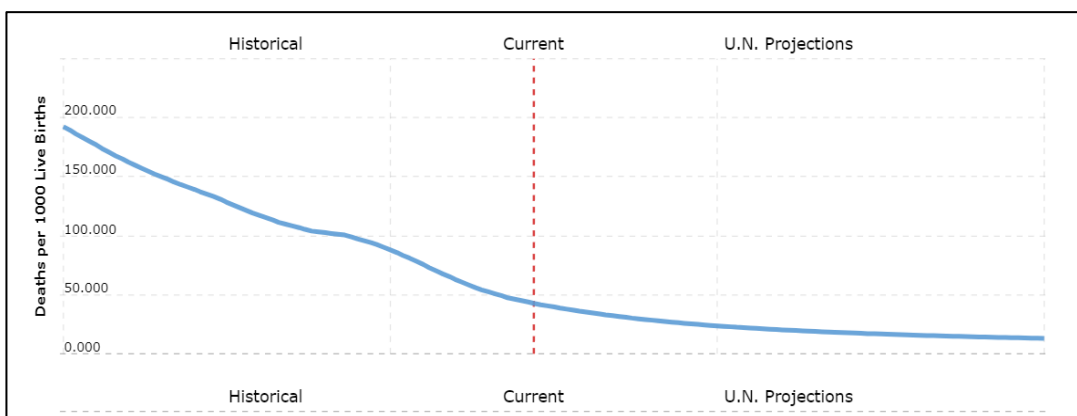
³³⁷ Selwyn, Benjamin, "Global Value Chains and human development: a class-relational perspective", Third World Quarterly, 2016

³³⁸ Alexander Beresford, "Review of African Political Economy, Africa Rising", 2016

³³⁹ Raymond J Bush. Making the "Twenty First Century Its Own: Janus Faced African (Under) Development" Afrika Focus, 2013

³⁴⁰ African Development Bank, "African Development Report", 2015

Figure 2.6 : Taux de mortalité infantile en Afrique 1950-2022



source : <https://www.macrotrends.net/countries/AFR/africa/infant-mortality-rate#:~:text=United%20Nations%20projections%20are%20also,a%202.6%25%20decline%20from%202020>

En ce sens, le développement économique s'accompagne d'un développement social. Selon le rapport 2021 de la CNUCED, la croissance inclusive en Afrique réduit également les inégalités et la pauvreté. Alors que le taux de ménages vivant avec moins de 1,9 \$ par jour était de 40 % en 2010, il est passé à 34 % en 2019 ; La proportion de ménages vivant avec moins de 3,2 \$ par jour a diminué de 63 % à 59 %, et la proportion de ménages vivant avec moins de 5,5 \$ par jour est passée de 83 % à 80 %. Bien que ces évolutions soient positives, elles ne se situent toujours pas à un niveau satisfaisant. De plus, le coefficient de GINI sur le continent présente un écart très important entre 27,6% (Algérie) et 63,3% (Afrique du Sud).³⁴¹ Selon les prévisions d'IMF, on suppose que l'Afrique deviendra le continent le plus dynamique en 2030 si la croissance de la population et des revenus des ménages se poursuit dans cette voie. En 2019, le fait que 6 des 15 économies à la croissance la plus rapide (Éthiopie, Rwanda, Côte d'Ivoire, Tanzanie, Sénégal, Ghana) soient des pays africains est considéré comme l'un des indicateurs de l'essor de l'Afrique.³⁴²

Oseratin et Mary utilisent le terme « *marginal* » pour décrire la place du continent africain dans l'économie politique mondiale. Selon les auteurs, dans le cadre de son intégration dans l'économie mondiale, le continent africain et des pays se situent à l'écart du centre du monde et du système économique et politique mondial. La structure économique caractéristique des pays africains est basée sur le commerce des matières premières et des produits de base, ce qui réduit la production de valeur

³⁴¹

<https://unctad.org/press-material/facts-and-figures-7#:~:text=Poverty%20levels%20declined%20in%20most,2010%20to%2034%25%20in%202019>
accès : 17.03.2022

³⁴² World Economic Outlook, 2019

ajoutée. En outre, les problèmes politiques et l'instabilité des pays africains déterminent également le destin économique de ce continent, où l'économie et la politique sont étroitement liées. En ce sens, les pays africains, qui ont une économie politique basée sur la politique, n'ont pas pu se débarrasser d'être « *l'autre* », bien qu'ils aient fait d'importantes percées économiques.³⁴³

Cet état d'être « *l'autre* » de l'Afrique peut se fonder sur la période coloniale. Pendant le processus de décolonisation, les pays africains ont accédé à l'indépendance, mais ce processus d'indépendance et ses conséquences n'ont pas eu l'effet escompté. La réticence des pays développés à faire des sacrifices dans l'aide aux pays africains, la faiblesse de la coopération en raison des problèmes nés des différends régionaux entre pays africains et, finalement, les crises pétrolières, qui ont affecté négativement les conditions économiques de l'époque et conduit les pays à revenir à dans le contexte économique qui les mettait en difficulté au niveau mondial, a conduit à de nouveaux développements du continent soutenus internationalement, a rendu impossible le projet de recherche de l'ordre.

Après l'effondrement du système de Bretton Woods, avec l'entrée en vigueur des politiques économiques néolibérales dans le monde, les organisations internationales telles que l'OMC et le FMI se sont davantage concentrées sur l'Occident et l'Afrique a été ignorée. Au cours de cette période, les pays africains ne pouvaient pas obtenir l'aide dont ils avaient besoin pour développer leur propre capacité de production de l'ouest, et ils étaient confrontés à de grands obstacles à l'exportation de produits agricoles en raison du PAC. Cependant, après la guerre froide, l'Afrique a commencé à prendre de plus en plus d'importance et on constate que de nombreux pays africains se sont développés à des niveaux sans précédent, en particulier au cours des années 2000. Dans cette période où les économies des pays développés affichent des taux de croissance faibles, on observe que l'Afrique occupe la deuxième place en atteignant des taux de croissance rapides, juste derrière les pays asiatiques. La crise financière de 2008 a créé une chance importante pour les pays africains qui n'ont pas pu être pleinement intégrés dans le système financier mondial. Selon les statistiques partagées par l'Organisation mondiale du commerce-OMC en 2009, tous sauf 6 des 51 pays

³⁴³ Osaretin et Mary, "Africa and the International Political Economy", Academic Journal of Interdisciplinary Studies, 2013

africains ont continué de croître pendant la crise financière.³⁴⁴ Néanmoins, la crise économique a renforcé la compréhension que les pays africains devraient accorder l'importance voulue au commerce entre eux pour la croissance et le développement. Cela n'a pas été possible pendant de nombreuses années. A ce stade, les pratiques du dispositif étatique et des décideurs sont assez déterminantes. Depuis la période coloniale, le don des produits à l'État colonial s'est poursuivi après l'indépendance et les relations commerciales entre les pays africains sont restées à un niveau bas. Le commerce entre les pays continentaux, qui était encore d'environ 10 % vers les années 2010, continue de rendre les pays africains dépendants de l'étranger et donc beaucoup plus vulnérables aux crises capitalistes mondiales.

Tableau 2.11 : Croissance du PIB Régional (%)

Region	2000	2005	2010	2015	2019
Monde	4.8	4.9	5.4	3.5	3.4
Afrique	4.3	6	5.9	3.3	3.8
Asie Pacifique	5.6	6	5.9	3.3	3.8
Europe	4.6	3	2.5	1.5	1.7
Moyen Orient	6.4	5.2	5.2	1.9	2.2
Amerique Du Nord	4.3	3.3	2.8	2.8	2
Amerique Du Sud	3.2	5.1	6.7	-1.1	1.8
Asie Du Sud	4.2	8.9	9.1	7.4	6.6

Source : IMF 2020

³⁴⁴ Devarajan et Kasekande, "Africa and the Global Economic Crisis: Impacts, Policy Responses, and Political Economy", African Development Review, 2011

Tableau 2.12 : Pays et Leurs Puissance de Compétition

ECONOMIE	PUISSANCE DE COMPÉTITION
EGYPTE	GRAND MARCHÉ PUISSANCE DE COMPÉTITION AU MARCHÉ
AFRIQUE DU SUD	GRAND MARCHÉ PUISSANCE DE COMPÉTITION AU MARCHÉ
MAROC	GRAND MARCHÉ PUISSANCE DE COMPÉTITION AU MARCHÉ, SECTEUR DE LA FABRICATION DE PIÈCES AUTOMOBILES INCITATION DE TAXES PAR GOUVERNEMENT AU ZONE LIBRE ECONOMIQUE
NIGERIA	GRAND MARCHÉ FAIBLE COMPÉTITIVITÉ SECTEUR D'INDUSTRIE AUTOMOBILE À CROISSANCE RAPIDE ET FAIBLE COMPÉTITIVITÉ DANS L'INDUSTRIE OPPORTUNITES AU MARCHÉ DE MEDICAMENT, TABAC, ALIMENTATION, TEXTILE
TUNUSIE	PETIT MARCHÉ PUISSANCE DE COMPÉTITIVITE EMERGENT
KENYA	PETIT MARCHÉ PUISSANCE DE COMPÉTITIVITE EMERGENT CONSIDERABLEMENT PUISSANT SECTEUR DE FABRICATION
COTE D'IVOIRE	PETIT MARCHÉ PUISSANCE DE COMPÉTITION AU MARCHÉ
GHANA	PETIT MARCHÉ PUISSANCE DE COMPÉTITION AU MARCHÉ
ZAMBIE	PETIT MARCHÉ FAIBLE COMPÉTITIVITÉ 66% DE SECTEUR DE FABRICATION SE FOCALISE SUR L'AGRICULTURE ET DES BIENS DE CONSOMMATION
CONGO	PETIT MARCHÉ FAIBLE COMPÉTITIVITÉ

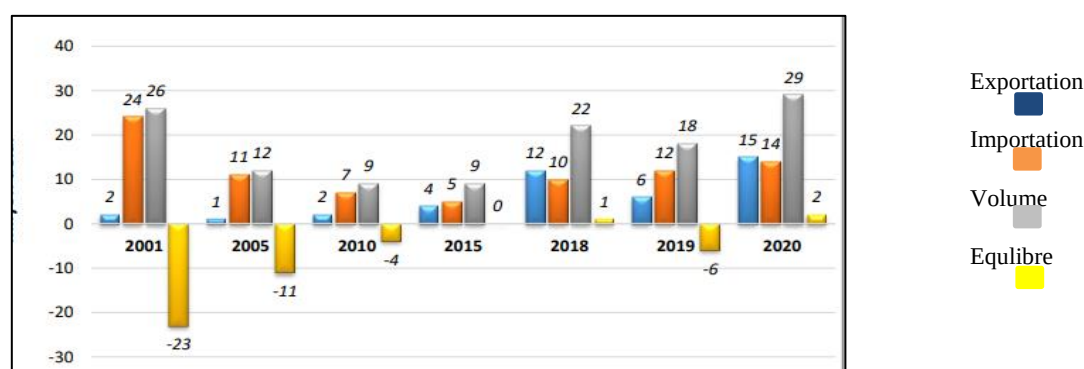
Source : Brookings, 2019

Procès verbal du TABEF III

Panel-I: Turquie-Afrique: coopération dans l'agriculture et l'industrie agricole

Le panel a commencé par le discours du ministre zimbabwéen de l'industrie et du commerce, Nzensa. Dans ce contexte, Nzensa a mentionné les ressources naturelles et les terres agricoles du Zimbabwe dans le cadre de sa vision 2030, exprimant sa volonté de développer des relations avec la Turquie dans les domaines agricole, minier, mécanique et technique, et a déclaré que le Zimbabwe est ouvert à toutes sortes de coopération. concernant l'agriculture. L'économie du Zimbabwe se développe en fonction des exportations de minerais et de produits agricoles. L'économie du Zimbabwe est confrontée à des difficultés de liquidité en raison de problèmes structurels (pénurie d'infrastructures, pannes d'électricité et corruption), de lacunes réglementaires, d'une technologie obsolète utilisée et du fardeau de la dette extérieure. L'agriculture est le secteur important du Zimbabwe en termes d'économie et d'emploi, contribuant à 15,5% du PNB du pays. Selon le rapport sur l'investissement dans le monde de la CNUCED, la plupart des investissements étrangers directs au Zimbabwe sont réalisés dans les secteurs minier, agricole et agroalimentaire.

Tableau 2.13 : Commerce extérieur Zimbabwe- Turquie



345

Comme on peut le voir dans le tableau, les relations économiques entre la Turquie et le Zimbabwe sont très limitées. La principale raison en est sans doute l'éloignement géographique et le manque de spécialisation de la région. Au niveau ministériel, il est très important d'appeler les investisseurs turcs et le gouvernement turc à investir dans l'agriculture et les mines. Cependant, le secteur privé turc n'est pas

enthousiaste à l'idée d'investir au Zimbabwe. D'autre part, la Turquie fait de sérieux investissements dans le secteur agricole en Afrique, notamment en Angola et à Djibouti. En 2021, le gouvernement de Djibouti a alloué une zone agricole à la Turquie, en 2020, le président soudanais Al-Bashir a alloué une grande terre pour l'agriculture à la Turquie (ce projet a été suspendu après le coup d'État au Soudan). la valeur qu'elle attache au secteur agricole et la confiance des Africains envers la Turquie. À ce stade, il convient de souligner que la raison la plus importante pour laquelle la Turquie acquiert ces terres agricoles est les bonnes relations qu'elle a développées avec ces pays au niveau de la présidence et du ministère. Par exemple, le fait qu'Omar el-Béchir se soit réfugié en Turquie après le coup d'État et ait été protégé par la République de Turquie, malgré le fait qu'il ait été interdit de quitter le pays, souligne également les dimensions politiques et diplomatiques des gains économiques de la Turquie au Soudan.

Dans la deuxième partie du panel, les investisseurs turcs étaient promis. Hakan Karaca a transmis les problèmes rencontrés par le secteur privé turc directement aux ministres africains. Dans ce contexte; Il a mentionné que les activités agricoles et d'élevage à mener sur le territoire de l'Afrique sont suffisamment efficaces pour nourrir 65% de la population, mais il n'y a pas de sécurité alimentaire en Afrique. Dans ce contexte, Karaca a attiré l'attention sur la continuité de l'alimentation, le niveau des prix et la santé et la sécurité des aliments, et a mentionné qu'il y a un gros problème dans la production et le stockage des aliments en Afrique, et qu'il est essentiel d'établir un partenariat avec des investisseurs turcs dans la production et le stockage alimentaires. À ce stade, Karaca, s'exprimant au nom des investisseurs alimentaires turcs, a transmis les demandes du secteur privé vers l'Afrique aux ministres turcs et aux ministres de l'aile opposée. Dans les pourparlers politiques tenus après le panel, les problèmes, les demandes d'investissement et les difficultés rencontrées par le secteur privé ont été discutés, et dans ce contexte, la politique a joué un rôle en tant qu'instrument du commerce.

Après Karaca, le président de l'Agence ougandaise d'investissement, Rwakabamba, a pris la parole et a évoqué les opportunités d'investissement en Ouganda. À ce stade, Rwakabamba, attirant l'attention sur le secteur du café et du cacao, a déclaré que la taille de ces deux secteurs en Ouganda est de 4,4 milliards de dollars et a déclaré que grâce à l'accord de libre-échange avec l'Europe, les

exportations sont exemptes de droits de douane. À ce stade, Kapulande, PDG du Centre zambien de commerce et d'investissement international, a déclaré que la relation que l'Afrique a récemment développée avec la Chine s'est développée dans le cadre des déficiences des infrastructures en Afrique et que l'Afrique a en fait un énorme potentiel de développement. Dans ce contexte, il a souligné que les secteurs public et privé devraient réaliser des projets communs et que les investisseurs étrangers devraient avoir leur part dans ce domaine. Kapulande, qui est également le principal conseiller de l'ancien président, a montré comment les relations politiques qu'ils ont développées avec la Turquie se sont rapidement étendues aux relations économiques.

Le ministre gambien du commerce a également fait des déclarations similaires et a déclaré que la Gambie est un pays agricole important. Il a remercié le président de la République de Turquie, Recep Tayyip Erdoğan, qui est le chef de l'État qui visite le plus de pays d'Afrique, concernant les investissements dans le secteur agricole entre la Turquie et la Gambie, pour les politiques qu'il a développées pour l'Afrique. Comme on l'a vu dans le panel sur l'agriculture et la sécurité alimentaire, les ministres et responsables des grandes institutions publiques sont en contact direct avec le secteur privé et développent à cette occasion des relations commerciales. D'autre part, dans le cadre du TABEF, les attentes et les problèmes du secteur privé au niveau ministériel sont discutés lors de réunions bilatérales, et certaines facilités juridiques sont accordées aux investisseurs turcs. En conséquence, la Turquie considère le secteur agricole comme un domaine stratégique où elle peut développer ses relations avec les pays africains. Dans ce contexte, la réunion des ministres de l'agriculture Turquie-Afrique et le Forum des entreprises agricoles se sont tenus à Antalya pour la première fois en 2017, et divers accords ont été signés sur l'agriculture, l'élevage et la pêche. Dans ce contexte, la Turquie fournit des outils agricoles, des semences, des engrais et des pesticides aux agriculteurs des zones de production agricole du continent africain via TIKA. Par conséquent, cette approche que la Turquie a développée à l'égard du secteur agricole, tout en témoignant d'une diplomatie économique avec un jeu d'affaires et une sortie, l'aide à consolider sa propre position à travers des visites bilatérales et une diplomatie publique.

Panel-II : AfCFTA et nouvelles opportunités de marché

Dans le deuxième panel organisé dans le cadre de TABEF, l'AfCFTA et les nouvelles opportunités qu'il créera pour la Turquie ont été discutés entre le vice-

président du Soudan du Sud, le chef de DEİK et des représentants du secteur privé. Dans le cadre de ce panel, 75 milliards de dollars de volume d'échanges de la Turquie avec l'Afrique ont été évoqués. À ce stade, dans la première partie, des arguments en faveur des effets de l'AFCFTA sur la Turquie ont été présentés et il a été déclaré qu'un grand retour ne serait pas réalisé en termes d'exportations de la Turquie. Les représentants africains, dans le cadre du panel, ont déclaré que l'inclusion de la Turquie dans la zone de libre-échange apportera des contributions positives à la fois à l'Afrique et à la Turquie, en particulier dans le domaine de l'agriculture et des hydrocarbures, ce qui augmentera le commerce bilatéral.

Le vice-président du Soudan du Sud et le représentant de l'organisation de l'Union africaine ont appelé à des investissements dans les secteurs pharmaceutique et agricole de la Turquie dans le cadre du panel. Dans ce contexte, il a déclaré avoir négocié avec les politiques et pris les initiatives nécessaires pour le commerce. Un appel similaire a été lancé par le ministre tanzanien de l'industrie et du commerce et a invité la Turquie à investir dans le domaine du tourisme. En outre, le ministre tanzanien a déclaré que l'AfCFTA n'est pas la région des politiciens, mais des hommes d'affaires, mais qu'elle a été construite par des politiciens. En outre, le ministre tanzanien a défini les pays européens comme des pays exploités, mais a déclaré qu'ils considéraient l'État turc et les hommes d'affaires turcs comme des partenaires commerciaux et politiques. Les déclarations du ministre tanzanien résument bien le modèle de diplomatie économique que la Turquie suit envers l'Afrique. Comme indiqué et défendu dans la première partie, la Turquie développe une politique compacte dans le cadre du gagnant-gagnant pour le continent, en utilisant des dispositifs de diplomatie homme-entrepreneur efficaces avec une sortie de fin de business play. À ce stade, alors que la politique est le principal acteur de l'ouverture de nouveaux champs et de la création de relations, il incombe au secteur privé d'approfondir et de faire avancer les relations. Dans le cadre du panel, il a été indiqué que dans le cadre des visions 2030 et 2063 du continent africain, le volume des échanges augmentera de 22% et atteindra le niveau de 231 milliards de dollars. Il a été déclaré que de nouvelles lois et réformes structurelles avaient été adoptées afin de protéger les investisseurs, et il a été déclaré que la ZLECAf avait été établie conformément aux objectifs de développement inclusif de l'Union africaine.

Après les panels, des réunions G2B ont été organisées pour renforcer la communication entre le secteur privé turc et les gouvernements africains. Dans ce contexte, les représentants du gouvernement et les ministres ont appelé à investir en Afrique.

G2B-I – Opportunités d'investissement et secteurs cibles en Afrique

Lors de la réunion, qui a débuté par le discours du ministre de l'Industrie et du Commerce du Mozambique, il a été déclaré que le Mozambique est une économie en croissance avec de nouveaux projets de gaz naturel et de charbon, et le PRONAI, le programme national d'industrialisation du Mozambique, a été mentionné. Dans ce contexte, il a été affirmé que l'industrialisation et l'emploi figurent parmi les principales priorités. PRONAI a quatre composantes. Il peut être répertorié comme investissant dans le développement des infrastructures, le développement des entreprises, le contenu local et le renforcement des capacités de l'État. Appelant le secteur privé turc à s'aligner sur les objectifs du PRONAI, le conseiller du ministre du commerce a déclaré que les zones économiques du pays devraient être élargies et qu'il serait profitable que les représentants du secteur privé turc jouent un rôle dans ce contexte. Tout comme la tentative de Tosyalı Holding d'établir sa propre zone économique au Senegal aujourd'hui, la création de zones économiques par les investisseurs turcs contribuera à la fois au développement du pays et à l'augmentation de l'efficacité de la Turquie dans ce domaine.

Le ministre du Commerce de Zanzibar s'est quant à lui adressé aux professionnels du tourisme turcs et a déclaré que le potentiel touristique du pays devait être évalué et que la Turquie pourrait contribuer au développement de la Tanzanie et de Zanzibar par la construction et l'exploitation d'hôtels, et dans ce contexte, le soutien technique et juridique nécessaire serait fourni par le gouvernement.

S'exprimant lors des entretiens intitulés Opportunités d'investissement, le ministre du Commerce du Cameroun a invité le secteur privé turc à investir dans les secteurs du cacao, du café, du thé, de la banane et de la noix de cajou au Cameroun. Le ministre gabonais du commerce, quant à lui, s'est adressé aux investisseurs du secteur privé turc expérimentés dans l'agriculture et les mines et a déclaré qu'ils soutenaient les investissements à réaliser dans le pays. Dans ce cadre, les ministres burkinabé et mauritanien ont également pris la parole et invité les investisseurs dans

leurs pays. En particulier, le ministre du Burkina Faso, dans son discours décrivant les facilités à accorder aux investisseurs turcs, a évoqué les exonérations fiscales et les aides de l'Etat en fonction du niveau d'emplois créés. Lors des réunions G2B qui ont eu lieu en conséquence, les ministres africains ont parlé de leurs propres pays, des opportunités d'investissement et des facilités juridiques. A ce stade, le fait que les politiques interpellent les investisseurs montre directement l'ampleur des relations entre politique et commerce dans la région.

Panel-III : Partenariats de santé durables post-Covid-19 : Turquie-Afrique

Dans le cadre du panel, les investisseurs turcs ont parlé de leurs activités économiques. Dans ce contexte, l'exportation de produits blancs et de petits appareils électroménagers vers tout le continent, en particulier vers l'Afrique du Sud, à travers la société dénommée "DEFY", qu'Arçelik a établie en Afrique du Sud, a été mentionnée, et il a été souligné ce qu'elle apportait à la fois L'Afrique du Sud et le continent. Dans ce contexte, il a été affirmé que la zone de libre-échange est la plus grande initiative prise pour l'avenir de l'Afrique. S'exprimant au nom de Hayat Holding, Osman Aksoy a mentionné avoir réalisé un investissement de plus de 600 millions de dollars sur le continent et a déclaré que l'AfCFTA et la CEDEAO sont un catalyseur important pour le commerce en Afrique. Dans ce contexte, il a été souligné que les entreprises turques produisant en Afrique feront de gros profits.

Dans le secteur de la santé, Tolga Tolunay, sous-ministre au ministère de la Santé, a évoqué la diplomatie sanitaire entre la Turquie et l'Afrique. Dans ce contexte, la Turquie déploie des efforts considérables pour renforcer l'infrastructure sanitaire du continent, tant par le biais du secteur privé que par l'intermédiaire de la TIKA, du Croissant-Rouge et du ministère de la Santé. Le ministère de la Santé a fourni une aide covid à 162 pays et 14 organisations internationales différentes. 45 d'entre eux se trouvent en Afrique. La Turquie possède trois hôpitaux en Afrique, au Niger, en Somalie et au Soudan. Les hôpitaux ici non seulement soignent les patients, mais forment également des médecins pour les soigner. Dans ce cadre, plus de 1500 citoyens africains ont été renvoyés sur le continent pour être des individus éduqués et utiles. Dans le cadre des projets publics du ministère de la santé, le ministère assure le développement des capacités sanitaires en réalisant certaines opérations sur place et en formant ses collègues. La diplomatie de la santé est construite dans le cadre de la

diplomatie humanitaire et entrepreneuriale de la Turquie et montre l'approche de la Turquie envers l'Afrique.

S'exprimant dans le cadre de la réunion, l'ambassadeur de Turquie à Djibouti a remercié les activités de la Turquie dans le domaine de la santé pour les Africains et a souligné que la Turquie est un pont important pour le développement du secteur de la santé en Afrique. La Turquie est l'un des pays qui apporte le plus grand soutien à l'Afrique en matière de santé. Cependant, il y a quelques problèmes dans les relations commerciales bilatérales. Celles-ci se sont exprimées comme suit dans le cadre du panel :

« 1) Bourse : Les bourses accordées aux étudiants africains en médecine en Turquie sont remarquables, mais il n'y a pas d'interaction entre les universités en Turquie et les universités en Afrique.

2) Problème de marché : Les pays africains, la difficulté d'obtenir des marchandises de la Turquie, en particulier des produits de santé après leur entrée sur le marché, devraient faire des efforts pour s'assurer que la Turquie respecte les tarifs.

3) L'augmentation des risques dans les projets de santé : Certains des investissements en santé réalisés en Afrique ont des étiquettes à haut risque, ce qui rend difficile la réalisation de nouveaux investissements en Afrique en termes de soutien financier. Nous nous attendons à ce que l'essor des services de santé en Turquie après 2003 nous guide en tant que "frère aîné de la Turquie".

4) Numérisation des services et technologies de santé : Le développement de la compréhension de la fourniture de services avec des solutions numériques en Afrique, comme en Europe, est un facteur important pour l'Afrique. Nous constatons que les projets de système e-pulse et de médecine familiale réduisent les coûts en Turquie. Il peut être rendu possible que cela se produise avec nous de la même manière et que la coopération à établir avec la Turquie soit un événement gagnant-gagnant. »

Dialogue Turquie-Afrique sur le leadership des femmes

Dans le cadre de TABEF, l'attention a également été attirée sur les droits des femmes et un panel a été organisé avec la participation d'Emine Erdoğan. À ce stade, la diplomatie publique et la diplomatie humanitaire de la Turquie envers la région

passent au premier plan. Afin d'assurer la participation des femmes africaines à l'économie et de coordonner ces personnes, la « Maison de l'Afrique » a été créée à l'initiative d'Emine Erdoğan. À ce stade, la Première Dame Erdoğan, dans son discours attirant l'attention sur les dimensions sociales et individuelles du développement, a déclaré que les programmes d'éducation pour les femmes devraient être élargis en Afrique et que la participation des femmes non seulement à la vie sociale mais aussi à la vie économique est la condition préalable pour le développement de l'Afrique. À ce stade, la Turquie, en mettant l'accent sur les femmes, l'égalité des sexes et les droits des femmes, a renforcé son image occidentale vis-à-vis de l'Afrique et a mené une importante diplomatie culturelle.

Panel-IV : Financement des investissements et du commerce en Afrique et relations bancaires avec la Turquie

Sans aucun doute, l'un des plus grands problèmes du secteur privé turc envers l'Afrique est le système bancaire sous-développé, les problèmes de paiement et les problèmes de financement dans la région. Dans ce contexte, le directeur général adjoint d'Aktif Bank a déclaré que les difficultés d'accès au financement et les problèmes rencontrés dans le domaine bancaire se reflètent également dans le volume des échanges de la Turquie. Dans ce contexte, les initiatives de la TürkExim Bank retiennent également l'attention. Dans le panel, il a été déclaré que TürkExim Bank avait joué un rôle dans la construction d'un pont au Soudan en 2005, parallèlement à son expansion en Afrique. Cependant, à l'heure actuelle, Turk Exim Bank n'a aucune activité en Afrique. D'autre part, TürkExim Bank a un volume de prêts de 1,3 milliard de dollars. Parallèlement à la pandémie de Covid-19 qui touche le continent, il a été constaté que les activités ralentissaient en raison de difficultés financières. En outre, dans le secteur bancaire, il a été déclaré que le secteur bancaire turc est très en retard dans la région. La nécessité de soutenir à la fois les banques et les infrastructures bancaires a été soulignée. Pour cette raison, les banques turques ne peuvent pas afficher une présence effective en Afrique subsaharienne, ce qui limite l'accès des hommes d'affaires turcs investissant dans la région aux prêts.

Dans ce contexte, le responsable de TürkExim Banque et de Hongrie Eximbank a évoqué les projets développés spécifiquement pour l'Afrique avec la Turquie, les difficultés du secteur privé en Afrique et les suggestions nécessaires à son développement. Tout d'abord, les problèmes rencontrés par le secteur privé en Afrique

ont été évoqués : insuffisance des infrastructures, problèmes de communication énergétique et de transport, organisation des entreprises en PME et insuffisance institutionnelle, et surtout bancaire. Il a été dit que la bancabilité des institutions n'est pas très élevée. Dans ce contexte, l'interaction entre la Turquie et la Hongrie en Afrique est tout à fait remarquable.

Dans le domaine bancaire, un accord a été signé en 2020 pour soutenir les relations entre la Turquie et l'Afrique en Afrique de l'Est et du Sud. Dans ce contexte, il s'agit d'augmenter la capacité bancaire et d'évaluer les opportunités commerciales de première main et rapidement, grâce aux connexions établies localement. À ce stade, il a été indiqué que la principale priorité était le secteur privé et le protocole d'accord signé avec l'AFC a été mentionné. En outre, il a été souligné que les relations de la Turquie avec le secteur bancaire japonais en Afrique ont un caractère qui stimule le commerce et encourage le secteur privé.

Dans ce contexte, il a été déclaré que le développement en Afrique dépend du renforcement du secteur privé en Afrique, et il est indiqué que la Turquie et le Japon soutiendront le mouvement de développement sur le continent en habilitant à la fois leurs investisseurs du secteur privé et le secteur privé africain. membres du secteur dans ce contexte. À ce stade, il est indiqué que le soutien du gouvernement joue un rôle très important.

Enfin, l'attention a été attirée sur l'augmentation récente de la demande d'infrastructures en Afrique. Le représentant de la banque politique turque de l'Exim Bank hongroise a déclaré que ces demandes proviennent généralement du Maroc, de la Tunisie, de l'Algérie, du Nigeria et du Ghana, et dans ce contexte, l'EximBank hongroise fournit des financements importants. En dehors de cela, le fait que des entreprises turques et hongroises soient financées pour la mise en place du système wifi et du système 4G en Gambie montre que le mouvement GO Africa se renforce.³⁴⁶

b.2) III. Sommet du partenariat turquie-afrique

Après le sommet du partenariat Turquie-Afrique, qui s'est tenu pour la première fois à Istanbul en 2008, dans le cadre de la stratégie de l'Initiative Afrique de la Turquie, la Turquie a été déclarée partenaire stratégique du continent par l'Union

³⁴⁶ TABEF 2021 Konuşmaları, 2021

africaine. Afin d'approfondir ses relations avec le continent dans le cadre du partenariat stratégique, le plan de mise en œuvre conjoint 2015-2019 a été accepté par la Turquie et l'Union africaine. Dans le cadre du plan, une feuille de route des projets à réaliser entre la Turquie et les pays africains a été créée.

Dans ce contexte, le commerce et l'investissement, la paix et la sécurité, l'éducation et la culture, l'autonomisation des jeunes et le transfert de technologie, l'économie rurale, l'agriculture et les transports ont été définis comme les priorités des pays africains, et les projets ont été mis en œuvre de cette manière.³⁴⁷ En 2018, la "Deuxième Conférence ministérielle d'examen Turquie-Afrique" a eu lieu et la III. Il a été décidé de tenir le sommet du partenariat Turquie-Afrique en 2021.

Avec participation d'un total de 102 ministres africains, dont 16 chefs d'Etat et de gouvernement, 26 ministres des affaires étrangères, III. Le sommet du partenariat Turquie-Afrique s'est tenu à Istanbul du 16 au 18 décembre 2021. Les pourparlers de haut niveau, principal canal des relations de la Turquie avec l'Afrique, et le sommet du partenariat, qui est le plus important des sommets, ont été élaborés dans le cadre des objectifs 2063 et de croissance inclusive de l'AFB et des objectifs de développement durable 2030 de l'ONU. Lors du Sommet, le Plan d'action conjoint couvrant les années 2022-2026 a été accepté et 5 axes stratégiques de coopération ont été déterminés :

1) Paix, Sécurité et Justice

2) Commerce, Investissement et Industrie

3) Education, Technologies de l'Information et de la Communication, Développement de la Jeunesse et de la Femme

4) Développement des Infrastructures, Agriculture et Pêche

5) Promotion de Systèmes de Santé Résilients

L'un des éléments les plus importants du sommet a été le protocole d'accord signé entre le ministère turc du Commerce et l'AfCFTA.

Le Président de la République de Turquie, Recep Tayyip Erdoğan, qui a prononcé le discours d'ouverture du Sommet, a évoqué le passé historique de la

³⁴⁷ <https://www.mfa.gov.tr/turkiye-afrika-iliskileri.tr.mfa> accès: 27.03.2022

Turquie avec l'Afrique et a mentionné l'importance de l'Année africaine annoncée en 2005. Affirmant que la Turquie a progressivement développé ses relations politiques, sociales, culturelles et économiques avec l'Afrique au cours de ce processus, Erdoğan a déclaré que le volume des échanges, qui était de 5,3 milliards de dollars en 2003, a été multiplié par 5 en 17 ans et a atteint 25,3 milliards de dollars en 2020. Il a mentionné que 1 686 projets d'un montant de 78 milliards de dollars ont été mis en œuvre et qu'environ 25 000 Africains ont été employés. Mentionnant l'importance de l'AfCFTA pour le développement du continent, Erdoğan a évoqué l'objectif d'augmenter le volume des échanges entre le continent et la Turquie à 50 milliards de dollars, puis à 75 milliards de dollars.

Notant que non seulement les relations économiques mais aussi politiques et diplomatiques se sont immensément développées, le Président a également déclaré que le nombre d'ambassades en Afrique, qui était de 12 en 2005, est passé à 42, et le nombre d'ambassades africaines, qui n'étaient que de 10, a augmenté à 37. Cette évolution marquante rappelle également l'apport des missions diplomatiques au commerce, qui a été examiné dans la première partie du travail, et explique l'évolution des relations commerciales en peu de temps. Outre les relations politiques que la Turquie a développées avec les pays de la région et les liens établis avec diverses organisations internationales en Afrique, le président Erdoğan a également attiré l'attention sur la diplomatie publique suivie par la Turquie.

L'aide humanitaire fournie par des institutions telles que THY, TIKA, la Fondation Maarif, l'AFAD, l'Agence Anadolu et le Croissant-Rouge a été annoncée et il a été déclaré que 14 000 étudiants africains avaient reçu des bourses. Pendant la pandémie de Covid-19, lorsque les pays étaient confinés à leurs frontières nationales, la Turquie s'est classée 2e en matière d'aide médicale et a fourni du matériel médical à 44 pays africains. Rappelant l'asymétrie dans le monde concernant les vaccins, Erdoğan a déclaré que 15 millions de doses de vaccins seront envoyées en Afrique.

Exprimant qu'il a effectué plus de 50 visites dans 30 pays africains aux niveaux du premier ministre et du président depuis l'initiative africaine, Erdoğan déclare que la Turquie a non seulement des liens politiques et commerciaux avec l'Afrique, mais aussi une histoire d'amour. En plus de cela, Erdoğan a également évoqué les problèmes et la pauvreté de l'Afrique et a déclaré qu'il est injuste que ce continent de 1,3 milliard d'habitants ne soit pas représenté dans le système des Nations Unies et que nous devons

travailler ensemble pour un monde juste. Dans ce contexte, il a été déclaré que les relations entre la Turquie et l'Afrique seraient approfondies.³⁴⁸

Le sommet du partenariat Turquie-Afrique III s'est tenu après le TABEF pour renforcer les liens sociaux et politiques de la Turquie avec l'Afrique. À la suite du sommet, qui s'est concentré sur des questions politiques et sociales plutôt que sur des questions économiques, de nombreux nouveaux domaines de coopération ont émergé. Dans ce contexte, le plan d'action conjoint 2022-2026 et les domaines de coopération stratégiques mentionnés peuvent être mentionnés.

1) Paix, sécurité et justice

Dans le cadre de la Paix, de la Sécurité et de la Justice; il a été déclaré que la Turquie et l'Afrique travailleront ensemble dans les domaines du renforcement de la paix et de la sécurité, de la démocratie, de l'État de droit, du respect des droits de l'homme, de la bonne et équitable gouvernance, et que le soutien politique, juridique et technique nécessaire sera fourni. À la suite des réunions tenues lors du Sommet, il a été déclaré que la coopération en cours entre la Turquie et l'Afrique en matière de paix et de sécurité, et en particulier le soutien de la Force de maintien de la paix de l'Union africaine, la contribution au budget du maintien de la paix et la contribution au G5 Force conjointe du Sahel, faire progresser les relations entre les deux parties sur la base de la confiance. En outre, les ventes d'armes de la Turquie aux pays africains, le soutien technique et la formation militaire ont été appréciés par l'Union africaine, et il a été décidé de développer la coopération dans la formation des forces militaires et policières. Lors du sommet du partenariat Afrique-Turquie, il a été décidé de poursuivre l'expertise et le soutien du renseignement, de renforcer la culture de la paix et de poursuivre les résolutions de conflits et la médiation que la Turquie mène activement dans la région. En plus de tout cela, il a été convenu que les tentatives de la Turquie pour établir la stabilité et la paix sur le continent se poursuivront dans le domaine de la lutte contre le terrorisme.

³⁴⁸ <https://www.tccb.gov.tr/konusmalar/353/134033/iii-turkiye-afrika-ortaklik-zirvesi-acilis-oturumu-nda-yaptiklari-konusma> accès: 27.03.2022

2) Commerce, investissement et industrie

Lors du Sommet, les domaines de coopération acceptés dans le cadre du TABEF ont été réaffirmés et il a été décidé de créer l'environnement politique et technique nécessaire pour mieux évaluer les opportunités économiques qui se sont développées entre les deux parties après la pandémie et pour aider le développement économique et récupération de l'Afrique. En outre, conformément aux objectifs 2063 de l'Union africaine, l'attention a été attirée sur le développement durable et inclusif, et il a été déclaré que la Turquie est un partenaire stratégique très important pour l'Afrique dans ce contexte, où il ne peut y avoir de développement économique sans développement social. Lors du sommet, la nécessité d'investir dans le commerce, l'innovation, la R&D et les nouvelles technologies, en particulier dans une énergie abordable et propre pour tous, a été soulignée.

3) Education, technologies de l'information et de la communication, développement de la jeunesse et de la femme

Conformément à la vision Afrique 2063, toutes les formes de violence et de discrimination (sociale, économique, politique) à l'encontre des femmes et des filles auraient été éliminées et elles jouiraient pleinement de tous leurs droits humains. Cela signifie la fin de toutes les pratiques sociales néfastes et que tous les obstacles à l'accès à une santé et à une éducation de qualité pour les femmes et les filles seraient inexistants. Cela signifie que la femme africaine aurait des droits économiques égaux, y compris le droit de posséder et d'hériter des biens, de signer un contrat, d'enregistrer et de gérer une entreprise. Plus de 90% des femmes rurales auraient accès aux actifs productifs, notamment la terre, le crédit, les intrants et les services financiers. L'Afrique de 2063 et le Sommet Turquie-Afrique verraient la réalisation de la pleine égalité entre les sexes. Il verrait les femmes occuper 50% des postes élus dans les organes étatiques, régionaux et locaux, et 50% des postes de direction dans le gouvernement et le secteur privé seraient des femmes. Le plafond de verre économique et politique entravant la progression des femmes serait enfin brisée. En plus des droits des femmes, les partis se réconcilient avec l'autonomisation des jeunes et leurs droits. Le chômage manifeste des jeunes aurait été éliminé et ils auraient pleinement accès aux possibilités de formation, aux services de santé, aux activités récréatives et

culturelles ainsi qu'aux moyens financiers pour permettre à chaque jeune de réaliser son plein potentiel. Les jeunes seront les géniteurs de nouvelles entreprises fondées sur le savoir et contribueront de manière significative à l'économie. Toutes les formes de migration illégale des jeunes auraient pris fin, les voyages vers le monde extérieur devant se faire principalement à des fins culturelles et récréatives et non comme une recherche d'opportunités. Le talent de la jeunesse africaine serait enfin pleinement utilisé pour favoriser le développement politique, social, culturel et économique du continent.

4) Foresterie, agriculture et pêche

Dans le domaine de la foresterie, de l'agriculture et de la pêche, afin de lutter contre les effets négatifs du réchauffement climatique et du changement climatique, l'environnement durable, le développement durable, la gestion des bassins versants, la gestion forestière, la pêche et les plans d'agriculture moderne sont mis en pratique, ce qui est l'un des des objectifs 2063 de l'Union Africaine. Il vise à atteindre l'objectif d'Harmonisation de l'Agriculture. Il a été souligné que l'agriculture durable et les investissements de la Turquie dans l'agriculture sur le continent jouent un rôle vital dans la réduction de la pauvreté et la garantie de la sécurité alimentaire. Dans ce contexte, il a été promis que les ministères concernés en Turquie et les ministères des pays africains concluraient un accord conforme aux objectifs de l'Agenda 2063.

5) Promotion de systèmes de santé résilients

Dans le titre de la santé, les dirigeants africains ont remercié la Turquie pour le soutien sanitaire qu'elle a fourni à l'Afrique, en particulier le matériel médical, le personnel et les vaccins que la Turquie a envoyés sur le continent pendant la période du Covid-19, une indication du développement de la dimension humanitaire des relations. entre la Turquie et l'Afrique a été confirmé. Dans ce cadre, un accord a été signé entre la Turquie et l'Afrique dans le domaine des « Disease Control Centers ». La Turquie a exprimé la justification des préoccupations de l'Afrique dans le domaine de la santé et a demandé à l'OMC et à l'OMS de déroger temporairement à certaines dispositions de l'Accord sur les ADPIC dans le domaine de la santé. ³⁴⁹

³⁴⁹

<https://au.int/en/pressreleases/20211220/3rd-africa-turkiye-summit-adopts-five-strategic-cooperation-areas-period-2022> accès: 23.03.2022

Plan d'Activité Joint Turquie-Afrique 2022-2026

Marge de Coopération / Cadre Générale sur le Continent	Programmes / Projets	Activités	Résultats espérées	Institutions Exécutantes	
				Union Africaine	Turquie
Premier Domaine de Coopération : Paix, Sécurité et Gouvernance					
PAIX ET SECURITE					
l'Architecture de la Sécurité et du Paix Africaine (APSA); Faire taire les armes et objectif clé 4 de l'Agenda 2063 : une Afrique pacifique et sûre	Appui au Mécanisme de Coopération Policière de l'Union Africaine (AKRIPOL)	- Formations à la sécurité aéroportuaire pour AFRIPOL - Cours de formation sur le Mécanisme de coopération policière de l'Union africaine (AFRIPOL) et les États membres sur la lutte contre le crime organisé	Maintenir et Maintenir la Paix et la Sécurité en assurant une meilleure sécurité dans les aéroports	AfBK (Commission de l'Union Africaine)- Département des Affaires Politiques, Paix et Sécurité (PAPS)	Ministère de l'Intérieur, Direction Générale de la Sécurité
	Coopération sur la Réforme de la Justice	Fournir une assistance technique à au moins quatre États membres pour réformer le système judiciaire (soutenir la mise en œuvre de stratégies nationales pertinentes et le déploiement d'experts pour développer l'expertise nationale)	Production d'outils d'information sur la réforme de la justice et renforcement des capacités humaines dans ce sens	AfBK (Commission de l'Union Africaine) - Département des Affaires Politiques, de la Paix et de la Sécurité (PAPS)	Ministère de la Justice
	Appui aux Efforts de Consolidation de la Reconstruction et du Développement Post-conflit et de Consolidation de la Paix sur le Continent	Continuer à mettre en œuvre des projets de développement dans divers secteurs, en mettant l'accent sur l'éducation et le renforcement des capacités des femmes et des jeunes pour assurer leur participation à la consolidation de la paix après les conflits.	Contribution à la consolidation de la paix après les conflits	AfBK (Commission de l'Union Africaine)- Département des Affaires Politiques, Paix et Sécurité (PAPS)	TIKA
	Programme Jeunesse pour la paix (Y4P)	Soutenir les activités des représentants de la jeunesse sur le chemin de la paix	Mise en œuvre de la stratégie Jeunesse pour la paix	AfBK (Commission de l'Union Africaine)- Département des Affaires Politiques, Paix et Sécurité (PAPS)	Ministère des Affaires Etrangères, ambassades turques en Afrique
	Formation de jeunes diplomates	TR Programme de formation interactif pour les jeunes diplomates au ministère des Affaires étrangères.	Contribution à la paix et à la sécurité	AfBK (Commission de l'Union Africaine)- Département des Affaires Politiques, Paix et Sécurité (PAPS)	Ministère des Affaires Etrangères
	Soutien à la médiation	Conférence de médiation turco-africaine	Partager les expériences de la Turquie, de l'Union africaine et des	AfBK (Commission de l'Union Africaine)-	Ministère des Affaires Etrangères

			pays africains individuels dans le domaine de la médiation	Département des Affaires Politiques, Paix et Sécurité (PAPS)	
Objectif clé 3 : « Une Afrique avec une bonne gouvernance, la démocratie et le respect des droits de l'homme, de la justice et de l'état de droit ».	Bonne gouvernance participative et prestation de services efficace	Séminaire sur la gestion du personnel de l'État moderne et l'augmentation de la productivité	Assurer une efficacité et une qualité accrues dans les États membres pour mener la transformation économique et la compétitivité des services publics, du secteur public et du service privé en Afrique	AfBK (Commission de l'Union Africaine)- Département des Affaires Politiques, Paix et Sécurité (PAPS)	Le Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale
Deuxième domaine de coopération : Commerce, Investissement et Industrie					
COMMERCE ET INVESTISSEMENT					
Objectif clé 1, objectif 4, domaines prioritaires : croissance économique durable et inclusive ; diversification économique et résilience	Forum de l'économie et des affaires Turquie-Afrique (TABEF)	Poursuivre l'organisation du Forum tous les deux ans	Augmentation des opportunités de commerce et d'investissement entre l'Afrique et la Turquie	AfBK (Commission de l'Union Africaine)- Développement Economique, Commerce, Industrie, Mines (ETIM)	DEİK
	Conférence de promotion des zones économiques spéciales africaines	Une rencontre entre de hauts responsables publics africains chargés de la mise en place des zones économiques spéciales et des responsables turcs des secteurs public et privé.	Augmentation des opportunités de commerce et d'investissement entre l'Afrique et la Turquie	AfBK (Commission de l'Union Africaine)- Développement Economique, Commerce, Industrie, Mines (ETIM)	Organisations du secteur privé, Ministère du Commerce
Objectif clé 6, objectif 17, domaine prioritaire : autonomiser les femmes et les filles	Dix ans d'inclusion financière et économique des femmes africaines (2020-2030)	Dialogue des femmes leaders turco-africaines. Une réunion qui se tiendra tous les deux ans pour créer des opportunités d'affaires et partager des idées entre les femmes entrepreneures turques et africaines.	Accroître les opportunités d'emploi parmi les femmes africaines et turques	AfBK (Commission de l'Union Africaine) - Direction de la Femme, du Genre et de la Jeunesse Développement Economique, Commerce, Industrie, Mines (ETIM)	Ministère du Commerce DEİK
		Une mission commerciale virtuelle en Afrique pour les femmes entrepreneures	Accroître les opportunités d'emploi parmi les femmes africaines et turques	AfBK (Commission de l'Union Africaine) - Direction de la Femme, du Genre et de la Jeunesse Développement Economique, Commerce, Industrie, Mines (ETIM)	Ministère du Commerce, DEİK
INDUSTRIE					
Accroître le commerce intra-africain (BIAT)	Développement du secteur privé et coopération avec l'African Business Council	Établir des relations, un dialogue et une coordination dans le cadre du protocole d'accord signé en 2018 entre l'African Business Council et le Foreign Economic Relations Board (DEIK), le partenaire commercial d'exception de l'Union africaine en Turquie.	Approfondissement de la coopération économique dans divers secteurs prioritaires des économies turque et africaine	AfBK (Commission de l'Union Africaine)- Développement Economique, Commerce, Industrie, Mines (ETIM),	DEIK

		Renforcer les complémentarités entre les deux parties et explorer de nouvelles opportunités de liens économiques.		Les organisations professionnelles africaines	
	Séminaire de soutien aux PME et à l'entrepreneuriat	Organisation d'un séminaire sur la manière dont les États membres de l'AfB apportent un soutien public aux agents publics, aux petites et moyennes entreprises et à l'entrepreneuriat.	Accroître le soutien public aux PME	AfBK (Commission de l'Union Africaine)- Développement Economique, Commerce, Industrie, Mines (ETIM),	TR Ministère de l'industrie et de la technologie, Administration du développement et du soutien aux petites et moyennes entreprises (KOSGEB)
	Programme de formation du personnel des chambres de commerce africaines	Organiser un programme de formation pour le personnel des chambres de commerce africaines chargé de promouvoir la coopération et le commerce international.	Accroître les qualifications du personnel des chambres de commerce	AfBK (Commission de l'Union Africaine)- Développement Economique, Commerce, Industrie, Mines (ETIM),	TOBB
	Organisation de la Foire Afrique-Turquie	Organiser des foires pour explorer les opportunités de commerce et d'investissement entre l'Afrique et la Turquie	Recherche d'opportunités commerciales et d'investissement	AfBK (Commission de l'Union Africaine)- Développement Economique, Commerce, Industrie, Mines (ETIM), Les organisations professionnelles africaines	Coopération avec le ministère du Commerce et les entreprises d'organisation de foires du secteur privé. La faisabilité du projet dépend de l'évaluation par le secteur privé de l'existence d'une demande suffisante.
Accroître le commerce intra-africain (BIAT) / Économie numérique	Symposiums sur le e-commerce	- Partage d'informations sur le commerce électronique et ses avantages pour le commerce et les investissements en Turquie et en Afrique -Soutenir et promouvoir les filières manufacturières e-africaines - Fournir un support d'information technique au partage de technologie - Organisation d'un événement sur l'économie numérique pour promouvoir la coopération entre les fabricants, distributeurs, prestataires logistiques et détaillants africains et turcs et les bourses de matières premières industrielles	- S'efforcer de mieux comprendre l'écosystème du commerce électronique et les avantages potentiels - Augmentation de la production et des ventes et amélioration des niveaux de service -Soutenir le secteur manufacturier africain	AfBK (Commission de l'Union Africaine)- Développement Economique, Commerce, Industrie, Mines (ETIM),	Ministère du commerce, Union des chambres et des bourses de marchandises de Turquie, autres organisations des secteurs public et privé

Troisième domaine de collaboration : éducation, compétences en TIC (innovation dans les technologies de l'information), développement des jeunes et des femmes

Objectif principal 1, objectif 2, domaine prioritaire : Réforme axée sur l'éducation et les compétences en TIC (innovation dans les technologies de l'information)	Bourses d'études à l'Université panafricaine	Signature d'un protocole d'accord entre le Conseil turc de l'enseignement supérieur et l'Université panafricaine	Octroi de bourses aux étudiants africains inscrits à l'Université panafricaine	Commission de l'Union africaine, Université panafricaine - Éducation, science, technologie et innovation (ESTI)	Conseil de l'enseignement supérieur
	Renforcement de la coopération dans le domaine des bourses et des programmes de formation de courte durée	Dans le cadre du protocole de coopération signé entre la Présidence pour les Turcs de l'étranger et les communautés apparentées et l'Union africaine, accorder des bourses à l'Union africaine et à l'Université panafricaine pour des programmes d'éducation à court terme ainsi que des programmes de premier cycle, de cycles supérieurs et de doctorat.	Renforcement de la coopération entre YTB et AfB sur la base du protocole signé avec l'Union Africaine.		Présidence pour les Turcs de l'étranger et les communautés apparentées (YTB)
	Encouragement du programme de bourses de recherche en Turquie	Promouvoir conjointement les bourses de recherche du gouvernement turc offertes aux chercheurs africains dans les universités turques.	Informar les chercheurs africains de la disponibilité des bourses de recherche du gouvernement turc	Commission de l'Union africaine, Université panafricaine - Éducation, science, technologie et innovation (ESTI)	Présidence pour les Turcs de l'étranger et les communautés apparentées (YTB)
	Modules de formation professionnelle du ministère de l'Éducation nationale	Modules de formation à proposer aux pays africains sur la période 2021-2026 en fonction de la disponibilité des ressources financières	Développement et pérennisation de l'enseignement professionnel et technique	Commission de l'Union africaine, Université panafricaine - Éducation, science, technologie et innovation (ESTI)	Ministère de l'Éducation
Objectif clé 6, objectif 17, domaine prioritaire : autonomiser les femmes et les filles	Programme de formation des représentants des médias africains (AFMED)	Partage d'expériences et renforcement de la coopération dans le cadre du Programme de formation des représentants des médias africains (AFMED), organisé par la Présidence pour les Turcs de l'étranger et les communautés apparentées.	Développer les relations avec l'AfB à travers l'AFMED.	Commission de l'Union africaine, Université panafricaine - Éducation, science, technologie et innovation (ESTI)	Présidence pour les Turcs de l'étranger et les communautés apparentées (YTB)
	Campagne pour mettre fin à la violence contre les femmes et les filles (VAWG)	Soutenir et participer aux initiatives nationales de la Campagne AfB pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes (VAWG)	Soutenir les initiatives nationales des États membres	Commission de l'Union africaine, Université panafricaine - Éducation, science, technologie et innovation (ESTI)	Ministère de la Famille et des Services sociaux et Ambassades de Turquie en Afrique
Objectif principal 6, objectif 18, domaine prioritaire : autonomisation des jeunes et des enfants	Programme de Volontariat des Jeunes de l'Union Africaine	Établir un dialogue et un échange d'expériences entre le programme des jeunes volontaires et la plate-forme des jeunes volontaires de Turquie et fournir une assistance technique si nécessaire.	Soutenir le programme de volontariat des jeunes de l'UA	Commission de l'Union africaine - Direction	Ministère de la Jeunesse et des Sports

				des femmes, du genre et de la jeunesse	
	Entrepreneuriat des jeunes	Accompagnement et renforcement des capacités des jeunes entrepreneurs, acteurs sociaux et innovateurs	Soutenir le programme de volontariat des jeunes de l'UA	Commission de l'Union africaine - Direction des femmes, du genre et de la jeunesse	DEİK, Organisations du secteur privé
	développement de compétence	Faciliter l'offre d'apprentissages, de compétences numériques et d'opportunités pour les jeunes par le biais d'acteurs du secteur privé et de partenaires de travail.	Offrir une formation qualifiante et par apprentissage aux jeunes	Commission de l'Union africaine - Direction des femmes, du genre et de la jeunesse	Ministère de la Jeunesse et des Sports, TOBB

Quatrième domaine de collaboration : développement des infrastructures et agriculture					
DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES					
Objectif clé 2, Objectif 10, Domaine prioritaire : Connexion des communications et des infrastructures + Projet tribord 11 : Stratégie spatiale africaine	Séminaire sur la fourniture et la gestion des systèmes de communication par satellite	Organisation d'un séminaire pour partager les expériences de la Turquie dans le domaine de la fourniture et de la gestion des systèmes de communication par satellite.	Soutenir les stratégies africaines de communication par satellite	Département des infrastructures et de l'énergie	Ministère des transports et des infrastructures, TÜRKSAT
Tarım					
Objectif principal 1, objectif 5, domaine prioritaire : efficacité et production agricoles	Techniques d'irrigation et gestion de l'eau	Formation aux techniques d'irrigation et à la gestion de l'eau du Secrétariat des BET (Communautés économiques régionales), MS, AMC (Chaîne de télévision Afrique et Moyen-Orient), AUDA-NEPAD (Agence de développement de l'Union africaine), Conseil des ministres africains de l'eau (AMCOW)	Fournir aux participants africains des connaissances techniques modernes sur l'irrigation et la gestion de l'eau pour une meilleure prestation de services	Commissaire de l'Union africaine pour l'agriculture, le développement rural, l'économie bleue et l'environnement durable (ARBE))	Tarım ve Orman Bakanlığı
	Techniques d'irrigation et gestion de l'eau	Etudes géologiques et géotechniques des projets de barrage, bassin, station d'épuration et irrigation à construire, - Etudes hydrogéologiques à réaliser dans le cadre de la recherche sur les eaux souterraines, -Fournir un soutien technique sur les problèmes concrets dans le domaine du forage de puits d'eau, des techniques de construction, de la conception et de l'application du projet	Une meilleure utilisation des ressources en eau	Commissaire de l'Union africaine pour l'agriculture, le développement rural, l'économie bleue et l'environnement durable (ARBE)	Ministère de l'agriculture et des forêts

	Initiatives agricoles numériques	Échange d'expérience dans le développement et la préparation de stratégies d'agriculture numérique pour les BET et les MS	Adoption de la numérisation dans le secteur agricole par les BET et les États membres africains pour exploiter leur potentiel d'emploi abordable pour les jeunes et les femmes	Commissaire de l'Union africaine pour l'agriculture, le développement rural, l'économie bleue et l'environnement durable (ARBE)	Ministère de l'agriculture et des forêts
	Planification et gestion de l'irrigation agricole	Cours de formation pour les secrétariats AfBK, AUDAU – NEPAD, BETs, MS et AMCOW sur la préparation des périmètres irrigués agricoles et la gestion des installations d'irrigation.	Les participants africains apprennent des techniques modernes dans les applications des systèmes d'irrigation pour une meilleure prestation de services dans la production alimentaire	Commissaire de l'Union africaine pour l'agriculture, le développement rural, l'économie bleue et l'environnement durable (ARBE)	Ministère de l'agriculture et des forêts
	Jeunes agriculteurs et agricultrices.	Atelier sur l'augmentation de l'emploi rural et l'identification des besoins nationaux et des limites sur cette question. Rédaction d'un plan d'action.	Créer une prise de conscience commune en Turquie et en Afrique sur la nécessité de lutter contre la pauvreté rurale et l'importance du développement rural, des jeunes agriculteurs et des agricultrices.	Commissaire de l'Union africaine pour l'agriculture, le développement rural, l'économie bleue et l'environnement durable (ARBE)	Ministère de l'agriculture et des forêts
	Utilisation des déchets agricoles et animaux comme éléments nutritifs des plantes et production d'énergie	- Evaluer les utilisations possibles des résidus et déchets agricoles et animaux et dispenser des formations sur leur utilisation.	Organik biyoküt (bitki atıklarından elde edilen kömür kullanımı) kullanarak tarımsal ve hayvansal atık ve kalıntılardan, atık yönetimi ve enerji üretiminden sürdürülebilir fayda sağlanması	Commissaire de l'Union africaine pour l'agriculture, le développement rural, l'économie bleue et l'environnement durable (ARBE)	Ministère de l'agriculture et des forêts
Objectif clé 1, objectif 7, domaine matériel : conservation de la biodiversité, des ressources génétiques et des écosystèmes	Gestion des banques de gènes de semences et cadre ultérieur pour la biodiversité	Cours de formation sur la mise en œuvre et l'établissement de rapports sur différents aspects de la gestion des banques de gènes de semences et du cadre de la biodiversité	Préparation des plans d'action nationaux pour la biodiversité	AfBK-ARBE	Ministère de l'agriculture et des forêts
Objectif clé 1, Objectif 7, Domaine matériel : Économies et communautés écologiquement durables et résilientes au changement climatique : Modes de	Économie circulaire	Apprendre de l'expérience de la Turquie dans l'économie circulaire, la gestion des déchets et le contrôle de la pollution plastique, et promouvoir la mise en œuvre des accords multilatéraux sur l'environnement (CTTA)	Expérience partagée avec les participants africains sur l'économie circulaire, la gestion des déchets et le contrôle de la pollution plastique	AfBK-ARBE	Ministère de l'Environnement, de l'Urbanisme et du Changement Climatique

consommation et de production durables		Organiser une formation sur le processus de négociation du CTFA			
Objectif majeur 1, objectif 7, domaine prioritaire : Résilience climatique et préparation et prévention des catastrophes naturelles	Préparation, prévention et réponse aux catastrophes naturelles	Organisation d'un séminaire interactif sur la préparation, la minimisation et la détermination des effets des catastrophes naturelles sur les infrastructures. Partage d'expériences et de bonnes pratiques en matière de réduction des risques de catastrophe dans les programmes de développement.	Élaborer un plan d'action pour améliorer la réponse à l'atténuation des dommages aux infrastructures essentielles. Inclusion de la réduction des risques de catastrophe dans les programmes et projets de développement.	AfBK-ARBE	Ministère de l'environnement, de l'urbanisation et du changement climatique, ministère de l'intérieur (Présidence chargée de la gestion des catastrophes et des urgences)
	Lutte contre la désertification	Formation sur l'expérience de la Turquie dans la lutte contre la désertification, la perte de terres et la sécheresse.	Accroître la capacité de travail des experts des États membres de l'AfB sur la gestion durable et la restauration des terres dans le cadre de l'Initiative de la Grande Muraille Verte	AfBK-ARBE, BET et MS	Ministère de l'Environnement, de l'Urbanisme et du Changement Climatique
	Intégration harmonieuse des services météorologiques et climatologiques dans les programmes et agendas de développement nationaux, régionaux et continentaux	Atelier sur la mise en place de mécanismes pour le développement des services météorologiques et climatologiques et leur inclusion dans les stratégies, plans et programmes de développement nationaux.	Améliorer la gestion des risques climatiques et les systèmes d'alerte hydrométéorologique précoce	AfBK-ARBE	Ministère de l'Environnement, de l'Urbanisme et du Changement Climatique (Direction Générale de la Météorologie)
	L'impact du changement climatique sur l'agriculture et l'agriculture respectueuse du climat.	- Cours d'agriculture appliquée	Accroître la capacité des agriculteurs à s'adapter au changement climatique	AfBK-ARBE (Commissaire de l'Union africaine à l'agriculture, au développement rural, à l'économie bleue et à l'environnement durable)	Ministère de l'agriculture et des forêts
	Documents de mise en œuvre de la stratégie de la Grande Muraille Verte pour l'Initiative Sahara et Sahel.	- Organisation d'un atelier sur les mises à jour des plans d'action nationaux et du document cadre de stratégie et de résultats régional harmonisé.	Réalisation d'entreprise basée sur la réalité Accroître l'impact de l'initiative mobilisation des ressources et Accroître le suivi et l'évaluation (S&E), Contribuer à la mise en œuvre des résolutions de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification et de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.	AfBK-ARBE (Commissaire de l'Union africaine à l'agriculture, au développement rural, à l'économie bleue et à l'environnement durable))	Ministère de l'Environnement, de l'Urbanisme et du Changement Climatique

	Phase d'extension de l'Initiative de la Grande Muraille Verte dans les zones arides d'Afrique du Sud (GGWI)	Fournir un soutien aux trois États membres dans l'élaboration du plan d'action national et du cadre de mise en œuvre	Élaboration du plan d'action national des trois États membres Renforcement des capacités des points focaux nationaux de la CNULD Accroître la mobilisation des ressources	AfBK-ARBE (Commissaire de l'Union africaine à l'agriculture, au développement rural, à l'économie bleue et à l'environnement durable)	Ministère de l'Environnement, de l'Urbanisme et du Changement Climatique
Cinquième domaine de collaboration : promouvoir des systèmes de santé résilients					
Objectif clé 1, objectif 2, domaine prioritaire : santé et nutrition	Santé maternelle et infantile	- Offrir des opportunités de renforcement des capacités aux professionnels de la santé dans le domaine de la santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et adolescente.	Fournir à 110 médecins, infirmières et sages-femmes un cours sur le programme de réanimation néonatale (YCP) et une formation pour adolescents (sur trois ans)	Unité de la santé, des affaires humanitaires et du développement social	Ministère de la Santé en coordination avec le Ministère des Affaires étrangères
	Fabrication locale de médicaments, vaccins et produits de diagnostic	- Organisation d'un atelier de partage d'expérience sur le renforcement des capacités locales de fabrication de médicaments, de vaccins et de diagnostics - Faciliter la coopération entre les fabricants pharmaceutiques turcs et africains	Renforcer le transfert de connaissances et le partage d'expériences sur la fabrication nationale - Conclure des accords entre les fabricants de médicaments de Turquie et d'Afrique pour la production de vaccins avancés sur le continent	Centre africain de contrôle des maladies	Ministère de la Santé en coordination avec le Ministère des Affaires étrangères
	Systèmes de santé	- Organisation d'un atelier pour partager les expériences de la Turquie sur la réforme de la santé	- Échange d'informations sur les réformes de la santé entre le ministère de la Santé de Turquie et les ministères de la Santé des États membres africains	Centre africain de contrôle des maladies	Ministère de la Santé en coordination avec le Ministère des Affaires étrangères
Sixième domaine de coopération : suivi et évaluation conjoints					
Activités conjointes de S&E	Cadre de coopération Afrique-Turquie.	Organisation de réunions de suivi à différents niveaux (Experts, Hauts Fonctionnaires)	- Préparation et publication du rapport d'avancement conjoint - Suivi de la mise en œuvre du Plan d'action Afrique-Turquie	Bureau de la planification stratégique et de la distribution (OSPD) et des partenariats et de la mobilisation des ressources (PMRM)	ministère des Affaires Étrangères

350

³⁵⁰ DEIK, Afrika-Türkiye Ortaklık Zirvesi Raporu, 2021

TEZ ONAY SAYFASI

Üniversite : T.C. GALATASARAY ÜNİVERSİTESİ
Enstitü : SOSYAL BİLİMLER ENSTİTÜSÜ
Hazırlayanın Adı Soyadı : Mehmet Berkay DURDU
Tez Başlığı : Ekonomik Diplomasi ve Türkiye'nin Ekonomik Diplomasi Uygulamaları Oyun Sahası Olarak: Afrika
Savunma Tarihi : 14/ 02 / 2023
Danışman : Doç. Dr. Feride Selcan SERDAROĞLU POLATAY

JÜRİ ÜYELERİ:

Unvan, Ad-Soyadı

İmza

Doç. Dr. Feride Selcan SERDAROĞLU POLATAY

Dr. Öğr. Üyesi Zeynep ARIKANLI

Dr. Öğr. Üyesi Nur ÇETİNOĞLU HARUNOĞLU

Prof. Dr. Ulun AKTURAN

Enstitü Müdürü